

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°386

MAI 2017

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
des Ministères français des Affaires étrangères
et de la Culture*

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Maquette et mise en page : Şerefettin
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

- **SYRIE: LES USA CONFIRMENT L'ARMEMENT DES FDS MALGRÉ L'OPPOSITION TURQUE**
- **TURQUIE: APRÈS LE RÉFÉRENDUM, PAS DE PAUSE DANS LA RÉPRESSION DE MASSE, DÉGRADATION DES RELATIONS INTERNATIONALES**
- **KURDISTAN: PRÉPARATION DE L'APRÈS-DAECH, LES PARTIS TOUJOURS DIVISÉS SUR LE MODE DE PRÉPARATION DU RÉFÉRENDUM**
- **IRAN: ROHANI RÉÉLU, LE PIRE ÉVITÉ, MAIS LES KURDES EN ATTENDENT PEU**
- **LIBÉRATION DE L'ACTIVISTE KURDE IRANIEN M. KABOUDVAND**
- **PARUTIONS RÉCENTES**

SYRIE: LES USA CONFIRMENT L'ARMEMENT DES FDS MALGRÉ L'OPPOSITION TURQUE

Après l'attaque turque fin avril sur les YPG kurdes, principale composante de l'alliance kurdo-arabe des Forces démocratiques syriennes (FDS), le mois de mai s'est ouvert avec l'annonce le 1^{er} par l'OSDH de l'entrée de ces mêmes FDS dans Tabqa, et leur capture dès le lendemain de plus de 80% de la ville. Les djihadistes, d'abord acculés contre l'Euphrate dans trois quartiers, n'ont conservé que les deux les plus orientaux, les «n° 1» et «n° 2». Les FDS ont annoncé avoir aidé 5.000 civils à fuir les combats. Malgré une attaque surprise sur des déplacés qui a fait au moins 21 victimes,

Daech n'a pu reprendre le terrain perdu. Le 9, les FDS ont libéré l'«Hôpital national» de Tabqa, annonçant l'élimination de 77 djihadistes.

En parallèle, les négociations entre pays impliqués dans le conflit syrien se sont poursuivies sur fond d'accusations d'atrocités du régime: le 9, *Human Rights Watch* (HRW) a accusé celui-ci d'«utilisation d'armes chimiques [...] en au moins quatre occasions au cours des derniers mois», certaines attaques de zones résidentielles sans enjeu militaire n'ayant fait que des victimes civiles. Dans un rapport de 63 pages (*Death by*

chemicals. The Syrian government's widespread and systematic use of chemical weapons) HRW parle d'attaques chimiques «fréquentes et systématiques» contre les civils, relevant du crime contre l'humanité. Le 15, le Département d'État a à son tour accusé le régime d'avoir procédé à des crémations quotidiennes dans la prison de Saïdnaya pour faire disparaître les corps de quelque 50 prisonniers pendus chaque jour.

Le 3 à Sochi, le président russe, dans une conférence de presse commune avec son homologue turc, a proposé l'établissement de «zones de désescalade» dans les

zones rebelles de la province du nord-ouest d'Idlib, dans certaines parties de la province de Homs, au centre, au sud et dans l'enclave rebelle orientale de la Ghouta de Damas. Les deux dirigeants espèrent que l'accord, signé par la Turquie, l'Iran et la Russie, permettra d'apaiser les hostilités. Mais à Astana, la délégation de l'opposition armée a suspendu sa participation, exigeant que le régime de Damas mette fin aux bombardements des régions qu'elle contrôle, et Ilham Ahmed, co-présidente du Conseil démocratique syrien (CDS, représentation politique des FDS), appelant à une «Syrie décentralisée», a qualifié l'accord de «résultat d'une [...] confluence d'intérêts entre trois États et rien d'autre». Le Département d'État américain a exprimé ses inquiétudes devant la participation de l'Iran. Le 5, la co-présidente du CDS, Ilham Ahmed, a déclaré espérer que la Russie n'avait pas «trahi les Kurdes» en signant avec la Turquie un accord défavorable pour eux. Comme l'accord commençait à être appliqué sur le terrain tôt le samedi 6, sans que les zones concernées soient rendues publiques (!), les rebelles l'ont rejeté, le qualifiant de «menace à l'intégrité territoriale du pays» et refusant de considérer l'Iran comme garant de tout accord de cessez-le-feu. Cependant, le 8, le ministre syrien des Affaires étrangères, Walid al-Moallem, a qualifié en conférence de presse le rôle des Kurdes de Syrie dans la lutte contre Daech de «légitime, dans le cadre de leur volonté réelle de préserver l'unité et l'intégrité des territoires syriens», une position probablement surtout destinée à exprimer l'opposition de Damas au soutien apporté par la Turquie à certains rebelles islamistes. Parallèlement, suite à des négociations avec le régime, des combattants rebelles ont commencé à quitter avec leurs proches le district de Barzeh, près de Damas,

assiégé par l'armée syrienne, pour la région d'Idlib, tenue par les rebelles. L'ONU a critiqué les sièges réciproques menant à ces plans et les plans eux-mêmes comme des déplacements forcés. Le 16, la nouvelle session de discussions de Genève a eu pour principal sujet les «zones de désescalade». Les Kurdes du PYD n'ont pu y participer suite à l'opposition turque, mais Salih Muslim, le co-président de ce parti, a déclaré communiquer avec l'équipe de l'organisateur des discussions, l'envoyé spécial de l'ONU Staffan de Mistura, ajoutant qu'«Américains comme Russes savaient très bien que sans eux, aucune avancée politique n'était envisageable, à Astana ou Genève».

Comme en Irak, les différents acteurs commencent à préparer l'après-Daech. La Badia, sud-est syrien désertique s'étendant vers l'Irak et la Jordanie, traversé notamment par la route stratégique Damas-Bagdad, commence à prendre de l'importance. L'armée syrienne a commencé à s'y déployer pour devancer les rebelles dans les villes perdues par Daech et faire sa jonction avec les milices chiites irakiennes. Le 19, l'aviation américaine y a frappé un groupe de miliciens pro-régime avançant vers des combattants soutenus par les USA. Les responsables politiques du Rojava ont aussi commencé à se positionner pour l'avenir: dans une interview au *Guardian*, Hediya Youssef, co-présidente de l'Assemblée constituante de la Région fédérale du Nord Syrien, a déclaré le 8 que les Kurdes de Syrie espéraient le soutien américain pour étendre leurs territoires vers l'est jusqu'à Deir-Ezzour, mais aussi vers l'ouest jusqu'à la côte, en chassant notamment la coalition d'islamistes et de djihadistes tenant actuellement Idlib. Ceci désenclaverait le Rojava, étranglé économiquement par la fermeture de la frontière turque et

celle du Kurdistan d'Irak, et lui ouvrirait de nouvelles voies commerciales. Le 24, des responsables du Rojava ont déclaré à *Middle East Eye* qu'ils espéraient que l'avancée des «Unités de mobilisation populaire» (*Hashd al-Shaabi*) en majorité chiites sur la frontière irako-syrienne leur permettrait d'ouvrir une liaison directe avec Bagdad et donc de «contourner l'embargo exercé par le PDK». Le porte-parole des *Hashd al-Shaabi*, Ahmed al-Asadi, a pourtant nié toute relation avec le PYD et déclaré combattre sous les ordres des forces irakiennes...

Ces divers mouvements interviennent dans le contexte de l'intérêt exprimé récemment par l'Iran pour l'ouverture d'une voie d'accès vers la Méditerranée, de la lutte récente entre factions kurdes pour le contrôle de la région irakienne frontalière et stratégique du Sindjar, mais aussi de l'avance des milices chiites irakiennes au sud de celle-ci, critiquée par le président de la région du Kurdistan irakien Massoud Barzani...

Les États-Unis pourraient-ils soutenir le Rojava dans un tel projet? L'administration Trump, même si elle semble de plus en plus méfiante à l'égard de la Turquie, exclue de toute opération militaire, s'est montrée inquiète devant la perspective du contrôle de la frontière syro-irakienne par des combattants pro-iraniens. Il est vrai que le soutien militaire des États-Unis aux FDS s'affirme de plus en plus clairement: le mardi 9, le Pentagone a annoncé que le président Trump avait autorisé la veille la fourniture d'armement et d'équipement militaire aux combattants kurdes en Syrie dans le cadre de l'offensive sur Raqqa – une annonce arrivant une semaine avant la rencontre prévue entre Erdoğan et Trump! Mais Washington prend soin de ne pas quitter le terrain de l'al-

liance militaire et, sur le plan politique, marque toujours sa distance avec le PYD: le 25, Salih Muslim, le co-président de ce parti, invité à intervenir lors d'un événement se tenant à Washington, s'est vu refuser le visa américain. L'an dernier, il avait déjà dû intervenir par téléconférence exactement pour la même raison. Peut-être Washington ne veut-il pas tendre encore plus ses relations avec Ankara... Dans une réunion avec le ministre turc de la défense, le chef du Pentagone James Mattis a tenté de minimiser la décision d'armer les FDS, expliquant que cet armement serait limité et délivré en fonction des objectifs atteints dans l'offensive, et que Raqqa serait ensuite gouvernée par des Arabes et non des Kurdes. Ilhan Ahmad, membre du PYD à Washington, a sans surprise déclaré que cette décision «avait un sens politique» et «légitimait les YPG et les FDS» dans leur marche sur Raqqa. Le porte-parole des YPG, Redur Xelil, a déclaré que cette décision, bien que «tardive», aurait des résultats rapides, qu'elle leur permettrait de jouer un rôle plus important dans la lutte contre Daech et «donnerait une impulsion importante à toutes les forces démocratiques combattant le terrorisme». Le vice-premier ministre turc Nurettin Canikli a au contraire qualifié la décision américaine d'«inacceptable», ajoutant qu'il espérait que «cette

erreur [serait] corrigée». Le ministre turc des Affaires étrangères, Mevlüt Çavuşoğlu, a de son côté déclaré: «Toute arme arrivant entre leurs mains [du PYD] est une menace contre la Turquie», des arguments repris par le président turc. Dès le 3, İlnur Çevik, l'un des conseillers du président turc, avait été jusqu'à menacer de frapper les Américains se trouvant avec les YPG: «[Nos forces] ne s'occuperont pas si des soldats ou blindés américains sont là [...]; ils pourraient recevoir quelques roquettes "par accident"»... Le Colonel John Dorrian, porte-parole de la coalition anti-Daech à Bagdad, a déclaré que les livraisons d'armes débuteraient «très rapidement».

Le 10, les FDS ont capturé la ville de Tabqa et le barrage du même nom, annonçant d'abord les avoir «totalement libérés» des djihadistes, puis plus tard dans la journée, les avoir nettoyés des mines laissées par Daech. Le 11, tandis que Mattis et Yıldırım se rencontreraient brièvement à Londres en marge de la conférence sur la Somalie, Redur Xelil a appelé la Turquie à «abandonner ses peurs injustifiées», ajoutant que son organisation souhaitait «des relations de voisinage avec la Turquie». Le 12, un commandant des FDS a annoncé qu'il espérait la prise de Raqqa durant l'été, confirmant que la campagne débuterait dès la réception de l'armement fourni par le

Pentagone. Le même jour, le Premier ministre Turc Binali Yıldırım, a déclaré que les USA l'avaient assuré que les YPG ne demeureraient pas dans Raqqa une fois la ville prise et que la balance démographique de la ville ne serait pas modifiée. Le 13, les FDS ne se trouvaient plus qu'à 4 km au nord de Raqqa, et selon l'OSDH, combattaient les djihadistes à 4 km au nord-est, 6 km au nord et 13 km au nord-ouest de la ville.

Les États-Unis continuent à pratiquer le «grand écart» entre leurs alliés: le 16, alors même que se tenait à la Maison Blanche la rencontre Erdoğan-Trump, une délégation du Département d'Etat conduite par l'envoyé présidentiel pour la Coalition anti-Daech, Brett Mc Gurk, arrivait au Rojava et rencontrait le Conseil civil de Raqqa, qu'elle assurait de son soutien (le président turc aurait suite à cette information demandé à son homologue américain le limogeage de McGurk...). Le 31, le Pentagone annonçait que ses livraisons d'armes aux FDS avaient commencé la veille. Sans surprise, la Turquie a qualifié la mise en œuvre de cette décision d'«extrêmement dangereuse», exhortant de nouveau Washington à revenir sur cette «erreur». Exclue des opérations sur le terrain, elle a selon l'agence *Anatolie* augmenté ses capacités de formation de l'Armée syrienne libre – moyen indirect de maintenir la pression sur le PYD.

TURQUIE:

APRÈS LE RÉFÉRENDUM, PAS DE PAUSE DANS LA RÉPRESSION DE MASSE, DÉGRADATION DES RELATIONS INTERNATIONALES

Ni pause dans la répression ni réouverture d'un processus de paix avec les Kurdes: arrestations et condamnations, limogeages par décrets, attaques des civils au Kurdistan... On réprime maintenant même la poésie: le 2,

la police a saisi au bureau HDP de Dargeçit (province de Mardin) une affiche de son co-président emprisonné, Selahattin Demirtaş, comportant un poème écrit en prison, «Courage contagieux»: interdit par le procureur de Mardin comme «propagande

terroriste», le poème servira d'élément à charge au procès. Et la veille à Istanbul, la police a arrêté des dizaines de manifestants voulant gagner Taksim, en dispersant d'autres au lacrymogène et aux balles en caoutchouc...

Le 5, l'appel de *Wikipedia* contre le blocage de son site web a été rejeté: la Turquie exige d'abord le retrait de deux pages en anglais «présentant faussement la Turquie comme liée à des groupes terroristes». Le même jour, troisième vague de purges depuis le coup d'État, 107 juges et procureurs ont été démis pour «liens gülenistes», et le lendemain, plus de 3.900 fonctionnaires civils et militaires ont été limogés, ce qui porte le nombre de fonctionnaires démis à 150.000, dont 4.238 magistrats visés par des mandats d'arrêt (le 24, 139 fonctionnaires municipaux d'Ankara et de deux ministères ont été arrêtés, aussi pour «liens gülenistes»).

Le 9, sur une motion du Premier ministre, le parlement a privé de son mandat la députée HDP Nursel Aydoğan, déjà condamnée en janvier à 4 ans et 8 mois de prison pour «propagande terroriste»: elle avait assisté en 2011 aux funérailles d'un membre soupçonné du PKK, dont le corps faisait partie de centaines ramenés en ville. Le 19, une activiste kurde des droits de l'homme, Mukaddes Alataş, ancienne employée de l'İHD à Istanbul, incarcérée durant 8 jours après un raid de la police chez elle à Diyarbakir, a été arrêtée pour «appartenance à une organisation terroriste». Selon Eren Keskin, avocate et co-présidente de l'Association des droits de l'homme (İHD), c'est en fait pour avoir discuté sur les réseaux sociaux du génocide arménien. Employée dans un centre social de Diyarbakir pour aider les femmes victimes de violence, Alataş avait été licenciée après l'arrestation des élus municipaux HDP et leur remplacement par un administrateur pro-AKP... Le 21, selon l'agence ANF, le procureur a requis 15 à 22 ans de prison contre Nurhayat Altun, co-maire de Dersim, arrêtée en

novembre sur plainte du Centre de communication du premier ministre l'accusant de «direction d'une organisation terroriste» et d'«activités criminelles»: participation aux manifestations de protestation contre les arrestations des co-présidents du HDP et aux commémorations pour les trois militantes assassinées à Paris, «propagation de l'idéologie du PKK» dans un discours au centre culturel de Munzur par l'emploi du mot «Kurdistan». La première audience se tiendra le 3 juillet. Le 29, Besime Konca, députée HDP de Siirt, arrêtée le 13 décembre mais remise en liberté le 3 mai jusqu'à son procès avec interdiction de quitter le territoire, a été re-arrêtée à l'aéroport de Batman pour «appartenance à une organisation terroriste» et «propagande pour une organisation terroriste». Le 30, les autorités ont annoncé avoir émis un mandat d'arrêt contre le porte-parole du HDP, Osman Baydemir, sans spécifier les accusations portées contre lui. Enfin, le 31, la première audition du co-président emprisonné du HDP, Selahettin Demirtaş, a été fixée au 6 septembre à Ankara. Arrêté le 4 novembre dernier, celui-ci risque 142 ans de prison. Samedi 17, Serpil Kemalbay a été élue co-présidente du HDP pour succéder à Figen Yuksekdağ, arrêtée en novembre en même temps que Demirtaş, depuis démise de son statut de députée.

La répression frappe toujours universitaires et journalistes – y compris étrangers. Nuriye Gülmen, enseignante à l'Université Selcuk de Konya, et Semih Özakça, instituteur à Mardin, ont tous deux été arrêtés dans la nuit du 21 au 22 dans l'appartement d'Ankara où ils se trouvaient, ainsi que la femme d'Özakça et leurs avocats. Licenciés de leurs postes par décret, en liberté sur parole avec pointage quotidien au commissariat,

ils étaient en grève de la faim depuis deux mois et demi. Les procureurs ont requis contre eux 20 ans de prison. Âgée de 70 ans, la mère de l'universitaire Veli Sacilik, lui aussi licencié par décret, venue avec son fils soutenir Gülmen et Özakça, a été frappée et traînée dans la rue par les policiers – la photo a fait le tour des réseaux sociaux. Pour les journalistes, Mehmet Güleş, de l'Agence *Dicle*, fermée par le gouvernement après le coup d'État, a été le 3 condamné par un tribunal d'Elazığ à plus de neuf ans de prison pour «appartenance à une organisation terroriste et diffusion de la propagande d'une organisation terroriste». Le 8, le journaliste français Mathias Depardon a été arrêté dans la province de Batman puis emprisonné à Gaziantep. Accusé de «propagande terroriste» pour avoir publié *en France* un reportage contenant des photos de combattants du PKK, il a entamé le 21 une grève de la faim, interrompue après une semaine.

La Turquie prétendrait-elle intimider la presse internationale au-delà de ses frontières? *Reporters sans Frontières* a qualifié le traitement de Depardon d'«inacceptable», et à l'étranger, l'inquiétude grandit. Le 1^{er} mai, le commissaire aux Droits de l'homme de l'ONU, Zeid Ra'ad al-Husseini, a exprimé sa préoccupation à propos des arrestations de masse et du renouvellement de l'état d'urgence et le commissaire européen chargé des candidatures d'adhésion, Johannes Hahn, a déclaré que la perspective d'une adhésion turque s'était éloignée et que les relations devaient maintenant s'orienter vers d'autres points pour relancer la coopération. Mais le plus négatif pour l'image du pays demeure le grave incident qui s'est produit le 16 durant la visite du président Erdoğan à Washington et dont une vidéo accablante, tournée par Aran

Hamparian, directeur exécutif du Comité national arménien d'Amérique, a été largement diffusée sur internet. Elle montre des membres de la sécurité du président turc attaquer devant l'ambassade de Turquie des manifestants portant le drapeau du PYD après ce qui ressemble à la transmission orale d'instructions par le président turc depuis son véhicule. 12 blessés ont dû être hospitalisés. Le maire de Washington DC, Muriel Bowser a caractérisé l'incident comme «une violente attaque contre une manifestation pacifique» et «un affront fait aux valeurs de [Washington] DC et à nos droits en tant qu'Américains». Les enquêteurs ont appréhendé deux hommes qui avaient attaqué le personnel américain chargé d'assurer la sécurité de la délégation (!), mais ont dû les relâcher car ils portaient des passeports diplomatiques. Le 19, deux sénateurs, John McCain (Républicain, Arizona) et Dianne Feinstein (Démocrate, Californie) ont publié une déclaration commune condamnant l'attaque en des termes inhabituellement sévères: «La réponse violente de votre personnel de sécurité à des manifestants pacifiques est totalement inacceptable et reflète malheureusement la manière dont votre gouvernement traite la presse, les groupes ethniques minoritaires et les opposants politiques». Le sénateur McCain a aussi appelé dans une interview à l'expulsion de l'ambassadeur turc, qui a été convoqué au Département d'Etat. Mais à Ankara, l'ambassadeur américain a été convoqué le 23 pour recevoir une note demandant des explications à propos de «l'attitude non professionnelle et agressive du personnel de sécurité américain» lors de la visite du président turc!

Avec l'Allemagne aussi, les relations se dégradent: son parlement a reconnu le génocide

arménien, ses dirigeants ont été accusés de «comportement nazi» par M. Erdoğan pour avoir refusé la tenue de meetings AKP sur leur sol, l'Allemagne a refusé d'extrader plusieurs militaires turcs accusés d'implication dans le coup d'Etat... Et la récente déclaration de la chancelière allemande ne va pas apaiser les tensions: elle a déclaré le 8 qu'en cas de référendum sur le rétablissement de la peine de mort en Turquie (une consultation que M. Erdoğan répète vouloir organiser), l'Allemagne n'autorisera pas les consulats et l'ambassade turcs à organiser le scrutin sur son sol. Autre sujet de discorde, la base aérienne de l'OTAN à Incirlik, dont la Turquie a de nouveau refusé l'accès à une délégation parlementaire allemande venue y rendre visite à ses troupes. Le porte-parole du ministère allemand des Affaires étrangères, Martin Schaefer, a qualifié ce refus d'«inacceptable», ajoutant que le ministre des Affaires étrangères Sigmar Gabriel soulèverait cette question lors de la prochaine réunion de l'OTAN à Washington. Le 17, Schaefer a indiqué qu'en cas de nouveau refus, l'Allemagne pourrait déplacer ses avions de reconnaissance et de ravitaillement vers la Jordanie ou Chypre. Le 20, la polémique est montée d'un cran lorsque Gregor Gysi, un politicien de la gauche allemande, a demandé le retrait du contingent allemand, déclarant dans une vidéo devenue virale sur internet que l'Allemagne aidait indirectement la Turquie à massacrer les Kurdes de Syrie: les militaires turcs utiliseraient les informations allemandes transmises d'Incirlik à l'OTAN pour diriger leurs bombardements. Enfin, le 25, la vice-présidente du Parlement allemand et députée des Verts Claudia Roth a annulé un voyage en Turquie lorsque le gouvernement turc l'a informée qu'elle ne pourrait visi-

ter le parlement et n'aurait aucun dispositif de protection rapprochée...

Les opérations militaires se sont poursuivies dans les provinces à majorité kurde du pays. Le 1^{er}, deux quartiers de Sur (vieux ville de Diyarbakir, en grande partie rasée), ont été vidés de leurs habitants, auxquels les autorités ont coupé l'eau et l'électricité afin de les forcer à partir. Beaucoup disent ne pas savoir où aller et ne font guère confiance aux promesses de reconstruction. Le 28, la police a interdit l'accès du quartier à une délégation de députés et d'élus municipaux danois venus exprimer leur solidarité aux résidents. Le lendemain, dans cette même province de Diyarbakir, 59 villages ont été selon l'ANF placés sous couvre-feu dans plusieurs districts, puis 43 villages supplémentaires le 30, dans le cadre d'une opération militaire impliquant 7.000 hommes, gendarmes, 800 membres des forces spéciales de la police et des gardes de villages. Plusieurs villages ont été bombardés et les routes d'accès bloquées par les forces de sécurité. Concernant les pertes, le 24 un policier a été tué dans le district de Beytusebap (province de Şırnak), près de la frontière irakienne, 2 autres le lendemain matin, et 4 blessés près de Doğubayazit, non loin de la frontière iranienne. Le 26, dans des revendications croisées, le gouverneur d'Ağrı a déclaré que l'armée turque avait éliminé la veille 29 rebelles dans les provinces de Van et d'Ağrı dans une opération où 3 soldats turcs et un garde de village avaient été tués; les HPG (branche armée du PKK) ont annoncé la mort de 57 soldats turcs... Le 28, des frappes aériennes ont visé des cibles du PKK dans la province de Van, et le 31, de source sécuritaire, 3 soldats turcs ont été tués dans la province de Diyarbakir. L'armée

de l'air turque a aussi annoncé avoir éliminé deux rebelles dans le district de Lice de cette même province.

Les frappes aériennes continuent

aussi sur le PKK au Kurdistan d'Irak: le 3 près d'Amêdî (un civil tué et un autre blessé), le 9 sur plusieurs villages, le 14 de nouveau sur Amêdî, avec l'annonce de l'élimination de 10

combattants kurdes, et de nouveau le 16, deux frappes successives, ayant provoqué un incendie. Le 28 les avions turcs ont frappé la région de Basyan, et le 22 puis le 31 celle de Qandîl.

KURDISTAN: PRÉPARATION DE L'APRÈS-DAECH, LES PARTIS TOUJOURS DIVISÉS SUR LE MODE DE PRÉPARATION DU RÉFÉRENDUM

Les forces irakiennes ont poursuivi leur avance dans Mossoul-ouest, entrant le 5 par le sud dans le quartier de Musherfa, au nord de la ville, puis annonçant le 8 avoir repris le quartier de al-Haramat, en limite de ville, et le 9 d'autres quartiers nord-ouest dont la zone industrielle. Les djihadistes semblaient se regrouper dans la vieille ville pour leur résistance finale. Le 11, les Irakiens ont repris leur avance, attaquant aussi depuis le nord pour accroître la pression sur leurs ennemis, et ont annoncé mardi 16 que Daech ne contrôlait plus que 12 km² – environ 10% de Mossoul-Ouest – et qu'ils espéraient reprendre entièrement la ville avant le début du Ramadan, fin juin... Selon un bilan publié le 17, 16.000 djihadistes ont été tués et 394 capturés depuis le lancement de l'offensive en octobre. On commence à parler reconstruction, qui selon des élus provinciaux coûtera des milliards de dinars et prendra jusqu'à cinq ans pour redévelopper une économie fonctionnelle. Rien que rétablir les services de base comme l'eau et l'électricité pourrait prendre 6 mois. Enfin, il faudra trouver les fonds: le budget provincial 2017 n'est que de 52 milliards de dinars, contre 738 milliards en 2013, avant l'invasion de Daech...

Si les Kurdes ne sont pas présents dans Mossoul, leur front face à Daech connaît toujours des escarmouches régulières. Le 5, un commandant de pechmergas a été tué

par une bombe au passage de son véhicule près de Touz Khourmatou, au sud de Kirkouk, et 3 autres combattants ont été blessés. Le dimanche 7 avant l'aube, les pechmergas ont repoussé près de Kirkouk une attaque-suicide de 5 djihadistes qui a fait 2 morts et 6 blessés. Samedi 13 au matin, une nouvelle attaque a été repoussée près de Touz Khourmatou, une autre dans la nuit du 17 au 18, et enfin une dernière le 28, où 5 pechmergas, dont un officier, ont été blessés, et un autre capturé. Parallèlement, les plans de réorganisation, d'unification et de «dépolitisation» des pechmergas se poursuivent. Le Gouvernement régional du Kurdistan (GRK) a annoncé le 14 avoir approuvé le projet élaboré en ce sens en concertation avec les Américains, les Britanniques et les Allemands, qui doit être mis en œuvre durant les 10 prochaines années: il s'agit de transférer vers le GRK l'allégeance des combattants des deux partis «historiques», le PDK (Parti démocratique du Kurdistan, de Massoud Barzani) et l'UPK (Union patriotique du Kurdistan, créée par Jalal Talabani, devenu ensuite président irakien), un projet mené conjointement par le Premier ministre Nechirvan Barzani (PDK) et le vice Premier ministre Qubad Talabani (UPK). Le GRK a aussi demandé le 8 à la coalition anti-Daech la création d'une force aérienne des pechmergas pouvant servir au combat mais aussi à l'évacuation des blessés du front.

Si le théâtre d'opérations militaires attirant tous les regards demeure Mossoul en raison de son importance symbolique, un second étant la province de Kirkouk (notamment au sud avec Touz Khourmatou), une autre région commence à prendre de l'importance stratégique en vue de l'après-Daech: celle, frontalière de la Syrie, à l'ouest de Mossoul et au sud du Sindjar, de Baaj et de Qairawan. Concernant une autre région encore contrôlée par Daech, celle de Hawija (au sud de la province de Kirkouk, d'où Daech lance ses attaques sur Touz Khourmatou), le gouverneur de Kirkouk, Nejmeddine Karim, a répondu à des leaders sunnites venus demander une offensive plus rapide sur cette ville que celle-ci devrait attendre la reprise de Mossoul et des zones frontalières de la Syrie... Le 12, les milices des *Hashd al-Shaabi*, majoritairement chiites, ont lancé sur cette région une offensive visant à compléter l'encerclement des djihadistes, et ont annoncé le 16 avoir pris 4 villages dans la région de Qairawan. Le 29, elles ont avancé vers Baaj, prenant plusieurs villages autour de la ville (restée entre les mains de Daech), et fermant aux djihadistes la frontière irako-syrienne – leur dernière voie de fuite. Ces mouvements les ont menées près de Tell Qasab et de Tell Banat, sur la route de Mossoul à Rabia, ce qui les met en position de couper le Sindjar du Kurdistan, suscitant le 15 un avertissement de Massoud Barzani de ne pas s'approcher davantage des

zones yézidiennes... Le commandant des pechmergas au Sindjar, Sarbast Lazgin, a de son côté accusé l'Iran de pousser à cette avance pour installer un corridor vers la Syrie, dénonçant une collusion iranienne avec les milices chiites et le PKK. Les *Hashd al-Shaabi* ont répondu être en communication avec Massoud Barzani, avant d'annoncer le 21 avoir repris à Daech 8 nouveaux villages au sud du Sindjar... Le 31, ce sont les pechmergas qui ont envoyé un avertissement aux *Hashd al-Shaabi*, après que Massoud Barzani ait réitéré mardi 30 que les Kurdes ne se retireraient pas des territoires dont ils avaient pris le contrôle avant le lancement de l'opération sur Mossoul, mais qu'il fallait que Bagdad et Erbil parviennent à un accord sur leur gestion, ajoutant que le sort du Sindjar devait être décidé par ses résidents et personne d'autre. Si on semble s'orienter vers la tenue d'un référendum en ce sens pour la province de Kirkouk, il a encore été peu question d'une consultation de ce genre pour le Sindjar.

En politique intérieure, les discussions entre partis politiques kurdes ont continué justement pour décider si l'organisation du référendum d'autodétermination impliquait ou non la réactivation du parlement... Le désaccord principal oppose toujours le PDK, qui souhaite mettre en place un comité d'organisation inter-partis et *Gorran*, pour lequel le parlement, demeurant «la seule institution» représentant tous les partis et le peuple de la Région du Kurdistan (communiqué publié le

17 mai), doit être réactivé pour que le référendum puisse se tenir... L'UPK a tenté de jouer les médiateurs entre les deux en proposant une réactivation du parlement mais avec le remplacement de son président précédent, Yusuf Mohammed Sadiq, refusé par le PDK, par un autre membre de *Gorran* – une proposition acceptée par le PDK mais refusée le 8 par *Gorran*. Cependant, dès le 7 il était apparu que le PDK, seul parti à avoir envoyé un représentant au comité inter-partis, demeurait isolé sur sa position. Le 8, le vice-président du parlement, Jaafar Ibrahim Eminki, un membre du PDK, a déclaré dans une interview à *Rûdaw* qu'il pensait que le parlement d'Erbil pourrait rouvrir après un mois et que le référendum sur l'indépendance du Kurdistan d'Irak aurait lieu en septembre. Selon une information diffusée par la chaîne *NRT* mardi 9, l'UPK et le PDK auraient trouvé un accord dans leur dernière réunion pour réactiver le Parlement sans avoir besoin de l'appoint de *Gorran* – qui refusait de participer à une session sans son président actuel, Youssif Mohammed – et élire un nouveau président du parlement. UPK et PDK s'appuient sur l'article 6 du Conseil des représentants qui prévoit la possibilité de tenir une session sans le président si celui-ci est invité ou si un quart des députés donne son accord. Ceci nécessiterait l'assistance d'un troisième parti, qui pourrait être l'Union islamique (*Yekgirtû*). Cependant, le 24, le comité d'organisation du référendum n'était toujours pas formé, et en fin de mois, les dis-

cussions inter-partis portaient toujours sur la possibilité de réactiver le parlement d'Erbil sans son président actuel – une possibilité qui semblait toujours avoir la faveur du seul PDK...

Entre temps, le Kurdistan d'Irak a perdu l'un de ses politiciens «historiques»: l'ancien membre de l'UPK et fondateur du mouvement *Gorran* par scission d'avec l'UPK, Nawshirwan Mustafa. Mustafa, qui était rentré au Kurdistan le 13 après 9 mois passés au Royaume-Uni pour traitement médical, est décédé le vendredi 19 à l'âge de 73 ans. Le premier ministre du GRK, Nechirvan Barzani (PDK), a exprimé ses condoléances, et Barham Salih, second vice-secrétaire général de l'UPK a déclaré que le disparu «était un guide qui avait eu un énorme impact sur l'histoire et la situation du peuple kurde». Mustafa a été enterré le 20 à Sulaimaniyeh, où 2 jours de deuil ont été déclarés. Les représentants des 5 principaux partis du Kurdistan d'Irak ont envoyé des messages de condoléances au bureau de *Gorran* à Sulaimaniyeh, et le mouvement a décidé de mettre les drapeaux en berne sur ses locaux dans tout le Kurdistan. Après le décès de Mustafa, l'UPK a appelé à plusieurs reprises *Gorran* à la réunification, mais le mouvement a répondu le 29 qu'une telle option n'était pas prévue, et que malgré les annonces faites dans certains organes de presse du Kurdistan quant à la désignation d'un successeur à son fondateur, *Gorran* demeurait dirigé par un comité formé par Mustafa.

IRAN:

ROHANI RÉÉLU, LE PIRE ÉVITÉ, MAIS LES KURDES EN ATTENDENT PEU

L'actualité de ce mois en Iran a été dominée par les élections présidentielles qui se tenaient le 19 et ont opposé un can-

didat ultraconservateur, Ibrahim Raïssi, et un modéré, l'ancien président Hassan Rohani – un troisième candidat, lui aussi conservateur, le maire de

Téhéran Mohammed Ghalibaf, s'était retiré juste avant le scrutin en appelant à voter pour Raïssi.

Hassan Rohani, qui concourait

pour un deuxième mandat, considéré par les observateurs comme «modéré» et proche des technocrates, avait porté pendant son premier mandat l'accord international sur le nucléaire iranien, conclu en 2015. Ibrahim Raïssi, nommé l'année précédente par le Guide suprême responsable du mausolée de l'imam Reza à Meshhed, était vu au contraire comme un ultraconservateur proche des forces de sécurité et représentant la théocratie. Même si celui-ci ne l'avait pas exprimé ouvertement, il se murmurait qu'il jouissait du soutien du Guide suprême, l'ayatollah Khamenei. Mais Raïssi était aussi connu des Iraniens – et tout particulièrement des Kurdes – comme membre d'un Comité qui avait duré pendant les années 80, juste après la Révolution islamique, condamné à mort des milliers de prisonniers politiques...

Les partis kurdes d'Iran avaient tous appelé à boycotter l'élection, déniaient toute légitimité à un scrutin organisé dans le cadre de la République islamique. Cependant, jusqu'au jour du vote, le résultat apparaissait incertain, Raïssi ayant mené une campagne populiste, attaquant son adversaire sur son peu de résultats économiques, cherchant ainsi à séduire les plus pauvres et les jeunes, frappés par un chômage massif. Cette configuration pouvait inciter certains Kurdes à soutenir Rouhani pour écarter Raïssi – une stratégie envisagée par de nombreux Iraniens opposés aux conservateurs, même s'ils trouvaient Rouhani trop tiède et son premier mandat tout compte fait décevant. Ainsi, les réformateurs Karoubi et Moussavi, toujours assignés à résidence depuis 2011, avaient appelé à voter Rouhani.

Finalement, le scrutin, tenu le 19, a apporté à Rouhani une victoire beaucoup plus large qu'il n'était

envisagé, avec 57% des voix, contre 38,5% pour Raïssi, soit 5 millions de voix de plus pour l'ancien président que lors de sa première élection. Pour les Kurdes, qui se sentent depuis longtemps abandonnés par l'État au niveau économique, on peut penser que l'annonce par Rouhani de son projet de réalisation d'un chemin de fer de l'Iran vers la Méditerranée au travers du Kurdistan syrien, qui partirait du Kurdistan iranien, a pu susciter l'espoir et lui valoir des soutiens dans cette région. Mais il est probable que la plupart des Kurdes n'attendent qu'un impact minimum du résultat de cette élection, à la fois en raison des pouvoirs limités du Président face au Guide suprême et de la relative déception du premier mandat. En effet, pas plus qu'il n'est parvenu à mettre fin à l'assignation à résidence de Karoubi et de Moussavi, l'ancien Président n'a réussi à modifier de manière sensible les conditions d'existence des Kurdes, qui continuent à être en butte aux exactions des forces de sécurité et à la répression menée par l'appareil judiciaire. Selon les statistiques, de mai 2012 à mai 2017, 328 citoyens kurdes ont été exécutés dans les prisons iraniennes principalement dans celles d'Ourmia et de Karaj... Le 4, selon l'Association des droits de l'homme du Kurdistan (KMMK), les forces de sécurité ont abattu un civil et en ont blessé trois autres dont un gravement dans le quartier Shapatan de la ville d'Oshnavieh. Les Kurdes accusent aussi la République islamique de mettre systématiquement de côté leurs régions de peuplement quand il est question de projets de développement. Ainsi le 2, des manifestations de protestation de résidents kurdes de la ville de Hassan Abad, dans la région de Sanandaj, en raison de la mauvaise qualité des services de l'État, notamment les mauvaises routes, ont été suivies

de plusieurs arrestations. Ce même jour, Rahman Ibrahim, un *kolbar* de 19 ans blessé le mois précédent par la sécurité au passage de la frontière avec l'Irak, est mort à l'hôpital de Tabriz. Les *kolbars*, porteurs pauvres contraints pour subsister de transporter des marchandises de contrebande à travers la frontière irano-irakienne, et qui sont régulièrement les victimes des garde-frontières ou des forces de sécurité, sont devenus au fil des ans le symbole de l'absence de développement économique des régions kurdes d'Iran. Le Guide suprême lui-même a exprimé le stéréotype confondant minorités ethniques et religieuses et contrebandiers en donnant à ceux du Sistan et du Balouchistan le nom kurde de *kolbars*... Durant le précédent mandat Rouhani, 444 d'entre eux ont été blessés ou tués par les forces de sécurité: 195 tués par balles et 249 blessés, tandis que 48 autres *kolbars* ont été arrêtés.

La liste des condamnations et des exécutions au Kurdistan a continué à s'allonger. Le 22, soit deux jours à peine après le scrutin présidentiel, le prisonnier politique kurde Kemal Hesên Remezan, 31 ans, a été condamné à mort. Arrêté près de la frontière irakienne en 2011 avec deux autres personnes, Remezan avait été condamné à 10 ans de prison pour appartenance au PKK, mais ce premier jugement avait été réduit à 7 ans, puis annulé en attente d'un second. C'est ce second procès qui a abouti à cette condamnation à mort. Il semble que Remezan ait été torturé afin d'être forcé à avouer le meurtre d'un responsable des services de sécurité, tué il y a dix ans et dont les assassins n'ont pas été retrouvés. Puis le 24, a eu lieu la première pendaison d'un Kurde depuis la réélection de Rouhani. Mehrdad Askarî a été pendu pour trafic de drogue – des activistes kurdes d'Iran ont déclaré

en mars dernier que que le gouvernement avait exécuté 138 Kurdes en un an pour divers délits, dont le trafic de drogue.

Puis, dans la même semaine, c'est l'ancien lutteur de Kermanshah Hojatollah Tedro qui a été pendu après 10 ans passés en prison. Il

avait été accusé d'avoir attaqué quelqu'un – une accusation qu'il déniait.

IRAN : LIBÉRATION DE L'ACTIVISTE KURDE IRANIEN M. KABOUDVAND

L'activiste kurde Mohammed Sadiq Kaboudvand a été relâché le 13 mai de la sinistre prison d'Evîn à Téhéran, où il était incarcéré depuis juillet 2007. Kaboudvand, un Kurde iranien qui n'était pas un militant politique, n'a jamais cessé le combat pacifique pour la démocratie, les libertés et les droits fondamentaux. Né dans la ville de Divandareh dans la province du Kurdistan iranien de Sineh (Sanandaj), il avait fondé en 1996 «Unité pour la démocratie», un mouvement voulant promouvoir la démocratie dans la société kurde iranienne et publiant un bulletin intérieur, *La Voix de la liberté*, qui avait dû interrompre ses activités au bout d'un an. En 2003, après un marathon administratif de 5 ans pour obtenir les autorisations nécessaires, il avait créé l'hebdomadaire persan et kurde *Payam-e mardom-e Kurdistan*, «Le Messager du peuple du Kurdistan», dont il était demeuré le rédacteur en chef jusqu'à ce que celui-ci soit suspendu le 27 juin 2004 par le tribunal de Sanandaj, pour, selon *Reporters sans Frontières*, «propagation d'idées séparatistes et publication de fausses nouvelles». En même temps que trois journalistes, il avait alors été menacé d'arrestation pour «trouble à l'opinion publique et propagation d'idées séparatistes». En 2005 il avait fondé à

Téhéran l'Organisation des droits de l'homme du Kurdistan, qui publia jusqu'en 2007 250 rapports et interviews – moment où Kaboudvand fut arrêté dans son bureau puis condamné par un tribunal révolutionnaire à 11 ans de prison pour «agissements contre la sécurité nationale» et «propagande contre la République islamique»... Parmi les autres charges levées contre lui: «s'être opposé aux lois pénales islamiques en faisant connaître publiquement les peines comme la lapidation et les exécutions». Kaboudvand, travailleur infatigable, avait aussi tenté de publier plusieurs ouvrages, dont l'un sur la situation des femmes, mais aucun n'avait été accepté par la censure.

La santé de Mohammed Sadiq Kaboudvand allait se dégrader au cours de son emprisonnement de 10 ans. Pour protester contre le refus continu des autorités pénitentiaires de l'autoriser à visiter son fils Pejman, atteint d'une grave maladie du sang, il entama une grève de la faim de 59 jours. En juillet 2012, *Human Rights Watch* accusa les autorités iraniennes de le maltraiter, demandant qu'on lui donne des soins médicaux et qu'on le libère sans conditions. Il avait subi deux crises cardiaques, souffrait d'une pression artérielle élevée

et de problèmes neurologiques et de prostate. En décembre 2014, il reçut le prix du *Centre international pour les Droits humains* pour sa contribution à la protection des droits des Kurdes en Iran et dans les pays voisins.

Durant sa dernière année de détention, Kaboudvand fut interrogé à trois reprises au bureau du procureur de la prison sur ses relations avec les Kurdes de Turquie, et notamment sur une lettre qu'il avait écrite au co-président du parti «pro-kurde» HDP, Selahattin Demirtaş, dans laquelle il l'exhortait à promouvoir la paix entre les groupes kurdes et le gouvernement turc. Comme il avait également écrit une thèse de doctorat sur la situation des minorités en Turquie, il fut aussi questionné à propos du contenu de ce mémoire, que ses interrogateurs croyaient porter sur les droits des prisonniers en Iran! Il mena en mai 2016 une nouvelle grève de la faim de 34 jours en protestation contre les nouvelles infractions dont il était accusé. *Amnesty International* a qualifié les charges portées contre lui de «fabriquées». On peut relever qu'aucune des activités qu'on lui a reprochées n'était illégale – la persécution dont il a été l'objet montre à quel point l'État iranien ne respecte même pas sa propre constitution...

PARUTIONS RÉCENTES

■ **KURDISTAN « Poussière et vent », de Sophie MOUSSET**
Après les pays et les villes, le Kurdistan, première région à

intégrer la collection «L'âme des peuples»!
Comment comprendre ce peuple rude et obstiné, et pourtant si

dansant et accueillant?
Le Kurdistan éclaté entre ses puissants voisins, une tragédie sans issue?

La « femme combattante libre » et autres mythes kurdes

Redoutable défi que ce petit livre publié à l'heure où le Kurdistan, dans l'ombre de la guerre qui ensanglante la Syrie et l'Irak, s'efforce d'offrir un destin à ce peuple éclaté entre plusieurs pays.

Ce petit livre nous raconte cette société qui apprend aujourd'hui à s'ouvrir. Parce qu'on ne comprend pas le peuple kurde sans l'aimer et le regarder en face.

Un grand récit suivi d'entretiens avec Frédéric Tissot (médecin humanitaire, fondateur d'Action Médicale Internationale), Nazand Begikhani (poétesse, sociologue, chercheuse spécialiste dans le domaine des violences faites aux femmes) et Hiner Saleem (auteur et cinéaste).

Sophie Mousset se rend très fréquemment au Kurdistan depuis une quinzaine d'années. Elle vit aujourd'hui près de Nantes et travaille notamment auprès d'organismes kurdes.

■ *Quand les montagnes pleurent*, de Gharbi MUSTAFA, écrivain kurde

Traduit de l'anglais par Célia MERCIER, Journaliste

Cette histoire est en grande partie inspirée des souvenirs d'enfance de l'auteur, qui a grandi au Kurdistan d'Irak. D'une plume ironique et acerbe parfois, il

dépeint la vie d'une famille kurde à l'époque de Saddam Hussein. Au fil des pages, et d'anecdotes très vivantes, se dévoilent le quotidien à Mossoul, l'endoctrinement du parti du Baas dans les écoles, les crimes d'honneur, le combat des peshmergas dans les montagnes, les amours de jeunesse, l'enrôlement forcé dans l'armée... Le jeune Hamko, héros de l'histoire, perd peu à peu son insouciance d'enfant, jusqu'à l'effroyable exode des Kurdes en 1991 dans les montagnes turques.

Ce roman passionnant nous raconte toute la question kurde à travers le regard d'un jeune garçon, et résonne étrangement avec l'actualité.

Gharbi MUSTAFA est professeur de littérature anglaise et étrangère à l'Université de Dohouk, dans le Kurdistan irakien. Il est titulaire d'un doctorat de la faculté des études orientales de Varsovie, en Pologne. Quand les montagnes pleurent, publié en anglais en 2013, est son premier roman.

■ *Le Peuple Kurde, clé de voute du Moyen-Orient*, d'Olivier PIOT

Fragilisé par les Printemps arabes, la guerre civile qui meurtrit la Syrie depuis 2011 et le conflit qui fragmente l'Irak, le Moyen-Orient devra être pacifié puis reconstruit. Russie, Etats-

Unis, Turquie, Iran, Arabie saoudite, ONU, France : tous les acteurs qui pèseront dans cette reconstruction savent que cette région ne pourra être durablement stabilisée sans tenir compte des revendications politiques du peuple kurde.

Trahis par les Alliés en 1922, opprimés depuis dans quatre pays, les Kurdes sont depuis six ans aux avant-postes de la lutte contre l'Etat islamique. Leur rôle militaire sur le terrain comme le poids des autonomies territoriales conquises en Irak puis en Syrie ont fait d'eux la véritable clé de voûte du Moyen-Orient. A la lumière de l'histoire tourmentée de ce peuple depuis les accords Sykes-Picot de 1916, ce livre analyse la crise moyen-orientale au prisme des questions nationales kurdes, de leurs mutations identitaires et des clivages passés et actuels qui tiraillent les principaux partis politiques kurdes.

Il projette ainsi un nouvel éclairage sur l'échiquier ethnique, confessionnel et géopolitique où se joue désormais l'avenir du Moyen-Orient.

Olivier Piot est grand reporter indépendant, auteur de plusieurs ouvrages sur l'actualité de l'Afrique et du Moyen-Orient. Il publie régulièrement dans *Le Monde diplomatique*, *Géo* et *Le Monde*.

Massoud Barzani: « Que le prochain président français reconnaisse l'indépendance du Kurdistan »

Dans un entretien au « Figaro », le président de la région autonome du Kurdistan d'Irak affirme que « le temps » de la création d'un État kurde « est venu » et souhaite que le divorce avec Bagdad se déroule « pacifiquement ».

PROPOS RECUEILLIS À SALAHEDDINE PAR
GEORGES MALBRUNOT @Malbrunot

LE FIGARO. - La fin de la bataille pour libérer Mossoul de Daech approche. Qui devra gérer la ville, ensuite ?

Massoud BARZANI. - Le combat auquel les pechmergas ont participé avec les forces irakiennes a été très dur. Mais nous avons enregistré de bons résultats, même si la libération totale de la partie ouest de Mossoul reste très difficile. La défaite de Daech ne signifiera pas pour autant la fin de l'État islamique, qui survivra sous un autre nom. Sa menace sera permanente tant que les causes de sa présence dans la région n'auront pas disparu. Les habitants de Mossoul, sous toutes leurs composantes, devront être associés dans un système de gouvernance inclusif, y compris les Kurdes, qui étaient plus de 250 000 à Mossoul avant son invasion par Daech en 2014. Le conseil provincial de Mossoul doit être responsable de la gestion de la ville. Mais cette gestion est si complexe qu'elle requiert des compétences que seul le gouvernement de Bagdad n'a pas. Outre les sunnites, il y a aussi le sort des chrétiens, des yazidis, des Shabaks. Nous devons parvenir à un accord qui garantisse l'inclusivité de ces minorités dans la gouvernance de Mossoul pour qu'elles ne subissent pas le même sort que sous Daech.

Les pechmergas doivent-ils avoir un rôle dans la sécurité de Mossoul, après Daech ?

Les combattants kurdes ne joueront pas le rôle de policiers dans Mossoul. Mais avec les forces armées irakiennes, nous pouvons intervenir en soutien des unités locales pour les aider à affronter les menaces qui persisteront et qui dépassent les capacités de la police locale et des habitants de Mossoul. Si nous n'allons pas envoyer des pechmergas dans Mossoul, il n'y a pas besoin, non plus, que des forces irakiennes viennent de Bagdad et d'ailleurs. Nous devons trouver une formule pour empêcher l'entrée d'une force extérieure dans la ville et ses alentours, afin que la sécurité y soit assurée par des locaux. Comment pouvons-nous également sécuriser des élections au conseil



GAILAN HAJI/EPA/MAXPPP

« Loin de créer de nouveaux problèmes, l'indépendance du Kurdistan en résoudra », confie Massoud Barzani.

provincial et pour la désignation d'un nouveau gouverneur de Mossoul ? Ce sont les conditions qui permettront de créer un environnement qui empêcherait Daech de renaître à Mossoul.

Bagdad a-t-il un plan pour la reconstruction de Mossoul ? Demandez-vous aux troupes étrangères de rester, après la libération de la ville ?

La reconstruction de Mossoul dépasse les capacités du gouvernement irakien. Cette reconstruction nécessite un soutien international de grande ampleur, car les opérations de contre-terrorisme à l'intérieur de Mossoul ne cesseront pas après Daech. Il y aura encore beaucoup à faire contre les terroristes. C'est pourquoi

j'appelle les forces étrangères à rester dans et autour de la région de Mossoul, une fois Daech défait. Elles devront rester engagées dans la reconstruction de la ville, mais aussi dans la réconciliation entre les communautés. Sinon, nous allons répéter les mêmes erreurs que les Américains ont commises en 2011 en quittant l'Irak alors que la situation restait fragile.

Vous demandez aux troupes françaises de rester ?

Je suis convaincu que leur maintien serait de l'intérêt de tous. Nous avons une excellente coopération militaire et en matière de renseignements avec la France. Nous tenons à la préserver contre le terrorisme.

Que faire des milices chiïtes déployées autour de Mossoul ?

Après la libération, la Mobilisation populaire doit quitter la région. Ses hommes doivent rentrer là où ils étaient avant l'offensive sur Mossoul. Nous n'en aurons plus besoin. Chaque force déployée doit revenir sur ses positions d'avant le début de la libération, le 17 octobre dernier.

Y compris les pechmergas ?

Les pechmergas resteront déployés là où ils étaient le 16 octobre. C'est non négociable. Après cette date, des zones ont été libérées grâce aux combattants kurdes. Il revient aux populations de ces régions de dire qui va les protéger. Elles ont besoin de garanties de sécurité. En fonction du nouvel accord que nous espérons trouver avec Bagdad, nous déciderons où les pechmergas resteront et d'où ils partiront. Mais, nous nous sommes engagés auprès de ces populations à les protéger. Nous avons des obligations envers elles. Si Bagdad ne nous offre pas de garanties suffisantes, nous ne pourrions pas les abandonner. Dans d'autres zones disputées entre nous et Bagdad, l'article 140 de la Constitution prévoit la tenue d'un référendum pour que les gens aient la possibilité de se prononcer sur leur avenir. C'est aussi l'une des raisons pour lesquelles les milices chiïtes n'ont aucune légitimité à rester dans ces zones. S'il y avait eu respect des engagements par Bagdad, ce problème des zones disputées aurait été réglé il y a longtemps. L'article 140 de

la Constitution est très clair : un recensement des populations de ces zones et la tenue d'un référendum doivent conduire à une normalisation de la situation.

Oui, mais vous avez avancé depuis dans certaines régions, comme Kirkouk. Jusqu'où êtes-vous prêt à aller pour conserver cette ville pétrolière ?

Ces zones, dont vous parlez, sont toutes kurdes. Nous n'avons pris aucune terre à d'autres. Kirkouk, c'est le Kurdistan, historiquement, géographiquement, cela ne fait aucun doute. Mais cela ne veut pas dire que Kirkouk appartient uniquement aux Kurdes. Kirkouk est pour tous ses habitants : chrétiens, arabes, turkmènes et kurdes. Nous ne voulons pas y exercer un monopole. Après un référendum, toutes les parties devront respecter ses résultats. Mais d'ici là, si des groupes militaires ou des partis politiques veulent imposer leur présence par la force pour changer le statu quo, nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour protéger nos acquis.

Vous comptez organiser un référendum d'ici à la fin de l'année pour préparer votre indépendance. Pour Haïdar al-Abadi, le premier ministre, vous devez au préalable demander la permission à Bagdad. Allez-vous le faire ? Notre référendum est un droit absolu

pour les Kurdes. Nous ne demanderons la permission à personne. Nous avons besoin de ce référendum pour disposer d'un mandat clair du peuple afin d'entamer le long processus de négociations avec Bagdad. Le temps de l'indépendance kurde est venu. Mais nous voulons divorcer de l'Irak pacifiquement, à travers le dialogue et la négociation. Depuis un siècle, nous avons tenté de préserver l'unité de l'Irak, d'être des vrais partenaires de Bagdad. Qu'a-t-on récolté à la place ? 4500 villages détruits, une campagne de gazage chimique, 10 000 membres de ma famille tués. Après 2003, nous avons cru en une nouvelle page avec une Constitution qui garantirait nos droits. Mais Bagdad nous a coupé son aide financière. Des engagements n'ont pas été tenus. Si Bagdad re-

conduisant à notre indépendance a commencé. La première étape sera le référendum, mais cela ne va pas se faire en quelques jours.

Avez-vous reçu des garanties internationales de reconnaissance ?

La décision sera prise par le peuple kurde. Si on attend que la communauté internationale nous fasse ce cadeau, l'État kurde ne verra jamais le jour.

Privés de l'aide de Bagdad, avez-vous les moyens de votre indépendance ?

Peu importe, même si le lendemain, nous devions suffoquer, notre priorité, c'est la décision du peuple kurde. Nous sommes fatigués des massacres et des guerres. Les Kurdes n'accepteront plus jamais d'être les subordonnés de quiconque.

Quel message adressez-vous au prochain président français ?

Je lui demande de maintenir le soutien de la France à la cause kurde. Nous n'oublions pas que François Hollande a visité le Kurdistan à deux reprises. Pour nous, c'est une immense satisfaction. Je demande solennellement à son successeur de reconnaître, le moment venu, l'indépendance du Kurdistan, ou au moins de ne pas s'opposer au processus y conduisant. ■

“ Les Kurdes n'accepteront plus jamais d'être les subordonnés de quiconque ”

MASSOUD BARZANI

fuse que les Kurdes soient de vrais partenaires, de notre côté, nous voulons juste être de bons voisins. Et à ceux qui s'inquiètent, je dis que loin de créer de nouveaux problèmes, l'indépendance du Kurdistan en résoudra. Le processus



11 mai 2017

Avancée vers Raqqa: un succès kurdo-américain qui irrite Ankara

Par Hala Kodmani — 11 mai 2017 <http://www.liberation.fr>

Les forces kurdes des FDS ont repris à l'Etat islamique la ville de Tabqa, à 40 kilomètres de Raqqa, grâce à un important support militaire américain. Une aide qu'Ankara ne goûte guère.

La prise de la ville de Tabqa, à une quarantaine de kilomètres à l'ouest de Raqqa, et surtout de son gigantesque barrage sur l'Euphrate, marque une avancée significative dans la bataille pour déloger l'Etat islamique (EI) de son fief syrien. L'annonce, mercredi, de cette victoire par les Forces démocratiques syriennes (FDS), dominées par les Unités de protection du peuple kurde (YPG), est intervenue en pleine tension entre les Etats-Unis et la Turquie



Un membre des Forces démocratiques syriennes (FDS) enlève un drapeau du groupe d'Etat islamique dans la ville de Tabqa, à environ 55 kilomètres (35 milles) à l'ouest de Raqqa, le 30 avril 2017. Photo Delil Souleiman. AFP

autour du soutien américain à ces milices kurdes, considérées comme terroristes par Ankara.

Depuis le lancement, en novembre, de l'offensive baptisée «Colère de l'Euphrate» par les FDS, cette alliance a pu, avec le soutien de frappes aériennes américaines, s'emparer de larges territoires dans la province de Raqqa et couper les principales voies autour de la ville. Pour la

bataille de Tabqa, commencée début avril, les Etats-Unis ont aménagé une piste d'atterrissage en zone kurde pour accueillir des avions-cargos militaires. Ils ont renforcé leur présence sur le sol en Syrie avec le déploiement d'environ 400 hommes supplémentaires, en plus des 500 soldats des forces spéciales.

Canons et hélicoptères

Au-delà des frappes aériennes, les

FDS ont bénéficié de l'aide de conseillers américains ainsi que des canons du corps des Marines, déployés il y a quelques mois, ainsi que d'un appui massif d'hélicoptères d'attaque américains. Restait le barrage où les hommes de l'EI s'étaient retranchés. Ils l'ont évacué au terme d'une négociation avec les FDS, qui leur ont laissé une voie de passage vers Raqqa, selon des sources locales.

Principal allié des Américains dans la lutte contre l'EI en Syrie, les FDS ont bénéficié d'un soutien militaire substantiel et indispensable pour mener leur bataille jusque-là. C'est pourquoi la décision de la Maison Blanche, annoncée mardi, d'équiper les YPG, présentée comme une grande première alors qu'elle est en application dans les faits depuis plusieurs mois, a de quoi surprendre. Elle a en tout cas provoqué l'ire de la Turquie, à une semaine d'un déplacement à Washington du président turc, Recep Tayyip Erdogan, qui a appelé l'administration américaine à «revenir sans délai» sur sa décision. ◆

IRAK

Qaraqosh, terre compromise pour les chrétiens



Une église brûlée par l'Etat islamique, à Qaraqosh, dans la plaine de Ninive, en Irak, en novembre. I

PHOTO LORENZO MELONI MAGNUM

Reconstruction erratique, Etat indifférent, hostilité des autres communautés, situation sécuritaire fragile...

Six mois après la défaite de l'EI, la plupart des habitants de cette cité proche de Mossoul ne veulent pas revenir.

REPORTAGE

Par **LUC MATHIEU**
Envoyé spécial à Qaraqosh (Irak)

Beaucoup de fantômes errent à Qaraqosh. Le long des rues aux poteaux électriques arrachés, il n'y a plus que des maisons saccagées et des magasins pillés. Les jihadistes de l'Etat islamique (EI) ont été chassés en octobre, deux ans après s'être emparés de la cité. Mais les 50 000 habitants de ce qui fut la première ville chrétienne d'Irak ne se sont pas réinstallés.

On ne croise personne à Qaraqosh, hormis quelques miliciens fatigués et un vendeur d'alcool qui vient de reconstruire sa boutique. Il est jovial mais il manque de clients. «*Les miliciens m'achètent parfois quelques bouteilles mais c'est assez rare, ils ne sont pas assez bien payés.*»

Chaque soir, il repart à Ankawa, le quartier chrétien d'Erbil, où il s'est exilé avec sa famille il y a plus de deux ans. «*Je reviens chaque matin. Je me sens bien ici, c'est ma ville, j'ai l'impression de mieux respirer. Mais*

je ne peux vivre ici, tout est détruit.»

Tout manque à Qaraqosh. L'approvisionnement en eau n'est assuré qu'en partie. L'électricité est fournie par des générateurs, qui ne suffisent pas pour l'ensemble de la ville. Cela rend furieux le capitaine Sabri, des Unités de protection de la plaine de Ninive (NPU), une des deux milices chrétiennes en charge de la sécurité.

«*Il y a des projets de reconstruction mais ils n'avancent pas, explique-t-il. Les travaux pour remettre en état la centrale électrique et les câbles ont commencé mais tout est lent, très lent. L'Etat irakien ne nous soutient pas et les pays étrangers non plus. La France a promis de l'argent, mais pour l'instant, on n'a rien vu.*»

Carcasses

Depuis la reprise de la ville, le 22 octobre, les chrétiens se sont débrouillés seuls. Ils ont nettoyé les rues des douilles, des restes d'obus et des carcasses de voitures-suicides détruites par des frappes aériennes

lors des combats. Mais aucune rénovation n'a été entamée. Le centre culturel Saint-Paul est dans le même état que le jour où il a été repris à l'Etat islamique. Vitres brisées, librairie du rez-de-chaussée dévastée, croix en pierre détruite à coups de burin. Il y a même encore les slogans laissés par les jihadistes sur les piliers, à l'entrée : «*L'Etat islamique se perpétue et s'étend.*»

Le chantier de la reconstruction est colossal. Selon le comité chargé de le superviser, 62% des maisons sont détruites au moins partiellement et 32% ont été incendiées. C'est le cas de celle du commandant des NPU à Qaraqosh, le général Benham. Vue de l'extérieur, l'imposante maison familiale à l'architecture futuriste avec ses balcons de béton brut semble quasiment intacte. Mais l'intérieur est ravagé. Le général Benham déambule dans ce qui fut le salon, les chambres, la bibliothèque. Partout, on marche dans les cendres. Des pans de murs et de plafonds se sont effondrés. Les vitres ont fondu, il ne reste aucun meuble.

Mi-octobre, le général Benham avait participé avec ses hommes à la bataille pour reprendre Qaraqosh. Le 23, lorsque les jihadistes ont battu en retraite, il était extatique (*lire Liberation du 23 octobre*). La ville était détruite, mais elle serait rebâtie, ce n'était qu'une question de temps. Aujourd'hui, l'ancien gradé de l'armée irakienne n'en est plus sûr. Il ne sait plus ce qu'il doit faire : reconstruire, ou s'exiler. «*Pour l'instant, j'attends,*

soupire-t-il. L'offensive d'octobre, menée par l'armée irakienne, les peshmergas kurdes et les milices tel le NPU, a libéré de l'Etat islamique les villes et villages chrétiens de la plaine de Ninive. Mais elle a aussi ravivé les luttes politiques entre le gouvernement central et celui de la région autonome kurde. Les frontières entre les territoires qui dépendent de Bagdad et ceux administrés par Erbil ont bougé, et restent encore à définir.

«*On se méfie de tout le monde : des Arabes, des Kurdes et des Shabaks [une minorité musulmane aux références principalement chiites, alévies et yarsanies, ndlr]. Les deux premiers groupes veulent nous contrôler pour pouvoir dire qu'ils protègent les chrétiens. Les Shabaks veulent nous chasser et récupérer nos terres,*» explique le général Benham.

Les autorités chrétiennes elles-mêmes se divisent : celles des syriaques catholiques penchent pour une tutelle de Bagdad, celles des Chaldéens catholiques sont plus proches d'Erbil.

Les idées de l'EI incrustées

Les plaintes de chrétiens bloqués à des check-points tenus par les peshmergas kurdes sur la route entre Erbil et Qaraqosh sont courantes. D'autres accusent les Shabaks d'empêcher le retour de familles à

Bartella et Bachika, deux autres villes à majorité chrétienne. «*Ils achètent aussi de nombreuses terres à des prix effarants, beaucoup trop élevés. Nous respectons les Shabaks mais ils vont trop loin. Ils veulent changer la démographie de la région. Bien sûr, à notre détriment*», assure le capitaine Sabri.

Dans cette plaine de Ninive, où les combats se poursuivent à Mossoul (lire ci-contre), les chrétiens s'inquiètent toujours de la situation sécuritaire. L'Etat islamique est en passe d'être complètement chassé mais rien ne dit qu'il ne reviendra pas, sous une forme ou une autre. «*Des dizaines de*

«Nous respectons les Shabaks mais ils vont trop loin. Ils veulent changer la démographie de la région.»

Le capitaine Sabri des Unités de protection de la plaine de Ninive

villages de la région ont été occupés pendant deux ans et demi par Daech, estime le capitaine. Les gens ont été embrigadés. Les idées de



l'EI se sont incrustées, elles ne vont pas disparaître comme ça. C'est pour ça que tant de chrétiens ont quitté, et quittent encore, l'Irak pour les Etats-Unis, l'Australie ou l'Europe.»

Dans certaines villes chrétiennes, un tiers des habitants s'est exilé depuis l'irruption de l'Etat islamique en 2014. «*Vous vous rendez compte, c'est effrayant. Sans compter qu'une bonne partie des autres préparent aussi leur départ. On le voit aujourd'hui, six mois après la libération : rien n'a changé dans les villes reprises, et les gens décident de s'en aller*», poursuit le capitaine. «*Si une action immédiate n'est pas entreprise pour protéger notre identité, l'émigration se poursuivra et ce*

pays perdra l'une de ses populations d'origine. Il en va de la responsabilité historique de tous les acteurs de l'empêcher», note le comité de supervision de la reconstruction. Selon Benoît Kanabus, ancien chercheur à l'université de Louvain (Belgique) et aujourd'hui porte-parole du NPU, il reste en Irak environ 250 000 chrétiens, contre 1,5 million en 2003. «*La plupart des jeunes sont partis, explique-t-il. Le risque d'une disparition complète de la communauté chrétienne est aujourd'hui réel.*»

Le Parisien

4 MAI 2017

Niqabs et cadavres de jihadistes sur la route de Raqa

Par AFP, Jeudi 04 Mai 2017

Sur le front nord de Raqa, le sable est parsemé de niqabs abandonnés par les femmes fuyant le bastion du groupe Etat islamique (EI) à l'approche de l'assaut final d'une alliance de combattants arabes et kurdes de Syrie.

Soutenus par l'aviation de la coalition internationale sous commandement américain, ces combattants des Forces démocratiques syriennes (FDS) sont parvenus à se positionner à Mazraat Tehrine, une localité à seulement 17 km de Raqa, et par endroits n'étaient plus qu'à une dizaine de km du fief jihadiste.

"La majorité des femmes arrachent leurs abayas et leurs niqabs dès qu'elles atteignent nos positions", laissant apparaître des robes colorées, raconte à l'AFP un combattant qui ne souhaite pas donner son nom.

"Certaines d'entre elles les piétinent même car elles sentent qu'elles en ont fini avec Daech", un acronyme arabe de l'EI, ajoute-t-il.

Ahmad s'estime chanceux d'avoir réussi à s'échapper il y a deux jours de Raqa en dépit des mesures brutales prises par l'EI pour empêcher les habitants de se sauver.

"Daech utilise les civils comme boucliers humains afin de se protéger. Nous avons fui en groupe mais des tireurs embusqués ont tué deux d'entre nous", confie-t-il.

Ces dernières semaines, des milliers de civils ont fui Raqa et ses environs alors que l'étau se resserre sur la "capitale" de l'EI, située dans le nord du pays et cible d'une vaste offensive des FDS.

- Jihadistes à 1 km -

A Mazraat Tehrine, combattants et combattantes des FDS bouchent un tunnel utilisé selon eux par les jihadistes pour échapper aux raids de la coalition internationale et servant à transporter munitions et approvisionnements dans le secteur.

Un peu plus loin, d'autres entassent des sacs de sable à l'extérieur du village pour se protéger des voitures piégées et des tireurs embusqués que l'EI utilise régulièrement.

Des jihadistes se trouvent à moins d'un kilomètre de leurs positions.

Les FDS ont lancé leur offensive sur Raqa en novembre 2016, un mois après celle des forces irakiennes sur Mossoul, l'autre place forte du "califat" autoproclamé par l'EI en 2014.

Sur le bord de la route, des corps de combattants de l'EI présumés sont visibles à côté de carcasses de véhicules, témoignant de l'âpreté des combats dans le secteur.

Les raids de la coalition internationale "ont tué la majorité des jihadistes qui se trouvaient ici. Les autres ont péri durant nos opérations", déclare à l'AFP un combattant des FDS.

Selon lui, "l'EI a perdu une grande partie de ses capacités défensives. Les combats ne sont plus très intenses."

Mais malgré la pression croissante contre leurs fiefs, les jihadistes parviennent à frapper à d'autres endroits en commettant des attentats sanglants. Ils



Des membres des Forces démocratiques syriennes (FDS) marchent sur une route jonchée de niqabs abandonnés, près de Raqa, le 2 mai 2017 - Ayham al-Mohammad, AFP

ont mené mardi une série d'attaques suicide près d'un camp de réfugiés dans le nord-est de la Syrie, faisant au moins 46 morts.

- La coalition en soutien -

Les FDS, qui se sont emparés de la majorité de la province de Raqa, ne sont plus qu'à 8 km de la ville éponyme.

Selon leur porte-parole, Talal Sello, l'encerclement de Raqa se poursuit, avant le lancement de l'assaut final sur la ville.

"Alors que nos troupes se rapprochent de plus en plus de Raqa, le nombre de militaires et de conseillers de la coalition internationale ne cesse de croître", a-t-il dit à l'AFP.

Les Etats-Unis ont dépêché 900 hommes en Syrie pour aider, former et conseiller ces combattants kurdes et arabes, ainsi qu'une unité d'artillerie des Marines.

Ahmad al-Hassan, un commandant local des FDS, assure que la coalition leur "a fourni des armes spéciales, dont de l'artillerie, des chars et missiles anti-chars".

Comme beaucoup de ses combattants, il porte un foulard sur la tête pour se protéger de la poussière alors qu'une tempête de sable est annoncée.

L'objectif des FDS est de "libérer entièrement" le fief jihadiste, en coordination avec la coalition, mais "Raqa ne sera que pour ses habitants", assure Ahmad al-Hassan. ♦

Ever-closer ties between US and Kurds stoke Turkish border tensions

Following Turkish airstrikes last week, US armoured vehicles have been deployed as a buffer between Kurdish and Turkish forces



A YPG fighter stands near a US armoured vehicle, patrolling near al-Darbasiyah town at the Syrian-Turkish border. Photograph: Youssef Rabie Youssef/EPA



A US military commander inspects the damage from Turkish airstrikes last week with a commander from the Kurdish YPG in Mount Karachok, Syria. Photograph: Rodi Said/Reuters

Martin Chulov Middle East correspondent, and Fazel Hawramy
Monday 1 May 2017
<https://www.theguardian.com>

In the aftermath of Turkish airstrikes on Kurdish positions in north-east Syria last week, US troops escorted an ageing militant through an angry crowd to inspect the damage.

As a senior leader of the Kurdish militant organisation the PKK, Abdi Ferhad Şahin, known as Şahin Cilo, has a \$1.1m Turkish government bounty on his head. Cameras were present to record the moment, which amounted to Cilo's remarkable transformation from hunted to courted.

Despite being proscribed as a terror group by Washington and Ankara, Cilo's forces have become ever more central to Washington's war against Islamic State (Isis) in Syria. So much so that Cilo's appearance alongside troops who not long ago might have seized rather than protected him seemed to be worth the price of angering an ally.

Here, the most complicated corner of the war in Syria looks certain to get messier.

US armoured vehicles were deployed over the weekend along a section of the tense Turkish border, creating a buffer zone between the Turks to the north and Kurdish forces to the south, who are known in Syria as the YPG and are closely linked to the PKK.

Despite increasing Turkish rancour, Washington continues to see the Kurds as an indispensable ally in the next phase of the Isis campaign – the push towards Raqqa.

In Turkey's eyes, the Trump administration was supposed to change all that. Anger at Barack Obama's policy of using the Kurds as US prox-

ies had given way to hope that the new president would either send US forces to do the job, or switch loyalties to localised Arab units, which Turkey is trying to raise.

With the US-Kurdish pact consolidating, not weakening, the Turkish president, Recep Tayyip Erdoğan, has reverted to claiming that the burgeoning alliance could end up empowering a Kurdish push for autonomy, and stoke the fires of insurgency inside Turkey's own borders. When Turkey launched the pre-dawn airstrikes on Tuesday, the US was given just 52 minutes' warning.

Asked about the images of Cilo under US escort, state department deputy spokesman Mark Toner said: "I haven't seen those pictures, but I would strongly call into question... that senior military leaders of the US were somehow glad-handing or shaking hands with PKK leaders. As I said, the PKK is a recognised foreign terrorist organisation by the United States."

The denial underscores the dilemma for the US, which has been criticised by both allies and proxies for not having a coherent strategy in Syria or Iraq and, almost three years into the war with Isis, for not being able to finalise the fighting force that will end up storming Raqqa, or define a path for what may follow.

Washington has sent more than 500 American special forces and advisers to assist the Syrian Democratic Forces, an umbrella group led by the YPG, which includes some Arab units. Many YPG leaders are former PKK commanders who honed their skills fighting the Turkish army for decades.

In Iraq, at least 5,000 US troops are advising the Iraqi army in the fight against Isis. The centrepiece of that war – the push to retake Mosul – has ground into a seventh month, with airstrikes failing to dislodge determined militants in the west of the city.

After Mosul will likely come a push towards Mount Sinjar, the spiritual home of Iraq's Yazidi sect. Hundreds of thousands of Yazidis were driven from the town of Sinjar and the surrounding area by Isis in August 2014, and many of the sect's female members were enslaved.

Turkish jets also attacked Sinjar mountain last week, killing five peshmerga fighters loyal to the Kurdistan Regional Government (KRG) – an ally of Ankara who retook the city of Sinjar in November 2015. The attack targeted PKK positions on the mountain that have been consolidated over the past year.

As it works to complete the first phase of a 911-kilometre, three-metre high wall along its border with Syria, Turkey is putting pressure on the KRG to restrict the movement of the YPG and the PKK in Sinjar. In another sign of cascading fallout, this has sparked clashes between the peshmerga and PKK affiliates.

But a regional military source has said Turkey is determined to step up its disruption of US plans, having given up on hopes of a wholesale policy shift in Washington away from collaboration with the PKK.

"They were happy when [CIA director Mike] Pompeo came to Ankara and told [Erdoğan] that the Kurds would only isolate, not capture, Raqqa. That bought time, but that time has now elapsed and what you will see is a more aggressive posture by the Kurds. I don't rule out a ground incursion towards Sinjar. And if that happens, the Americans have said they will not stand in their way.

"There are so many different ways that this could get ugly." ♦

KRG tells Iran to stop 'meddling' after Tehran calls for Iraqi unity

By Rudaw.net 2/5/2017

ERBIL, Kurdistan Region — Responding to a message from an Iranian official who had said Kurds should not stand against “the unity” of Iraq and criticized Kurdistan’s independence referendum, the Kurdistan Regional Government (KRG) stated on Tuesday it does not allow “meddling from any party.”

Bahram Qasimi, spokesperson of the Iranian Foreign Ministry had said in a press conference on Monday: “The Kurds are an important part of Iraq and have rights within the framework of the unity of this country, but they should not stand against the one-

ness of the Iraqi land, oppose or reject it.”

The KRG’s Department of Foreign Relations (DFR) countered on Tuesday, responding to Qasimi’s comments regarding the anticipated referendum on independence for the Kurdistan Region.

“The right to self-determination is a natural right of the Kurdistan nation just like all the other nations in the World. The Kurdish nation will continue to reach its right desires and objectives as it has sacrificed a lot for it,” read a DFR statement.

“We reject any remarks on this question, and therefore, reiterate that we do not allow meddling from any

party,” it added.

Qasimi also had said that “these words and subjects are not new. They existed even in the past, but Iran supports the unity of the Iraqi land and opposes any splintering happening in this country.”

The DFR reiterated that a national dialogue within Iraq and the Kurdistan Region is ongoing.

“As the KRG before announced officially, the questions of referendum and independence of the Kurdistan Region are an internal matter of Iraq. This subject is going to be discussed and decided on with the Iraqi government through understanding and dialogue.”



Qasem Soleimani, the Iranian Quds commander, came to the Kurdish city of Sulaimani on April 11.

According to the Arab-language newspaper Sharq al-Awsat, Soleimani was meeting with members of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) in an attempt to discourage a referendum on independence in the Kurdistan Region.

A committee formed jointly by the PUK and the Kurdistan Democratic Party (KDP) met with foreign consulates in Erbil in early April, including Iran, to discuss plans to hold a referendum on independence this year. ■

NATO ally tests Trump: Turkey threatens to strike U.S. forces partnered with Kurds

By Carlo Muñoz - May 3, 2017
<http://www.washingtontimes.com>

The war of words between Washington and Ankara over the U.S. military’s partnership with Kurdish paramilitaries in Syria escalated Wednesday, when a senior aide to Turkish President Recep Tayyip Erdogan suggested American troops could be targeted alongside their Kurdish allies in the country’s ongoing air war against the militias.

Senior presidential aide İlnur Çevik said U.S. forces who are teamed up with members of the Kurdish People’s Protection Units, or YPG, were in danger of being hit by Turkish fighters patrolling the volatile border region with Syria.

If YPG units and their American military advisers “go too far, our forces would not care if American armor is there, whether armored carriers are there,”

Mr. Çevik said during an interview on Turkish radio station CRI TURK Wednesday. “All of a sudden, by accident, a few rockets can hit them,” he added, referring to partnered U.S. forces.

When asked to clarify that U.S. advisers or artillery positions would be in danger from Turkish warplanes, if they continued to support YPG operations in northern Syria, Mr. Çevik replied bluntly that they would.

Later, Mr. Çevik attempted to walk back his comments on social media, regarding U.S. forces working with Kurdish militias. “Turkey has never and will never hit its allies anywhere, and that includes the U.S. in Syria,” he said in a tweet posted shortly after Wednesday’s radio interview.

His comments come days after U.S. forces moved into the Syrian Kurdish enclave of Rojava, in a dramatic show of solidarity amid Turkish airstrikes targeting those U.S.-backed forces there. The strikes were

part of an ongoing counterterrorism operation targeting members of the YPG, which Turkey has condemned as a terrorist organization.

Syrian Kurds, some of which are members of or allied with the YPG, make up half of the Syrian Democratic Forces, or SDF — the 50,000-man strong constellation of Arab and Kurdish militias backed by the U.S., who are preparing for the final, large-scale assault on Raqqa, the self-styled capital of the Islamic State terror group also known as ISIS or ISIL.

But Col. John Dorian, the top spokesman for U.S. Band coalition forces in Iraq and Syria, said the U.S. mission in Rojava was not intended as a show of support for the YPG or as a condemnation of Turkey’s recent actions against the Kurdish militias.

The mission in Rojava was to reassure coalition allies in the area, and as a show of force to quell cross border violence between Turkish and SDF fighters in northern Syria.

“They are there to observe and report, and reassure our allies. That’s it,” Col. Dorian told reporters at the Pentagon.

He stopped short of calling the U.S. presence in Rojava a peacekeeping mission, adding that would require an expanded role for U.S. forces there. ♦

Up to 2 killed, 6 injured in ISIS attack on Iraq base hosting US advisors

7 May, 2017 <https://www.rt.com>

AN ISLAMIC STATE suicide bomber carried out an attack on a base hosting US military advisors in Iraq’s Kirkuk province early on Sunday, reportedly leaving at least two people dead and six wounded.

The K1 base near the town of Hawija, which has been controlled by Islamic State (IS, formerly ISIS/ISIL) since 2014, was assaulted by five militants at around 2:45am local time, Kurdistan 24 reported.

Three IS suicide bombers were gunned down by Kurdish peshmerga fighters during a two-hour skirmish, while two others managed to detonate their vests inside the camp.

All of those killed and injured were reportedly

Kurdish troops.

The jihadists “were wearing uniforms like the Kurdish peshmerga and had shaved their beards to look like us,” one Kurdish officer told Reuters.

US Central Command confirmed to TASS that the attack on the K1 base had taken place, calling it “unsuccessful,” while noting that no US-led anti-IS coalition servicemen had been killed or injured.

Islamic State later took responsibility, claiming that it had been targeting “crusaders and apostates.” The Kurds have been one of the most active players in Iraq’s US-backed military campaign against the jihadist militants.

The terrorist group has recently been stepping up its attacks on civilians and security installations



Kurdish peshmerga forces stand near the bodies of suicide bombers of Islamic State, in the city of Kirkuk, Iraq, May 7, 2017. © Ako Rasheed / Reuters

across the country as anti-IS forces advance on its stronghold in Mosul. ●

Après le référendum turc, Erdogan durcit son régime

Trois semaines après la victoire du oui, qui renforce les pouvoirs du président, la société turque voit les manifestations s'essouffler et les arrestations d'opposants croître de façon exponentielle.

DELPHINE MINOUI @DelphineMinoui
CORRESPONDANTE À ISTANBUL

MOYEN-ORIENT C'est devenu son nouveau QG. À 27 ans, Mesut Geçgel a choisi l'ombre d'un toit-terrasse, juste au-dessus de la place Taksim, pour retrouver ses acolytes du militantisme anti-Erdogan. Autour d'un cendrier, saturé de mégots, de nouvelles manifestations s'organisent. Loin des regards, proche de l'action. « On doit maintenir la pression, poursuivre la mobilisation contre la dérive autoritaire du régime. Pas question d'abandonner la rue », insiste le jeune activiste. Il y a quelques jours, il s'est pourtant retrouvé au cachot pour avoir contesté en public la victoire du oui au référendum du 16 avril sur le renforcement des pouvoirs du président turc. « La police a débarqué chez moi à 4 h 30 du matin. J'ai été placé en détention provisoire dans la cellule d'un commissariat, aux côtés de membres présumés de Daech et du mouvement Gülen (le prédateur accusé d'être derrière le putsch raté du 15 juillet, NDLR) », raconte-t-il.

Accusé de provocation contre les résultats du scrutin, contestés par l'opposition, il a finalement été libéré au bout de trois jours. Mais avec une épée de Damoclès au-dessus de la tête : interdit de sortie du territoire, il attend sa convocation au tribunal, à l'instar de 37 autres activistes frappés, comme lui, d'un mandat d'arrêt. Sourire froncé, Mesut Geçgel tire sur sa cigarette, fronce les sourcils et prévient : « Je refuse d'avoir peur. Vous avez vu les résultats : seulement 51,4 % de oui contre le non. Malgré une campagne déséquilibrée, malgré les tricheries, la nouvelle Constitution est passée de justesse. La faiblesse de cette victoire constitue notre force. Erdogan sait qu'il règne sur un pays divisé. Il aura du mal à faire rentrer les gens dans le rang », poursuit-il.

À moins que le président contesté n'en profite, au contraire, pour serrer

« On vit avec la crainte que les rares derniers journaux indépendants ne finissent par mourir »

UNE REPORTER TURQUE



Des policiers turcs arrêtent une femme qui tente de braver l'interdiction de manifester sur la place Taksim le 1^{er} mai. DEPO PHOTOS/ABACA

encore plus la vis aux dissidents... Placée cette année sous haute surveillance, la fête du 1^{er} Mai en a donné le ton : quelque 30 000 policiers avaient été mobilisés pour l'occasion à travers la ville. Aux environs de la place Taksim, complètement grillagée, les protestataires les plus téméraires ont vite été dispersés à renfort de gaz lacrymogène et de balles en caoutchouc. En tout, 165 interpellations ont été recensées. Cette crispation sécuritaire va de pair avec de récentes prises de décisions qui réduisent encore plus l'espace d'expression : le blocage de l'accès à l'encyclopédie en ligne Wikipédia - dans un pays déjà connu pour son contrôle tatillon des réseaux sociaux - ou encore l'interdiction soudaine d'émissions télévisées de rencontres amoureuses...

Pendant ce temps, la vague des purges de l'après-coup d'État raté se poursuit et s'accélère. Fin avril, plus de 9 000 policiers ont été suspendus pour liens présumés avec le fameux Gülen. Et ce week-end, quelque 4 000 nouveaux fonctionnaires ont été congédiés par décret, rejoignant la longue liste de plus de 100 000 employés de la fonction publique déjà condamnés au chômage forcé depuis l'été dernier. Parmi eux : des militaires, des juges, mais également des universitaires.

« Est-ce que j'ai peur ? Non ! », insiste Filiz Uzal Seylu, une professeur de biologie licenciée. Depuis qu'elle a découvert son nom sur la liste des enseignants remerciés, publiée au *Journal*

officiel, elle enchaîne sit-in et réunions de protestation. Mais la mobilisation ne lui a pas rendu son travail. Au contraire : stigmatisée par le pouvoir, qui l'accuse de « possible affiliation à une organisation terroriste », elle peine à décrocher un job dans le privé. « Seuls 5 % des fonctionnaires licenciés ayant déposé une demande d'embauche ont, à ce jour, décroché un travail. Et encore, c'est la plupart du temps grâce à un parent bienveillant ou dans des conditions précaires, sans aide sociale à l'appui », observe Murat Oztürkmen, militant au sein de Kesik, la confédération des syndicats de la fonction publique.

Depuis le référendum, la presse ne va guère mieux. « On vit avec la crainte que les rares derniers journaux indépendants ne finissent par mourir », souffle une reporter turque. Ce mercredi 3 mai, journée internationale de la liberté de la presse, elle a fait le déplacement sur la rue Istiklal, au cœur d'Istanbul, pour brandir une banderole de solidarité envers ses confrères emprisonnés. Selon l'Association des journalistes de Turquie (TGC), 170 médias ont été fermés, 105 journalistes placés en détention et 777 cartes de presse annulées depuis la tentative de coup d'État.

Mais le petit rassemblement comptait plus de policiers que de protestataires. Les passants, eux, ne daignent même plus lever la tête à l'écho des slogans. Comme si la censure et l'indifférence avaient contaminé la société. « Être journaliste est devenu un crime en Turquie », se désole Zana Kaya.

Accusé de « propagande pour une organisation terroriste », le rédacteur en chef du journal prokurde. *Ozgür Gündem* a récemment payé cher le prix de son engagement pour une plus grande transparence sur les combats qui font rage, dans le sud-est du pays, entre forces turques et rebelles armés du PKK : quatre mois et demi de prison, enfermé dans une cellule isolée, et privé d'accès aux médias non gouvernementaux.

Depuis, c'est le black-out sur cette région sinistrée, où les populations civiles sont otages de cette guerre de plus en plus invisible. « *Quiconque ose défier la vérité officielle risque de finir derrière les barreaux* », regrette-t-il. Pendant ce temps, dans les couloirs encombrés des tribunaux, c'est le rè-

gne de l'arbitraire qui domine. « *Les verdicts sont prononcés à la va-vite par des juges jeunes et inexpérimentés. Depuis que nombre de leurs supérieurs ont été purgés du système, ils appliquent aveuglément les ordres du pouvoir* », s'inquiète la juriste Ayse Acinikli. Quant aux défenseurs des droits de l'homme, ils sont diabolisés par un pouvoir qui cherche à les faire taire, eux aussi.

L'avocate et militante Eren Keskin en sait quelque chose. Son passeport lui a été retiré et elle doit subir l'humiliation de se présenter tous les dimanches au poste de police. « *Le pouvoir joue sur la peur. Je refuse de céder. Mais honnêtement, je ne me suis jamais sentie aussi seule* », concède-t-elle. Un avant-goût de ce qui attend Mesut Ge-

çgel, le jeune activiste ? « *Je n'ai rien à me reprocher. Je cherche juste à résister à l'injustice de la situation* », insiste-t-il, misant sur l'embouteillage judiciaire et la rumeur de tensions au sein de l'AKP pour que son cas soit jeté aux oubliettes.

Lui qui a vécu les grands rassemblements de Gezi, en 2013, premiers soubresauts populaires contre Erdogan, n'écarte pas la possibilité d'un nouveau mouvement de protestation. Mais dans la rue, les petites manifestations post-référendum, d'abord quotidiennes, commencent à s'essouffler. « *Il va falloir songer à de nouvelles formes de mobilisation* », observe-t-il. ■

Les soupçons de fraude balayés par le pouvoir

L'OPPOSITION turque campe sur ses positions. Elle accuse le président d'avoir truqué le scrutin du 16 avril qui lui a donné, à une faible majorité (51,4 %), les pleins pouvoirs. Outre l'inégalité dans le traitement médiatique de la campagne électorale, plusieurs représentants de l'opposition et de la société civile disent avoir la preuve de nombreuses irrégularités, à commencer par la décision sans précédent de la commission électorale d'accepter des bulletins qui n'avaient pas été estampillés officiellement lors du référendum.

À cela s'ajoutent de surprenantes aberrations, comme le vote de personnes déclarées mortes, ou l'enregistrement de votes supérieurs aux votants recensés dans certains villages, selon un nouveau rapport publié la semaine dernière par l'organisa-

tion « *Hayir ve Otesi* ». Ce groupe indépendant, qui avait déployé quelque 15 000 observateurs bénévoles à travers le pays le jour du scrutin, s'étonne également de « *l'évaporation soudaine d'électeurs de l'opposition* » dans certains districts. Par exemple, le village de Gözlek Köyü à Sanliurfa, dans le sud-est du pays à majorité kurde, où le « non » a enregistré un score nul. Or, lors des élections législatives de juin et de novembre 2015, les partis d'opposition du CHP (républicain-socialiste) et du HDP (laïc pro-kurde) avaient remporté à eux deux 188, puis 110 voix.

Dès le lendemain du scrutin, une mission commune d'observateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et du Conseil de l'Europe avait, pour sa part, estimé que le référendum n'avait pas

été « *à la hauteur des critères* » européens et souligné que la campagne s'était déroulée dans des conditions inéquitables, favorisant le camp du « oui ». Dénonçant des irrégularités, le parti CHP a officiellement déposé une demande d'annulation du référendum.

Mais le Haut Conseil électoral (YSK) ne veut rien entendre. Malgré les protestations et les pétitions citoyennes, ses membres ont tranché : pour eux, le référendum était parfaitement valide. Quant au président Erdogan, aux pouvoirs désormais renforcés, il s'est empressé de faire fi des conclusions des observateurs, accusant ces derniers de partialité.

S'adressant à ses partisans devant son palais d'Ankara, il a affirmé que les autorités ne tiendraient pas compte de leurs

rapports motivés par des « *considérations politiques partisans* ». Ces élections, insiste-t-il, sont « *les plus démocratiques* » parmi toutes celles qui se sont déroulées dans les pays occidentaux. Or, ce genre de déclaration ne fait que renforcer l'inquiétude des opposants. Maintenant qu'elle est acquise, en dépit de la contestation des résultats, la victoire du président Erdogan ne va qu'ajouter à son arrogance et sa volonté de resserrer son emprise sur le pouvoir.

Le juriste et député HDP Mithat Sancar y voit le signe d'une crise politique profonde qui hantera à jamais le pays. « *Ce référendum restera à jamais controversé* », dit-il. Pour lui, « *on ne peut pas procéder à un changement de notre système politique sur un référendum si controversé et si partial* ». ■ D.M.

Des ONG américaines visées par les autorités

Faut-il y voir une volonté de renforcer le contrôle sur les ONG ? Un message à l'intention des organisations internationales ? Ou une mise en garde adressée à Washington ? À la surprise générale, les autorités turques ont expulsé, cette semaine, quatre ressortissants étrangers – un Anglais, un Irlandais, un Indonésien et un Indien – qui travaillaient pour le compte de l'organisation américaine MCI (Medical Corps International), laquelle vient en aide aux réfugiés syriens. Depuis le 20 avril, ces étrangers étaient

détenus par la police de Gaziantep aux côtés de 11 autres employés syriens de la même organisation, qui, eux, se trouvent toujours derrière les barreaux.

Cette démarche inattendue survient un mois après la suspension forcée des activités d'une autre ONG américaine International Mercy Corps, très impliquée dans l'aide humanitaire en Syrie. Depuis 2012, Mercy Corps apportait son soutien à plus de 350 000 civils de ce pays et avait fait de la Turquie une base logistique majeure. Pour l'heure, aucune raison

officielle n'a été formulée pour justifier ces prises de décision soudaines. Elles interviennent néanmoins sur fond de différend entre Ankara et Washington à propos des bombardements turcs de ce mardi en Syrie et en Irak contre des combattants kurdes, considérés par les États-Unis comme des alliés stratégiques dans leur lutte contre Daech. Un sujet qui sera au sommaire des discussions entre le président américain et Recep Tayyip Erdogan lors de sa visite à Washington, prévue le 16 mai.

D.M.

Poutine et Erdogan en phase pour la création de « zones de désescalade » en Syrie

Le président turc apparaît de plus en plus isolé dans le conflit qui perdure à ses frontières.

Par Marie Jégo (Istanbul, correspondante) 04.05.2017 | www.lemonde.fr

En visite mercredi 3 mai à Botcharov Rouchéï, la résidence estivale de Vladimir Poutine à Sochi, sur le littoral de la mer Noire, le président turc Recep Tayyip Erdogan a soutenu l'initiative russe sur la création, pour trois mois renouvelables, de « zones de désescalade » en Syrie. Il s'agit de consolider le cessez-le-feu signé le 30 décembre 2016 et de favoriser le « retour volontaire des réfugiés » dans le pays, en guerre depuis 2011.

Dévoilé la veille de l'arrivée de M. Erdogan à Sochi, lors d'une conversation téléphonique entre le président russe et son homologue américain Donald Trump, le plan russe envisage la création de quatre « réduits » dans les régions tenues par les rebelles (Idlib, Homs, le quartier de la Ghouta à Damas, et une région située dans le sud du pays).

Séparées du reste du territoire par des postes de contrôle et de surveillance, ces portions de territoire seraient gérées conjointement par l'armée syrienne et par la rébellion. Des « observateurs » venus de Turquie, d'Iran ou de Russie, les trois Etats parrainant l'accord, devraient y être déployés sous le contrôle du régime de Bachar Al-Assad. D'observateurs internationaux, il n'est pas question.

Décrit comme la suite logique de l'accord de cessez-le-feu signé en décembre 2016 entre la rébellion et le régime de Damas, le plan prévoit de faire à terme de ces réduits des



Recep Tayyip Erdogan et Vladimir Poutine, le 3 mai à Sochi.

zones d'exclusion aérienne sans mettre fin à la lutte contre « les organisations terroristes » qui se poursuivra sur le reste du territoire, a précisé M. Poutine. « Ultérieurement, ce processus devrait mener à la restauration complète de l'intégrité territoriale de la Syrie », a-t-il prédit. « Je suis certain que nos actions conjointes changeront l'avenir de toute la région », a renchéri M. Erdogan.

TACTIQUE DE LA CHAISE VIDE

Selon le quotidien turc Hürriyet, la Russie ne pouvait pas faire moins que d'inviter les Turcs à déployer des observateurs chargés de la surveillance du cessez-le-feu sur le terrain, ce qu'elle a fait elle-même dans la région d'Afrine, frontalière de la Turquie, où des militaires russes et des soldats de l'armée de Bachar Al-Assad patrouillent désormais conjointement sur le pan de frontière turco-syrienne, situé dans cette région peuplée de Kurdes acquis au régime syrien.

Mais la rébellion syrienne

rechigne à soutenir le plan russe embrassé par la Turquie, son principal soutien. Présents au nouveau round de pourparlers qui s'est ouvert lundi 3 mai à Astana, la capitale du Kazakhstan, les représentants de la Coalition nationale syrienne (CNS, opposition à Bachar Al-Assad) ont quitté la table dès l'annonce du plan, réclamant la fin des bombardements.

Lâchée par l'allié turc, l'opposition syrienne, coutumière de la tactique de la chaise vide à Astana, pourrait revenir à de meilleurs sentiments dès jeudi, au deuxième jour des pourparlers, espérait-on à Ankara.

Lundi, les rebelles ont pu s'entretenir avec Stuart Jones, le sous-secrétaire d'Etat américain pour les affaires proche-orientales, dépêché à Astana juste après la conversation téléphonique entre Vladimir Poutine et Donald Trump. A l'origine, seul l'ambassadeur des Etats-Unis au Kazakhstan, George Krol, avait été invité. « Si j'ai bien compris, l'administration américaine soutient cette

idée », s'est félicité M. Poutine.

Il s'agit d'avoir la Turquie à l'œil au moment où la tension ne cesse de monter entre l'armée turque et les Unités de protection du peuple (YPG), des milices kurdes syriennes honnies par Ankara mais soutenues par Washington, Moscou et Damas. Vendredi, l'armée turque a annoncé avoir riposté à l'attaque à la roquette d'un de ses postes avancés à Ceylanpinar sur la frontière turco-syrienne par des tirs d'artillerie sur le QG des YPG, tuant onze combattants kurdes.

Les YPG multiplient les attaques contre l'armée turque depuis que celle-ci a mené des raids aériens meurtriers sur leurs positions, mardi 25 avril. Ces frappes n'ont pas été du goût des Américains, dont les forces spéciales étaient déployées à 8 kilomètres de là. Elles visaient à mettre la pression sur Washington avant la rencontre prévue les 16 et 17 mai à Washington entre Recep Tayyip Erdogan et Donald Trump, assurent les politologues.

En vain, car malgré les appels insistants de M. Erdogan à lâcher la milice kurde, Moscou et Washington continuent de la soutenir, la voyant comme la force la plus efficace dans la lutte contre les djihadistes de l'organisation Etat islamique.

Le président Recep Tayyip Erdogan apparaît de plus en plus isolé sur la scène internationale, ce qui ne l'a pas empêché, lundi, de vanter le « statut spécial » de la relation russo-turque. Les relations commerciales entre les deux voisins de la mer Noire n'ont toujours pas recouvré leur niveau d'avant la brouille de novembre 2015, quand un chasseur turc avait abattu un bombardier russe dans le sud de la Turquie. Moscou a bien levé l'embargo sur les oignons turcs, mais pas sur les tomates, tandis qu'Ankara n'achète plus de blé russe. Quant à l'éventuelle fourniture à la Turquie, membre de l'OTAN, d'un système russe de défense antimissile S-400, elle est comme l'Arlésienne : on en parle beaucoup mais on ne la voit jamais. ■

Syrie: l'alliance kurdo-arabe s'empare de Tabqa et de son barrage

Beyrouth, 10 mai 2017 (AFP)

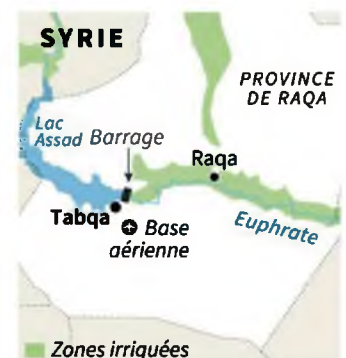
UNE ALLIANCE de combattants kurdes et arabes syriens soutenus par les Etats-Unis s'est emparée mercredi de la ville de Tabqa et de son barrage, dernier verrou en direction de Raqa, fief du groupe Etat Islamique (EI), a indiqué l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

"Les Forces démocratiques syriennes (FDS) se sont emparées de Tabqa et du barrage adjacent" sur l'Euphrate, a affirmé à l'AFP Rami Abdel Rahmane, directeur de l'OSDH. Un conseiller des FDS, Nasser al-Hajj Mansour, a confirmé la prise de cette ville stratégique et du barrage.

Le directeur de l'OSDH a précisé que les FDS passaient au peigne fin la ville, située sur l'Euphrate et sur une route stratégique conduisant à Raqa, distant de 55 km plus à l'est.

Le porte-parole des FDS, Talal Sello, a affirmé à l'AFP que ses forces "avaient obtenu une grande victoire et libéré complètement la ville et le barrage".

L'alliance arab-kurde était entrée dans Tabqa le 24 avril, mais l'EI avait opposé une grande résistance en utilisant notamment des tireurs embusqués, des voitures piégées et des drones armés. ●





May 10, 2017

Turkey slams Trump plan to arm Kurds

By Angela Dewan, Barbara Starr and Ryan Browne, CNN May 10, 2017
<http://us.cnn.com>

Turkey has lashed out at Washington's plan to send arms to Kurdish rebels fighting ISIS in Syria, calling for an end to the US strategy that has long rattled Ankara.

The Pentagon announced Tuesday that President Donald Trump had authorized arming the Kurdish People's Protection Units (YPG), green-lighting a US policy that had sat on the backburner for years to avoid confrontation with Turkey, a key NATO ally.

It said that the provision of supplies and weapons was aimed at aiding the only group it sees fit enough to retake the Syrian city of Raqqa, the ISIS group's de facto capital, in the near future.

The YPG is part of the Syrian Democratic Forces, a coalition of rebel fighters that Washington considers its main ally in the country. But Ankara sees the YPG as a terrorist organization threatening Turkish sovereignty.

A US official said that small arms, machine guns, construction equipment and armored vehicles were among the provisions.

"Every weapon that they deliver is a threat to Turkey," Turkish Foreign Minister Mevlut Cavusoglu told reporters, according to state-run media Anadolu.

He repeated government claims that the YPG was simply a Syrian extension of the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK), which both Turkey and the US consider a terrorist organization. The PKK has waged an insurgency in southern Turkey since the 1980s

"Weapons given to the YPG end up in the hands of the PKK. The American administration knows

well what we think about this," he said.

Turkish Prime Minister Binali Yildirim said the decision was unacceptable and asked the US to reverse its decision.

"If the opposite decision is made, the consequences will bring negative outcomes, not only for Turkey but also for America," Anadolu quoted him as saying.

Ankara has repeatedly warned it will do whatever is necessary to prevent an official Kurdish region developing near its border with Syria, pointing to Iraqi Kurdistan, the semi-autonomous Kurdish region in northern Iraq.

Pentagon chief spokesperson Dana White tried to allay Turkey's concerns, saying that the the United States fully supported returning Raqqa to Syrian Arabs, not the Kurds.

"We do not envision (that) a long-term YPG presence and governance in the city is acceptable or consistent with the wishes of the local population," she said.

"We want to reassure the people and government of

Turkey that the US is committed to preventing additional security risks and protecting our NATO ally."

She added that equipment provided to the SDF would be "limited, mission-specific, and metered out incrementally as objectives are reached."

Defense Secretary James Mattis also tried to calm the storm, saying that the US and Turkey have had open discussions about the issue.

"I'm not concerned at all about the NATO alliance and the relations between our nations. It's not always tidy, but we work out the issues."

A YPG spokesman welcomed what he called a "historical decision" and said it was a symbol of confidence in the rebel group's abilities.



Fighters from the Syrian Democratic Forces on the outskirts of Raqqa in December 2016.

"YPG proved to the whole world, especially to the international coalition forces, that it is the main force fighting against terrorism. Before this decision of the United States, our forces have had deficiencies for a long time."

TURKEY-US TENSIONS RISE

The Pentagon's announcement comes just a week before Turkish President Recep Tayyip Erdogan's May 16 meeting with Trump at the White House. Erdogan will no doubt push for the US to drop its support for the YPG.

It also comes as the Trump administration mulls sending up to 5,000 more troops to Afghanistan, continuing a 15-year war that has frustrated some Americans tiring of US involvement in Middle Eastern and South Asian conflicts.

Washington's support for the YPG began under the Obama administration and has driven a wedge between the US and Turkey, which often coordinate their military actions in Syria.

The US sees the 50,000-strong SDF as the most effective force fighting ISIS in Syria and has armed the non-Kurdish Arab elements of that group for some time. Syrian Kurds make up slightly more than half of the SDF, according to the US military.

But arming the Kurds' Arab allies was widely seen as a way for the Obama administration to indirectly, or quietly, arm Kurdish elements as well without upsetting Turkey.

Turkish Deputy Prime Minister Nurettin Canikli earlier criticized the US announcement to arm the YPG as a mere continuation of Obama's strategy.

"We believe, we hope, that the American administration will say no to this wrongdoing and give up this policy. This policy will not bring any benefit to anybody," Canikli told Turkey's A Haber news channel.

"You can not be in the same sack with terror organizations."

Tensions between the two countries over Kurdish forces have flared several times over the years, most recently in April, when Turkish airstrikes killed at least 25 members of the YPG and the Kurdish Peshmerga.

The US responded to this strikes by carrying out joint patrols with the YPG, at the strike area on the Syria-Turkey border. Turkish officials said they were "upset" seeing US flags flying with the YPG's at its doorstep. ●



Kurdish fighters from the People's Protection Units (YPG) head a convoy of U.S military vehicles in the town of Darbasiya next to the Turkish border, Syria April 28, 2017. REUTERS/Rodi Said/File Photo

After ISIS, don't abandon us

Sinam Mohamad

AMUDA, SYRIA At long last, those of us struggling to maintain a fledgling democracy in Northern Syria have been buoyed by the announcement from the Trump administration that the American military will begin to directly arm the Kurdish men and women who make up the backbone of the Syrian Democratic Forces. Those forces have been America's most valued and effective allies in the war against the Islamic State.

This is something we've asked for repeatedly during the nearly three years our militias have been fighting the Islamic State and winning, victories achieved despite tough odds and a lack of heavy weapons. We've steadily driven the jihadists back hundreds of miles to the brink of defeat at Raqqa. The Islamic State won't give up its self-styled capital easily. This military aid will be crucial in finishing the job.

But as President Trump prepares to meet next week with President Recep Tayyip Erdogan of Turkey — no friend to the Kurds in Syria or in his own country — we ask the American president and people to be mindful of the enormous sacrifice the Kurdish people have made in this fight, and the importance of the unique democratic system we have worked hard to build in the area of Northern Syria known as Rojava.

We're fighting the Islamic State because it's the right thing to do, but we've paid dearly for our victories. We have already lost many thousands of our young men and women in battle, and we know many hundreds more will die in Raqqa. Once we win that battle, will America cave in to Turkish pressure and abandon us, despite this sacrifice?

In recent weeks, Turkey has conducted cross-border airstrikes, killing dozens of our fighters whose mission was to resist the Islamic State, and causing American forces who are here to help us to head to the border in a show of solidarity and to keep the peace. But what happens when Raqqa is liberated and

the United States moves on? Will America stand silently by if Mr. Erdogan makes good on his threats to overrun the border and decimate Rojava simply because his regime cannot tolerate a

pluralistic democracy that includes the Kurds right next door?

Turkey's hostility to Rojava stems from its long-running conflict with its own Kurdish population. Mr. Erdogan claims we aim to create a Kurdish nationalist enclave from which the Kurdistan Workers' Party (P.K.K.), with which Turkey has fought for decades, will be able to threaten Turkey.

But our aim is not a Kurdish state. Our People's and Women's Protection Units, now fighting with the multiethnic Syrian Democratic Forces, are not the P.K.K.; and allowing conflict with Turkey, a powerful foe, is far from our interest of promoting a federated system of local democracy in Syria.

We think the best solution is for Turkey to restart peace talks with Kurdish groups there and to accept that a stable neighbor to the south would be better than one dominated by sectarian chaos.

Not only is our aim to fight against the Islamic State — and not Turkey — but we are also fighting for democracy, for a just and inclusive society in which Arabs, Kurds, Syrians, Turkmen and other ethnic groups in our diverse area of Syria govern together, where women and men have an equal voice, protected by law. In city after city that we have liberated, whether majority Kurdish or not, we have given residents the opportunity to form their own democratic local governments.

Our democracy, like any healthy political system, is a work in progress. We do not claim perfection. It takes time for people raised under dictatorship to learn the necessary habits of compromise and collaboration. But we also believe that our system could offer a viable model for a future federated Syria, where inclusive government,

kept as local as possible, could start to heal the ethnic and religious divisions that have helped prolong this endless war.

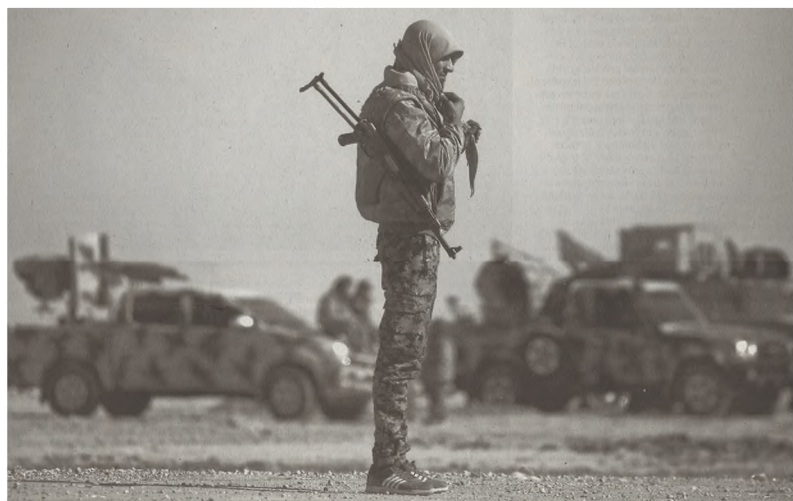
Yet, because of pressure from Turkey, the United States has no official political relations with our representatives and has failed to prevent our exclusion from United Nations talks on the future of Syria, which restart soon in Geneva. Worse, we are suffering from a devastating blockade on the Iraqi and Turkish borders that prevents us from obtaining basic equipment essential for our well-being and for rebuilding.

Every day our fighters put their lives on the line for the values of egalitarianism and democracy. We are grateful for military aid, but it won't be enough to ensure lasting peace. So we call on the Trump administration, Congress and the American people to stand for a federated Syria as a path to peace.

We ask for your help in ending the blockade by convincing the Iraqi Kurdish administration that controls the border to allow in the supplies we need to rebuild and to feed the people here, including hundreds of thousands of refugees who have relocated to Rojava.

And we ask you to recognize us diplomatically, to include us in peace negotiations and to give us your word that even after Raqqa's liberation you will prevent attempts by Turkey to destroy what we've built here. In sum, we ask, as a people who have sacrificed a generation of our young to defeat the Islamic State and create a democratic future for Syria: Will you stand by us?

SINAM MOHAMAD is foreign envoy for the Democratic Federal System of Northern Syria.



A fighter in the Syrian Democratic Forces near a village northeast of Raqqa in February.

Syria's Kurds Work All the Angles for Autonomy

It's an idea that Syria, Russia and the U.S. all might be willing to tolerate. Turkey however ...

by Noah Feldman / 15 mai 2017

www.bloomberg.com

OUTSIDE the headlines, something remarkable is going on in Syria. The Kurds, making a long-term play for an autonomous region, seem to have decided that their best bet is to buy it from Syrian President Bashar al-Assad. And the U.S. is signaling that it may be on-board -- a startling reflection of its pro-Russian, anti-Turkish policy.

The evidence for this reading of events starts with the upcoming fight for Raqqa, the headquarters of Islamic State. The so-called Syrian Democratic Forces, an umbrella group of fighters dominated by the Syrian Kurdish force known as the YPG, has reportedly gotten the green light to go ahead not only from the U.S. but also from Assad and Russia.

This is significant because of the apparent plan for Raqqa if the Kurdish-led force succeeds in taking it. The expectation is that the town will be turned over to a local council -- which will in turn reconcile with Assad and offer sovereignty back to his regime.

What's in it for the Syrian Kurds, who began the war by taking part in the anti-Assad uprising?

The most likely answer is that the Syrian Kurds hope to get a quid pro quo from Assad. The only outcome that is desirable to them and also potentially acceptable to Assad is an autonomous or semi-autonomous Kurdish region in Syria.

The idea of Kurdish autonomy was floated back in December 2016 in a Russian draft constitution for post-war Syria. In March, a Kurdish-dominated group made noises about actually declaring an autonomous regional government in territory taken from Islamic State.

The precedent for such an arrangement comes from Iraq. There, the autonomous region effectively created by the U.S. with the no-fly zone during Bill Clinton's administration endured into the construction of the new Iraq after the George W. Bush administration's invasion. It's now part of the Iraqi constitution.

Iraqi Arabs, Sunni and Shiite alike, would have liked to reincorporate the Kurdish region. But that wasn't realistic given how entrenched the Iraqi Kurds already were, and how closely they had allied themselves with the U.S. Now Iraq lives with the reality of asymmetric federalism, in which the Kurdish region enjoys a unique autonomy.

Syria's Kurds must be looking to the Iraqi model -- and hoping Assad will, too.

Assad won't want to give up sovereignty of Syrian territory any more than Iraqi leaders wanted to give autonomy to Iraqi Kurds. But like the Iraqi Arabs, Assad may have no choice. He's desperate for allies to help him regain territory. And the Syrian Kurds are eager to gain territory themselves.

In a twist that could happen only in the Middle East, the Syrian Kurds are simultaneously useful to the U.S., which is desperate to show that Islamic State can be defeated. The Kurds are just about the only ground force willing and able to take on the militant group in Syria. As a result Donald Trump's administration, which is arming the YPG, seems to have decided to endorse the Raqqa turnover plan.

That's a flip from 2016, when Barack Obama's administration indicated that it didn't support Syrian Kurdish autonomy.

That puts the Syrian Kurds in the strong position of having the support of Syria and its ally Russia, and also the U.S. It is noteworthy that the U.S. and Russia are thus in effect cooperating to restore territory to Assad.



Small victories along the way. Photographer: Delil Souleiman/AFP/Getty Images

The only major regional player who strongly opposes Syrian Kurdish ambitions is Turkey.

Turkey considers Syria's YPG far too close to the PKK, the Kurdish rebel group (and sometime terrorists) that has for many years fought for Kurdish rights and maybe autonomy within Turkey itself. And it is definitely not in Turkey's interests for a Kurdish autonomous region to appear in Syria in parallel to the one in Iraq, which the Turks also initially opposed. The strong implication would be that such an area should come into existence in Turkey.

Yet Turkey has no leverage over Assad, whom it has opposed since the uprising against him began. (The Erdogan regime was drawing ever closer to Assad before that, however.)

And Turkey has little pull right now with the U.S., its traditional NATO ally. That's not really because of Recep Tayyip Erdogan's slide toward dictatorship, which hasn't aroused much ire from the Trump administration. It's more that the U.S. has an ongoing interest in defeating Islamic State -- and has, it would seem, largely abandoned the goal of removing Assad, whatever the administration has been saying since bombing Syrian targets after Assad's poison gas attack.

Will the whole Syrian Kurdish initiative to get autonomy from Assad work out? The plan rests on a series of gambles, to be sure. Everyone is using the Kurds, and they surely know it.

In Assad's ideal world, he would wait until he had regained as much territory as he could on the basis of Kurdish efforts, then renege on the idea of autonomy. The Kurds realize this. Their bet must be that Assad won't be strong enough on his own to take back whatever autonomy he's given -- or that their autonomy will become part of an end-game deal that is backed by the U.S. and Russia.

The U.S. has no particular reason to support the Syrian Kurds after Islamic State is defeated. But perhaps the Kurds reason, plausibly, that the U.S. will want a weakened Assad as part of any final bargain. Kurdish autonomy would contribute to the weakness of the Syrian government. Of course, Russia will want a strong Syria for the same reason the U.S. will want a weak one.

What almost certainly won't emerge from all this is a unified Kurdistan across the Iraq-Syria frontier. Kurdish unity has always been an elusive goal. The Iraqi Kurds have drawn close to Turkey over the last decade, essentially abandoning the PKK in exchange for a stronger relationship with a neighbor more stable than the Baghdad government. They might not even support a YPG-led autonomous region, much less seek to join with it.

If all this sounds impossibly arcane, that's because it is. In the Middle East, the line between fantasy and political reality can be dangerously thin, because real people act on the basis of their expectations. Fantasy can become real -- albeit not always in a good way. ●

Noah Feldman is a Bloomberg View columnist. He is a professor of constitutional and international law at Harvard University and was a clerk to U.S. Supreme Court Justice David Souter.

Syrie : Donald Trump donne son feu vert pour fournir des armes aux milices kurdes YPG

FRANCE 24 Avec AFP 09/05/2017

La Maison Blanche a approuvé la fourniture d'armes aux milices kurdes YPG qui combattent les jihadistes de l'EI en Syrie, a déclaré mardi un porte-parole du Pentagone. Ces milices sont considérées par Ankara comme "terroristes".

Donald Trump a donné son feu vert pour la fourniture d'armes américaines aux milices des Unités de protection du peuple kurde (YPG) qui combattent l'organisation État islamique (EI) en Syrie, selon le Pentagone.

Ces milices, très actives dans le nord du pays, sont la principale composante des Forces démocratiques syriennes (FDS), alliance de combattants kurdes et arabes contre les jihadistes. Le financement "pour fournir une aide aux YPG a été approuvé", a déclaré cette source, qui n'a pas souhaité être nommée.

Le président américain a autorisé le Pentagone à "équiper" les milices kurdes "autant que nécessaire pour remporter une nette victoire sur l'EI" à

Raqa, le bastion syrien des jihadistes, a déclaré le porte-parole du Pentagone Jeff Davis.

Le type d'armes qui seront ainsi fournies n'a pas été révélé.

L'IRE D'ANKARA

Cette décision de Washington, très favorable aux Kurdes de l'YPG, risque fort de provoquer l'ire de la Turquie, à moins d'une semaine d'une visite du pré-

sident Recep Tayyip Erdogan à Washington le 16 mai. Ce dernier les considère comme l'extension en Syrie du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), l'organisation séparatiste qui livre une lutte armée à Ankara depuis 1984 et qui est classée "terroriste" par la Turquie et ses alliés occidentaux.

D'aucuns estiment que le président turc cherche surtout à tout prix à empêcher l'YPG de constituer une région autonome à sa frontière avec la Syrie. La Turquie a mené des frappes en avril contre un QG des YPG dans le nord-est de la Syrie, faisant 28 morts.

"Nous sommes pleinement conscient des inquiétudes des Turcs pour leur sécurité", a indiqué Jeff Davis.

Quelques heures avant l'annonce sur la fourniture d'armes aux YPG, le secrétaire américain à la Défense Jim Mattis avait déclaré à Copenhague que les États-Unis allaient associer la Turquie aux opérations militaires pour reprendre Raqa. ♦

Courrier international 11 mai 2017

Syrie. La Turquie s'insurge contre les livraisons d'armes américaines aux Kurdes

www.courrierinternational.com - 11 mai 2017

La décision américaine d'armer les forces kurdes et arabes qui combattent l'État islamique en Syrie inquiète la presse turque. Le gouvernement, qui assimile ces forces aux rebelles kurdes du PKK, y voit une menace pour sa sécurité et ses intérêts dans la région.

Mardi 9 mai, les autorités américaines ont officiellement annoncé avoir approuvé la livraison d'armes aux milices majoritairement kurdes qui combattent l'État islamique en Syrie. Cette annonce a immédiatement fait réagir les autorités turques, qui considèrent que les forces du YPG (Unités de protection du peuple) qui composent la majorité des Forces démocratiques syriennes (FDS) sont la branche syrienne du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), que la Turquie combat sur son sol.

À lire aussi Stratégie. A quel jeu joue la Turquie au Moyen-Orient ?

Les FDS sont pourtant le partenaire principal des Américains dans la lutte contre l'État islamique en Syrie. Dans le cadre de l'opération qu'elles mènent pour reprendre la ville de Raqa, bastion de l'organisation djihadiste, les FDS se sont emparées, mercredi 10 mai, de la ville de Tabqa après de longs combats.

"Les développements en Syrie et en Irak sont évidemment pour nous des enjeux de sécurité nationale. Et nous voulons croire que nos alliés préféreront se ranger de notre côté, plutôt que du côté des organisations terroristes", a réagi le président Erdogan à l'adresse des États-Unis.

Pour le journal turc de gauche Birgün, la déci-

sion américaine n'est pas motivée uniquement par la lutte contre l'EI. "Il s'agit aussi pour Washington de tirer les Kurdes de son côté. Les Américains ne veulent pas abandonner les Kurdes - qui sont une force régionale - à l'influence des Russes. En leur fournissant des armes, ils tentent donc aussi de les garder sous leur contrôle", analyse le journal, avant d'enchaîner :

Les États-Unis savent d'expérience qu'il est trop risqué, au Moyen-Orient, de mobiliser toutes ses forces pour soutenir un seul acteur. Ils évitent de mettre tous leurs œufs dans le même panier et donnent des gages tantôt aux Kurdes, tantôt à la Turquie."

"Nous ne devrions pas être surpris", titre quant à lui l'éditorialiste Mehmet Barlas dans le journal progouvernemental Sabah. "C'est ainsi qu'est l'Amérique. Elle fait la sourde oreille face à ses alliés, que nous sommes, pour ensuite s'en mordre les doigts. Aujourd'hui ils arment en Syrie l'YPG qui est une branche du PKK." Et d'oser un parallèle avec Al-Qaïda :

Dans les années 1990, ils ont armé les talibans et Al-Qaïda en Afghanistan contre l'occupation soviétique. Quelques années après, Al-Qaïda n'a-t-elle pas retourné ces armes contre les États-Unis ?"

Les tensions entre les États-Unis et la Turquie sur le dossier des Kurdes de Syrie ont atteint un pic récemment. Dans la nuit du lundi 24 avril au mardi 25 avril, l'aviation turque avait organisé une série de raids contre les forces kurdes dans la région irakienne de Sinjar ainsi que dans le



Malgré l'opposition de la Turquie, les États-Unis vont fournir de l'armement aux miliciens kurdes engagés en Syrie dans la bataille pour la reprise de Rakka. | Reuters

nord-est de la Syrie, faisant 70 victimes. Les États-Unis, craignant que l'YPG ne décide de stopper son offensive sur Raqa pour se redéployer dans le nord de la Syrie, ont condamné les frappes et sont allés jusqu'à placer leurs propres militaires à la frontière turque comme bouclier humain pour dissuader d'autres éventuelles attaques.

RENCONTRE TRUMP-ERDOGAN

Mardi 16 mai, Recep Tayyip Erdogan doit rencontrer pour la première fois Donald Trump, à l'occasion d'une visite diplomatique à Washington. La question du soutien américain aux YPG sera évidemment à l'ordre du jour des discussions.

Ibrahim Karagül, l'éditorialiste vedette du quotidien conservateur et nationaliste Yeni Safak souligne l'importance de ces négociations à venir : "S'il ne parvient pas à convaincre les États-Unis au sujet du PKK/PYD [la branche politique du YPG], il ne restera qu'un plan de rechange. Attaquer de manière déterminée, depuis au moins quatre positions, le long de la frontière syrienne. Et à ceux qui disent que c'est une folie, je ne répondrai qu'une seule chose : l'avenir de la Turquie passe avant tout. Quel que soit le prix à payer. Si nous n'attaquons pas aujourd'hui, nous ne pourrons plus jamais le faire à l'avenir, nous serons prisonniers d'un redécoupage territorial imposé." ♦

Armer les Kurdes syriens : stratégie ou tactique américaine ?

par Jussey de Sourcesûre - jeudi 11 mai 2017
<http://www.agoravox.fr>

La décision du président Trump de fournir des armes aux Kurdes syriens, qui combattent Isis, marque un changement déterminant dans la géographie politique du Moyen-Orient : les États-Unis choisissent de soutenir leur allié kurde en Syrie, faisant fi de la Turquie qui veut à tout prix empêcher l'établissement d'un État kurde indépendant.

Lundi, Trump a approuvé un plan consistant à armer directement les Kurdes pour leur permettre de reprendre Raqqa, la capitale de fait d'Isis en Syrie. Les États-Unis enverront des mitrailleuses lourdes, des armes antichars, des mortiers, des voitures blindées et des équipements d'ingénierie pour renforcer et intensifier l'attaque.

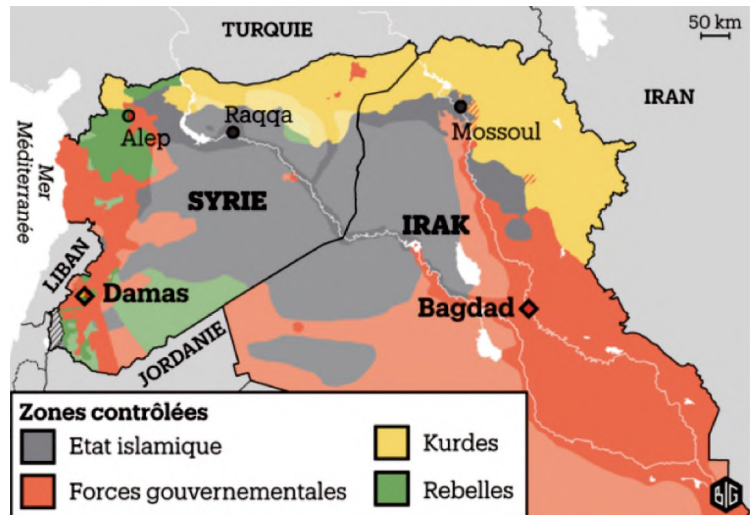
La Turquie a cherché en vain à persuader les États-Unis de rompre leur alliance avec les Kurdes syriens, accusant le YPG (la branche armée du Parti de l'union démocratique) d'être le bras syrien du PKK qui mène une guerre de guérilla contre l'Etat turc depuis 1984. "Le PKK et le YPG sont des organisations terroristes et ils ne sont différents que par leur nom", a déclaré samedi le ministre turc des Affaires étrangères Mevlut Cavasoglu. "Toute arme saisie par eux est une menace pour la Turquie".

Les Etats-Unis veulent infliger une double défaite à Isis en capturant à la fois Raqqa et Mossoul en Irak au cours des prochains mois. Les combattants d'Isis se trouvent encore dans la vieille ville de Mossoul après un siège de forces gouvernementales irakiennes qui a duré près de sept mois. La majeure partie de la ville est pourtant déjà tombée avec de lourdes pertes humaines de tous côtés et de graves destructions matérielles. La perte de Raqqa et de Mossoul ne serait pas la fin d'Isis, qui est une organisation de guérilla, mais le « califat auto-déclaré » n'existerait plus en tant qu'état avec une administration et un vaste territoire.

Raqqa, une ville qui comptait 300 000 habitants, sur la rive nord de la rivière Euphrate, est déjà isolée de la rive sud par des attaques aériennes qui détruisent les ponts. La route du sud à Deir Ezzor, la plus grande ville de l'est de la Syrie, a été coupée par les Kurdes. Les combattants d'Isis ne peuvent sortir de Raqqa qu'en bateau, mais ils ont démontré à Mossoul qu'ils étaient capables d'utiliser des tireurs d'élite, des kamikazes et des pièges pour résister et infliger des pertes à un ennemi armé plus nombreux et mieux armé.

Mais le sort de Raqqa n'est pas le seul problème à résoudre dans les combats dans le nord de la Syrie. La Turquie est confrontée à un résultat désastreux des guerres qu'elle a menées pour étendre son influence dans le nord du Moyen-Orient. Depuis 2011, elle a cherché à renverser le président Bashar al-Assad et à empêcher les deux millions de kurdes syriens de prendre le contrôle d'une large bande de territoire le long de la frontière sud de la Turquie.

Les efforts turcs pour arrêter l'avance kurde ont largement échoué et l'intervention des troupes terrestres turques à l'ouest de l'Euphrate en août 2016 n'a été qu'un demi-succès. Ses alliés locaux arabes et turkmènes n'ont pas pu prendre le bastion d'Isis d'Al-Bab sans l'intervention de l'armée turque. Or, si la Turquie a offert ses services aux États-Unis en tant qu'alliée capable de rempla-



cer le YPG dans la bataille contre Isis, cela a toujours été avec une arrière-pensée évidente : le président Recep Tayyip Erdogan s'intéresse davantage aux Kurdes qu'à Isis.

La réponse de la Turquie aux succès du YPG et du SDF a été d'intensifier l'engagement militaire dans le nord de la Syrie et de menacer d'une action beaucoup plus sévère. Le 25 avril, des avions turcs ont lancé des frappes aériennes ont tué 20 combattants, dont la moitié étaient des femmes. Erdogan a alors menacé de la possibilité d'une action similaire "à tout moment". Les États-Unis avaient alors déclaré que l'action turque était "inacceptable", mais ils étaient tellement préoccupés par une intervention turque qu'ils ont envoyé des patrouilles de forces spéciales américaines dans des véhicules pour surveiller le côté syrien de la frontière. Pour leur part, les dirigeants kurdes syriens ont déclaré qu'ils ne prendraient pas Raqqa si l'action militaire turque continuait.

La décision publique de Trump d'envoyer des armes plus lourdes au YPG est donc importante, principalement comme un signe que les États-Unis ignorent les menaces turques et maintiennent leur son alliance militaire avec les Kurdes syriens, ce qui leur a bien servi. Cela rend difficile pour l'armée turque et ses forces aériennes d'intensifier ses attaques contre le YPG.

Erdogan doit rencontrer Trump pour la première fois à Washington les 16 et 17 mai. Il tentera de le persuader de renverser sa politique envers les Kurdes syriens, mais il est peu probable qu'il réussisse. Au cours de ses derniers jours de présidence, Obama avait déjà décidé d'envoyer des équipements plus lourds au YPG, ce qui indique que la politique pro-kurde a un large soutien aux États-Unis.

En même temps, les Américains essaient de rassurer les Turcs en leur garantissant que les nouvelles armes ne seront utilisées que contre Isis et que la quantité de munitions livrées sera limitée à ce qui est nécessaire pour cette opération. Et en effet, les Turcs craignent que les armes soient remises au PKK et utilisées contre leur armée.

Les Kurdes syriens, eux, craignent qu'après la défaite d'Isis les États-Unis n'aient plus besoin d'eux et reviennent à leur ancienne alliance avec la Turquie, une grande puissance qui reste membre de l'OTAN. Cela les laisserait vulnérables dans le cas d'une attaque terrestre turque visant à détruire leur demi-indépendance.

Mais, pour l'instant, les Kurdes en Syrie sont soulagés que les États-Unis aient décidé de maintenir leur alliance avec eux. Ils ne pensent pas que Trump soit capable d'un coup tordu... ■



Irak : les Peshmergas tuent 5 kamikazes de l'EI

Xinhua 08 MAI 2017

CINQ KAMIKAZES du groupe Etat islamique (EI) et deux membres des forces de sécurité kurdes sont morts dimanche au cours d'une attaque contre une base militaire kurde, près de la ville de Kirkouk, dans le nord de l'Irak, a confié à Xinhua une source des forces de sécurité locales.

L'attaque s'est produite à 03h30 heure locale (00h30 GMT), lorsque cinq kamikazes de l'EI, portant des vestes explosives, se sont introduits dans la base militaire de Kirkouk, entraînant de violents affrontements entre les rebelles et les forces kurdes, aussi connues sous le nom de Peshmergas, a confirmé une source sécuritaire, sous couvert d'anonymat.

Deux des kamikazes se sont fait exploser à l'intérieur de la base, alors que les trois autres ont été abattus par les Peshmergas, a ajouté la même source.

Deux combattants kurdes ont également été tués lors de cette attaque, et six autres blessés.

Cette attaque intervient alors que les forces de sécurité irakiennes, soutenues par la coalition internationale luttant contre l'EI, mènent une offensive majeure pour expulser les rebelles de leur place forte à l'ouest de Mossoul, au nord du pays.

Certains observateurs accusent les Etats-Unis d'être responsables de l'instabilité chronique, les violences, et l'émergence de groupes extrémistes, comme l'EI, en Irak, pays qu'ils ont envahi et occupé en mars 2003. ■

Le bras kurde des Etats-Unis

Par Bernard Guetta / 11 mai 2017
www.franceinter.fr

Où l'on voit la Syrie continuer à se fractionner et la Turquie perdre pied.

Les Etats-Unis vont armer les Kurdes de Syrie. Leur décision avait été annoncée mardi. La Turquie s'en était aussitôt indignée. Recep Erdogan, son président, a lui-même appelé hier Washington à « revenir sans délai sur cette erreur » mais, à la même heure ou presque, les militaires américains ont confirmé que leurs livraisons de mortiers, mitrailleuses lourdes, armes légères et véhicules blindés commencent, ont-ils dit, « très rapidement ».

Tous deux membres de l'Otan, les Etats-Unis et la Turquie se retrouvent ainsi en désaccord complet et frontal. Cette situation est d'autant plus paradoxale que Recep Erdogan doit être reçu la semaine prochaine par Donald Trump pour une visite à laquelle les deux pays accordaient une grande importance. Le moins qu'on

puisse dire est qu'il y a du cafouillage dans l'Alliance atlantique mais comment et pourquoi en est-on arrivé là ?

LA GÉOGRAPHIE DONNE LA RÉPONSE.

Les Kurdes de Syrie vivent dans le nord du pays, une zone qui longe la frontière turque de l'autre côté de laquelle vivent les Kurdes de Turquie. La frontière turco-syrienne sépare autrement dit deux Kurdistan dont l'un, le syrien bénéficie d'une autonomie de fait depuis que le régime de Damas est aux prises avec l'insurrection, tandis que l'autre, le Kurdistan turc, se reprend à rêver de sécession, l'instar des Kurdes d'Irak et de Syrie.

Pour la Turquie, l'émergence d'un Kurdistan syrien autonome est donc devenue un problème majeur. Elle y voit une telle menace pour son intégrité territoriale que c'est la raison pour laquelle, sous couvert d'aller combattre Daesh, ses troupes étaient entrées en Syrie en août dernier pour y empêcher les milices kurdes, les YPG, de jeter les bases d'un Etat indépendant en stabilisant le nord du pays sous leur contrôle.

Pour Recep Erdogan, ces livraisons d'armes américaines aux YPG sont, autrement dit, un coup de poignard dans le dos. C'est ce qu'il dira

à Donald Trump en lui expliquant que toute arme livrée aux Kurdes syriens peut se retrouver entre les mains de ses propres Kurdes. Il n'a pas tort.

Ce n'est pas faux mais les Américains ont un besoin vital d'armer les YPG car c'est sur elles qu'ils comptent pour lancer l'assaut terrestre contre Raqqa, la ville dont Daesh a fait sa capitale syrienne. Entre une mauvaise manière à la Turquie, pourtant membre de l'Otan, et leur refus de risquer la vie de leurs soldats en Syrie, les Américains ont choisi. Ce sera l'armement des Kurdes syriens qui ont, eux, tout intérêt à se placer de cette manière sous la protection des Etats-Unis.

CONTRE CELA, LA TURQUIE NE PEUT RIEN FAIRE.

Elle ne peut guère plus se rapprocher de la Russie qu'elle ne l'a déjà fait car elle ne peut pas rompre avec les Etats-Unis alors que ses relations avec l'Union européenne sont au plus bas. La Turquie va devoir avaler cette couleur et le fractionnement de la Syrie va se poursuivre pendant que la Turquie de Recep Erdogan s'enfoncé tout à la fois dans la dictature, la dégringolade économique et l'isolement international. ■

L'EXPRESS.fr 15 mai 2017

Selon les États-Unis, la Syrie cache des "meurtres de masse" avec un crématorium

Par L'EXPRESS.fr avec AFP le 15/05/2017

Dans la prison de Saydnaya, accusent les Etats-Unis, le régime d'Assad aurait installé un crématorium où seraient été détruits les restes de milliers de prisonniers.

Un nouveau seuil dans la barbarie franchi par le régime syrien? Le département d'Etat américain soupçonne le pouvoir de Bachar el-Assad de recourir à un "crématorium" dans le complexe pénitentiaire de Saydnaya, au nord de Damas. Il servirait à détruire les restes de milliers de prisonniers assassinés.

Présentant à la presse une série de photos satellites, le responsable du département d'Etat pour le Moyen-Orient a accusé la Syrie d'avoir perpétré des "meurtres de masse" et a exhorté le régime du président Bachar el-Assad à mettre "fin à ces atrocités".

Sur ces photos datées d'avril 2017, d'avril 2016, de janvier 2015 et d'août 2013 "déclassifiées" par le gouvernement américain, on y voit des bâtiments, dont l'un est légendé "prison principale" et l'autre "probable crématorium". Sur un autre cliché, une légende "neige fondue sur une

partie du toit" attesterait, selon Stuart Jones, de l'existence d'un "crématorium installé par le régime syrien".

13 000 PRISONNIERS EXÉCUTÉS EN CINQ ANS SELON AMNESTY

"Bien que les nombreuses atrocités du régime sont bien documentées, nous pensons que la construction d'un crématorium est une tentative de cacher l'entendue des meurtres de masse perpétrés à Saydnaya", a condamné le diplomate américain.

Ces accusations du gouvernement américain surviennent quelques jours après la visite à Washington de Sergueï Lavrov, ministre russe des Affaires étrangères, dont le pays est intervenu en Syrie pour soutenir le régime.

Elles font suite à un rapport de février dernier de l'organisation de défense des droits de l'homme Amnesty International qui accusait le régime de Damas d'avoir exécuté quelque 13 000 personnes en cinq ans, entre 2011 et 2015, dans la prison de Saydnaya.

Depuis le soulèvement des Syriens en 2011, plusieurs rapports, de l'ONU, ou d'autres ONG comme Human Rights Watch ont décrit l'horreur



Photo satellite fournie par Amnesty International, le 7 février 2017, montrant la prison de Saydnaya, à 30 km au nord de Damas, en Syrie.

carcérale en Syrie. Sans compter le "Rapport César", réalisé à partir des 45 000 photos de cadavres de détenus torturés prises par un photographe militaire. Ces crématoriums visent-ils à éviter un nouveau "rapport César"? ■

Washington va livrer des armes aux Kurdes syriens

Pour le Pentagone, les miliciens kurdes sont les seuls capables de reprendre Raqqa à Daech. La Turquie est furieuse.

GEORGES MALBRUNOT  @Malbrunot

MOYEN-ORIENT Donald Trump a autorisé le Pentagone à « équiper » les miliciens kurdes syriens (YPG) « autant que nécessaire pour remporter une nette victoire » sur Daech dans son fief de Raqqa, annonce un communiqué du ministère de la Défense à Washington. À moins d'une semaine de la visite aux États-Unis du président Recep Tayyip Erdoğan, ce soutien logistique aux ennemis kurdes d'Ankara rend la Turquie furieuse. « Fournir des armes aux YPG est inacceptable », a aussitôt réagi le vice-premier ministre, Nurettin Canikli.

Ankara considère les YPG comme une organisation terroriste, au même titre que leur maison mère le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan). Même si le Pentagone plaiderait depuis des mois pour une telle aide, la Maison-Blanche s'était toujours refusé à franchir le pas pour ne pas envenimer ses relations avec son allié au sein de l'Otan. Mais la nécessité d'avancer pour reprendre Raqqa à Daech semble avoir levé les ultimes réserves. Pour le Pentagone, la coalition de combattants arabo-kurdes des Forces démocratiques syriennes (FDS) est « la seule force capable de prendre Raqqa dans un futur proche ». Lancée en fin d'année dernière, la bataille de Raqqa progresse en effet lentement. Grâce aux frappes aériennes de la coalition internationale, les FDS tentent actuellement de faire sauter le verrou de Tabqa, une dernière poche djihadiste à 55 km à l'ouest de Raqqa.

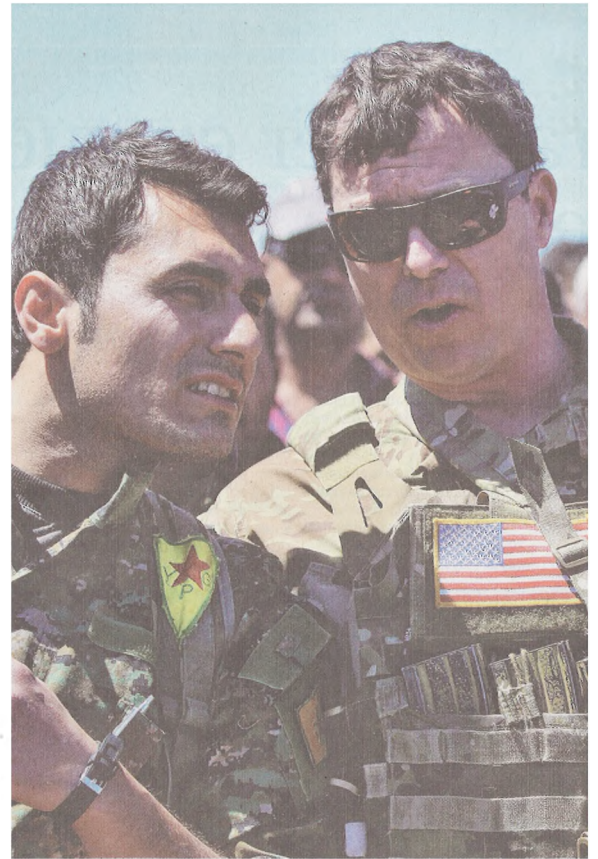
Soucieux de ne pas braquer encore plus la Turquie, le Pentagone a pris soin de préciser que le matériel livré aux miliciens kurdes serait limité à des mitraillettes, des armes légères, des munitions et des véhicules blindés. D'autre

part, cet appui logistique ira en priorité aux combattants arabes des FDS, ceux-là mêmes qui devraient jouer un rôle moteur dans la reprise et le contrôle de Raqqa, ville d'où ont été conçus et préparés des attentats commis par des djihadistes en Europe. Washington fournit déjà des armes à la composante arabe des FDS pour ne pas donner l'impression que des Kurdes seront demain les maîtres d'une ville arabe.

Cette décision intervient moins de deux semaines après des bombardements aériens turcs contre des positions kurdes du PKK en Irak, mais aussi des YPG en Syrie. Ces frappes avaient fait, au total, 28 morts. Immédiatement après, les États-Unis avaient dû dépêcher des véhicules militaires munis de drapeaux américains du côté syrien de la frontière pour que les forces spéciales américaines puissent patrouiller au côté des miliciens kurdes. Mécontents de ces bombardements, « les Américains avaient également dû rapprocher leurs équipements de la frontière turque », relève un expert au Moyen-Orient.

Jusqu'au dernier moment, Ankara a tenté d'empêcher Washington d'aider les Kurdes syriens. Lundi, une délégation turque aurait même brièvement rencontré Donald Trump à la Maison-Blanche, selon le quotidien *Sabah*, alors

Soucieux de ne pas braquer encore plus Ankara, les États-Unis ont pris soin de préciser que le matériel serait limité à des mitraillettes, des armes légères, des munitions et des véhicules blindés



Un officier américain de la coalition anti-Daech en discussion avec un combattant kurde des YPG, le 25 avril près de Derik, en Syrie. DELIL SOULEIMAN/AFP

que le chef d'état-major, le général Hulusi Akar, et Hakan Fidan, le patron des renseignements turcs, se trouvaient déjà à Washington. « Nous comprenons les réserves turques », souligne-t-on au Pentagone, qui cherche à convaincre Ankara que les miliciens kurdes ne joueront pas un rôle essentiel dans la stabilisation et le contrôle de Raqqa post-Daech.

« Nous n'envisageons pas une présence kurde à long terme », estime un officiel américain, cité par le *Washington Post*. Mais nul ne sait vraiment comment se passera l'après-Raqqa, les YPG n'ayant jamais caché que la ville faisait partie de leur zone d'influence naturelle. Bref, pas de quoi rassurer la Turquie, qui milite depuis des mois pour que l'aide américaine aille plutôt aux rebelles syriens qu'Ankara a adoubs, depuis la fin du siège d'Alep-Est, en décembre.

Mais, pour le Pentagone, ces insurgés ont une capacité opérationnelle limitée et sont parfois trop proches des islamistes que les États-Unis combattent en Irak et en Syrie. « Cet appui américain s'inscrit dans la logique de ce qu'on appelle l'option kurde pour Raqqa », confirme l'expert. Il constitue un frein supplémentaire aux ambitions turques dans le nord de la Syrie, où Ankara avait pourtant lancé une offensive militaire à l'été dernier, afin de lutter contre Daech et les Kurdes. Tout en espérant figurer parmi les protagonistes de la bataille pour libérer Raqqa des djihadistes. ■

The Middle East's complex Kurdish landscape

Conflicts in Iraq, Syria and Turkey have unleashed a tangle of political and military organizations among the Kurds. DW explains who's who in a struggle that is shaping the Middle East.

Author Chase Winter / 17.05.2017
<http://www.dw.com>

The estimated 25-35 million ethnic Kurds spread across Turkey, Iraq, Syria and Iran are at the forefront of multiple conflicts reshaping the Middle East. In Syria and Iraq, US-backed Kurdish forces are leading the fight against the so-called "Islamic State" (IS).

However, "the Kurds" are riven by intra-Kurdish rivalries both within their respective states and across greater Kurdistan. As the United States backs Syrian and Iraqi Kurds, it has found itself in the middle of these rivalries and at odds with NATO ally Turkey.

The main intra-Kurdish fault line is between the Kurdistan Workers' Party (PKK) and its affiliates (see below) and the Kurdistan Democratic Party (KDP) led by Masoud Barzani, the president of the autonomous Kurdistan Regional Government of Iraq (KRG).

A DIVIDED KURDISH QUASI-STATE

The KRG has many characteristics of a state -- an executive, legislature, judiciary and security forces -- all recognized under the Iraqi constitution's federalist structure. The United States, as well as European states including Germany, provide assistance to their longtime Iraqi Kurdish allies.

However, the Iraqi Kurdish army, known as peshmerga, or "those who face death," are not united under the same command even though they cooperate. Barzani's KDP and its main political rival with Iraqi Kurdistan, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), each have separate peshmerga forces.

Read more: Peshmerga fighters in Iraq help protect German security, says Foreign Minister Gabriel

The PUK is closer to the PKK, the Iraqi central government and Iran. These rivalries play out in Syria and with Turkey, which is close to Barzani and his KDP.

US-BACKED SYRIAN DEMOCRATIC FORCES

In Syria, the United States backs the Syrian Democratic Forces (SDF) with weapons, airstrikes and about 900 Special Forces. Considered the best fighters against IS, the SDF is a roughly 50,000 strong force composed of Kurdish, Arab, Turkmen and Christian militia. It was formed in 2015 at US prodding in part to address Turkey's concerns over the dominance of the Syrian Kurdish People's Protection Units (YPG).



Cemil Bayik is one of the five founders of the PKK



Fighters in Sinjar, Iraq, celebrate Abdullah Ocalan's birthday in April, 2016.

The YPG and the all-female Women's Protection Units (YPJ) are the armed wings of the Democratic Union Party (PYD), a left-leaning Kurdish political party in Syria. Together they make up about half of the SDF.

KURDISTAN COMMUNITIES UNION

The PYD, in turn, is a part of the Kurdistan Communities Union (KCK), a pan-national umbrella political group founded by the PKK in 2005. Alongside the PYD, the KCK comprises the PKK, the Iranian branch Party for a Free Life in Kurdistan (PJAK) and the much smaller Iraqi affiliate, Kurdistan Democratic Solution Party (PCDK).

The KCK and its subset political parties are composed of various political, social and military subunits. They subscribe to the ideology of PKK leader Abdullah Ocalan, who has been in a Turkish prison since his capture in 1999.

Ocalan continues to be the PKK and the KCK's nominal head. However, the de-facto leader of KCK is its co-chair, Cemil Bayik, a top leader within the PKK.

The PKK has carried out a nearly four-decade long armed struggle against the Turkish state resulting in the death of about 40,000 people. Turkey, the United States and European Union consider the PKK a terrorist organization.

Turkey considers the YPG/PYD, as well as the SDF terrorist organizations for their ties to the PKK. This view stems in part from the fact that from the 1980s to late 1990s, the PKK and Ocalan operated out of Syria and Lebanon with the support of former Syrian President Hafiz Assad.

Syria kicked out the PKK in 1998 after Turkey threatened to invade, but then essentially handed over parts of northern Syria to the PYD shortly after the onset of the Syria civil war in 2011.

PKK UNDER A DIFFERENT NAME?

The PKK and PYD deny that they have organic organizational ties. The PKK and PYD say they have a different substructure, command and ultimately different goals in their respective countries, Turkey and Syria, given the different political situation in each with regards to the Kurds.

Unlike the PKK, which primarily fights the Turkish state, the PYD/YPG is focused on fighting IS and on occasion Turkish-backed Syria rebel groups. The PYD/YPG has not sided with Assad; in fact, the group has a tacit military understanding not to engage in combat with Syrian government forces. It also has not aligned with either Islamist rebel factions or Turkish-backed opposition, saying it has no designs on Turkey and wants to avoid conflict.

But the YPG counts hundreds of Turkish Kurds within its ranks, including PKK fighters who transfer-

Kurdish political and armed groups

PKK	The Kurdistan Workers' Party is a Marxist-Leninist party that started an armed insurgency against Turkey in 1984. It seeks greater cultural and political rights for Turkey's Kurds. Turkey, the United States and the EU consider the PKK a terrorist organization.	YPJ	Women's Defense Forces are all-female units of the PYD/YPG.
KCK	Kurdistan Communities Union is the umbrella group formed in 2005 for Kurdish parties in Iran, Turkey, Iraq and Syria that subscribe to Ocalanism. In addition to the PKK, KCK includes PYD (Syria), PJAK (Iran) and PCDK (Iraq).	KRG	Kurdistan Regional Government is an autonomous Kurdish region in northern Iraq. The KRG is led by President Masoud Barzani.
PYD	Founded in 2003, the Democratic Union Party has emerged as one of the most powerful political forces in Syria. It dominates the Kurdish areas of northern Syria and has led the formation of an autonomous Kurdish region, known as Rojava.	KDP	Kurdistan Democratic Party is the most powerful Kurdish party in the KRG. It is headed by Masoud Barzani. The KDP is a close ally of Turkey and rival of the PKK and PYD.
YPG	People's Defense Forces are the armed wing of the PYD. YPG fighters make up the majority of the US-backed Syrian Democratic Forces.	PUK	Patriotic Union of Kurdistan is one of three major parties in the KRG. It is a political rival of the KDP and tends to be closer to the Iraqi central government, Iran, PKK and PYD.
		SDF	The Syrian Democratic Forces are a US-backed umbrella group of Kurdish, Arab, Turkmen and Christian militia leading the fight against the "Islamic State." The YPG makes up the bulk of the SDF forces.

red to the fight in Syria. Before the Syrian civil war, the PKK drew about a quarter of its fighters from Syria, raising further questions over its links to the YPG.

Meanwhile, the United States has said it sees enough difference between the PYD and terrorist-categorized PKK to back the YPG and SDF units fighting in Syria. And as that relationship has grown over the past two plus years, the PYD/YPG has sought to publically distance itself from the PKK.

What binds the PKK and PYD, they say, is an adherence to Ocalan's Marxist-Leninist ideology and a shared desire to beat back jihadist forces. Ocalanism incorporates women's rights, human rights, environmentalism, communalism and "democratic autonomy," a grassroots form of federal governance viewed by its followers as a model for democracy in Middle East. This political model contrasts with that in Iraqi Kurdistan led by Barzani. There, the system is based on family and tribal ties, crony capitalism and patron-client relationships.

FACTS ON THE GROUND

Off the battlefield, the PYD has set up an auto-

nomous political structure based on Ocalan's ideas in areas under its control in northern Syria, known as Rojava. By creating facts on the ground, the PYD hopes to bolster Kurdish political claims in any future settlement in Syria.

Turkey fears Syrian Kurdish gains will embolden its own Kurdish population and create a PKK statelet on its southern border. This has created strains in Ankara's relations with Washington, including setting up the prospect that Turkey could clash directly with the United States in one of the many attacks it has carried out against the YPG.

A sustained conflict between the SDF/YPG and Turkey would undermine a key US goal, namely defeating IS and rooting it out of its self-declared capital Raqqa.

The PYD's detractors, including other smaller Syrian Kurdish parties, accuse it of monopolizing power and repressing dissent. They also accuse it of allying with the Assad regime.

As a result, Barzani's KDP has supported other Syrian Kurdish factions and, similar to Turkey, implemented a border embargo over PYD control-

led areas, fueling intra-Kurdish tensions.

THE NEXT CONFLICT

Adding to those tensions, the PKK has created armed units among the ethno-religious Yazidi population in Iraq in their heartland around Sinjar to defend against IS. These Yazidi units pose a direct challenge to Barzani, whom many Yazidis accuse of abandoning them to genocide when IS swept through in 2014.

For the PKK, Sinjar is strategic geography. With the retreat of IS, Sinjar will provide the PKK with a potential land corridor and transportation hub linking Syria to the Kurdish group's headquarters in Qandil. This route would cut south of KDP controlled areas, through Iraqi government territory and onto friendlier PUK dominant territory in the eastern part of the KRG.

Turkey seeks to prevent the PKK from establishing a second headquarters based in Sinjar. To this end, it bombed Sinjar last month and has threatened a military operation to root out the PKK from the area. ♦

Iranian-backed militia offensive raises tensions near Turkish border of Iraq

By Seth J. Frantzman / May 16, 2017
<http://www.jpost.com/>

The developments have made local Iraqis wary of creeping Iranian influence and Turkish intervention in an area already plagued by infighting and a combustible mix of ethnic and religious groups.

An Iranian-backed Shia militia offensive in Iraq has cut off ISIS supply lines west of Mosul but risks exacerbating tensions with Kurds in nearby Sinjar who say the operation breaches an agreement over who would liberate the area.

The developments have made local Iraqis wary of creeping Iranian influence and Turkish intervention in an area already plagued by infighting and a combustible mix of ethnic and religious groups. A regional Kurdish commander accused Tehran of wanting to "open a corridor" through Iraq to Syria.

The fighting may also complicate American goals of seeking a smooth finish to the operation in Mosul without the controversy of any Kurdish-Shia fighting or Turkish problems, especially with Turkish President Recep Tayyip Erdogan visiting Washington this week. Sinjar is increasingly a hinge that connects several conflicts in northern Iraq and the Yazidis who were victims of ISIS are once again victims of the regional politics.

The offensive in Iraq is the most important yet launched by the Iranian-backed Shia militias, known as the Popular Mobilization Units (PMU), since November, when they crossed 50 km. of desert to cut off Mosul and surround the Turkmen town of Tal Afar.



Image of militants raising the Iraq and Popular Mobilisation Forces (PMF) flag [Mahmoud Hosseini/Wikipedia]

The militias aim to capture Qairawan and al-Ba'aj, two Iraqi towns held by ISIS that border Sinjar, which was liberated by Kurdish Peshmerga in November 2015.

Local news sources said the offensive has been dubbed named "Muhammad Rassol Allah 2", and it is designed to cut off ISIS supply lines that run across the Syrian border. Since skirmishes began on Saturday the Shia militias have captured more than a dozen villages from ISIS and are within 40 km. of the Syrian border.

The fighting has a wider context. Iraqi security forces, backed by the US-led coalition, are close to conquering the last pockets of ISIS in Mosul. The PMU wants to strike westward to bring attention to their role in the war effort. In January a PMU spokesman named Ahmed Assadi told CNN that "we've received information that [ISIS leader]

Abu Baqr Baghdadi is hiding between the towns of al-Baaj and al-Qairawan, near the Iraqi-Syrian border." PMU leader Abu Mahdi Muhandis was quoted by Rudaw, a local Kurdish channel, on Sunday that within 48 or 72 hours his forces would take Qairawan.

However the Shia offensive has raised eyebrows in the Kurdistan Regional Government. Peshmerga commander Sarbast Lazgin told reporters he was concerned that the PMU was advancing on former Yazidi villages near Sinjar.

"[President Masoud] Barzani is aware of violations made by Hashd al-Shaabi [PMU] and informed us that Hashd should not be allowed in there," tweeted Baxtiyar Goran, a reporter for Kurdistan24. "Any advance of Hashd al-Shaabi in Ezidi areas is a violation of Kurdistan-Iraq agreement and is not acceptable," the Peshmerga commander said.

The Yazidi villages between Qairawan and Sinjar were the site of many ISIS atrocities in 2014. A woman from Tal Qasab told The Daily Beast that she was captured by ISIS and witnessed mass killings by ISIS. "I saw so many corpses on the road, it was terrible. I remember one of the saddest moments there, during those terrible months, was this little girl, twelve years old. They raped her with no mercy." Now the PMU is on the verge of taking many of these villages, including Tel Banat, Kocho and others, including the site of suspected mass graves ISIS left behind.

A local Yazidi leader said that behind the PMU offensive they fear Iranian influence. The Peshmerga in Sinjar, who initially hoped to liberate the Yazidi villages, have been distracted over the last year by internal Kurdish clashes on Sinjar between the Kurdistan Workers Party and KRG Peshmerga. In late April Turkey bombed PKK forces on Sinjar and killed five Peshmerga in error. The local politician in Sinjar says that the current advance by the Iranian-backed PMU and the presence of the PKK "will give the Turkish government pretext to intervene under the pretext of the existence of PKK and occupy the region and the biggest loser of these international and regional situations are the Yazidi."

The PMU offensive increasingly stokes fears of a "Shia crescent" or Iranian-backed plan to increase control in northern Iraq. From the PMU's perspective they are only intent on killing ISIS and cutting off the route to Syria. But Turkey sees PKK flags in Sinjar and threats to Turkmen in Tal Afar and wants to intervene. ♦

President Barzani emphasizes planning for Mosul to US Envoy McGurk

By Rudaw.net 15/5/2017

ERBIL, Kurdistan Region — Kurdish President Masoud Barzani met face-to-face with US special envoy Brett McGurk on Monday in Erbil, where Barzani emphasized post-ISIS planning in a meeting between US and Kurdistan Region officials.

According to a statement from the Kurdish presidency, "Barzani reiterated his position of the significance of planning for post-liberation Mosul" to McGurk, the US special presidential envoy to the international coalition against ISIS.

The Kurdistan Region has taken in 1.8 million internally displaced Iraqis and refugees because of the conflict including 167,000 since the Mosul offensive began in October 2016, according to the Kurdistan Regional Government statistics.

More than 1,700 Peshmerga fighters have died since 2014, when



US Special Presidential Envoy Brett McGurk meets with Kurdish President Masoud Barzani. Photo: KRG DFR

the ISIS extremist group was driven back kilometers away from the Kurdish capital. Additionally, 10,000 Peshmerga have been injured in the fight.

"[McGurk] conveyed his message of condolence to the families and loved ones of the Peshmerga

forces who were perished during this global war against the terrorists of the Islamic State," read the statement.

"Mr. McGurk made reference to the role of the Peshmerga forces in the global effort to eliminate the terrorists of the Islamic State and

added that their role has been of major importance," the statement detailed.

The Kurdish officials included Karim Sinjari, the Interior Minister and acting Peshmerga Minister, and Falah Mustafa, head of the KRG's Department of Foreign Relations.

McGurk was accompanied by the Ambassador to Iraq Douglas Silliman and the Consul General in Erbil Ken Gross.

After the meeting in Erbil, the US delegation visited infrastructure improvements in As-Salamiyah near Mosul with Lise Grande, deputy special representative of the United Nations Assistance Mission for Iraq (UNAMI) and the resident representative of the United Nations Development Program (UNDP).

Last week the water treatment plant near Nimrud re-opened. It is the first major stabilization project to be completed since Baghdad approved 202 projects in early April.

"We are working as quickly as possible to re-establish water and sewage systems and electrical grids," Grande said. "Thousands of people, many from destitute families, are working on public schemes, earning income while help to rebuild their communities." ■

Bloomberg

May 18, 2017

Turkey Calls on Trump to Fire Obama Appointee McGurk

by Benjamin Harvey 18 May 2017 <https://www.bloomberg.com>

Obama-era appointees are poisoning U.S.-Turkey ties: Cavusoglu Turkish foreign minister speaks after Erdogan-Trump meeting

Turkey called on President Donald Trump to get rid of Brett McGurk, the U.S. envoy for the global coalition to counter Islamic State, over his backing for Kurdish groups it views as its top national security threat.

U.S. support for YPG fighters battling Islamic State in Syria has riled Turkey, which sees the group as an extension of the autonomy-seeking Kurdish PKK group that has fought the Turkish military since the 1980s. Turkish President Recep Tayyip Erdogan used his meeting with Trump in Washington on Tuesday to personally urge the U.S. leader to rethink the alliance with the Kurdish fighters.

"Replacing McGurk would be beneficial," Turkish Foreign Minister Mevlut Cavusoglu said in an interview on NTV television on Thursday. "McGurk is a person who openly supports the PKK and YPG."

Cavusoglu said Trump's approach to disputes over Syria was "more sincere" than that of his predecessor, Barack Obama, who appointed McGurk to his position in 2015. The foreign minister was one of the Turkish officials who participated in a lunch meeting between Trump and Erdogan at the White House.



Turkey's President Recep Tayyip Erdogan delivers a statement to reporters alongside U.S. President Donald Trump after their meeting at the White House in Washington, U.S. May 16, 2017. REUTERS/Kevin Lamarque

"These people are a risk and we need to be careful," Cavusoglu said. "They need to not poison the new administration." Erdogan clearly conveyed that message to Trump, without naming names, he said. Trump's side responded that U.S. cooperation with the YPG had been "a necessity and not a choice," according to the minister.

Arming YPG

McGurk is a controversial figure in Turkey and frequently makes front pages in its newspapers, appearing in photographs with the U.S.-backed Kurdish fighters. Trump retained McGurk as the main envoy for the coalition, and has deepened U.S. cooperation with the Syrian Kurdish YPG: earlier this month, Trump signed a measure allowing the U.S. to arm the group directly, despite Turkish protests.

"The weapons given to the YPG won't be used against us," Cavusoglu said in the NTV interview. He added that Turkey wouldn't hesitate to strike the YPG according to its own rules of engagement, and wouldn't participate in any coalition campaigns against Islamic State in which the YPG was a participant. The U.S. side didn't object when Erdogan conveyed that message, he said.

Cavusoglu also weighed in on Germany's search for alternatives to the Incirlik Air Base in Turkey, which houses NATO troops, after Turkey blocked a German delegation from visiting troops there.

"If they want to withdraw from Incirlik, that's up to them, we're not going to beg" them to stay, Cavusoglu said. Should Germany decide to place its troops elsewhere, Turkey will say "bye-bye," he said.

Trump will visit Saudi Arabia this weekend to kick off his first visit abroad as president. He later heads to Israel and Rome before joining a NATO summit in Brussels next week, where he'll meet again with Erdogan.

Pourquoi Trump arme les Kurdes syriens

Recueilli par Benoît Rouzaud
le 12/05/2017
<http://www.ladepeche.fr>

Les États-Unis ont décidé d'armer les milices kurdes YPG en Syrie pour accélérer le combat contre Daech, provoquant la colère de la Turquie qui les considère comme des ennemis.

«Combattre un groupe terroriste à l'aide d'un autre groupe terroriste est une erreur». Avec cette formule, le président turc Erdogan exprimait hier toute sa colère à l'encontre des États-Unis qui ont décidé mardi d'armer les combattants kurdes de Syrie. Ce choix stratégique repose sur un diagnostic, établi depuis des mois par le Pentagone, selon lequel les milices kurdes et leurs alliés arabes sont les seules forces en Syrie capables de mener rapidement l'assaut contre Raqqa. Située sur les bords du fleuve Euphrate, près de la frontière avec la Turquie, cette ville est devenue la capitale du califat autoproclamé par les jihadistes de l'État islamique (ou Daech). L'offensive porterait un coup décisif à Daech en Syrie.

Dans cette perspective, des armes légères, des munitions, des mitrailleuses, des véhicules blindés, ou des équipements du génie comme des bulldozers vont être fournis aux Forces démocratiques syriennes (FDS), dont les YPG sont le fer de lance.

Mais pour la Turquie, les Unités de protection du peuple (YPG) ne sont rien d'autre que l'extension en Syrie des séparatistes kurdes turcs du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), une organisation classée «terroriste» par Ankara et ses alliés occidentaux. La manœuvre du président américain n'a du coup pas manqué de déclencher l'ire d'Erdogan. «Mon vœu le plus cher est que les États-Unis reviennent sur cette erreur sans délai», a déclaré hier le président turc avant d'ajouter : «Nous voulons croire que nos alliés choisiront de se tenir à nos côtés, et non aux côtés des organisations terroristes». Le vice-Premier ministre turc Nurettin Canikli n'a pas été en reste : «Fournir des armes aux YPG est inacceptable».

«Garder trace des armes»



Un officier américain de la coalition dirigée par les États-Unis parle avec des combattants des unités de protection du peuple kurde au nord-est de la ville kurde syrienne de Derik, connue sous le nom d'Al-Malikiyah, le 25 avril 2017. Ph. AFP -

Avec ce coup de pouce, la Turquie redoute de voir les groupes kurdes étendre leurs territoires dans le nord de la Syrie, à la frontière turque. Elle s'est toujours refusée à faire partie d'une offensive contre Raqqa à laquelle participeraient les YPG.

Leur divergence de positions sur la question des milices kurdes empoisonne les relations entre la Turquie et les États-Unis depuis l'année dernière. Le mois dernier, l'aviation turque a bombardé des membres des YPG dans le nord-est de la Syrie, suscitant la colère de Washington.

Le porte-parole du Pentagone, a pourtant affirmé que les futures livraisons d'armes n'ajouteraient pas «de risques sécuritaires» pour la Turquie. Ces armements seront «calibrés» pour répondre à un seul objectif, la prise de Raqqa, a-t-il assuré. Et «il y aura des mesures supplémentaires pour garder la trace de ces armes et vérifier leur utilisation».

Des déclarations qui n'ont pas rassuré le président Erdogan qui a annoncé qu'il ferait part «en détail» de ses «inquiétudes» à Donald Trump dès mardi prochain à l'occasion d'un déplacement à Washington. L'entrevue s'annonce d'ores et déjà volcanique.

Didier Billion, directeur adjoint de l'IRIS Expert

Ils sont les seuls à combattre les jihadistes de façon efficace et victorieuse. Les Kurdes de Syrie sont en effet très déterminés car il s'agit de leur terre, de leurs maisons, de leurs familles. Ils ont un projet politique, de société qui est radicalement différent de celui des jihadistes de Daech.

Cette décision a toutefois jeté un froid entre la Turquie et les États-Unis...

Les Turcs sont très en colère contre les États-Unis. Pour eux, les YPG sont en réalité la simple projection du PKK en Syrie. Or le PKK, Parti des travailleurs du Kurdistan, est considéré comme une organisation terroriste par la Turquie mais aussi par les États-Unis, la France, l'UE. L'encadrement militaire des YPG est en effet assuré par des membres aguerris du PKK.

Une fois la bataille de Raqqa remportée, les Turcs craignent un approfondissement de l'autonomie de la zone kurde syrienne. Soit à leurs yeux, la constitution d'une entité terroriste à leur frontière. D'autant que Syrie et Turquie partagent 920km de frontière dont 420 km sont contrôlés par les YPG.

Cette autonomisation donnerait par ailleurs des idées aux Kurdes de Turquie... Ankara est persuadé qu'elle peut éradiquer militairement la guérilla du PKK. C'est une erreur totale de perspective. Cette guerre qui ne veut pas dire son nom dure depuis 1984, soit plus de trente ans. Et le PKK n'a non seulement pas été vaincu, mais il est beaucoup plus puissant qu'à l'époque. Seule une négociation politique permettrait désamorcer ce conflit.

La Turquie va-t-elle pour autant quitter l'OTAN comme l'a menacé son président?

La Turquie ne quittera pas l'OTAN car c'est une garantie de sécurité pour elle. De même qu'elle n'interdira pas l'utilisation de la base militaire américaine, située sur son sol en zone Kurde, pour des opérations de bombardement contre Daech. La rencontre entre Trump et Erdogan dans les jours à venir promet d'être explosive. Mais il n'y aura pas de rupture.

Il faut souligner que les Russes soutiennent aussi les YPG. De fait, les Turcs se retrouvent dans une situation d'isolement diplomatique. C'est le produit de leurs erreurs successives. ♦

«La Turquie ne quittera pas l'OTAN»

Pourquoi l'administration Trump a-t-elle décidé d'armer les milices kurdes YPG?

Il faut préciser qu'il ne s'agit pas d'un scoop. Car en réalité, les États-Unis livraient déjà des armes à ces milices kurdes qu'ils formaient grâce à la présence de troupes spéciales sur place. Ce qui est nouveau c'est d'assumer publiquement ce soutien comme l'a fait Donald Trump. Cette décision va contribuer à augmenter les livraisons d'armes tant quantitativement que qualitativement. Il s'agit ainsi de préparer l'offensive sur la ville de Raqqa dont on ne connaît pas le calendrier mais qui constitue un objectif militaire majeur.

Or les Américains ne souhaitent pas engager de troupes au sol dans une bataille contre Daech qui ne s'annonce pas comme une partie de plaisir. La lente reprise de Mossoul montre d'ailleurs à quel point Daech vendra chèrement sa peau.

Le dessein des Américains est donc de s'appuyer sur les Forces démocratiques syriennes qui sont principalement composées de Kurdes liés aux YPG (ndlr: Unités de protection du peuple, branche armée du Parti kurde syrien). Ces hommes et ces femmes courageux ont fait leur preuve contre Daech.

Iran. Trois coalitions pour une élection

Au-delà du clivage entre modérés et conservateurs, l'avenir du pays va se décider en fonction des alliances entre le clergé et l'armée, le clergé et les technocrates, ou les technocrates et l'armée.

—Al-Jazira (extraits)
Doha

En Iran, l'élection présidentielle du 19 mai déterminera les stratégies nationales à court terme, mais fixera aussi le cap de la république islamique à plus long terme. Selon le résultat de cette élection, l'Iran deviendra un régime soit plus théocratique et militariste, soit plus démocratique. De nombreux observateurs de l'Iran ont analysé la campagne sous l'angle de l'opposition entre modérés et conservateurs. De ce point de vue, les candidats admis par le Conseil des gardiens de la Constitution – l'institution conservatrice qui valide la liste finale des candidats – appartiennent à ces deux groupes : les conservateurs et les modérés.

Actuellement, trois principaux candidats sont en lice : le président sortant modéré, Hassan Rohani, et deux conservateurs, Ebrahim Raïssi et Mohammad Ghalibaf. Ebrahim Raïssi est procureur général et responsable du mausolée de l'imam Reza à Machhad [une des plus grandes mosquées du monde], tandis que Mohammad Ghalibaf est un ancien commandant des Gardiens de la révolution islamique [organisation officielle paramilitaire iranienne] et de la police nationale, ainsi que l'actuel maire de Téhéran.

Mais la dynamique binaire entre modérés et conservateurs n'est plus un paradigme permettant de comprendre la politique iranienne. Cette opposition ne peut expliquer la différence entre les candidats conservateurs, ni prédire l'avenir politique de l'Iran.

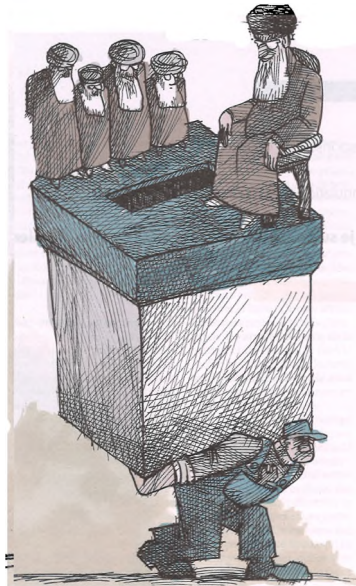
Pour en savoir plus, mieux vaut examiner de quelle sphère du pouvoir est issu chaque candidat : le clergé, les technocrates ou les forces militaires et de sécurité.

Depuis 1979, ces trois blocs et leurs rapports façonnent la politique iranienne. Trois types d'alliances sont nés de leurs relations : le clergé et l'armée, le clergé et les technocrates, l'armée et les technocrates. Dans les années 1980, l'alliance du clergé et de l'armée était la plus puissante, et le clergé avait la main. Dans les années 1990, le rapport de force a évolué en faveur des technocrates, aux dépens des Gardiens de la révolution.

Influence. Pendant les mandats de Hachemi Rafsandjani (1989-1997), le clergé et les technocrates ont pris le dessus, et ici encore, ce sont les religieux qui avaient le plus d'influence. Mais pendant la présidence de Mohammad Khatami (1997-2005), cette alliance s'est étoffée avec la présence de nombreux bureaucrates, aux dépens des religieux.

Quand Mahmoud Ahmadinejad est arrivé au pouvoir [2005] en faisant de l'alliance des Gardiens de la révolution et des technocrates la base politique de son gouvernement conservateur (2005-2012), le rapport de force a de nouveau changé. Depuis l'élection de Hassan Rohani [2013], les technocrates sont de retour au pouvoir et sont

Depuis 1979, ces trois blocs façonnent la politique iranienne.



chargés d'élaborer les politiques publiques, tandis que les Gardiens de la révolution sont marginalisés, du moins au sein des instances gouvernementales.

En s'appuyant sur ce cadre, nous pouvons classer les principaux candidats en trois catégories selon qu'ils sont proches de la sphère religieuse, de la sphère bureaucratique ou de la sphère militaire. Hassan Rohani représente l'alliance du clergé et des technocrates ; Ebrahim Raïssi celle du clergé et de l'armée ; et Mohammad Ghalibaf celle de l'armée et des technocrates.

Le guide suprême, Ali Khamenei, est également proche de l'alliance du clergé et de l'armée. On comprend ainsi pourquoi il a nommé Ebrahim Raïssi à la tête de la fondation qui gère le mausolée de l'imam Reza, à Machhad. Ebrahim Raïssi est aussi en bons termes avec les Gardiens de la révolution et la milice Basij [devenue une branche des Gardiens de la révolution], ainsi qu'avec le pouvoir judiciaire iranien.

Ces trois axes – clergé-armée, clergé-technocrates et armée-technocrates – n'ont pas les mêmes orientations politiques, sociales, culturelles ou économiques. Par conséquent, la victoire de l'un ou l'autre des candidats à l'élection présidentielle déterminera quel groupe pèsera le plus sur les politiques nationales et internationales de l'Iran. Par ailleurs, l'axe le plus puissant aura une incidence sur l'avenir du pays, car il influencera certes les futures élections, mais surtout la nomination du prochain guide suprême.

Si le président iranien n'élaborer ni la politique étrangère ni celle relative à la sécurité, toutes deux relevant de la compétence du guide suprême, il n'en reste pas moins le numéro deux dans la hiérarchie politique du pays. La réélection de Hassan Rohani permettrait de poursuivre la normalisation et la rationalisation du régime et renforcerait la position des technocrates. En revanche, une victoire d'Ebrahim Raïssi risquerait de consolider l'influence du clergé et des Gardiens de la révolution, menant ainsi à la radicalisation du gouvernement et à un rétrécissement de l'espace politique. De la même manière, un succès de Mohammad Ghalibaf renforcerait l'alliance entre les forces militaires et les technocrates, entraînant ainsi une plus forte participation des Gardiens de la révolution à la vie politique.

Succession. Cette élection est cruciale pour déterminer les stratégies à court terme, mais elle aura aussi une incidence considérable sur le choix du prochain guide suprême. Le président n'est pas directement impliqué dans le processus de sélection, mais il joue néanmoins un rôle important. La Constitution iranienne stipule qu'en cas de décès du guide suprême le président est l'un des trois membres du conseil qui prend en charge les devoirs du guide suprême jusqu'à la nomination d'un successeur par l'Assemblée des experts, un organe composé de quatre-vingt-huit juristes.

Hassan Rohani et Ebrahim Raïssi sont les deux seuls candidats qui font partie de l'Assemblée des experts et auront donc une plus grande prise sur le choix du prochain guide suprême, le moment venu. Ali Khamenei a 77 ans et on murmure qu'il n'est pas en bonne santé, c'est pourquoi son successeur sera peut-être élu au cours des quatre prochaines années.

On peut s'attendre à ce que les dirigeants de l'alliance du clergé et de l'armée fixent un autre cap (peut-être vers un régime plus militariste) que les proches de l'alliance du clergé et des technocrates. Pour cette raison, le scrutin du 19 mai semble le plus important qu'ait connu la république islamique.

—Saeid Golkar
Publié le 24 avril

Table ronde

Quelles résistances en Turquie aujourd'hui ?



Manifestations à Istanbul après les résultats du référendum, le 18 avril. Yasin Akgu/AFP

RAPPEL DES FAITS Depuis la mise en place de l'état d'urgence par Erdogan et l'organisation du référendum constitutionnel, la dérive autoritaire du pouvoir turc tend à la dictature. Une partie de la société civile résiste. Par sa littérature notamment.

Hakan Günday
Romancier,
lauréat du prix
Médicis étranger
2015 pour son
roman *Encore*

Timour Muhidine
Directeur
de la collection
« Lettres
turques »
chez Actes Sud

Yigit Bener
Écrivain,
traducteur
et interprète
turc, auteur du
Revenant, prix

Orhan-Kemal
du meilleur
roman en 2012

Comment qualifier la situation politique de la Turquie à la suite de la mise en œuvre de l'état d'urgence par Recep Tayyip Erdogan et au lendemain du référendum constitutionnel du 16 avril ?

HAKAN GÜNDAY Depuis très longtemps, la justice en Turquie est utilisée comme une arme politique afin d'oppresser les opposants. À chaque grand procès, les coupables sont entourés d'innocents qui sont aussi jugés. Et quand ce fonctionnement se répète, des traumatismes dans diverses communautés surgissent. Quand la confiance en la justice disparaît dans une société, la peur devient un produit populaire qu'on achète très facilement. Une fois qu'on achète la peur, on arrive ensuite à nous vendre très facilement la haine, la discrimination, tout. Cela veut dire que jouer avec l'honnêteté

présumée de la justice, c'est manipuler l'ADN d'une société. C'est boucler les voies de communication au sein d'une société, en creusant des tranchées. Avec l'état d'urgence, c'est ce qui se fait. Avec les changements constitutionnels après le référendum, celui qui sera élu président en 2019 aura tellement de pouvoirs que cela va avoir des effets sur les générations futures. Il sera très difficile pour la Turquie de se remettre sur la route qui l'amènera vers la démocratie. Mais le fait que 24 millions de personnes, donc 49 % de la population, aient dit non au référendum, malgré une propagande colossale du gouvernement, bien sûr, donne de la force à toutes sortes d'oppositions.

TIMOUR MUHIDINE Il y a là plusieurs étapes et nuances d'une situation certes aggravée par les suites du putsch manqué de juillet 2016 : le pouvoir turc désirait depuis longtemps en finir avec une opposition

de gauche (pour simplifier, les kémalistes, les socialistes de tous bords et une partie de l'électorat proche du HDP) qui ne faisait que lui mettre des bâtons dans les roues et représente un modèle culturel devenu l'ennemi à combattre... Mais, au-delà de l'autoritarisme dominant depuis juillet, il faut dire que la situation se complique du fait des fortes tendances nationalistes qui se superposent à l'appartenance à tel ou tel bord politique et des divergences apparues au sein du parti AKP lui-même (et ce, très nettement depuis les résultats mitigés du référendum). Bref, rien n'est simple et rien n'est très durable en Turquie. Ce qui donne aussi espoir en une « paralysie » progressive du pouvoir face à cette opposition de nouveau sur la brèche, même privée des médias comme la télévision ou la grande presse quotidienne. Les Turcs qui avaient, pendant plusieurs mois, paru très abattus et stupéfaits des nombreuses mesures d'arrestations et des licenciements arbitraires, reprennent du poil de la bête.

YIGIT BENER Depuis la tentative de coup d'État de l'été dernier et la proclamation de la loi d'urgence, le pouvoir légifère à coups de décrets-lois, sans le moindre recours juridique. Nous vivons sous un régime de non-droit : restrictions des libertés, arrestations abusives et licenciements massifs d'opposants et d'intellectuels de tous bords, suppression de tous leurs droits sociaux (condamnation à une « mort civique » de fait), incarcération des leaders et députés du HDP et destitution de ses maires élus, censure des médias d'opposition (y compris les médias sociaux : même Wikipédia vient d'être interdit), etc. Bref, un régime de peur et de répression tous azimuts sous prétexte de « lutte contre le terrorisme ». C'est dans ces conditions que s'est déroulé le référendum, avec une propagande pour le oui ●●●

LA REVUE DE PRESSE

Franceinfo
16 avril 2017

« Le pays a adopté à une courte majorité, dimanche, le texte constitutionnel porté par le président Recep Tayyip Erdogan, qui remplace le régime parlementaire par un régime présidentiel [...] Un pas institutionnel inquiétant. » Voilà comment Didier Billion, le directeur adjoint de l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris) et spécialiste de la Turquie, qualifiait, auprès de franceinfo à la veille du référendum, la possible adoption de cette réforme constitutionnelle. « Les contre-pouvoirs vont disparaître de façon constitutionnelle,

c'est-à-dire que ce sera gravé dans le marbre, et le président disposera de tous les pouvoirs », prédit encore le spécialiste.

Arte Info
27 février 2017

« Le 28 février, 330 personnes se retrouveront sur le banc des accusés à Sincan (Ankara), dans une salle d'audience monumentale construite pour l'occasion : elles sont soupçonnées d'être impliquées dans le coup d'État avorté. Lancée fin décembre 2016, la vague de procédures judiciaires – d'une ampleur inédite pour la Turquie moderne – s'accélère en ce début d'année 2017. »

●●● **Quelles résistances en Turquie aujourd'hui ?** totalement hégémonique, abusant de toutes les ressources publiques et avec un contrôle total sur les médias, en particulier les télévisions. Malgré cela, s'est constitué très spontanément un vaste « front du refus », allant de la gauche aux dissidents de la droite nationaliste, en passant par les islamistes mécontents de l'AKP et sans oublier bien entendu les Kurdes : un bloc du non, porté essentiellement par le dynamisme des jeunes (et surtout des femmes) et des ONG de toutes sortes, une coalition très semblable en fait à celle de la révolte de Gezi en 2013. Et malgré une campagne totalement inéquitable, le non a pu récolter près de 24 millions de votes, soit officiellement 48,5 % des suffrages. Il y a de très sérieuses allégations de fraude, car le Haut Conseil électoral a validé en dernière minute près de 2 millions de bulletins sans sceau officiel. C'est une importante victoire morale pour l'opposition, qui change le rapport de forces et fissure la chape de plomb de ce régime de la loi d'urgence. Certes, la nouvelle Constitution qui engendre un régime « ultraprésidentiel » est passée, mais la plupart de ces pouvoirs n'entreront en vigueur qu'à partir de l'élection présidentielle de 2019. Nous allons donc avoir deux années de transition et de luttes pour constituer une alternative crédible capable de l'emporter.

La littérature peut-elle être un facteur de résistance au raidissement de la situation politique et sociale de la Turquie ?

YIGIT BENER Non. À mon avis, la littérature n'a aucun poids réel dans la société et la politique turques. Comme partout ailleurs dans le monde et de plus en plus, le secteur du livre devient purement mercantile. Les écrivains qui ne jouent pas ce jeu sont progressivement marginalisés, leur parole est étouffée sous les chiffres de vente et le tintamarre des gros sous. Cela ne nous empêche pas pour autant d'essayer de nous exprimer autant que faire se peut et de tenter de jouer notre rôle de « conscience de la société ». Il ne nous est pas encore interdit de jeter des bouteilles à la mer ! Car, il y a malgré tout une tradition littéraire dans ce pays et une production contemporaine riche et très variée, y compris dans des domaines comme la « littérature underground » ou expérimentale.

HAKAN GÜNDAY Avec toute sa richesse, la littérature turque est plus diverse que jamais. D'où vient sa force. Donc elle est une plateforme de résistance idéale. Mais la résistance avec la littérature ne se fait pas qu'avec des livres. Il faut aussi des lecteurs !



Selen Öner Günleily

« Pour pouvoir faire régner un système autocratique, il faut bien manipuler l'information. »

HAKAN GÜNDAY



Timour Muhidine

« Une bonne partie de la littérature turque s'inscrit dans une démarche de résistance : la langue tout d'abord ! »

TIMOUR MUHIDINE



Yigit Bener

« À mon avis, la littérature n'a aucun poids réel dans la société et la politique turques. »

YIGIT BENER

D'un autre côté, il faut également préciser que la littérature turque fonctionne comme une usine qui crée des idées de résistance qui, après, sont distribuées par les réseaux sociaux aux gens qui ne lisent pas de livres.

TIMOUR MUHIDINE Une bonne partie de la littérature turque s'inscrit dans une démarche de résistance : la langue tout d'abord ! C'est dans le choix des mots, des concepts et des thèmes abordés que l'on peut « résister » car tout est sujet au doute et au questionnement. L'ironie est une des grandes ressources de cette littérature, mais il faut de bons lecteurs, qui sachent lire entre les lignes. Un auteur comme Tahsin Yücel (1933-2016) par exemple, vieux républicain laïque de la plus belle eau, s'est fait un plaisir de décliner les incapacités et les apories de la société turque. Dans *Gratte-ciel* (Actes Sud, 2013), il s'en prend à la folie de l'immobilier et, sous couvert d'une dystopie, passe au crible la vie politique turque, en particulier un certain premier ministre cupide et calculateur. Quant aux jeunes auteurs, Murat Uyu-rkulak, Hakan Günday, Sema Kaygusuz ou Yigit Bener (1), ils se distinguent tous - et à des degrés divers - par une capacité à critiquer l'histoire, le système, les communautés. Il n'y a pas de littérature

sans cela. Et le mode de parution des articles, des nouvelles et des poèmes remettant en cause le conformisme, à travers les nouvelles revues de littérature et de caricature (comme *Or*), constitue le cœur d'une nouvelle expression dissidente. Porteuse de ce que l'on a appelé « l'esprit Gezi », du nom de la révolte de juin 2013 autour du parc de Taksim.

Quels peuvent être ses effets sur la société civile turque ?

YIGIT BENER L'effet reste très limité, plutôt d'ordre moral et symbolique. Toutefois, même si la diffusion des livres est relativement faible (dans un pays de 80 millions d'habitants) et limitée surtout à quelques grandes villes, le fait même que des œuvres littéraires soient produites ou traduites, que l'on peut y avoir accès, qu'il existe quelques espaces (revues littéraires, fanzines, médias sociaux) pour en discuter, est en soi un facteur d'espoir pour le futur, surtout dans un pays ayant une population très jeune (près de 40 % des citoyens ont moins de 30 ans)...

HAKAN GÜNDAY Je crois que le plus important est de pouvoir faire le tri dans l'information que vous recevez. Car, pour pouvoir faire régner un système autocratique, il faut bien manipuler l'information. Tout ce que vous ne lisez pas dans la presse turque est dans la littérature turque ! Et cela a bien sûr un effet. C'est de faire douter de la réalité créée. Et le doute, dans ce genre de situation, est un point de départ important vers le changement. Avec cela, la littérature a un autre effet. C'est de présenter l'un à l'autre. Car, aujourd'hui en Turquie, c'est le pouvoir qui vous dit qui est votre voisin. C'est en passant par l'information divulguée par le pouvoir que vous apprenez l'identité de votre voisin. Or, la littérature, c'est de sonner à la porte du voisin et de demander qui il est en réalité.

TIMOUR MUHIDINE Ses effets sont très faibles si l'on regarde l'ensemble de la population car la littérature ne touche pas tout le monde. En fait, ils sont très puissants car cet esprit critique moqueur et plein de dérision est devenu la marque d'une jeunesse tout à fait hermétique aux discours politiques musclés. Les grandes formules et slogans manquent de finesse et ressemblent aux autres slogans des périodes précédentes, celles qui se sont succédé depuis les débuts de la République. Et puis les réseaux sociaux aussi pratiquent le mot couvert, la blague et le canular. ●

ENTRETIENS CROISÉS RÉALISÉS PAR JÉRÔME SKALSKI

(1) Publiés en français chez Actes Sud et Galaade.



McCain demande l'expulsion de l'ambassadeur turc à Washington

Washington, 18 mai 2017 (AFP)

LE SÉNATEUR américain John McCain a réclamé jeudi l'expulsion de l'ambassadeur de Turquie aux Etats-Unis après des affrontements violents entre des membres de la sécurité du président turc Recep Tayyip Erdogan et des manifestants kurdes pacifiques à Washington.

"Il faut jeter leur ambassadeur hors des Etats-Unis d'Amérique", a lancé John McCain sur la chaîne MSNBC. "Nous sommes aux Etats-Unis d'Amérique".

"Nous ne sommes pas en Turquie ou dans un pays du tiers monde", a-t-il dit. "Ce genre de choses ne peut rester sans réponse diplomatique".

Les violences se sont déroulées mardi devant la résidence de l'ambassadeur Serdar Kilic, où le chef de l'Etat turc s'est rendu après son entretien à la Maison Blanche avec le président américain Donald Trump.

Le patron de la police de Washington, Peter Newsham, n'a pas clairement confirmé que les agresseurs, en costume sombre, étaient bien des gardes du

corps turcs, mais les nombreuses vidéos des affrontements ainsi que des témoins semblent l'indiquer.

Selon la police, qui a ouvert une enquête, 11 personnes et un policier ont été blessés. Deux personnes ont été arrêtées.

Dans un communiqué publié sur son site et daté de jeudi, l'ambassade a déclaré que des groupes "liés au PKK, que les Etats-Unis et la Turquie ont désigné comme une organisation terroriste", s'étaient rassemblés sans permis devant la résidence et avaient "commencé à provoquer de façon agressive les citoyens turco-américains qui étaient venus pacifiquement pour accueillir le président".

"Les Turco-Américains ont répondu en légitime défense et l'un d'eux a été grièvement blessé", a déclaré l'ambassade.

"Il s'agit des gardes du corps d'Erdogan", a martelé le sénateur McCain. "Quelqu'un leur a donné l'ordre de sortir et de tabasser ces manifestants pacifiques. Il faut des répercussions, et notamment identifier ces gens et les poursuivre en justice".

Les manifestants brandissaient le drapeau des milices kurdes syriennes du PYD, qu'Ankara considère comme une émanation du Parti des Travailleurs du Kurdistan (séparatiste kurde turc).

"Nous faisons part, dans les termes les plus forts, de notre préoccupation au gouvernement turc", avait réagi mercredi le département d'Etat américain. ●

Turkey playing chicken By attacking Kurdish allies of America, Turkey risks confrontation

In both Syria and Iraq, the danger is mounting

May 10th 2017 | ISTANBUL
<http://www.economist.com>

DONALD TRUMP'S first meeting with his Turkish counterpart, Recep Tayyip Erdogan, was always bound to be tense. After Mr Trump's decision, announced on May 9th, to step up weapons deliveries to a Kurdish militia known as the People's Protection Units (YPG), the meeting, due on May 16th, risks becoming toxic.

America views the YPG as a tested and valuable partner in the war against the jihadists of Islamic State (IS) in Syria. Turkey considers the YPG a terrorist group, no better than IS. Late last month, Mr Erdogan's warplanes struck the militia's bases, as well as those of its mother organisation, the Kurdistan Workers' Party (PKK), in north-east Syria and Iraq's Sinjar region. The army claimed to have killed some 70 fighters. Turkish troops and the YPG have since lobbed dozens of artillery shells across Syria's northern border at each other's positions.

Turkey's action set off a chorus of protests across the region. Russia, which has backed the YPG against Islamist insurgents in Syria, called the strikes a breach of international norms. The Kurdish administration of northern Iraq, which lost five fighters in the Sinjar bombing, denounced the attack, but also asked the PKK to withdraw from the area to prevent further bloodshed. The Baghdad government accused Turkey of violating Iraq's sovereignty.

Yet the biggest damage so far has been to Turkey's relationship with America. Shortly after the air strikes, American troops started joint patrols with Kurdish fighters near the Turkish-Syrian border to prevent further clashes, raising the spectre of an armed standoff between two NATO allies.

Pentagon and State Department officials also accused Turkey of compromising the campaign against IS and putting American soldiers positioned around Sinjar in danger. Commanders in Iraq say they were given less than an hour's notice of the air strikes.

While America complains that Turkey is bombing its proxies, Turkey fumes that America is arming its enemies. Over the past couple of years, a relentless cycle of PKK attacks and brutal military reprisals has left a trail of destruction, displacement, and thousands of victims across Turkey's Kurdish south-east. Mehmet Simsek, the Turkish deputy prime minister, says his government has "tons of evidence" that weapons provided to the YPG by the Americans have been used by the PKK against Turkish troops and policemen. Unlike their counterparts in Ankara, officials in Washington continue to maintain that the two groups are separate.

America would like the YPG to play the leading role in the upcoming coalition assault on

IS's Syrian "capital", Raqqa. But Mr Erdogan fears this would strengthen the group further, emboldening Turkey's own Kurdish separatists in the process. He has warned that Turkey will do whatever it takes to prevent the Kurds from building a state in Syria. "We may come overnight, all of a sudden, and without warning," he recently said, suggesting that a broader offensive might be in the works. Yet Turkey's options are limited. A move against Kurdish strongholds east of the Euphrates river would pit its soldiers against American forces. An incursion into Syria's north-west would place them at the mercy of Russian warplanes. So a more likely scenario, says Aaron Stein, a fellow at the Atlantic Council, is another round of air strikes around Sinjar.

The Turkish attacks were an attempt to force America to rethink its support for the YPG. Mr Erdogan is expected to deliver a similar message when he meets Mr Trump in Washington, if the visit is not now cancelled. He will bear with him an alternative blueprint for the Raqqa offensive, one that involves Turkish soldiers and a motley crew of Islamist rebels instead of the Kurds. American officials have been sceptical of such plans, sensing that the militants Mr Erdogan has assembled and the troop numbers he would like to commit might not be equal to the task of defeating IS. After Mr Trump's latest decision, the Turkish scheme is almost certainly dead in the water. Relations between the two NATO allies, already frayed, are on the verge of another crisis. ■



President Barzani warns Hashd al-Shaabi of nearing Yezidi areas in Shingal



AFP file photo of Shiite Hashd al-Shaabi fighters in west Mosul.

By Rudaw.net 15/5/2017

ERBIL, Kurdistan Region - After the state-backed Shiite Hashd al-Shaabi started its campaigns to control villages around the Yezidi town of Shingal over the weekend, Kurdish leader Masoud Barzani opposed the group nearing Yezidi populated areas in a meeting with security and military officials of Shingal.

As soon as the Hashd al-Shaabi besieged the two Yezidi areas of Tal Qasab and Tal Banat, President of the Kurdistan Region and General Commander of the Peshmerga Armed Forces Barzani was informed of the Hashd move and therefore

stressed in the meeting with the Shingal officials that "Hashd must not enter those [Yezidi] areas."

A Peshmerga official who was an attendant of the Barzani meeting told Rudaw TV that the Peshmerga was aware of the plan in the first place. He accused the Hashd of changing their plans by attacking Yezidi populated areas and "breaching" an agreement between Erbil and Baghdad on the Shingal region which rejects Shiite presence in the region.

From the ISIS held Turkmen town of Tal Afar towards Qairawan in Shingal in northern Iraq, Hashd al-Shaabi has been fighting to clear ISIS out of the area for three days

and until now it has captured nine Turkmen and Arab inhabited villages and besieged two Yazidi complexes.

"As soon as we realized they had changed their plan, we informed President Barzani and therefore he asked for an urgent meeting," said Sarbast Lazgin who is tasked with overseeing Peshmerga forces in Shingal.

Lazgin explained to Rudaw "before the attack started, an official with Hashd al-Shaabi informed us but he only talked about Qairawan and Baaj towns. We warned them not to enter Yazidi populated areas."

Lazgin, who has been leading Peshmerga forces in Shingal since day one revealed that there is an existing agreement between Erbil and Baghdad which rejects military presence of the Hashd in Yazidi inhabited areas.

"After Shingal was liberated by the Peshmerga, some areas around it were left under ISIS control. We had coordination with the Iraqi government, awaiting them to control Baaj and Qairawan areas, then we would control the remaining areas."

But he accused the Hashd of "breaching the agreement."

Haji Jawdat, media officer to the Badr organization, an armed group within the Hashd al-Shaabi told Rudaw Friday that "there is full cooperation with the Peshmerga especially in areas which have close proximities with Peshmerga."

The Hashd forces launched their operation to recapture areas west of Mosul in the early hours on Friday, as the Iraqi forces have been engaged in fierce fighting in western Mosul.

The main objective for the paramilitary force is Qairawan and Baa'j located west of Mosul and close to the Syrian border, the Hashd al-Shaabi media office reported senior commander Mahdi al-Muhandis as saying on Friday.

Accusing Iran of leading the Shiite offensive, Lazgin claimed Tehran has long been trying to open a corridor from northern Iraq into Syria.

Therefore, he noted, Iranian and Iraqi Shiites' support for the Kurdistan Workers Party (PKK) "falls within this context."

In the wake of an ISIS brutal march into Shingal in August 2014 and a military offensive by the Peshmerga to drive the group out of the city in November 2015, the PKK has placed a military foothold in the region since.

He suggested that the US, Turkey and Saudi will oppose Hashd's presence in the region if they make further advances.

"Iran has started the plan through the Hashd al-Shaabi and they are just 60 kilometers now from Syria's border. But I do not believe Iran's dream will become a reality because if the Hashd makes further advances, Turkey, Saudi and America," will respond to it.

About Peshmerga's own plan in the region, he explained whenever the Peshmerga were ordered by the superiors, "Peshmerga will control all of the Yazidi Kurdish areas which include 13 villages and complexes."



MAY 19, 2017

Iran elections: New promises of Kurdish cultural rights a show to win votes



Opinion

By Dr. Amir Sharifi
19/5/2017
rudaw.net

From the rise of the Islamic Republic in 1978, when Kurds for the first time demanded the right to autonomy, until 1989 when the Islamic Republic Constitution was amended to no avail, up to the very last power struggle between the conservatives and the reformists in 2017 and the current election, Kurds have been drawn, albeit, marginally in intense debates about the role of so called reformists in changing the status quo to ensure limited cultural and linguistic rights.

Hassan Rouhani seems back on track to win in one of the most polarized contests between technocracy that he represents and the traditional theocracy of Raisi. The power struggle came to a head in their presidential campaigns. Rouhani once again has promised Kurds both economic and cultural changes and reforms. To win Kurdish votes, conservatives and reformists have taken recourse to exposing each other. Like in the plays of Aristophanes, Iranian sociopolitical history and reality satirically unfolded before the eyes of Iranians as the opponents leveled sharp political criticisms and heaped relentless vindications against one another.

One of the bones of contention was Raisi's vehement objection to Rouhani claiming credit for his so called language rights for Kurds, which according to Raisi has been ensured by God and enshrined in the Constitution, denying Rouhani the symbolic credit and changes he has attributed to his presidency. The current debate again is inundated with false promises and probably many Kurds still seek change in the mirage of Rouhani's second presidency a political force with greater executive and judicial power to carry out the promised reforms.

In Iran, only private teaching of the language has been recognized. But because of cultural initiatives of writers and publishers and as a result of Kurdish cultural revival in Southern Kurdistan, Kurdish cities have taken great strides despite the Islamic Republic in publishing literary works in Kurdish. The city of Kermanshah that once had been forcibly assimilated and acculturated into the Persian language has become the site of language revitalization efforts. Propagandist activities about allowing the teaching Kurdish does not go beyond offering Kurdish in the University of Kurdistan in Sandandj, it is therefore naïveté to believe that Kurds would be treated as equal citizens under the Islamic Republic of Iran.

For those who continue to harbor illusions, one has to admit that the nationalist ideology in Iran is pervasive. The denials of the regime can be seen its Supreme Leader's intolerant attitude. Not long ago Ayatollah Khamenei, after a sermon about problems of smuggling in Sistan and Baluchestan

province, in a blatant case of cultural and linguistic appropriation referred to smugglers in Sistan and Baluchestan of Iran as Kulbars (the Kurdish word for couriers). This was not only a case of misrepresentation and linguistic appropriation but revealed an open contempt for the Kulbars, many of whom are callously murdered by the Islamic Guards every year.

If we could deduce anything from history, we should caution against the dangers of technocracy and its bizarre dualism, as it would wed the tenets of Islam with oriental interpretations of political and economic liberalism. It continues to use Persian, the language of power, to delegitimize the Kurdish language through Persian, but Kurds exist as a distinct and de facto group, a group whose equal rights are not recognized. Neither the technocracy nor theocracy can meet their demands. They need greater changes and no longer need lip service to their language and cultural rights that they cherish and cultivate in different ways openly or secretly; they have transcended Rouhani's vision as their struggle is for a more radical democracy, greater transparency, human dignity, and cultural and religious diversity, none of which has had any place in the Islamic Republic's totalizing ideology and its history of horrors. ■

Dr. Amir Sharifi is President of the Kurdish American Education Society-Los Angeles. The views expressed in this article are those of the author and do not necessarily reflect the position of Rudaw.

DC treated to Turkish-style crackdown on pro-Kurdish demonstrators

In a replay of last year's violence, the Turkish president's security detail was filmed beating up peaceful Syrian Kurdish protesters in Washington.



Author Amberin Zaman
May 17, 2017
www.al-monitor.com

Oops, they did it again. In a repeat of their scandalous behavior outside the Brookings Institution last year, Recep Tayyip Erdogan's thuggish security guards managed to literally leave a bloody mark behind the Turkish president's lightning trip to Washington May 16, beating up protesters in the heart of the capital.

Footage of bloodied men and women wandering dazedly around Sheridan Circle just outside the Turkish ambassador's residence, where Erdogan was holding court with assorted former US officials, think tankers and business types, has provoked widespread outrage and a sense of despair among protesters, who said they felt that Turkey's culture of impunity had been carried to American soil.

Eyewitnesses said the brawl erupted when Erdogan's security detail attacked protesters carrying pennants of the Syrian Kurdish Democratic Union Party (PYD) and the People's Protection Units (YPG), who are the United States' top ally in the fight against the Islamic State in Syria.

Lucy Usoyan is a Yazidi-American volunteer at the Washington office of the pro-Kurdish People's Democratic Party (HDP) and also does fundraising for the Yazidi Relief Fund. She told Al-Monitor, "I was exercising my democratic rights, chanting slogans peacefully when Erdogan's guards attacked me." Usoyan said she fell to the ground "and they began kicking me in the head and on my back and then I lost consciousness. I can't understand why they kept hitting me after I fell to the ground."

The 34-year-old was hospitalized at George Washington University Hospital for head trauma injuries and told Al-Monitor today that she still suffers dizzy spells. She has throbbing headaches and trouble standing up. At least eight other demonstrators were injured.

The guards Usoyan referred to are clearly visible in footage posted online in identical green shirts and cargo pants. They are attacking the handful of mainly Kurdish protesters together with pro-Erdogan picketers who can be heard shouting obscenities at them. Usoyan, who is wearing red trousers, is easily identified among the victims. Two people were arrested in connection with the affair, including one for assaulting a police officer.

The Daily Caller's Chuck Ross reported, "Halil Mutlu, a cousin of Erdogan's and a board member of the Turkish American Steering Committee, was spotted on the sidelines of the fray. At one point he was seen leading a pro-Erdogan chant aimed at government critics."

The HDP's Washington representative, Mehmet Yuksel, told Al-Monitor, "If they treat us like this here, you can only imagine how they treat the Kurds back in Turkey. It's an absolute disgrace."

The scenes were a repeat of the violence instigated by Erdogan's security detail outside Brookings in March 2016 as the Turkish president delivered a speech inside.

This time, another pair of think tanks, the Atlantic Council and Turkey's SETA were co-hosting Erdogan at the residence of the Turkish ambassador, Serdar Kilic. Once again, Erdogan's security detail had no qualms about setting upon peaceful demonstrators.

Max Hoffman, the associate director on the National Security & International Policy team at the Center for American Progress, closely follows Turkey. He told Al-Monitor, "This behavior is outrageous and unacceptable, and the US government should publicly condemn it." Hoffman continued, "While the Trump administration may not care to hold Erdogan



Turkish President Recep Tayyip Erdogan's security guards attack protesters in this still from a video recorded in Washington, May 16, 2017. (photo by Twitter/@VOATurkish)

accountable for his abuses of human rights and democracy in Turkey, they must at least enforce US laws on US soil."

In the first official comment from the administration, Jonathan Cohen, the deputy assistant secretary of state for Turkey, Greece and Cyprus, suggested the actions of the Turkish security detail were unacceptable during a panel at the Middle East Institute. "There is no place for violence in our society," he said.

Just as Cohen was delivering his remarks, the DC police put out an unusually tough statement and vowed to bring the perpetrators to justice.

President Donald Trump was apparently unfazed by it all. "It was a great honor to welcome the President of Turkey, Recep Tayyip Erdoğan, the @WhiteHouse today!" he exclaimed in a tweet posted after the commotion outside the residence.

Turkey's pro-government media put its own positive spin on events. The pro-government daily Yeni Safak claimed that Erdogan's guards had "intervened to help the US police" whose forces had proven "inadequate" to handle "the illegal demonstration by the PYD and the PKK."

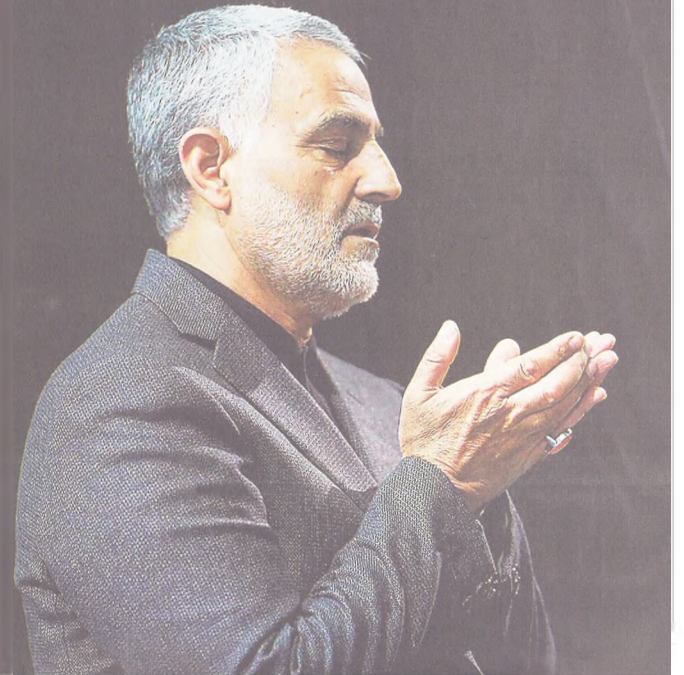
The PKK — Kurdistan Workers Party — is listed as a terror group by the United States. It is fighting for Kurdish self-rule inside Turkey and is closely linked with the YPG. Erdogan's main goal during his meeting with Trump yesterday was to persuade him to ditch the alliance with the YPG on the grounds that the group poses a grave security threat to Turkey.

The other was to extract pledges for the extradition of Fethullah Gulen, the Pennsylvania-based Sunni preacher who is accused of engineering last year's botched coup against Erdogan. Early indications are that he failed on both counts. A senior Turkish official who spoke to Al-Monitor on condition of anonymity said, "If [Erdogan] had succeeded, I think we would have all heard about it by now." ♦

Amberin Zaman is a journalist who has covered Turkey, the Kurds and Armenia for The Washington Post, The Daily Telegraph, The Los Angeles Times and the Voice of America.

Ghassem Soleimani Sentinelle de l'Iran

Chef de l'unité d'élite des gardiens de la révolution, la force Al-Qods, le général impose la puissance iranienne de l'Irak au Liban. Très populaire auprès de ses compatriotes, il se tient éloigné des jeux politiques et affirme vouloir rester un « soldat jusqu'à la fin de [sa] vie, si Dieu le veut »



En 2015, à Téhéran. AFP

LOUIS IMBERT

TÉHÉRAN, BAGDAD - envoyé spécial

Le général arpente, par un temps brumeux et froid, une route en contrebas de la citadelle d'Alep. Sur la photographie, prise en décembre 2016, au lendemain de la chute du bastion des rebelles syriens, son visage est grave. Comme toujours sur les champs de bataille, il apparaît en civil. Il a noué un foulard vert autour de son front. Ghassem Soleimani inspecte les ruines et savoure son triomphe.

Dix-sept mois plus tôt, en juillet 2015, des sources américaines et moyen-orientales rapportaient que ce haut gradé iranien s'était rendu à Moscou pour déplier des cartes de la Syrie sous les yeux de Vladimir Poutine : il avait préparé l'entrée en guerre de la Russie en Syrie. Bachar Al-Assad lui doit sa survie. C'était déjà Soleimani qui avait engagé, dès 2012, les forces iraniennes en Syrie, pour écraser la révolution puis l'insurrection armée contre le régime Assad, allié indéfectible de Téhéran.

Voilà trente-sept ans que Ghassem Solei-

mani, l'homme le plus puissant du Moyen-Orient, vit avec la guerre. Il l'a rencontrée pour la première fois en 1980, lorsqu'il s'est engagé pour défendre la toute jeune révolution iranienne, menacée par l'invasion des armées du dictateur irakien Saddam Hussein. Ghassem Soleimani est retourné en Irak dans les années 2000, mais cette fois-ci en maître et proconsul. Encore à ce jour, il arbitre les différends entre les partis chiites au pouvoir à Bagdad. Il finance aussi et supervise les milices irakiennes, qui combattent l'organisation Etat islamique (EI) depuis l'été 2014 et qui le révèrent.

Patiemment, ce général deux étoiles, le plus haut grade au sein des gardiens de la révolution, la principale force armée iranienne, dont il dirige l'unité d'élite, la force Al-Qods (« Jérusalem » en arabe), a remodelé le Proche et le Moyen-Orient. Ghassem Soleimani a cimenté « l'axe de la résistance », qui relie Téhéran à la Méditerranée à travers l'Irak, la Syrie et le Liban. Il soutient le Hamas palestinien et des mouvements armés clandestins au sein des monarchies arabes du golfe Persique. Il fait reculer la Turquie, fait enrager l'Arabie saoudite. Ghassem Soleimani impose la puissance iranienne dans toute la région.

« Croyez-vous aux figures mythiques ? »

L'admiration que porte Abdullah Ganji, directeur de *Javan*, le quotidien des gardiens, à Ghassem Soleimani n'est pas feinte. Ce dernier, qui a passé l'essentiel de sa carrière dans l'ombre, est une figure idéale de propagande depuis la crise syrienne et l'émergence de l'EI, ennemi juré de l'Iran chiite. Il est le nouveau visage de la République islamique, l'humble défenseur d'un pays qui repousse la barbarie djihadiste et tente d'oublier que la guerre est partout à ses frontières.

Le « Che Guevara » iranien parcourt toujours le monde

Pour Mohammad Hussein Jafarian aussi, « Ghassem est céleste ». Cet ancien correspondant de guerre a parcouru tous les terrains d'opération du général : ils partagent de vieilles amitiés. « Il mène un combat du bien contre le mal », dit Jafarian : rien de moins. Pour ce militant, qui demeure fidèle aux idéaux de justice sociale de la révolution et à son projet d'exportation hors des frontières de l'Iran, Soleimani est la preuve que cette révolution est bien vivante.

La République islamique a déjà 38 ans : elle s'embourgeoise. Des technocrates blanchis sous le harnais font tourner le gouvernement du modéré Hassan Rohani, qui brigue un nouveau mandat présidentiel le 19 mai. Les anciens combattants de la guerre contre l'Irak sont devenus des gradés d'état-major, des hommes d'affaires et des politiciens – comme Mohammad Bagher Ghalibaf, concurrent de M. Rohani à l'élection présidentielle. Mais Soleimani,

lui, le « Che Guevara » iranien, continue de se lever à l'aube et de parcourir le monde.

« Depuis la révolution, il est dans la guerre. Il n'a pas une vie comme les nôtres, affirme M. Ganji. Les gens comme lui ont peur de mourir dans leur lit. Il veut être un martyr. » Soleimani exprimait ce vœu devant une caméra en 2009, à la frontière irakienne : « Le champ de bataille est le paradis perdu de l'humanité. Le paradis où la vertu et les actes des hommes sont au plus haut. »

Aujourd'hui, Ghassem Soleimani est un homme fort et éduqué à la voix douce, qui s'affiche lisant un roman de Gabriel Garcia Marquez. A l'origine, c'est le fils d'un paysan pauvre des montagnes de Kerman, dans le sud de l'Iran. A 13 ans, après ses cinq années d'école obligatoire, il est ouvrier sur les chantiers du chef-lieu de province : c'est là que la révolution de 1979 le cueille. A 22 ans, ce jeune homme de petite taille et bien bâti, passionné de culturisme, pieux, troque ses pantalons pattes d'éléphant et ses cols pelle à tarte pour le treillis d'une armée qui vient de naître : les gardiens de la révolution.

Il y rejoint des révolutionnaires de tous bords, des religieux et des nationalistes, des malfrats que le régime recrute sans faire le tri, à défaut de pouvoir compter sur l'armée du chah, renversé en février 1979. Aujourd'hui, ceux qui cultivent pieusement la mémoire de l'héroïque guerre contre l'Irak, les anciens combattants et les jeunes miliciens bassidji des mosquées de quartier, savent que Soleimani s'y était fait une solide réputation, en dirigeant des missions commando de reconnaissance derrière les lignes ennemies. Déjà un mythe. La radio irakienne le désignait comme un ennemi à abattre.

En Irak, Soleimani a appris l'amour des martyrs. Il y a forgé sa défiance envers cet Occident qui soutient Saddam Hussein et ne s'indigne pas quand le dictateur irakien use de gaz chimiques sur le front et contre des civils. La guerre achevée, Soleimani prendra la tête des gardiens dans sa région natale. Puis on l'envoie dans la région voisine du Sistan-et-Baloutchistan, combattre des groupes insurrectionnels issus de la minorité sunnite et des trafiquants de drogue à la frontière afghane. Il prendra la direction de la force Al-Qods en 1997 ou en 1998, un ou deux ans après la prise de pouvoir des talibans à Kaboul. Un vrai revers pour l'Iran.

« Nous avons découvert son nom peu après : pendant les grandes manifestations étudiantes de juillet 1999, à Téhéran, relève Farshad Ghorbanpour, journaliste réformateur proche du gouvernement actuel. Avec une vingtaine d'officiers, il signait une lettre au président réformateur, Mohammad Khatami, lui imposant de faire cesser les troubles. Sans quoi ils menaçaient d'intervenir. »

Soleimani n'a pas encore réellement de visage. Il n'est qu'un rouage de l'appareil militaire, l'un de ces commandants de l'ombre qui craignent l'influence de l'Occident sur la société civile naissante. Ils voient en elle la menace d'une « révolution de couleur » qui mettrait fin à la République islamique. Cette crainte resurgira à l'été 2009, durant la contestation, sévèrement réprimée, de la réélection du président Ahmadinejad.

Pourtant, dans l'état-major iranien, Soleimani n'est pas un « faucon » : il se distingue vite comme un tacticien pragmatique. Après les attentats du 11 septembre 2001, les Etats-Unis se préparent à envahir l'Afghanistan. L'Iran tremble à l'idée de voir des troupes américaines à ses frontières. Soleimani ose alors un geste risqué à Téhéran, où la haine de l'Amérique est un dogme. « Devant le Conseil suprême de sécurité nationale, il est venu défendre une coopération avec les Etats-Unis pour renverser les talibans et mettre Hamid Karzaï au pouvoir », se souvient Hossein Moussavian, un proche d'Hassan Rohani, qui était alors le secrétaire du Conseil.

Dans un hôtel de Genève, des diplomates iraniens, pilotés à distance par Soleimani, rencontrent discrètement l'Américain Ryan Crocker, du département d'Etat. Ce dernier dira, dans un entretien au *New Yorker*, avoir obtenu d'eux plus de renseignements sur les talibans qu'il n'en aurait rêvé : des cartes, des positions, des plans d'attaque.

« Un personnage réellement démoniaque »

Le 29 janvier 2002, cette collaboration s'écroule : dans son discours annuel sur l'état de l'Union, le président des Etats-Unis, George W. Bush, inscrit l'Iran aux côtés de l'Irak et de la Corée du Nord dans l'« axe du Mal ». Les Américains préparent l'invasion de l'Irak. Une fois la stupeur passée et la crainte de se voir encerclés par les Etats-Unis, à l'est comme à l'ouest, les dirigeants iraniens réalisent l'aubaine : Washington s'apprête à les débarrasser de leur pire ennemi, Saddam Hussein. Tandis que Washington recrute au sein de l'opposition irakienne en exil, Téhéran active ses réseaux, plus anciens. « A Téhéran, un haut gradé traitait depuis les années 1980 les opposants en exil : Soleimani a été le dernier d'entre eux », se rappelle Ali Al-Adib, un haut dirigeant du parti chiite irakien Dawa, qui rencontre le général à cette époque.

« C'est un politicien, un stratège, pas seulement un militaire : il écoute, et ça ne signifie pas qu'il acquiesce, mais il écoute vraiment... Et il parle avec tout le monde : des chiites comme des Kurdes, des sunnites et d'anciens membres du parti Baas », ajoute M. Adib. A travers ces intermédiaires irakiens, Soleimani négociera de nouveau avec M. Crocker, dès 2003, pour former le premier gouvernement de transition à Bagdad, écartant les candidats qu'il jugeait trop hostiles aux intérêts de l'Iran.

La montée en puissance du général Soleimani dans l'appareil du pouvoir iranien n'échappe pas aux observateurs étrangers. Sergueï Lavrov, en visite en 2005 à Téhéran, s'énerve dans un grand hôtel du centre-ville, rapporte un journaliste iranien qui s'apprêtait à l'interviewer : le ministre russe des affaires étrangères se plaint auprès de son équipe d'un agenda de rencontres trop chargé. « Je ne veux voir que deux personnes, dit-il : le Guide [Ali Khamenei] et Soleimani. »

Comme en Afghanistan, les Etats-Unis s'installent durablement en Irak. Afin de dissuader Washington de se lancer dans une nouvelle aventure militaire, cette fois contre

**« DEPUIS
LA RÉVOLUTION,
IL EST DANS
LA GUERRE.
LES GENS COMME
LUI ONT PEUR
DE MOURIR
DANS LEUR LIT.
IL VEUT ÊTRE
UN MARTYR »**

ABDULLAH GANJI
directeur du quotidien
« Javan »

son pays, Soleimani va s'employer à saigner à blanc l'armée américaine chez son voisin. Il arme ses relais irakiens, dont Abou Mahdi Al-Mohandes, un ami de trente-quatre ans, accusé par Washington d'avoir planifié une série d'attentats coordonnés, en décembre 1983 au Koweït, contre les ambassades américaine et française, qui fera cinq morts, tous koweïtiens : des repréailles au soutien de l'Occident à Saddam Hussein dans la guerre Iran-Irak. L'Irakien Mohandes, qui a longuement séjourné en Iran, parle un persan mélodieux. Il aime accoler un titre honorifique au nom de son protecteur : « *Seyyed Ghassem Soleimani* ! », dit-il, utilisant une formule qui désigne les descendants du Prophète.

Soleimani développe à Bagdad un réseau de miliciens, inspiré du modèle du Hezbollah, formé durant les années 1980 dans la Bekaa, au Liban, avec l'aide des gardiens. « *Imad Moughnieh* [le cerveau des opérations spéciales du Hezbollah, assassiné à Damas en 2008] est venu à Bagdad. C'était un héros pour nous : il faisait la guerre à Israël », se souvient Qaïs Al-Khazali, un jeune clerc irakien qui s'imposera comme un exécuteur des basses œuvres des gardiens en Irak, notamment en participant à la campagne d'assassinat systématique des pilotes qui avaient bombardé l'Iran durant la guerre de 1980-1988.

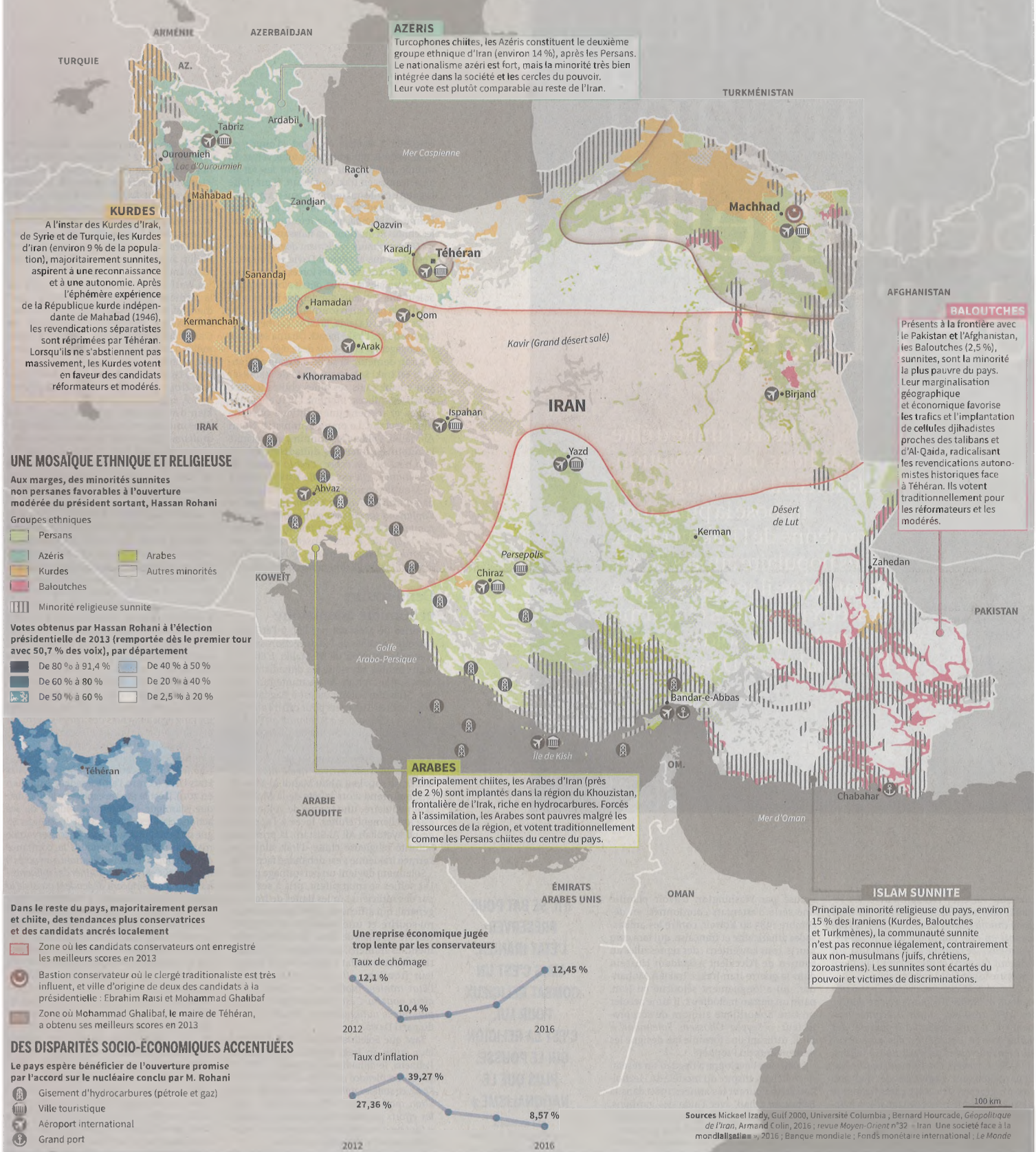
« Le Hezbollah nous a entraînés, il nous a appris à fabriquer des mines évoluées contre les blindés américains, explique Khazali. Les gardiens, ils n'avaient que l'expérience d'une guerre conventionnelle contre l'Irak : ça ne nous était pas très utile. Mais le Hezbollah, c'était la guérilla des villes, l'insurrection contre une armée d'occupation. »

A la même époque, selon des officiels du renseignement américain, Soleimani aurait conseillé à Bachar Al-A Assad, d'ouvrir sa frontière aux djihadistes sunnites venus du monde entier pour combattre les forces américaines en Irak. Ce faisant, il précipite la guerre civile irakienne. Parmi ces mouvements djihadistes naîtra la branche irakienne d'Al-Qaïda, qui se retournera contre les chiites et qui donnera naissance à l'EI.

« Un personnage réellement démoniaque » : c'est ainsi que le général David H. Petraeus, qui prend la direction des forces américaines

Les minorités, enjeu du scrutin présidentiel

Le contexte économique pèse sur l'éventuelle réélection du président modéré Hassan Rohani, le 19 mai



en Irak en janvier 2007, décrit alors en privé Soleimani. Petraeus parviendra pourtant à pacifier le pays, en retournant les tribus sunnites contre Al-Qaida. En 2011, l'armée américaine quitte l'Irak; Barack Obama souhaite désengager les Etats-Unis de la région.

L'Irak demeure la seule puissance étrangère en Irak. Soleimani tente de stabiliser son voisin, mais ses alliés chiites locaux, partis et milices, mettent l'Etat en coupe réglée et mènent une politique ouvertement sectaire. Le premier ministre, Nouri Al-Maliki, s'aliène les sunnites et précipite le retour en force des djihadistes de l'EI. *« Ça n'est pas un échec: c'est la réussite de Soleimani et elle est inouïe, estime Hamid Al-Moutlaq, parlementaire sunnite à Bagdad. L'Iran a divisé la nation irakienne en s'appuyant sur des dirigeants politiques corrompus et sectaires. Les politiciens chiites, les chefs de milice n'osent même pas regarder Soleimani en face: ils l'admirent et ils en ont peur, ils sont faibles devant lui. »*

Demi-sourire et humilité ostentatoire

La prise de Mossoul par l'EI, à l'été 2014, marque l'apogée de l'insurrection sunnite contre le pouvoir de M. Maliki. L'Etat irakien tremble alors que les djihadistes fondent sur la capitale. En quarante-huit heures, Ghassem Soleimani est à Bagdad avec des dizaines d'officiers pour offrir l'aide iranienne. *« C'est grâce à Soleimani qu'Erbil [la capitale du Kurdistan irakien] n'a pas été prise par Daech. Nous y étions ensemble dès le 4 août. Les Américains les avaient abandonnés, ils sont arrivés deux mois plus tard! »*, se souvient Abou Mahdi Al-Mohandes, qui prend alors la tête de la Mobilisation populaire: une troupe de volontaires, essentiellement chiites, levée à l'appel du grand ayatollah Ali Al-Sistani, la principale autorité religieuse chiite d'Irak, alors que l'armée irakienne s'est débandée face à l'EI.

Soleimani devient un personnage public. Les selfies se multiplient, pris à ses côtés par des miliciens sur les lignes de front. Le général, qui affiche en permanence un demi-sourire et une humilité ostentatoire, rassure les alliés de l'Iran. Il conforte également les Iraniens, qui craignent l'installation de ce « califat » djihadiste si près de leur frontière. *« Il se bat pour préserver l'Etat iranien, mais c'est un combat religieux pour lui. C'est la religion qui le pousse plus que le nationalisme »*, assure M. Adib, du parti Dawa.

Tant que Soleimani et ses alliés agiront à leur guise en Irak, prophétise le général Petraeus, le djihadisme prospérera dans ce pays. *« La menace qui pèse à long terme sur l'Irak, ce sont les milices chiites soutenues par l'Iran, qui font tout leur possible pour ruiner les efforts politiques inclusifs dont Bagdad a tant besoin »*, déclare-t-il au Monde. L'« empire » iranien et ses alliés sectaires.

Dans la Syrie voisine, c'est également contre l'« occupation étrangère » iranienne que l'opposition à Bachar Al-Assad concen-

« IL SE BAT POUR PRÉSERVER L'ÉTAT IRANIEN, MAIS C'EST UN COMBAT RELIGIEUX POUR LUI. C'EST LA RELIGION QUI LE Pousse, PLUS QUE LE NATIONALISME »

ALI AL-ADIB

haut dirigeant du parti chiite Dawa

tre aujourd'hui ses critiques. L'internationale milicienne dirigée par Soleimani y a pris une ampleur inédite: quelque 20 000 à 25 000 combattants seraient déployés à tout moment, selon les estimations de centres de recherche russes. Les soldats iraniens y sont minoritaires: moins de 3 000 hommes. Le Hezbollah libanais se taille la part du lion. Il est épaulé par des miliciens irakiens, des unités d'Afghans et de Pakistanais recrutés dans une large population de migrants chiites en Iran. Certains de leurs chefs fréquentent les gardiens depuis les années 1990 et la lutte contre les talibans.

A Damas, la communauté chiite, qui représente 1 % à 2 % de la population, a été noyautée. Eloge de la patience iranienne. *« Les premiers réseaux syriens [au service de l'Iran] se sont formés notamment autour d'exilés chiites à Damas, des Irakiens que les gardiens avaient mis à l'abri en Syrie dans les années 2000, en leur rappelant qu'un jour, peut-être, on aurait besoin d'eux »*, note Phillip Smyth, chercheur à l'université du Maryland, aux Etats-Unis.

A Washington, on insiste volontiers sur le ferment idéologique qui unit les gardiens et cette internationale milicienne: l'obéissance religieuse et politique au Guide suprême iranien. Mais ces liens, mêlés d'intérêt et de camaraderie de combat, ne relèvent pas d'une soumission totale. *« Les Iraniens nous veulent forts, mais pas trop. Nous n'avons pas d'indépendance, regrette un proche conseiller irakien d'Abou Mahdi Al-Mohandes, formé dans une autre vie par l'OTAN. Il nous faudrait une vraie armée irakienne et un négociateur puissant face à l'Iran. »* Au sein du Hezbollah, des voix critiques anonymes se sont également élevées depuis deux ans contre Soleimani, accusé d'utiliser les Arabes libanais comme chair à canon.

« Ce n'est pas l'individu qui décide, mais le système. » Ce rappel à l'ordre hiérarchique vient de l'un des patrons de Soleimani à Téhéran: le général Ali Shamkhani, secrétaire du Conseil suprême de sécurité nationale.

« Soleimani vient à Téhéran, il explique la situation du terrain, et nous prenons les décisions stratégiques, qu'il exécute », insiste-t-il. Soleimani dispose néanmoins d'une large autonomie, notamment en Irak: *« Il établit les plans de bataille, il décide et réagit. Nous n'intervenons pas sur ses choix tactiques. Il a le charisme nécessaire pour accomplir sa mission et, en cas de besoin, il nous appelle. »*

Au sein des gardiens, note M. Ganji, le patron du quotidien *Javan*, Soleimani occupe un rang égal aux chefs des armées (terre, air et marine). Il a autorité sur l'ensemble des actions de la force Al-Qods, soupçonnée d'avoir planifié des attentats notamment en Argentine (contre un centre juif en 1994) et aux Etats-Unis (contre l'ambassadeur saoudien en 2011). Il est le maître espion de la République islamique, chargé de la plupart de ses actions clandestines à travers le monde. Signe de sa singularité: la presse conservatrice manque rarement d'évoquer la confiance que lui voue le Guide. *« Soleimani a un accès à Khamenei. Cela peut lui donner de l'influence: les choix d'un dirigeant dépendent aussi de la façon dont les questions à trancher lui sont posées »*, suppose un analyste à Téhéran.

Dans les cinémas de Téhéran, on a diffusé au moins trois longs-métrages à la gloire du général Soleimani, dont l'un d'animation. Cette débauche médiatique a pu faire croire à la préparation d'une carrière politique. *« Le président Rohani, c'est Talleyrand: le mollah diplomate, arrivé au pouvoir par les affaires étrangères. Ghassem Soleimani, c'est Napoléon: l'homme issu du rang, le général en gloire. Mais l'Iran ne veut pas, aujourd'hui, d'un Napoléon »*, explique Ahmad Salamati, ancien député révolutionnaire et observateur avisé de la République.

En septembre 2016, alors que la rumeur d'une candidature à l'élection présidentielle enflait encore, le héros national a nié toute ambition dans un communiqué: il resterait un *« soldat jusqu'à la fin de [sa] vie, si Dieu le veut »*. Pour l'analyste réformateur Sadegh Zibakalam, si Ghassem Soleimani jouit de la confiance de tous les courants politiques iraniens, c'est précisément à cause de ce détachement affiché. Il n'est pas impossible qu'au fond le général soit indifférent aux querelles et divisions de politique nationale. A l'enterrement de sa mère, à Téhéran, en septembre 2013, Soleimani embrassait l'homme de l'ouverture à l'Occident, le ministre des affaires étrangères, Mohammad Javad Zarif, dont on le dit proche. Il tenait aussi près de lui et présentait à chacun, Djihad, le jeune fils d'Imad Moughnieh, l'ancien chef charismatique du Hezbollah. Djihad Moughnieh mourra en janvier 2015, tué par un tir d'hélicoptère israélien sur le sol syrien, comme son père. ■

Gorran leader Nawshirwan Mustafa dies at 73 after long battle with illness

By Rudaw.net - 19/5/2017

SULAIMANI, Kurdistan Region—The leader of the Change Movement Nawshirwan Mustafa died at the age of 73 in Sulaimani Friday morning just a week after he returned to Kurdistan from the UK where he received treatment for his illness.

"With great sadness today the great fighter and the leader of our nation Nawshirwan Mustafa has died at 8:00 o'clock in the morning on Friday after a long battle with illness," the change Movement said in a written statement.

"The Gorran Movement despite expressing condolences to his family, ourselves, and our nation, reiterate that [we] will follow the path and program of this great leader to serve Kurdistan," the statement continued.

Mustafa will be laid to rest Saturday morning at 10:00, the spokesperson of the Gorran Movement Shorish Haji said in a statement.

He will be buried in Gorran Headquarters in Sulaimani based on Mustafa's will, Haji added.

Kurdish and foreign officials expressed their condolences to the death of the politician who had been present in Kurdish politics for more than half a century, including Kurdish President Masoud Barzani, and Prime Minister Nechirvan Barzani.

President Barzani offered his condolences to Mustafa's "family, his relatives, and Gorran members and supporters."

In a statement, the Kurdistan Region's Council of Administered announced it hopes for Mustafa's influence to carry on.

"We hope that the Change Movement continues the endeavors which Nawshirwan Mustafa pursued for a long time as a Peshmerga to achieve the rightful objectives and demands of the nation of Kurdistan," the council announced in a statement.

Iraqi Prime Minister Haider al-Abadi said in a message that the Gorran leader "fought against oppression and dictatorship with the rest of the Iraqi people and tried hard to unite the Iraqis to build a free and democratic Iraq."

Mustafa's Gorran movement introduced the first opposition party to the political landscape in the

Kurdistan Region in 2009 after it won 25 seats in that year's parliamentary elections.

Mustafa left the Kurdistan Region for the United Kingdom on September, 3, 2016 when Gorran officials confirmed he had gone to the UK to receive medical treatment.

His party won 24 seats in the 2013 general elections and joined the Kurdish government in Erbil.

It is currently standing in second place after the ruling Kurdistan Democratic Party (KDP).

Mustafa's wife Shu'la Ali Saeed died in March.

He was a founding member of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) in 1976 by the former Iraqi President Jalal Talabani.

Mustafa and Talabani fell out in 2006 and formed the Gorran movement.

Some Gorran supporters have gathered near the party's main headquarters in Sulaimani, many in disbelief as they were hoping that his return to the Kurdish region could have helped end the years-long political deadlock.

Some of the the party's supporters chanted "he wont die" and "the people of Sulaimani are all Nawshirwan" as they greeted his body that was transferred to a hospital in Sulaimani.

PUK says it is sad with death of Gorran leader, calls for reunion between two parties

The main ruling Patriotic Union of Kurdistan (PUK), that Mustafa co-founded with the party's Secretary General Jalal Talabani in 1976, has



Longtime Kurdish political leader Nawshirwan Mustafa died on May 19, 2017. Photo: Rudaw

paid tribute to the late Gorran leader Nawshirwan Mustafa who died Friday morning from illness, as it also called for a "reunion" with Gorran in memory of Mustafa's PUK membership.

It said that Mustafa spent more than half of a century of his life fighting for the Kurdish struggle and took his "historical responsibility."

The PUK is "sad and is mourning," a statement from the PUK read.

"Despite the differences between us, we would like to have a reunion as the last solution [for problems] between the PUK and Gorran, as we have said it many times."

"The soul of Kak Nawshirwan was the old friend of his excellency Jalal

Talabani and a fighter and cofounder of the PUK..will rest in peace with this reunion."

The statement highlighted the party's alliance agreement that was signed last May in the presence of Talabani and Mustafa, but remained largely unimplemented, with both sides accusing each other of ignoring the 25-article agreement.

Kardo Mohammed, a senior Gorran official told Rudaw that the PUK first has to implement the agreement signed last year in between them before they can consider any talks over reunion.

The PUK statement continued to say that they the members and supporters of the two parties will be prepared to take their "democratic and Kurdish struggle duties" that remain to be implemented, including "[independence] referendum and eventually the independence of Kurdistan."

Both parties have said that they support the long-anticipated Kurdish referendum on independence expected to be held in 2017, with Gorran setting the pre-condition of the reactivation of the Kurdistan parliament in order to give their blessing to the referendum.

The Kurdistan parliament has not convened since October 2015 when the tensions rose high between Gorran and the KDP, which is also a strategic ally of the PUK since 2007. ■



Mourners grieve the passing of Gorran founder Nawshirwan Mustafa. Photo: Sartip Othman/Rudaw

An independent Kurdistan

Iran seeks to destroy that goal, but an autonomous Kurdistan would serve as a buffer to Iranian aggression

By Rachel Avraham -
Sunday, May 21, 2017
www.washingtontimes.com

ANALYSIS/OPINION:

In order to assist the creation of a Shia Crescent from the Persian Gulf to the Mediterranean Sea, the question remains: Is Iran working to thwart the creation of an independent Kurdistan? Are they working together with Syria in order to further this strategic goal? According to an Iraqi source, Iran is working to thwart the creation of an independent Kurdistan by trying to instigate a civil war among the Kurds by supporting groups opposed to Masoud Barzani. They are doing this because they perceive Kurdish autonomy in Northern Iraq to be a threat and they view the internal divisions among the Kurds to be the most effective way to destroy the dream of an independent Kurdistan for the Kurds presently are not united.

As Iranian journalist Mohsen Behzad Karimi related, "They will not tolerate at any cost an independent Kurdistan. An independent Kurdistan in Northern Iraq means joining Syrian Kurds and eventually after that, Turkish Kurdistan and Iranian Kurdistan will be annexed to that. Some Arab countries are using this issue to pressure Iran but in the long run, it is just a pressure tool. They are using Iranian Kurds, Iranian Arabs and Balochis to have leverage."

Among the groups that Iran is using to pressure Mr. Barzani is the Gorran Movement and the PKK. "The Gorran Movement is primarily under the control of Iran," Syrian Kurdish dissident Sherkoh Abbas proclaimed. "They were fighting against corruption and they are now taking all of their funding from Iraq and Iran. It is the same with the PKK, who is under the influence of Iran. They are fighting against an independent Kurdistan in Iraq. They are against a referendum for independence. This Iranian interference is intimidation so they don't do a referendum and they won't have access to sea."

"The Iranian regime since the 1980s supported the Talabani faction," Karimi stressed.



Illustration on Iran's threat to an independent Kurdistan by Alexander Hunter/The Washington Times

"They helped lots of other Iranian-backed Kurds in Northern Iraq. There are still factions of Iraqi Kurds backed by Iran. If you check the ammunitions and light weapons, most of it comes from Iran. They deeply penetrated into Kurdistan. For example, the insurance companies are mainly in the hands of Iranian-backed companies, who are operating under the Iranian Revolutionary Guards."

According to Mr. Abbas, the Iranians are afraid that with the assistance of President Trump, the Kurds will get access to the sea and this will disrupt their Shia Crescent. For this reason, he emphasized that Iran is working together with Turkey, Syria, Iraq and their proxy groups to thwart Kurdish independence. According to an Iraqi source, via PKK leader Raza Ultan, Iran threatened to attack Kurdish financial and economic resources. This threat was realized when the Iraqi government cut the KRG budget, thus creating an economic crisis for the Kurds. In addition, Iran has placed Hashdi Al Shahbi on Kurdistan's borders, which the Iraqi source stressed poses an additional threat to the Kurdish authorities.

While Iran attempts to present to the West that their regional ambitions in Iraq and Syria are part of the struggle against ISIS, Israeli scholar Mordechai Kedar claimed that all parties that are involved in the Syrian Civil War and the chaos in Iraq are not so much interested in fighting against ISIS but rather in ensuring their position after the war: "They try to grab something in order to keep it together like vultures flying above the corpse of a cow. They are waiting for the

cow to die in order to grab as much as they can. This is the situation. It is a multisided struggle that every party is involved in."

Recommended by

In fact, Mr. Abbas has even claimed that Iran comprises ISIS: "Behind the scenes, Iran put their people in this organization. They did this to make the Syrian opposition appear like terrorists." In other words, Mr. Abbas emphasizes that any assertions that Iran is useful for the struggle against ISIS is a non-starter for Iran at times cooperates with ISIS in order to further their agenda and regional ambitions. Furthermore, he stresses, "Iran, Iraq and Syria all agree that the Kurds should be oppressed. Kurdistan should be robbed of its territory. Despite their differences, they work together to prevent an independent Kurdistan."

It should be noted that the Kurds have invested \$5 million in order to save 3,001 Yazidis from the ISIS genocide. Numerous minorities in Iraq, whether they be Christian or Yazidi, have found that the only safe place for them to live is within Iraqi Kurdistan. An independent Kurdistan will thus help to preserve what is left of Iraq's multicultural identity. It will also serve as a buffer against Iranian aggression in the Middle East region. And it is for these reasons that Iran via its proxies is fighting so hard in order to thwart an independent Kurdistan. ♦

• Rachel Avraham is an independent journalist and media research analyst at the Center for Near East Policy Research.

Syria's Kurds struggle for unity

Reporting by: Wladimir van Wilgenburg
May 18, 2017 <http://aranews.net>

The Chancellor of Kurdistan Region Security Council (KRSC), Masrour Barzani, told an audience at the Heritage Foundation on Tuesday that the Kurdistan Regional Government (KRG) is ready to host another round of negotiations between the Kurdish parties of Syria and will never refuse 'another round' of negotiations. A sign that there is still a possibility for Kurdish unity in Rojava, a demand shared by most Kurds of Syria.

The KRG President Masoud Barzani mediated three agreements between 2012 and 2014 between the Democratic Union Party (PYD) that rules Rojava and the Kurdish National Council (KNC) to share power in Rojava-Northern Syria. However, none of the agreements were implemented due to the deep disputes between the political factions.

"Our president hosted three conferences in Duhok and Erbil between PYD, YPG [People's Protection Units] representatives to talk to the other parties [KNC]. They agreed on many points, but unfortunately after the return, the YPG refused to implement [the agreement] and acted unilaterally," the top Kurdish security official Masrour Barzani said.

"The way they treat other parties, deport them, and arrest them is not very helpful," he said about the arrest of dozens of KNC politicians.

Moreover, the Kurdish official accused the YPG of not allowing the Rojava Peshmerga forces –Syrian Kurdish soldiers that are trained by the Zerevani forces of Barzani's Kurdistan Democratic Party since 2012– to return home. Instead the Rojava Peshmergas fought 'alongside our forces' against ISIS in Iraqi Kurdistan, 'and many have been killed and wounded,' he said.

"Sometimes their bodies are transported back to Syria, and the YPG stopped them and didn't allow them back, because they were covered in Kurdistan flags," Barzani said. This while the YPG has accused the KRG of sometimes not allowing the bodies of YPG fighters and Western volunteers to return.

However, Masrour Barzani said the KRG is willing to host new negotiations between the Syrian Kurdish parties. "We will never say no to another round of negotiations. If the PYD and other parties are willing to come together peacefully, we are definitely going to help them," he said.

Moreover, the security official denied that the KRG is preventing humanitarian aid from going to Rojava. "I am not aware of any humanitarian efforts are stopped from going into Syria and we have been contributing ourselves such as the Barzani Charity Foundation to provide support in Kobani, Efrin and other parts [of Rojava]," he said. This while the PYD has accused the KDP of putting an embargo on Rojava.

Barzani further accused the YPG of not allowing thousands of refugees to go back to Rojava. "I hope you ask this question to the YPG as well," he told a former Western volunteer with the YPG who asked Barzani if it's true that they stop humanitarian aid and arrest foreign volunteers who return to Iraqi Kurdistan from Rojava.

Gharib Hesso, the representative of the Democratic Union Party (PYD) in the Kurdistan Region, told ARA News last month that they are ready for dialogue. "Our culture is dialogue and unity. We should all work together, we are not strangers," he said.

However, he blamed the strong relations between the KDP and Turkey for preventing the Kurds in Syria to reach an agreement. "Sadly, the neighbouring countries don't accept it. We can easily work together," he said. "Turkey doesn't want this, and they are against the will of the Kurdish people. Turkey works every day to prevent the Kurds from unifying their ranks," Hesso said. "The KDP has relations with the AKP [Turkish president Erdogan's Justice and Development Party]."

Mohammed Ismail, a senior official of the Kurdistan Democratic Party of Syria, the leading party within the KNC, on the other hand said the PYD doesn't want to negotiate power-sharing with the KNC in northern Syria.

Speaking to ARA News, Ismail accused the PYD of being allied to Iran and the Syrian government. "America, Russia and the European Union they can pressure the PYD to accept an agreement. The West could play a key role in improving the situation in Rojava."

Moreover, he suggested that the KNC will hold America responsible if the PYD burns offices of the KNC or arrest KNC members since the US is arming the YPG for the campaign to take Raqqa.

Ismail added that the KNC doesn't want a civil war in Rojava. "We don't want a civil war, this is a red-line. It is necessary to have an agreement for the interest of the Kurdish people."

US officials told ARA News that they prefer the Kurdish parties to be united.

In June 2016, the border crossing between Rojava and KRG was opened for a short while after the US pressured both sides. However, shortly after-



Syrian Kurdish politicians leading a demonstration in Derik city. File photo

wards tensions broke out again.

In November 2016, former US diplomat Peter Galbraith and former French Foreign Minister Bernard Kouchner visited Rojava in an attempt to get the Kurds closer together, and to try to get KNC politicians released from prison. Despite the release of some KNC politicians, the tensions continued shortly afterwards in December.

Bader Mustafa, a member of the Kurdish Youth Movement (TCK), told ARA News: "PKK sees the developments in Rojava as a success of its theory, and KDP sees that most of the population is pro-Barzani and it is still true somehow."

According to Kurdish analyst and member of the Kurdish Youth Movement (TCK), Bader Mustafa, the problems between the KNC and the PYD can only be solved by the United States, or by a new peace process between the PKK and the Turkish government.

"So I believe we have two choices for solution in Rojava; either to have a new peace process in Turkey, which could bring about an agreement on most of Rojava's political and military issues, or to have a US-sponsored agreement like the one achieved in Iraqi Kurdistan between PUK [Patriotic Union of Kurdistan] and KDP," he told ARA News, in a reference to a peace accord brokered by Washington in 1998 which ended the civil war between the PUK and KDP in Iraqi Kurdistan.

Abdulkarim Omer, the head of foreign relations for the PYD-led Cezire Canton in Syria's Kurdish region-Rojava, told ARA News that a solution among Kurdish rivals in Rojava is still possible. "We Kurds need a national congress for all of Kurdistan, so we can solve our internal problems. We have problems with the KNC, also there are problems between Gorran and the KDP, the PKK and the KDP. If we have a congress we can solve all problems," he said.

However, Omer blamed Turkey for pressuring KDP not to accept a Kurdish national congress. "If the Kurdish issue is solved in Turkey, the relation will be good with the KDP," he said.

Moreover, he called on the KNC to accept the constitution of the Rojava self-administrations and register according to the political party's law of the Self-Administration. "They should accept it, if they accept it, there are no more problems," Omer told ARA News.

However, Mohammed Ismail, the KDP-S official, said the KNC would not accept submitting to the de facto rule of the PYD-led administration in Rojava. "We don't ask a permission from the administration, you have no relation with our people, and we fought the Assad regime and have our rights to do our work. You [PYD] work with the regime that gives you the right to ask for a permission. We have our own decision as the KNC, and we will not ask for a permission. You are a party, and we are a party," he said about the PYD.

The KNC is the main rival of the PYD, and backed by Barzani's Kurdistan Democratic Party (KDP). The PYD, on the other hand, is closer to the Kurdistan Workers Party (PKK). Both the KDP and PKK have significant influence over the Kurdish parties in Syria, but the PYD and the People's Protection Units became the most dominant actors in Syrian Kurdistan after they took control of most Kurdish cities in July 2012 and established local autonomous canton administrations in Efrin, Kobani, and Cezire. The KNC has refused to recognize these new administrations.

Furthermore, tensions increased between the KDP-backed and PKK-backed factions after clashes between armed groups of the Kurdistan Workers Party (PKK) and the Kurdistan Democratic Party (KDP) on 3 March in Sinjar in which 7 fighters of the PKK-affiliated groups were killed. After this, dozens of KNC members were arrested and their offices were closed by the Rojava Asayish. This while in Iraqi Kurdistan several PKK supporters were arrested

by the KRG Asayish.

A number of members of the People's Democratic Party (HDP) remain in detention in Erbil after they were captured by security forces two months ago, the HDP's representative said during a press conference on Wednesday.

While the KDP security forces make it nearly impossible for the PYD and the PKK to operate in Duhok and Erbil [Iraqi Kurdistan], the Rojava Asayish is making it also nearly impossible for the KNC to operate freely in Rojava-Northern Syria.

The relations between the Kurdish parties were not always bad. Iraqi Kurdistan's President Massoud Barzani paid a visit to the main PKK camp on Aug. 13 2014 and met with senior PKK commanders and thanked them for their help in the war against ISIS. And in November 2014, Peshmergas from the KRG arrived in Kobani to help the YPG to fight ISIS. However, after ISIS became weaker and weaker, tensions increased between the Kurdish parties over the last two years due to an increasing power vacuum, regional alliances and political differences. ♦



May 24, 2017

Syrian Kurds plan enclave stretching to Mediterranean: Report

Head of federalism project reported as saying Kurds will seek US support for plan in return for taking Raqqa from IS

www.middleeasteye.net - 24 May 2017

Kurdish leaders are to press for US support to extend their territory across Syria to the Mediterranean sea to bolster Kurdish enclaves in the north in a plan that will infuriate their opponents in neighbouring Turkey.

A senior Kurd official told the Observer newspaper that Syrian Kurds wanted more territory in the north in return for helping the US retake Raqqa from the Islamic State (IS) group and laid claim to a "legal right" to a trade corridor to the Mediterranean.

Senior officials from the self-declared autonomous "democratic federation of north Syria," said its Syria Democratic Forces (SDF), which contain Kurd, Arab and Assyrian Christian militia, were preparing to occupy Raqqa after its liberation and then move further southeast towards Deir Ezzor.

An official was also reported by the Observer to suggest that Kurdish-led forces could eventually push west to liberate the city of Idlib, at present in the hands of Syrian rebel groups.

The plans would widen Kurdish-controlled areas in the north of Syria, taking in the two Kurdish cantons of Afrin and Rojava, while also expanding Kurdish influence further south to Arab-majority areas.

Hediya Yousef, the head of the Kurdish federalism project in Syria, said: "Arriving at the Mediterranean is in our project for northern



Syrian Kurds march in Qamishli in protest at Turkish attacks on SDF forces (Reuters)

Syria; it's a legal right for us to reach the Mediterranean.

"If we arrive at the Mediterranean it will solve many of the problems of the population in northern Syria. Everyone will benefit."

Yousef said the plan would, "of course," require US political backing.

Such a plan would be strongly opposed by Turkey, which for decades has been fighting a war with Kurdish militants from the Kurdistan Workers' Party (PKK) in the country's southern regions. Turkey views the People's Protection Units (YPG) militia, which dominates the SDF, as part of the PKK and labels both as terrorist organisations.

Turkey last year invaded parts of northern Syria to battle IS and to prevent Kurdish advances along the border. It has launched air raids on Kurdish fighters and forced them from the town of Manbij, on the western side of the Euphrates river.

Turkey and its allies control a bulge of territory between Afrin and Rojava, and has vowed to prevent the Kurds from linking Afrin and Rojava.

The Mediterranean sea lies about 100km from the westernmost edge of Kurdish-held territory, and any trade route would need to cut through territory held by the Syrian government of Bashar al-Assad

and its principal backer, Russia.

However, Assad has cut deals with Kurds in northern Syria, such as in Qamishli, where Syrian forces control an airbase which is surrounded by Kurdish territory. Russia, meanwhile, has troops based in Afrin, at the behest of the SDF.

US forces are also fighting alongside the SDF as it inches towards its goal of Raqqa.

Yousef said Raqqa would be given a referendum asking if it wanted the SDF to form a government following the defeat of Islamic State group.

"The people in Deir Ezzor and Raqqa want the SDF to come; in truth the SDF consists of people from these areas," she told the Observer. "If we clear all this area from terrorists, then

Arriving at the Mediterranean is in our project for northern Syria, it's a legal right

- Hediya Yousef, head of Kurd federalism project

maybe we will go to the other side to also clear that area. Idlib is occupied by [Nusra Front, now known as Jabaht Fateh al-Sham], who are on the list of terrorists."

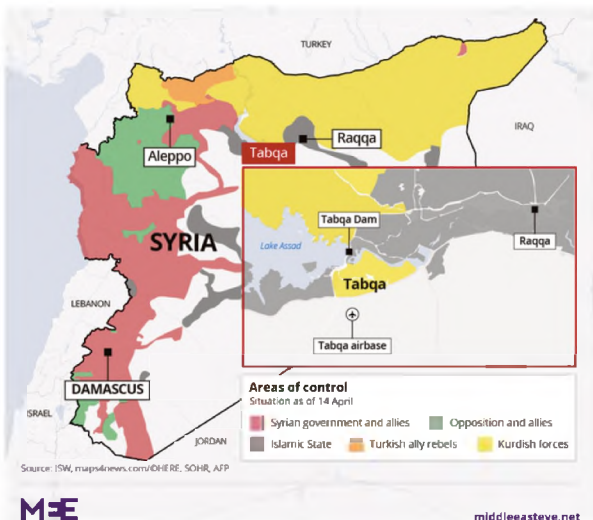
Yousef said any offensive in Idlib would "depend on events".

The Kurdish plan is far from being accepted by world leaders.

A spokesman for the US State Department told the Observer that Syria's future should be determined by the Syrians themselves, and reiterated Washington's position as not recognising "any unilaterally declared self-rule semi-autonomous zone".

Russia's plan to set up "de-escalation" zones across large parts of northern Syria, meanwhile, states that it had a "strong commitment to the sovereignty, independence, unity and territorial integrity of the Syrian Arab Republic".

The safe zones include Idlib, the key region the Kurds would have to traverse to reach their Mediterranean goal. ●



Arming Syrian Kurds could come at a cost

MEMO FROM TURKEY
ISTANBUL

U.S. decision risks rupture with Turkey and could affect battle against ISIS

BY ANNE BARNARD
AND PATRICK KINGSLEY

President Recep Tayyip Erdogan of Turkey lost his first major political battle with the Trump administration, which is arming the Syrian Kurds whom the Turks consider enemies. The question now is what Mr. Erdogan, a headstrong leader, will do next.

The White House made the move to arm the Kurdish fighters, despite vociferous objections from Turkey, because it considers them an effective military proxy in the fight against the Islamic State.

But doing so comes at a cost. Angering Turkey risks a rupture with an important NATO ally that is being courted by Russia and could have an unpredictable impact on the battle against the Islamic State and the wars in Syria and Iraq.

Mr. Erdogan and his aides have warned for months about taking more aggressive, though unspecified, actions against Kurdish militants — though in a different stronghold, Iraq. And analysts say such a plan would make some strategic sense.

On Wednesday, Mr. Erdogan's prime minister, Binali Yildirim, added another warning: that arming the Kurds could have "consequences" for the United States and a "negative result." He did not go into detail, promising only that Mr. Erdogan would elaborate when he meets President Trump at the White House next week.

Mr. Erdogan also sharply criticized the Trump administration's decision in remarks quoted by Turkish news media and said he hoped it would be "reversed as soon as possible."

Analysts believe Mr. Erdogan could now seek a quid pro quo for swallowing the American decision to work ever more closely with the Kurds in Syria.

In return, Mr. Erdogan could seek an American green light for a newly forceful intervention against Turkey's Kurdish foes in Iraq, the P.K.K.

Experts said that would mostly consist of Turkey increasing its periodic bombing runs on the militants.

But in the most extreme case, the Turks could coordinate a ground operation most likely carried out by rival



President Recep Tayyip Erdogan of Turkey. Analysts say Mr. Erdogan could now seek a quid pro quo for swallowing the American move on the Kurds. ADEM ALTAN/AGENCE FRANCE-PRESSE —

Kurdish forces friendly to Turkey, said Soner Cagaptay, a Turkey expert at the Washington Institute for Near East Policy.

For decades, the P.K.K. has fought an on-and-off insurgency inside Turkey, aided by its bases in northern Iraq. The group has been coordinating lately with Iraqi militias that are backed by Iran, another power that Turkey views as a threat.

"I tend to take the Turkish president at his word," said Aaron Stein, a Turkey specialist at the Atlantic Council, a Washington think tank. "If he keeps telling everybody that he could do something in Iraq, I tend to think he could do something in Iraq."

Striking in Iraq would accomplish some Turkish goals, several analysts said. While it would do little to prevent the Kurdish autonomous areas inside northeast Syria from consolidating, it would isolate those cantons from Kurdish areas in Iraq. It could stop the Kurds from expanding their power in the region further and from possibly bolstering the Kurdish nationalist movement inside Turkey — Mr. Erdogan's ultimate worry.

It would also make it harder for Iran, a rival for power in the region whose proxies are friendly with the P.K.K., to keep a continuous corridor of influence stretching from Tehran through Iraq and northern Syria to the Mediterranean.

Underscoring the complexity of alliances in the region, the P.K.K. is a parent organization of the Americans' newly official Syrian Kurdish partner. The Syrian group, known as the Y.P.G., has used the chaos of war to carve out de facto semiautonomous zones inside Syr-

ia.

Mr. Erdogan "can live with a Y.P.G. statelet in northern Syria," said James F. Jeffrey, a former American ambassador to Turkey. "He can't live with a Y.P.G. statelet that is supported by the U.S. and is linked with Iran."

Analysts say Turkey could move against the P.K.K. around Mount Sinjar in northern Iraq.

Turkish officials worry that the group is trying to establish new headquarters there that could give it control of a strategic route between Syria and Iran. (The group's existing Iraqi headquarters are in the Qandil mountains, in another part of northern Iraq.)

Mr. Erdogan declared just last month that Turkey was obliged to keep attacking the P.K.K. on Mount Sinjar "until the last terrorist is eliminated."

"They will do everything they can do to take it out before it becomes P.K.K. headquarters No. 2," Mr. Cagaptay said.

"I think this could be the basis of the Trump-Erdogan deal," Mr. Cagaptay, who is Turkish, said after the Trump administration announcement about arming the Syrian Kurds. "Erdogan looking the other way as Trump moves to take Raqqa" with the Syrian Kurds, while Mr. Trump looks the other way, or even helps behind the scenes, as Mr. Erdogan strikes in Iraq.

A central contradiction now bedeviling United States-Turkey relations is that, while the United States agrees with Ankara that the P.K.K. is a terrorist group, American forces work with its Syrian affiliate so closely that the Kurdish fighters help call in United States airstrikes. And those Syrian militants will now receive heavy machine guns

and armored vehicles from the Pentagon.

Turkey's foreign minister, Mevlut Cavusoglu, said on Wednesday that "every weapon" that goes to the Syrian Kurdish group is "a threat against Turkey."

Taking on the Syrian Kurds more forcefully would be difficult. Besides the militants' close relations with the United States, the Turkish Army is considered too weak, and Kurdish militias in Syria too strong.

Militarily, "the Turks are not in a position to take this on," said Naz Durakoglu,

who helped develop Turkey policy at the State Department during the Obama administration.

After at least a dozen Turkish attacks on the Syrian Kurdish militants last month, the United States took emphatic steps to prevent further clashes, by moving troops to the border in Humvees as a buffer between Turks and Syrian Kurds.

They even flew American flags, a symbolic and provocative move usually avoided in Middle Eastern interventions.

That leaves Iraq, where Turkey would

face fewer obstacles.

The P.K.K. there does not operate under the cover of Syrian Kurds and would therefore not be supported by Washington.

Mr. Erdogan could most likely count on the backing of the dominant Kurdish faction in northern Iraq, which controls Iraqi Kurdistan and has a difficult relationship with the main Kurdish groups in Turkey and Syria.

Tim Arango contributed reporting from Baghdad, Maher Samaan from Paris and Karam Shoumali from Istanbul.

International New York Times MONDAY, MAY 15, 2017

How a TV series captures Erdogan's Turkey



A promotional image for the Turkish television series, "Dirilis: Ertugrul."

TRT 1 TV

A tale of medieval warfare against Christians captures the mood of nationalism and revisionism in Turkey.

William Armstrong

ISTANBUL With resident Recep Tayyip Erdogan of Turkey visiting President Trump in Washington this week, it might be useful to briefly turn away from the conventional explanatory sources and consider a wildly popular television series that is capturing the zeitgeist in Turkey.

Over three bombastic seasons so far, "Dirilis: Ertugrul" (Resurrection: Ertugrul) has described medieval campaigns waged by Turks against Christian enemies. Focusing on the life of Ertugrul Bey, father of Osman Bey, the 13th-century founder of the Ottoman Empire, the series leads television ratings in Turkey every week. Its loaded tagline: "A nation's awakening."

This chimes with the spirit of the age after Mr. Erdogan framed the constitu-

tional referendum in April as a struggle against enemies of the Turkish nation and domestic traitors.

Turkey's national mood can often be measured by the popularity of certain television shows. A few years back, rising self-confidence was symbolized by the blockbuster success of "The Magnificent Century," based on the life of Sultan Suleiman, who led the Ottoman Empire at the height of its power in the 16th century. Described by The New York Times in 2012 as an "Ottoman-era 'Sex and the City,'" "The Magnificent Century" luxuriated in the opulence and intrigue of the Ottoman court and became an international hit.

Since the Justice and Development Party came to power in 2002, television series have become Turkey's most glamorous export. Nearly 150 Turkish television series have been sold to over 100 countries in the Middle East, Eastern Europe, South America and South Asia. Annual exports are thought

to have surpassed \$300 million last year. It is common to see groups of Arab or Iranian tourists in Istanbul visiting the alluring sites they have seen on screen.

But "Dirilis: Ertugrul" is more squarely aimed at a domestic audience. Broadcast on the state-run network TRT 1, its sentiments are insular and nationalistic, striking a chord in a country feeling bruised and belligerent after the military coup attempt last July. The first season featured a Turkish campaign against Crusaders in Anatolia, the second season battles against the Mongols, the third season war with the Christian Byzantines. Its relaxed approach to historical accuracy is less important than how it reflects the political mood. The show captures the Muslim nationalism expressed by President Erdogan, who during the referendum spoke of a bitter "struggle between the crescent and the cross."

Television series have considerable importance in Turkish culture. The Turkish Statistical Institute reported in 2015 that 94.6 percent of Turks say watching television is their favorite activity. According to the Radio and Television Supreme Council, Turkish citizens on average watch 5.5 hours a day, making them the world's biggest consumers of television shows. Serials often echo the political atmosphere. Since last year's coup attempt, and amid military operations against the Islamic State and the Kurdistan Workers' Party there has been a wave of television series featuring soldiers and intelligence operatives battling internal and external enemies.

Perhaps inevitably, "Dirilis: Ertugrul" has become embroiled in Turkey's bitter culture war between religious conservatives and more secular-minded cultural elites. At an awards ceremony last November, the presenter mocked the series, and its cast and crew were not allowed to speak onstage when they accepted their award. Its scriptwriter then vowed to return his award, and President Erdogan himself waded into the controversy, praising "Dirilis: Ertugrul" as giving voice to the

conservative masses. "Until the lions start writing their own stories, their hunters will always be the heroes," he said.

The popularity of the series does not necessarily reflect the much-vaunted rise of Islamization under Mr. Erdogan. It is more about a deep-seated ambition for prestige and national assertion against enemies. Series like "Dirilis: Ertugrul" express the idea that Turkey has a unique mission as the heir of a great empire, a nation founded by men of strength, courage and wisdom. In one scene the characters talk after a battle about the kind of idealized empire they will establish, rewarding talent, intelligence and martial prowess.

Writing in the cultural journal *Birikim*, the Turkish scholar Semuhi Sinanoglu described how such television series work as a kind "political technology" securing legitimacy for today's political regime. According to these series, "the names of Turkey's enemies may have changed but their essence has remained the same since even before the founding of the Ottoman state," Mr. Sinanoglu wrote, adding, "These enemies' aim is to divide and destroy the country." They invariably have "local extensions" in the form of well-connected cosmopolitans willing to commit treason for personal gain. It is a potent message in Turkey's conspiracy-fueled political culture.

The popularity of such dramas may also reflect its viewers' wish to escape into a fantasy world more comforting than the messy reality of Turkey today. In a fiercely polarized country troubled by rising economic strife and roiled by war over the border in Syria, "Dirilis: Ertugrul" soothes viewers by tapping into a flattering foundational myth of Turkish glory.

These themes are staples of President Erdogan's populist appeal. For years he has portrayed the huge building projects reshaping the Turkish landscape as part of a struggle against jealous foreign powers out to frustrate Turkey's rise. A cult of personality has developed in which Mr. Erdogan is seen as the sole embodiment of the "national will." He tells the faithful at public rallies that Turkey is fulfilling a sacred destiny under his presidency, returning to its historical role as a regional leader and global power.

This makes sense to many ordinary voters who have enjoyed economic stability and improved welfare services in the 15 years of Justice and Development Party rule. With the masses behind him, Mr. Erdogan essentially says he is making Turkey great again.

"We are together with our nation, and we will walk together," he said at a pre-referendum rally in the southeastern city of Urfa. "We say, 'One

nation, one flag, one homeland, one state.' Who can stand in front of this unity, togetherness and brotherhood?"

Mr. Erdogan expertly channels the raw emotions of his supporters. He often slips into poetry during speeches, pulling the heartstrings of his followers and confirming their sense of shared destiny. One day after the referendum he spoke to an adoring crowd of thousands under the rain outside his presidential palace in Ankara.

"We have walked on these paths together," he said, quoting the lyrics of a popular song he often recites. "We have been soaked by the rain together. Now every song I hear reminds me of you."

The referendum may have been about a technical package of amendments to Turkey's Constitution, but many voters were guided by more elemental feelings. Those who backed the constitutional changes were endorsing Mr. Erdogan's "New Turkey" project. Part of this project is about reshaping the way Turkey interprets its past. The ubiquitous presence of "Dirilis: Ertugrul" at the top of the television ratings every week shows that millions of Turks are already on board.

William Armstrong is an editor at Hurriyet Daily News.



May 14, 2017

Kurdish government approves coalition proposal to restructure Peshmerga ministry

By Rudaw.net 14/5/2017

ERBIL, Kurdistan Region – Kurdistan's Council of Ministers has agreed to the joint Peshmerga and US proposed plan that seeks to unify and reorganize the Kurdish Peshmerga forces in the next ten years, a government official told Rudaw Sunday afternoon.

Nuri Othman, from the Council's coordination department said that the government will next present the proposed plan to President Masoud Barzani.

Barzani is the commander-in-chief of the armed forces and therefore his approval is needed in order to authorize the changes that will restructure the Peshmerga ministry.

A joint defense team from the United States, United Kingdom and Germany presented a draft plan to Kurdish officials including Prime Minister Nechirvan Barzani last week to help build a 'robust and professional' Peshmerga force capable of defending the

Kurdistan Region.

The proposed plan that includes 35 points, recommended both by the military advisors from the three countries, and the Peshmerga ministry, will take a period of 5 to 10 years, Chief of Staff of Peshmerga Ministry Jabar Yawar said last Sunday.

The 35-point plan will be executed directly after the president approves it, Brigadier General Hazhar Ismael, head of the Peshmerga Ministry's Coordination and Foreign Relations Office told Rudaw last Sunday.

"Committees will be formed to review the ministry's list of employees, unifying the forces, especially the 70 and 80 units," Ismael said, making reference respectively to Peshmerga forces under the command of the ruling Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and the Kurdistan Democratic Party (KDP), adding that the Peshmerga salaries and rights will also be reviewed.

The Peshmerga and interior



A German military trainer instructs a Kurdish Peshmerga soldier during training in Kurdistan Region. File photo: Rudaw

ministries as well as the Region's Security Council will also "design Kurdistan Region's Security Plan" as part of the plan, Ismael revealed.

The US leads the anti-ISIS global coalition which also includes the UK and Germany, all of whom have provided material and military support to Erbil.

"The Americans, German and

British have promised us that not only do they make recommendations for change, they will also stay with us and help us implement every point of the plan," Yawar revealed.

"They don't mean something temporary, it is long term and strategic." Yawar said of the coalition project. ■

Le Pentagone va armer les Kurdes de Syrie

Washington mise sur les milices kurdes pro-PKK en vue de la bataille de Rakka contre l'EI

Le président Donald Trump a autorisé, lundi 8 mai, l'armée américaine à «équiper» ses alliés kurdes syriens en armes «autant qu'il sera nécessaire pour remporter une nette victoire sur l'organisation Etat islamique [EI]» à Rakka, le fief des djihadistes en Syrie. L'annonce a été faite mardi par le porte-parole du Pentagone, Jeff Davis, à moins d'une semaine d'une visite à Washington du président turc, Recep Tayyip Erdogan, qui s'oppose à de telles livraisons.

Selon un haut responsable de la défense, les Etats-Unis pourront fournir aux forces kurdes «armes légères, munitions, mitrailleuses, véhicules blindés, ou équipement du génie» comme des bulldozers. D'autres responsables avaient écarté ces derniers jours des livraisons de pièces d'artillerie.

L'état se resserre

Le Pentagone, qui a demandé ces livraisons il y a plusieurs mois, s'appuie de longue date sur les milices kurdes syriennes (YPG), qu'il estime être la force la plus ef-

ficace contre l'EI en Syrie. Cependant, le président Obama ne s'était pas résolu à armer de façon trop importante et durable une force liée au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) turc, contre lequel Ankara mène une guerre.

Les accrochages à la frontière sont réguliers entre l'armée turque et les YPG. En avril, Ankara avait bombardé un quartier général des milices kurdes syriennes dans le nord-est du pays, faisant 28 morts. Des forces spéciales américaines, qui opèrent aux côtés des Kurdes de Syrie, s'étaient auparavant interposées entre leurs alliés et l'armée turque, déployée en Syrie dans le cadre de l'opération «Bouclier de l'Euphrate».

M. Davis a relevé, mardi, que les Kurdes, associés à des brigades arabes, étaient «la seule force ca-

pable de prendre Rakka dans un avenir proche». Les livraisons d'armes devaient cependant être «calibrées» pour le seul objectif de la reprise de cette ville. Le Pentagone entend «garder la trace de ces armes et vérifier leur utilisation» afin de ne pas ajouter «des risques sécuritaires» en Turquie.

Les forces kurdes resserrent actuellement leur étai sur Rakka, bloquant une route de repli vers Deir ez-Zor, au sud-est. Elles affrontent aussi l'EI à l'ouest, dans la ville de Tabka, qui contrôle l'accès au barrage fermant le lac Assad. Le Pentagone rappelle par ailleurs qu'il n'envisage pas une présence à long terme des milices kurdes à Rakka, ville arabe, et soutient sa remise après sa libération «à une gouvernance arabe locale». ■

SERVICE INTERNATIONAL

Syrie : frappes américaines contre des forces pro-Assad

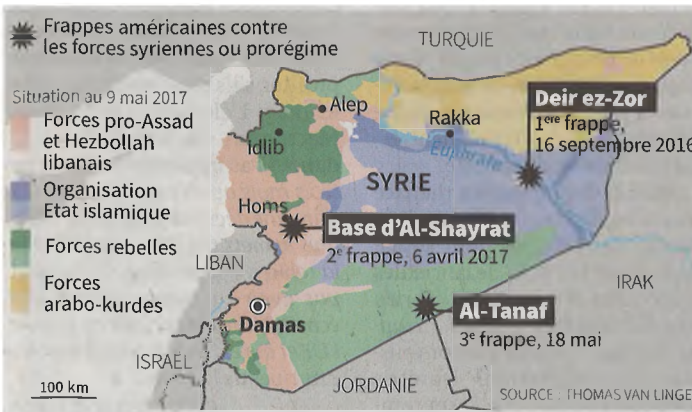
Le convoi du régime ciblé par l'attaque se dirigeait vers une base où Américains et Britanniques forment et encadrent des rebelles

WASHINGTON - correspondant

Pour la troisième fois depuis le début de la guerre civile syrienne, l'armée américaine a procédé jeudi 18 mai à des frappes contre des forces favorables au régime de Bachar Al-Assad près d'Al-Tanaf, non loin de la frontière jordanienne. La première intervention contre des troupes régulières, en septembre 2016, avait été placée sur le compte d'une erreur de cible. La deuxième visant une base aérienne, le 6 avril, avait constitué une réponse à un bombardement chimique imputé au régime de Bachar Al-Assad.

Selon la coalition mise sur pied pour lutter contre l'organisation Etat islamique (EI), les frappes ont visé cette fois-ci des forces pro-régime, peut-être des milices chiïtes, qui se dirigeaient vers une ancienne base militaire où des forces spéciales américaines et britanniques forment et encadrent des rebelles syriens.

Ces forces rebelles, auparavant basées et entraînées en Jordanie, mènent ces dernières semaines une offensive contre l'EI dans l'est de la Syrie en direction de la frontière irakienne. Washington, qui s'appuie sur ces combattants sy-



riens, souhaite en effet prendre en étai l'EI en l'attaquant sur ses arrières, alors qu'au nord-est du pays une coalition arabo-kurde également soutenue par les Occidentaux s'appête à lancer un assaut contre la ville de Rakka, la «capitale» des djihadistes dans le pays.

«Mesures agressives»

Le convoi ciblé était entré dans une zone faisant l'objet d'un accord de «déconfliction» entre l'armée russe et l'armée américaine. Le communiqué précise que les frappes sont intervenues après que la Russie a tenté en vain de stopper l'avance du convoi. Vendredi, Moscou a condamné le

bombardement, le qualifiant d'«inacceptable».

Le secrétaire à la défense, James Mattis, a assuré jeudi que cette intervention ne témoigne pas d'une volonté d'escalade. «Nous n'accroissons pas notre rôle dans la guerre civile syrienne, mais nous défendons nos troupes si des gens prennent des mesures agressives contre nous», a-t-il affirmé au cours d'une conférence de presse organisée au Pentagone à l'occasion de la visite de son homologue suédois Peter Hultqvist.

Les trois interventions contre des forces syriennes sont de rares exceptions à la règle observée jusqu'à présent en Syrie par l'armée

américaine, où elle se concentre depuis l'automne 2014 contre les troupes de l'EI. Jeudi, la coalition au sein de laquelle les Etats-Unis assurent l'essentiel des missions a ainsi annoncé avoir conduit 22 frappes concentrées pour l'essentiel dans le sud-est de la Syrie.

Ces frappes, et celle contre les forces pro-régime, témoignent de l'importance de l'enjeu que représente cette partie désertique de la Syrie contiguë à la Jordanie et surtout à l'Irak, notamment avec le point de passage d'Abou Kamal. Washington ne cache pas sa volonté de voir cette zone rattachée à celle contrôlée par la rébellion, dans le nord-est du pays, une fois que le verrou de Rakka, visé par une offensive, sera tombé.

Mais les projets américains se télescopent avec les ambitions du régime de Bachar Al-Assad, et de son allié iranien. Damas, qui s'inquiète en effet de son influence future dans cette région, n'entend pas laisser des rebelles soutenus par des Occidentaux s'y installer durablement une fois l'organisation djihadiste expulsée ou défaite. Et le régime souhaite désormais étendre son influence au-delà de la «Syrie utile» sur laquelle il a consolidé son contrôle ces derniers mois avec l'aide de l'armée russe et de combattants dépêchés par la République islamique d'Iran. ■

G.P.

(AVEC MADJID ZERROUKY, À PARIS)

Rohani contre Raisi, le pragmatisme face à l'ordre ancien

L'élection présidentielle de ce vendredi oppose deux électorats. D'un côté, les partisans du dirigeant sortant, Hassan Rohani, au bilan économique encore en demi-teinte. De l'autre, celui de l'ultraconservateur Ebrahim Raisi, qui se présente en défenseur des classes populaires.



Des partisans de Hassan Rohani, mardi à Téhéran.

PHOTO EBRAHIM NOROOZI. AP

Le principal rival du président sortant, porteur de l'accord sur le nucléaire, est un religieux très conservateur, inconnu il y a encore quelques mois.

Il y a quatre ans, la présidence de l'ultraconservateur Mahmoud Ahmadinejad s'achevait et le second mandat de Barack Obama commençait. Aujourd'hui, Donald Trump est à la Maison Blanche et Hassan Rohani tente de se faire réélire. Au milieu de ce chassé-croisé, les deux Etats et le reste de la communauté internationale seront néanmoins parvenus à un accord sur le nucléaire iranien, principale réalisation de Rohani et enjeu de l'élection présidentielle de ce vendredi (*lire ci-contre*). Le président sortant aura face à lui un bloc conservateur incarné par Ebrahim Raisi, 56 ans. Les deux hommes sont religieux, portent le turban des mollahs (blanc pour Rohani, noir pour le descendant du prophète Raisi), mais c'est à peu près tout ce qui les rassemble.

CANDIDAT D'APPAREIL

Surnommé le «cheikh diplomate», Rohani a une longue expérience des négociations internationales. A la tête du Conseil suprême de la sécurité nationale de 1989 à 2005, l'avocat de formation a dirigé l'équipe de négociateurs sur le nucléaire pendant ses deux dernières années à ce poste. Pragmatique plus que réformateur, il avait fait d'un accord la priorité de son mandat. Autant, sinon moins, par conviction que par nécessité: les sanctions prises sous Ahmadinejad avaient laissé un pays à l'économie exsangue, terrassée par l'inflation.

Son principal opposant était encore un inconnu il y a quelques mois. Ses soutiens l'affirment sans rougir: avant la campagne, ils n'avaient jamais entendu parler d'Ebrahim

Raisi. Surtout en dehors de Mashhad, deuxième ville du pays où Raisi était installé depuis un an et qui abrite le mausolée de l'imam chiite Reza (l'un des principaux lieux de pèlerinage avec Kerbala et Nadjaf en Irak). A Mashhad, dont il est originaire, Raisi a pu nouer des liens avec des réseaux très puissants: il dirigeait la fondation Astan Qods, qui gère le mausolée, ses millions de visiteurs annuels, sa richesse à neuf zéros et ses sociétés en cascade qui irriguent tous les secteurs de l'économie.

Tout aussi stratégique dans une république islamique, Raisi siégeait auparavant comme procureur spécial à la cour chargée de juger les religieux. Un profil qui fait de lui un candidat d'appareil plus qu'un homme politique tribunicien. A tel point que son nom a circulé pour prendre la suite du Guide suprême. La question se posera tôt ou tard: il faudra trouver un successeur à l'ayatollah Ali Khamenei, 77 ans, dont la santé n'est pas au mieux. En septembre 2014, ce dernier avait subi une opération de la prostate très médiatisée.

Khamenei a lui-même été président de la République avant d'être nommé Guide. Raisi rêve-t-il de suivre ses traces? Lors du premier débat télévisé, le principal opposant de Rohani s'était placé en surplomb, laissant les attaques les plus véhémentes contre le président sortant aux autres, notamment au maire de Téhéran, Mohammad Ghalibaf. Les deux conservateurs se sont de plus en plus accordés au fil de la campagne, au point que l'édile de la capitale s'est retiré, quatre jours avant le scrutin, au profil du mollah de Mashhad. Rohani a, lui, bénéficié du retrait de son vice-président, Eshaq Jahangiri, plus réformateur et très en verve lors des débats télévisés. Dans les rues comme dans les urnes, ce sont donc deux blocs qui s'affronteront lors de ce premier – et probablement unique –

tour. Le quotidien réformateur *Shargh* résumait à sa façon, sur sa une de mardi, l'enjeu du scrutin: «*Procureur ou avocat, les gens choisiront.*»

FANTÔME DES ÉLECTIONS

Ce vendredi, le scrutin sera marqué par trois absences. Celles des réformateurs Karroubi et Loussavi, qui ont appelé à voter pour le président sortant, toujours assignés à résidence pour avoir été à la tête des mouvements contre la réélection contestée de Mahmoud Ahmadinejad en 2009. Et pour la première fois dans l'histoire de la République islamique, celle de Hashemi Rafsanjani. Celui que les Iraniens surnommaient «*Kousseh*» («requin»), plus pour sa peau glabre que pour son caractère prédateur – quoiqu'il n'en manquât pas –, est mort en janvier à 82 ans. «*La révolution vivra tant que Rafsanjani sera en vie*», aurait dit un jour l'ayatollah Khomeyni, fondateur du régime. Acteur de la révolution, président de 1989 à 1997, artisan de la nomination de Khamenei comme Guide suprême, et proche des réformateurs après la réélection d'Ahmadinejad, Rafsanjani a occupé de nombreux postes clés dans les arcanes du régime. Même mort, il continue de hanter les élections. Sa silhouette apparaît d'ailleurs sur les affiches électorales, aux côtés de Rohani ou sur celles de son fils, Mohsen Rafsanjani, candidat aux municipales à Téhéran. Le Guide s'est, lui, contenté d'appeler les Iraniens aux urnes, comme en témoigne une grande affiche reprenant sa citation sur l'avenue Karim-Khan, au centre de Téhéran. La semaine dernière, Khamenei a ajouté que quiconque perturberait l'élection recevrait «*une claque dans la tête*».

P.A.I. (à Téhéran)

DEFENSE INTEL CHIEF ON IRAQI KURDISH INDEPENDENCE: 'PROBABLY NOT IF BUT WHEN'

by Edwin Mora 23 May 2017
<http://www.breitbart.com/>

WASHINGTON, D.C. — The autonomous Kurdish region in northern Iraq will likely become an independent state after the Islamic State (ISIS/ISIL) is defeated in the country, the director of the Defense Intelligence Agency (DIA) told lawmakers.

Asked by a member of the Senate Armed Services Committee on Tuesday about the Kurdish Regional Government's (KRG) intention to move forward with a referendum on independence after ISIS falls in Iraq, Marine Lt. Gen. Vincent Stewart, the chief of the Pentagon's intelligence arm, responded:

Kurdish independence is on a trajectory where it is probably not if, but when. And it will complicate the situation unless there's an agreement in Baghdad — an agreement that all of the parties can live with. So this a significant referendum that comes up in October this year.

In its most recent Worldwide Threat Assessment, the DIA warned:

Financial shortcomings and institutional limitations of the Kurdistan Regional Government will continue to limit Kurdish forces' military and counterterrorism capabilities. Iraqi Kurds have stated that they intend to seek greater autonomy from Baghdad—up to and including independence. As part of this effort, Kurdish leaders are seeking to hold a non-binding referendum, which could be held concurrently with Kurdish elections scheduled for fall 2017.

Under current U.S. policy, all American aid for the predominantly Sunni Iraqi Kurds is channeled through the Iran-allied and Shiite-controlled Iraqi government in Baghdad.

Although ISIS is apparently currently on its last legs in Mosul, considered the group's last major stronghold in Iraq, the jihadist organization still holds about 40 percent of the territory it controlled at the height of its power in August 2014, noted Gen. Stewart.

Iraqi Kurdish Peshmerga forces have played a major role in the U.S.-led coalition's efforts to push ISIS out of Iraq.

This year, leaders of major Kurdish Iraqi parties announced that they will hold a referendum on independence this year.

For years, Iraq's Kurdish population has been asking for independence despite residing in an autonomous region within the country.

The Kurdish independence question is not the only problem facing post-ISIS Iraq.

"Once ISIS is defeated in Mosul, the greatest challenge to the Iraqi government is to reconcile the differences between the Shiite-dominated government, the Sunnis out west and the



Kurdish Peshmerga forces celebrate Newroz Day, a festival marking spring and the new year, in Kirkuk March 20, 2017. REUTERS/Ako Rasheed / File Photo



Kurds of the north," pointed out the DIA director. "Resolving the Kirkuk oil field and the revenues associated with the oil fields, resolving the ownership of the city of Kirkuk will be significant political challenges for the Iraqi government."

"Failure to address those challenges coming up with a political solution will ultimately result in conflict among all of the parties," he added. "To resolve this and going back to what could devolve into a civil strife in Iraq. Those are significant challenges."

The Kurds have claimed control of Kirkuk, which they fought to defend from ISIS after Baghdad-affiliated forces abandoned their posts in June 2014.

In a defiant message to the Shiite-led government in Baghdad, the governor of Kirkuk raised the Kurdistan flag in the province back in February, saying the move is permanent.

Referring to Iraqi Kurdish independence, Director of National Intelligence (DNI) Dan Coats told the Senate panel: "It certainly adds an issue that is going to need to be worked through as complicated as the situation is. It would add one more complication."

The United States has so far opposed Iraqi Kurdish independence, adhering to the "One Iraq" policy instead.

However, President Donald Trump has signaled a shift in America's policy towards the Kurds, approving efforts to directly arm fighters from

People's Protection Units (YPG) currently combating ISIS in Syria despite objections from Turkey. The YPG, however, is independent from the Iraqi KRG and has tense relations with its Iraqi counterpart.

Turkey has long accused the U.S.-backed YPG, the armed wing of the Democratic Union Party (PYD) that controls large swathes of northern Syria, of being affiliated with the Kurdistan Worker's Party (PKK), a communist separatist group that has been deemed a terrorist organization by Washington and Ankara. The Turkish government maintains friendly relations with the KRG, which has repeatedly demanded the PKK leave Iraq.

Iraq and its neighbors Iran, Turkey, and Syria have historically opposed Iraqi Kurdish independence, fearing that the sentiment will spread to their own Kurdish communities.

There has already been friction between the predominantly Sunni Kurds and the Baghdad-sanctioned Popular Mobilization Units (PMU), also known as the Popular Mobilization Forces (PMF) and Hashd al-Shaabi, an Iran-allied group primarily made up of Shiite fighters.

"Iraq's parliament passed a law in November 2016 that formalized the PMF in Iraq's security apparatus, enabling these forces to endure as an official arm of the Iraqi security forces even after ISIS is expelled," testified Stewart, adding, "The presence of the PMF in areas liberated from ISIS would likely increase ethnic tension with the Kurds and Sunni Arabs and may lead to violent clashes."

Despite its recent territory and manpower losses in Iraq and Syria, ISIS remains a major threat to the United States.

"ISIS is experiencing territorial losses in Iraq and Syria," the DNI told Senators. "However, we assess ISIS will continue to be an active terrorist threat to the United States due to its proven ability to direct and inspire attacks against a wide range of targets around the world." ■

Syrian Kurds seek alliance with Baghdad to end isolation

PYD party says it wants to work with Iraq's armed forces to open a cross-border corridor to break 'embargo' by Iraqi Kurdistan

Wladimir van Wilgenburg
Wednesday 24 May 2017
<http://www.middleeasteye.net>

ERBIL, Iraq - Syria's Kurds plan to link up with Iraqi forces to create a new "corridor" stretching across the two countries and subvert an "embargo" imposed by Iraqi Kurds and their ally Turkey, senior officials have told Middle East Eye.

Iraqi forces, including the Iranian backed, Shia-dominated Popular Mobilisation Units (PMUs), are clearing the Iraq-Syrian border and Mosul of Islamic State fighters, presenting Syria's Kurds with the opportunity of new cross-border links that circumvent restrictions placed on their movements by the Kurdistan Regional Government, or KRG.

Senior members of the Syrian Kurd Democratic Union Party (PYD) told MEE they hoped the operations will aid their attempts to open a separate link with Baghdad, "break the embargo", and end their international isolation in northern Syria.

The PMUs, known in Arabic as Hashd al-Shaabi, this month launched an operation to clear IS out of the Iraqi-Syrian border south of the town of Sinjar, instead of trying to take the town of Tal Afar 50km to its east.

While the US has expressed concern over Iranian-backed fighters controlling border posts between Syria and Iraq, the Syrian Kurds sense an opportunity.

A senior official from the self-declared autonomous democratic federation of northern Syria, led by the PYD party, said he hoped this new link would break an embargo by KRG president Massoud Barzani's KDP party, enforced at the behest of Turkey, and make them less dependent on Damascus in the future.

"Not only for rebuilding, but for the people, so they can live in calm, and there will be food, clothes, and can sell their oil. But if the road is closed, we will resist," Gharib Hesso, the representative of the PYD in the Iraqi Kurdistan region, said.

"It would not only be good for Syria, but also for Iraq. The people in Mosul also have their families in Raqqa and Deir Ezzor. They can go to the border to help each other," he said.

"Maybe Turkey and the KDP will try to prevent this," said Hesso.

Both Turkey and the KDP see the PYD as being linked to the PKK, which has waged an insurgency in Turkey for decades.

US ALARM

The PMUs' move has alarmed the Trump administration. Some US officials fear that Iran would be further empowered by an Iranian corridor through Iraqi territory to Syria, as well as strengthening Syrian President Bashar al-Assad.

"They [in Washington] believe there is a corridor project which depends on the Hashd al-Shaabi that are close to Iran controlling the border points to faci-

litate overland transport via the Syrian desert to Palmyra and then to Assad's statelet," said Nicholas Heras, the Bacevich fellow at the Centre for a New American Security.

A US government official, speaking on condition of anonymity, said it was an "issue we're watching closely and we're keenly aware of the evolving events in the ground and their potential ramifications".

"In Iraq we're supporting the government of Iraq to re-establish control over the entire country and securing the Iraqi border will naturally be a big part of that," he said.

Before IS took Mosul in June 2014, the PYD was using the border crossing in Rabia in cooperation with Baghdad to smuggle in supplies and fighters to avoid the KDP-controlled border.

"We send aid from Mosul to Shingal and Rabia, we made a road ourselves, but then IS took Mosul, and from then it was necessary to go to the border crossing at Semalka," the PYD official said.

The PYD accuses the KDP of using the border crossing as a weapon against the PYD. Senior KDP officials deny they restrict humanitarian aid to northern Syria.

"It has been three years like this. Why there is an embargo?" Hesso said.

BORDER RESTRICTIONS

In the past, Baghdad funded the PKK-affiliated Sinjar Resistance Units (YBS) in Sinjar under the PMUs' umbrella to weaken the KDP. However Turkish and US pressure has stopped Baghdad from paying the YBS salaries this year.

While Turkey closed its borders with the Syrian Kurdish controlled areas for years, the KDP also from time to time limited border access to the Semalka border crossing after several power-sharing agreements involving the Barzani-backed Kurdish National Council (KNC) and the PYD failed between 2012 and 2014.

"There is no need for the PKK to make a problem for us. If the PKK help Shia and Iraqi militias to make a corridor through Ba'aj and Tal Afar to help the regime of Iran and Assad, then Turkey will want to enter too, this will make a lot of problems for Kurdistan," General Bahram Ali Siyasi, the head of the Peshmerga forces in Bashiqa told MEE in October.

Iraqi autonomous Kurdish region's peshmerga forces and fighters from the Yazidi minority, a local Kurdish-speaking community which the Islamic State (IS) group had brutally targeted in the area (AFP)

A Western diplomat told MEE on condition of anonymity that the move to create a "PKK-PMU corridor" could possibly result in a Turkish reaction. On 25 April, Turkish air strikes already killed several Kurdish fighters in both Syria and in northern Sinjar, and Turkey is threatening further interventions in both Syria and Iraq.

"I don't think the Turks will say, ah, this is fine," the diplomat said. Turkey in the past already warned the PMU they should not move into Turkmen-populated Tal Afar.

"So, they [PMU] stopped [going to Tal Afar], since they knew that taking the highway [to Syria] would cause an [Turkish] intervention. There were already early signals they would use the alternative road towards Ba'aj, and now it's happening," the diplomat said.

Fanar Haddad, a senior research fellow at the Middle East Institute, told MEE it would be "perfectly



Kurdish women carry flags in Qamishli, against Turkish air strikes on a YPG headquarters (Reuters)

reasonable that Iran would use their proxies and allies within the PMU to build a corridor to Syria," he said. "So it's not a question of whether or not the PMU want to do this, it's whether Iran will utilise their allies and proxies within the PMU to help cement this corridor."

'NO CORRIDOR PROJECT'

The PMU denied any links to the PKK or PYD, and also deny they want to create an Iranian corridor.

"The PMU works under the leadership of the Iraqi forces and our operation is part of the 'We are coming, Nineveh' campaign," PMU spokesperson Ahmed al-Asadi told MEE.

"Liberating this area doesn't mean it is for Tehran - in this desert you found a lot of IS fighters and al-Qaeda in the past, and we are going to liberate this area," he said.

Senior Syrian Kurdish officials also say they have no links to Iran.

"We have no relation with Iran, and Iran plays a bad role because they are afraid of our project, because there are also Kurds in Iran," Abdulkarim Omer, the head of foreign relations for Jazira Canton in northern Syria, told MEE.

"We want an end to the embargo. This is not related to Iran, this is propaganda from Turkey."

Hesso, the PYD official, said the US would not allow Iran to make such a corridor.

"America decides on this, Iraq is under US control. This would be difficult," he said. "If Iraq accept us, then America will also accept us. This is just propaganda to make it show that the PYD has relations with Iran, and the regime."

"THEY WANT TO BLACKEN OUR REVOLUTION."

But even if the Iraqi forces control the border again there is no guarantee that Baghdad would be willing to link up with the Syrian Kurds, and most likely would prefer Damascus.

"There is no relation with the Kurds in Syria, or any other party," PMU spokesperson Ahmed al-Asadi said.

"After the operation is finished and the area is liberated, the Iraqi government is not going to work with parties, organisations and politicians, only with formal governments."

However, this position could change since the Baghdad-backed PMUs and the Syrian Kurds both see Turkey as an adversary and IS-supporter. ♦

Les djihadistes acculés dans Mossoul

SAMUEL FOREY [@SamForey](#)
ENVOYÉ SPÉCIAL À MOSSOUL

IRAK Le capitaine Hussein a le regard candide d'un jeune officier. Mais dans l'ombre silencieuse d'une mesure de parpaings, le regard se teinte d'inquiétude. Avec son escouade, une dizaine d'hommes de la division de réaction rapide (DRR), force d'élite de la police irakienne, il se prépare à investir un quartier encore tenu par les djihadistes de l'État islamique.

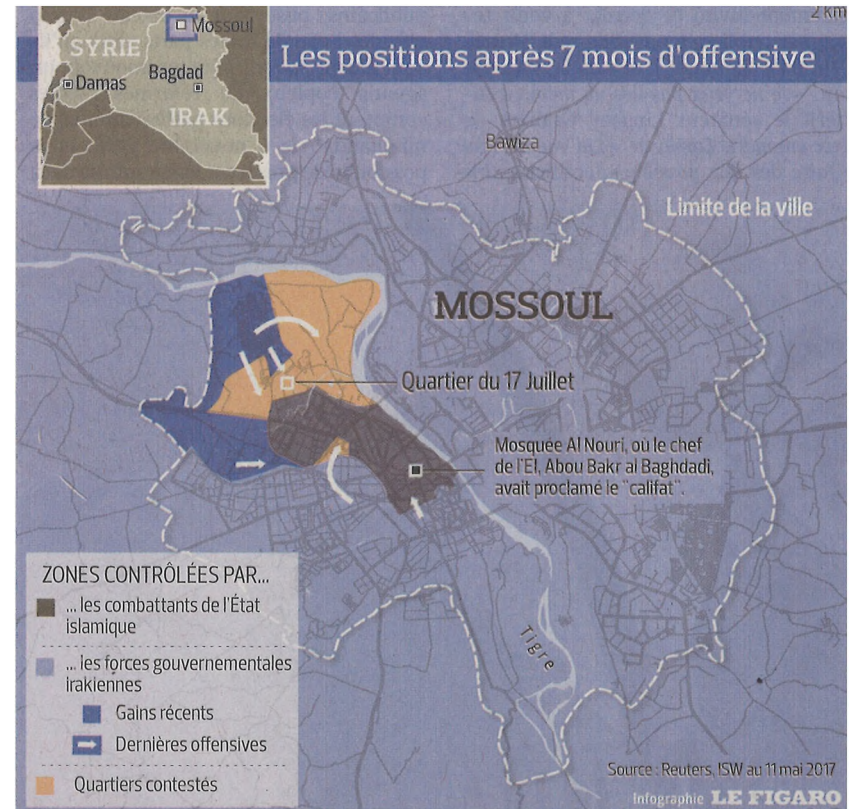
Le bataillon du « Scorpion », l'une des unités phares de la DRR, aurait dû faire relâche aujourd'hui, après avoir accompli d'immenses progrès après la relance de la bataille de Mossoul-Ouest. L'offensive, qui piétinait depuis longtemps aux portes de la vieille ville, un entrelacs de ruelles impénétrables, a repris de plus belle, le 4 mai dernier.

Au nord, les grognards de la DRR, en fer de lance. Ils sont épaulés par l'armée irakienne et des unités de la Mobilisation populaire, des forces paramilitaires, principalement chiites, formées après la prise de Mossoul par l'EI, en juin 2014. À l'ouest, le Service antiterroriste, les forces spéciales irakiennes. Au sud, la Police fédérale tient les positions conquises au mois de mars. En deux semaines d'offensive, les djihadistes ne contrôlent plus que 10 % de la ville, selon le porte-parole des forces irakiennes.

Le commandant du bataillon du Scorpion, le lieutenant-colonel Hicham Abdel Kathem, plutôt que de laisser les djihadistes se réorganiser, a décidé, ignorant l'heure tardive et la fatigue de ses hommes, de leur porter un autre coup pour arriver jusqu'à l'Avenue 60 et, enfin, verrouiller toute échappatoire au nord de Mossoul.

À quinze heures, l'opération commence. Il faut débusquer les quelques djihadistes qui tiennent un quartier entier, cachés entre les murs, parmi les civils. L'escouade du capitaine Hussein s'infiltré dans le bloc de maisons. Les hommes sont rapides, précis, silencieux. Chaque pièce de chaque habitation est inspectée, avant de trouver le passage vers la maison suivante, une ouverture taillée par les djihadistes à travers les murs mitoyens. Les soldats progressent à l'intérieur du bloc comme des termites dans une poutre de bois.

À la furie djihadiste s'oppose l'approche méthodique des forces spéciales de la police irakienne. Soudain, l'avancée silencieuse est interrompue par le babil d'un enfant. Les soldats ouvrent une porte. Derrière, une famille. Toutes ces mai-



sons sont remplies de civils apeurés. Ahmed, colosse rassurant, pose les questions rituelles : « Où est Daech ? Y a-t-il d'autres familles ? » Le père répond : « On n'a pas vu Daech depuis hier. À cause de mon handicap, je ne pouvais pas fuir, et ma famille ne voulait pas m'abandonner. » Dé sa jambe maigre, des broches dépassent. Elles ont été posées il y a un an. La peau s'est accrochée au métal comme le lierre à l'arbre. « Je suis ouvrier. Des parpaings me sont tombés dessus. Je ne pourrai jamais enlever ces broches... » Ahmed rassure, encore : « Il y a tout ce qu'il faut, dehors, des hôpitaux. On va prendre soin de vous, ne vous inquiétez pas. » L'homme réclame une cigarette. « Ça faisait vingt jours que je n'avais pas fumé... La dernière cigarette m'avait coûté 7 000 dinars », exhale le père — soit 5 euros. L'exploration continue.

Dernière maison. En trente minutes, le bataillon a nettoyé un bloc entier. Il faut bondir dans la rue, à découvert, vers une nouvelle habitation. Les premiers s'élancent. Mais soudain, une rafale frappe la maison du nouveau bloc. Les balles ricochent sur les murs dans un crépitement sinistre. L'escouade est coupée en deux.

Les djihadistes, en tirant, ont révélé leur position : la mosquée Mufti, dans le

quartier du 17-Juillet, le premier à être tombé aux mains des djihadistes en juin 2014. Les soldats se réorganisent. Un bulldozer dresse une barricade contre les voitures suicides. Un blindé est appelé en renfort. Il fait feu une dizaine de fois. La couverture assurée, les hommes du capitaine Hussein se retrouvent ; l'escouade est réunie ; elle se lance à l'assaut d'un nouveau pâté de maisons.

Dehors, une rumeur monte. Des civils, par dizaines, par centaines, marchent vers le nord, vers la zone libérée. C'est un exode. Ils portent l'essentiel, des sacs, et l'inutile, des cages d'oiseaux gazouillant. On pleure, on crie, on court, on fuit. Ils sont affolés. Ils savent que les djihadistes tirent sur ceux qui tentent de partir, et exposent leur cadavre en place publique, pour montrer le sort que Daech réserve aux fuyards.

De l'autre côté de la rue, à nouveau, des coups de feu sur l'escouade. Le capitaine Hussein, en un instant, transforme une maison en place forte. Des tireurs à chaque fenêtre, une roquette envoyée d'en bas. En face, l'ennemi s'est tu. L'exploration continue.

Dernière maison. Encore un bloc de nettoyé. Le capitaine Hussein fait ouvrir le portail. Une tempête rentre, armée

d'un sabre. C'est le lieutenant-colonel Hicham qui brandit son dernier trophée trouvé dans une maison. « *Alors, vous faites quoi, vous dormiez ?* » Il fait des moulins, houspille ses hommes, réorganise l'attaque.

« *Ali, Hussein, foncez vers l'Avenue 60 !* », tonne-t-il à ses capitaines. Ceux-

En deux semaines d'offensive, les djihadistes ne contrôlent plus que 10 % de la ville, selon le porte-parole des forces irakiennes

ci détaient, préférant visiblement affronter Daech que leur chef.

« *Allez vers la droite ! On vous couvre ! Et faites attention aux snipers !* », tonne-t-il à la radio.

« *Donnez-moi un blindé ! Vous voulez arrêter l'opération ou quoi ?* », gronde-t-il au téléphone au commandant de la 9^e division blindée de l'armée irakienne, qui peine à suivre le rythme effréné des hommes du lieutenant-colonel Hicham.

Le chef rengaine son sabre et court vers un nouveau pâté de maisons. À la radio, il commande le mouvement des bulldozers pour délimiter le terrain conquis, qui devra être occupé par l'armée. Mais les militaires se font attendre.

Hicham hurle au téléphone : « *Passez-moi un haut gradé et qu'il vienne ici !* » Le voilà qui arrive, enfin, au couchant. Le lieutenant-colonel s'adresse à ce général comme au reste de ses hommes : il claironne des ordres sans appel. Les militaires prennent position.

La nuit tombe. Le bulldozer barricade une dernière rue. Mais il est touché par une roquette. Les djihadistes, à la faveur de la nuit, contre-attaquent. Hicham demande un autre blindé, envoie des escouades reconnaître les positions ennemies, se fait apporter un mortier, tire lui-même une demi-douzaine d'obus.

Daech s'accroche. Devant Vénus qui vient d'apparaître au crépuscule, une lumière verte bouge dans le ciel. C'est un drone-bombardier, l'une des dernières inventions des djihadistes. Ils lâchent des bombes avec une précision destructrice.

Des bordées de balles traçantes déchirent l'obscurité de leurs traits rouges, tentant en vain de toucher le drone mi-

nusculé. Les hommes se collent au mur. Hicham néglige la menace. Ses escouades de reconnaissance ont repéré la position des djihadistes. Il commande une frappe d'artillerie.

Sans attendre l'arrivée de la frappe, Hicham décide qu'il est temps de rentrer. Tous ses hommes, une centaine, sont rassemblés dans le quartier qu'ils viennent de reconquérir. Ils rentrent à pied, épuisés, souriants, armes à l'épaule, dans Mossoul dévastée. « *Daech s'écroule complètement. On va les bousculer jusqu'à la vieille ville* », s'esclaffe le lieutenant-colonel Hicham, dont la haute silhouette se découpe dans la nuit. Son assistant affirme plus tard qu'aujourd'hui, 120 djihadistes ont été arrêtés parmi les civils qui fuyaient Mossoul. D'autres sources confirment que de nombreux djihadistes tentent de s'échapper.

Hicham lance, soudain, un cri : « *Que Dieu prie pour le prophète Mahomet, ses descendants et ses partisans !* » Le cri est repris en chœur par ses hommes. Les blindés arrivent, les soldats grimpent dessus et rentrent à la base. Malgré la fatigue, le moral et l'élan sont maintenant du côté des forces irakiennes. ■



19 Mai 2017

Trump superstar en Arabie Saoudite, ennemie jurée de l'Iran

La monarchie pétrolière déroulera le tapis rouge ce week-end au président américain, qui devrait préciser sa politique à l'égard de la région.

ANALYSE

Au moment où l'Iran sera en train de célébrer la réélection ou l'élection de son président de la République, des «festivités» grandioses se dérouleront chez son voisin et grand rival du Golfe pour accueillir Donald Trump. Le président américain démarrera samedi sa toute première tournée à l'étranger par l'Arabie Saoudite. Un choix délibéré qui confirme sa nette préférence pour l'allié traditionnel privilégié des Etats-Unis dans la région. Riyad a en effet préparé un programme de deux jours labellisé «historique» pour le locataire de la Maison Blanche. Pas moins de trois sommets sont organisés pendant ces quarante-huit heures. Après une première journée consacrée au volet bilatéral américano-saoudien, le roi Salman a convié ses pairs des cinq autres monarchies pétrolières arabes du Golfe à se réunir avec Donald Trump. Le bouquet final sera un sommet arabo-islamo-américain prévu di-

manche avec les chefs d'Etat ou leurs représentants d'une cinquantaine de pays arabo-musulmans. «*Quarante-huit heures de discussion pour changer les règles du jeu*», annonce le compte Twitter créé pour ce dernier sommet, qui doit établir «*un nouveau partenariat face à l'extrémisme et le terrorisme*», selon le souverain saoudien.

L'Arabie Saoudite veut s'affirmer comme la base alliée et la porte d'entrée des intérêts américains dans la région. Depuis l'élection de Donald Trump en novembre, Riyad a été l'une des rares capitales au monde à se féliciter des prises de positions et des initiatives de celui qui veut renverser les options de Barack Obama, y compris au Moyen-Orient. La relation saoudo-américaine n'avait jamais connu autant de tensions et de désaccords que sous l'ère de l'ancien président démocrate, qui s'était fixé comme objectif prioritaire de ramener l'Iran dans le concert international.

Or, le grand voisin chiite est accusé par Riyad de menacer la stabilité intérieure du royaume et d'être l'acteur direct ou l'instigateur indirect de tous les conflits de la région. Sur la Syrie notamment, les hésitations d'Obama sont considérées par l'Arabie Saoudite comme responsables de la

survie du régime de Bachar al-Assad, soutenu par la Russie et l'Iran. «*Yes he can !*» titrait le quotidien anglophone de Riyad après la frappe de missiles américains ordonnée par Donald Trump en avril en riposte à l'usage d'armes chimiques par le régime de Damas. En tout état de cause, l'Iran devrait figurer haut de l'agenda des différentes discussions du président américain à Riyad. Donald Trump, qui parlait pendant sa campagne de «*déchirer l'accord avec l'Iran*» sur le nucléaire, ne s'est pas opposé, il y a tout juste deux jours, à la prolongation de l'allègement des sanctions économiques contre Téhéran prévu par l'accord international conclu en juillet 2015. Il compte prononcer lors du déjeuner devant le sommet arabo-islamo-américain un discours «*inspiré mais direct*», selon son conseiller à la sécurité nationale, sur les dangers du radicalisme islamique.

Souvent accusé d'attiser l'islamophobie, le locataire de la Maison Blanche aura l'occasion face aux dirigeants de la région de préciser sa politique à l'égard du monde musulman. «*Compte tenu du programme surchargé prévu, Trump ne trouvera pas le temps de faire de tweets*», croit même un éditeur saoudien.

HALA KODMANI

La Turquie appelle au départ du coordinateur américain pour la lutte contre l'EI



L'envoyé spécial américain auprès de la coalition internationale en Syrie et en Irak, Brett McGurk, le 19 février 2017 à Munich lors de la Conférence sur la sécurité
© Christof STACHE / AFP/Archives

Ankara, 18 mai 2017 (AFP) — Le ministre turc des Affaires étrangères a appelé jeudi au départ de l'envoyé spécial américain auprès de la coalition internationale en Syrie et en Irak, Brett McGurk, l'accusant de soutenir les milices kurdes syriennes et les séparatistes kurdes turcs.

"Il serait bon que cette personne soit remplacée", a déclaré Mevlüt Cavusoglu jeudi dans une interview à la chaîne privée NTV, affirmant que M. McGurk "soutient clairement" les milices kurdes syriennes YPG et les séparatistes kurdes turcs du PKK, deux groupes considérés comme "terroristes" par Ankara.

Mais le ministre turc s'est attiré une réponse courroucée du département d'Etat, le ministre américain des Affaires étrangères qui a la tutelle sur Brett McGurk: l'émissaire spécial du président, nommé par Barack Obama et maintenu par Donald Trump, "a le soutien complet du secrétaire d'Etat Rex Tillerson et de la Maison Blanche", a martelé la diplomatie américaine.

Ces déclarations surviennent après la rencontre mardi à la Maison Blanche du président turc Recep Tayyip Erdogan avec son homologue américain Donald Trump, au cours de laquelle ils ont promis de renforcer leur "partenariat stratégique" et leurs "relations exceptionnelles".

Mais le premier tête-à-tête entre les deux chefs d'Etat s'est tenu dans un climat tendu, après que Washington a annoncé la semaine dernière la livraison prochaine d'armes aux YPG (Unités de protection du peuple kurde).

Les Etats-Unis considèrent la coalition arabo-kurde des Forces démocratiques syriennes (FDS), dont les YPG sont le fer de lance, comme leur allié le plus efficace sur le terrain en Syrie contre les jihadistes du groupe Etat islamique.

Mais la Turquie fait valoir que ces milices sont un prolongement en Syrie du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), une organisation séparatiste considérée comme "terroriste" par Ankara et ses alliés occidentaux. La Turquie redoute que ces armes finissent par être utilisées contre elle par les Kurdes.

Le président Erdogan avait exhorté l'administration Trump à revenir "sans délai" sur cette décision.

M. Erdogan a affirmé jeudi soir avoir assuré à M. Trump que la Turquie ne prendrait pas part à une opération pour reprendre Raqa, "capitale" autoproclamée de l'EI en Syrie, aux côtés des milices kurdes.

"Je leur ai souhaité +bon courage+, nous ne pouvons participer à une opération avec des groupes terroristes", a-t-il déclaré devant des hommes d'affaires à Istanbul.

"J'ai également dit que si ces groupes terroristes menacent notre pays, nous appliquerons nos règles d'engagement et ferons le nécessaire", a-t-il ajouté.

Selon une source au sein du conseil civil de Raqa, une structure composée d'habitants qui devrait diriger la ville une fois reprise à l'EI, Brett McGurk était dans le nord de la Syrie mardi et mercredi, notamment pour rencontrer des dirigeants des FDS et des YPG à propos de l'offensive à venir contre Raqa.

"Le gouvernement turc a fait part de ses inquiétudes à propos de notre approche avec les FDS.

Nous respectons ces inquiétudes et poursuivons nos consultations avec notre allié de l'Otan", a assuré le département d'Etat. Les militaires avaient été enlevés par un groupe de rebelles en voyageant en civil à la périphérie de Diyarbakir, chef-lieu du sud-est anatolien, peuplé majoritairement de Kurdes.

Leur enlèvement est intervenu après que la tension est brusquement montée dans les provinces kurdes après la mort vendredi de deux manifestants kurdes tués par la police à Yüksekova (sud-est). Les d'œuvres avaient été provoquées par des informations faisant état de la destruction de cimetières où étaient enterrés des combattants du PKK.

Les autorités locales ont démenti cette information, mais des heurts ont opposé dimanche à Diyarbakir la police à des manifestants, faisant une dizaine de blessés.

Ankara et le PKK ont engagé il y a un an des pourparlers pour tenter de mettre un terme au conflit kurde, qui a fait plus de 45.000 morts depuis 1984.

Mais ce processus est paralysé après la décision du PKK de suspendre cet

Le Monde.fr 16 mai 2017

Malgré les différends, Erdogan conciliant avec l'allié américain

Le président turc rencontre son homologue américain pour la première fois mardi pour tenter de ressouder une relation abîmée depuis la présidence Obama.

Par Marie Jégo (Istanbul, correspondante)
16. mai 2017 / Monde.fr

Divergences et griefs domineront la première rencontre à la Maison Blanche, mardi 16 mai, du président turc, Recep Tayyip Erdogan, avec son homologue américain, Donald Trump. Partenaire stratégique des Etats-Unis dans la région et deuxième armée de l'OTAN, la Turquie a vivement réagi à la récente décision américaine d'armer les milices kurdes syriennes YPG, considérées par elle comme « terroristes ».

L'autre sujet de différend est l'extradition du prédateur religieux Fethullah Gülen, installé aux Etats unis depuis 1999 et tenu par Ankara pour responsable de la tentative de renversement du prési-

dent Erdogan dans la nuit du 15 au 16 juillet 2016.

L'entrevue avec M. Trump devrait être cordiale, mais M. Erdogan est sûr de repartir les mains vides, lui qui espérait « un nouveau départ dans les relations ». Washington ne reviendra pas sur sa décision d'armer les combattants kurdes afin d'accélérer la chute de Rakka, la capitale autoproclamée de l'organisation Etat islamique (EI) en Syrie. De plus, il est peu vraisemblable que l'administration Trump accepte, au vu de charges considérées jusqu'ici par la justice américaine comme insuffisamment fondées, d'extrader l'imam Gülen, qui jouit d'un statut de résident aux Etats-Unis.

« **ETRANGLER LA TURQUIE** »

Malgré sa frustration, le président Erdogan n'a pas d'autre choix



Les présidents turc Recep Tayyip Erdogan (G) et américain Donald Trump après leur conférence de presse commune à la Maison Blanche à Washington, le 16 mai 2017
(AFP/SAUL LOEB)

que d'accepter le choix de l'administration Trump d'armer les combattants kurdes. Annoncée une semaine avant la visite de M. Erdogan, cette décision a provoqué un tollé en Turquie où l'opposition, tant laïque que nationaliste, a crié à la trahison, réclamant l'annulation de cette visite outre-Atlantique. Ankara considère les milices kurdes YPG comme la filiale syrienne du

Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), engagé dans une lutte armée contre les forces turques depuis 1984, et redoute que les armes livrées puissent un jour être utilisées par les rebelles du PKK contre son armée.

Selon la rhétorique en vigueur chez les analystes turcs progouvernementaux, les Américains cherchent à « étrangler la Turquie ». →

➤ « Le démantèlement de la Syrie n'est qu'un hors-d'œuvre en vue du démantèlement de la Turquie », écrivait ainsi le 10 mai Ibrahim Karagül, l'éditorialiste vedette du quotidien progouvernemental Yeni Safak, certain que le plan proposé par la Russie, approuvé par la Turquie, de création de « zones de désescalade » en Syrie, allait forcément conduire à « diviser la région sur une base identitaire ». « Un nouveau monde est en train de naître, défini par la seule force des acteurs régionaux », s'alarme l'éditorialiste.

Le traumatisme du dépeçage de l'Empire ottoman par les puis-

sances occidentales, consacré par le traité de Sèvres en 1920, a ressurgi en Turquie. Jamais ratifié, ce traité continue de hanter les esprits près d'un siècle après son apparition. Pour apaiser l'allié turc, Donald Trump devra rassurer M. Erdogan sur le fait que les Etats-Unis n'ont aucune intention de reconnaître la création d'un Etat kurde dans la région.

« ALLIANCE TACTIQUE »

La Turquie n'ayant pas de plan B, la colère de ses dirigeants s'est vite calmée. Ainsi, le premier ministre, Binali Yildirim, prompt à déclarer il y a une semaine qu'il n'était « pas question » d'accepter la fourni-

ture d'armes aux YPG, s'est montré plus conciliant à la veille de la visite de son chef de l'Etat aux Etats-Unis. « C'est une alliance tactique, ils [les Américains] n'avaient pas le choix », a-t-il confié au Financial Times le 12 mai.

Un terrain d'entente pourrait se dessiner, d'autant que les deux présidents ont tout pour s'apprécier, M. Trump ayant été le premier chef d'Etat à féliciter M. Erdogan pour sa victoire au référendum du 16 avril, alors que la position des partenaires européens de la Turquie était plus mitigée.

« Recep Tayyip Erdogan va chercher à prouver à son opinion

qu'il a obtenu quelque chose de tangible de la part de l'administration Trump, par exemple une politique de soutien à l'action de la Turquie contre la présence du PKK en Irak », explique Sinan Ulgen, directeur du centre de recherches Edam à Istanbul. En échange de la fourniture d'armes aux milices kurdes de Syrie, devenues les forces combattantes les plus efficaces contre les djihadistes, Washington pourrait laisser toute latitude à l'armée turque pour écraser les combattants du PKK en Irak, notamment dans la région du Sinjar, non loin de la frontière irako-syrienne. ■

L'EXPRESS 19 mai 2017

Erdogan a-t-il ordonné les violences contre la manifestation kurde à Washington?

Par Juliette Pousson avec AFP, publié le 19/05/2017, <http://www.lexpress.fr>

Une vidéo mise en ligne ce jeudi montre le président turc contemplant calmement les affrontements entre ses propres gardes du corps et des manifestants kurdes.

Une nouvelle vidéo mise en ligne sur Facebook montre la rixe entre partisans d'Erdogan et manifestants kurdes sous un autre angle. Celui du président turc, Recep Tayyip Erdogan. Il se trouvait devant la résidence de l'ambassadeur de Turquie à Washington quand les affrontements ont éclaté, ce mercredi, de l'autre côté de la route. Plus tôt dans la journée, le chef de l'Etat turc s'était entretenu avec Donald Trump, à la Maison Blanche.

La rixe, une "attaque brutale visant des manifestants pacifiques" selon les mots du chef de la police de la capitale, Peter Newsham, s'est soldée par le bilan suivant: onze personnes plus un policier blessés, neuf personnes parmi les blessés transportées à l'hôpital, d'où elles sont ressorties depuis.

Erdogan, silencieux, observe la scène

La vidéo mise en ligne par Voice of America Turkish montre un homme en costume -qui semble être un garde du corps- échanger quelques mots avec Erdogan, assis à l'intérieur d'une voiture. À

quelques mètres de là, des Kurdes manifestent pacifiquement. Le garde du corps parle ensuite avec un autre homme qui acquiesce et quitte immédiatement les lieux. Ce dernier semble se diriger vers la manifestation.

Le garde du corps se penche à nouveau pour parler au président turc. Les manifestants, de l'autre côté de la rue, cessent de crier leurs slogans et les images montrent le début des affrontements. Au son des premières sirènes de police, Erdogan sort finalement de la voiture et contemple la scène en silence pendant quelques secondes, avant de rentrer dans la résidence de l'ambassadeur.

"Je vais te tuer"

Des témoins cités par The Guardian ont affirmé que ce seraient les services de sécurité du président turc qui auraient attaqué des partisans des milices kurdes syriennes YPG. Les images mises en ligne ce jeudi pourraient conforter cette hypothèse. Ceren Borazan, 26 ans, raconte à BuzzFeed avoir été étranglée par un garde du corps d'Erdogan. Un témoignage confirmé par une photo qu'elle a relayée sur son compte Twitter.

"Tout d'un coup, des gardes du corps d'Erdogan -je suis presque sûre que c'était eux- nous ont tous attaqués", raconte-t-elle. "Je vais te tuer, tu es morte", lui aurait lancé un homme en charge de la sécurité du président. Selon cette Kurde de Turquie, installée aux Etats-Unis depuis 2013, certains des hommes en costume avaient des pistolets dans leurs vestes.

"L'intervention de la police était risquée car il y avait des personnes porteuses d'arme à feu", a



confirmé le chef de la police de Washington, Peter Newsham, à l'AFP. Il n'a pas clairement confirmé si les agresseurs en costume sombre visibles sur les vidéos étaient bien des gardes du corps du président Erdogan, indiquant que l'enquête se poursuivait.

John McCain veut "faire expulser l'ambassadeur"

La police de Washington a interpellé deux suspects domiciliés aux Etats-Unis, à l'encontre desquels elle a engagé des poursuites, le premier pour coups et blessures, le second pour agression d'un membre des forces de l'ordre. Les enquêteurs ont précisé disposer de "très bonnes vidéos" sur la rixe. Ces images montrent des partisans du président turc Erdogan s'affrontant avec des manifestants kurdes. "Nous faisons part, dans les termes les plus forts, de notre préoccupation au gouvernement turc", a réagi le département d'Etat américain. ■

REUTERS

Les milices chiites irakiennes repoussent l'EI vers la Syrie

29 mai 2017 BAGDAD (Reuters) -

DES MILICIENS chiites irakiens soutenus par l'Iran ont annoncé dimanche avoir chassé les djihadistes sunnites de l'Etat islamique de plusieurs villages situés à l'ouest de Mossoul et progresser en direction de la frontière syrienne.

Parmi les villages repris par les Forces de Mobilisation populaire figure celui de Kojo, où l'EI avait enlevé des centaines de femmes yazidiennes en 2014.

Kojo et plusieurs autres villages de la région montagneuse du Sindjar vont être restitués à la communauté yazidie, a déclaré à la télévision irakienne un responsable de la milice pro-iranienne, Abou Mahdi al Mouhandis.

Pendant que l'armée et la police irakiennes concentrent leurs efforts sur la reprise de Mossoul, où les djihadistes ne tiennent plus qu'une petite enclave autour de la vieille ville, les miliciens chiites visent à sécuriser la frontière irako-syrienne en coordination avec les forces du président syrien Bachar al Assad.

La région frontalière est pour le moment contrôlée pour partie par l'EI, et pour l'autre par les miliciens kurdes syriens. ●

UN: Kurdistan does not immediately declare independence after referendum

By Rudaw.net / May 23, 2017

ERBIL, Kurdistan Region – The UN Special Envoy to Iraq, Ján Kubiš, has told a Security Council meeting in New York on Monday that the Kurdistan Region does not seek to declare independence following the much-anticipated independence referendum to be held in 2017. Additionally, the UN Secretary-General Antonio Guterres says Kurdish President Masoud Barzani in March expressed "the intention to hold a referendum on the status of the region in 2017."

Addressing the Security Council on the situation in Iraq, Kubiš said that the lack of dialogue and progress between Erbil and Baghdad, especially with respect to the functioning of the federal system and the future of disputed areas claimed by both governments, is expected to create more problems.

He said that senior officials from the Kurdistan region have expressed their willingness to hold the independence referendum in 2017.

"Senior officials in the Kurdistan Region of



The UN Special Envoy to Iraq, Ján Kubiš.
Photo: Video grab

Iraq have declared the intention to hold in 2017 referendum on the future status of the region. They stressed the objective of the plebiscite would be show to the world the will of the people rather than to immediately declare independence," Kubiš said.

Barzani informed Guterres on March 30 in Erbil that the Kurdish government will hold the

referendum "at the earliest time."

The Kurdistan presidency confirmed in a statement then that the issue had been raised during the meeting.

"About the future of Kurdistan Region President Barzani emphasized that in the near future, a referendum will be held so that the world will be aware of the wish and the decision of the people of Kurdistan regarding its future," read a statement issued by the Kurdish presidency at the time.

The UN Security Council was briefed on the meeting between Barzani and Guterres.

"On 30 March, during my visit to Erbil, President Barzani stated the intention to hold a referendum on the status of the region in 2017. He added that while the aim was not to immediately declare independence, the result would show the world the will of the people," read the quarterly Secretary-General report to the UN Security Council.

Rudaw's Majeed Gly spoke with Kubis after the session about what to expect after ISIS is militarily defeated in Mosul. ■

U.S. failed to keep proper track of more than \$1 billion in weapons and equipment in Iraq

By Thomas Gibbons-Neff May 24, 2017
<https://www.washingtonpost.com>

ERBIL, Iraq — The U.S. Army failed to properly keep tracks of hundreds of humvees, tens of thousands of rifles and other pieces of military equipment that were sent to Iraq, according to a government audit from 2016 that was obtained by Amnesty International and released Wednesday.

The price of the equipment — meant to equip the Iraqi army, Shiite militias and the Kurdish peshmerga — totaled more than \$1 billion.

"This audit provides a worrying insight into the U.S. Army's flawed — and potentially dangerous — system for controlling millions of dollars' worth of arms transfers to a hugely volatile region," Patrick Wilcken, Amnesty International's Arms Control and Human Rights researcher, said in an emailed statement.

The arms and equipment transfers were part of the Iraq Train and Equip Fund, a program that initially appropriated \$1.6 billion under the 2015 National Defense Authorization Act to help Iraqi forces combat the rise of the Islamic State. The 2017 act is slated to lend \$919.5 million to the fund.

The audit found that improper record-keeping, including duplicated spreadsheets, handw-

ritten receipts and a lack of a central database to track the transfers, contributed to the report's findings. Additionally, the audit claimed that under the Iraqi Train and Equip Fund, once the equipment was transferred to the government of Iraq, the Pentagon no longer had to monitor the material as it was no longer U.S. government property.

While likely not an issue for things such as uniform items and body armor, the lack of any post-transfer accountability on U.S. arms and munitions raises the chances for illicit diversion from the intended supply chain. Currently, the Middle East is awash in U.S. weapons and equipment, and with President Trump's decision to equip Kurdish forces in Syria with more weapons, it is unclear whether the United States has learned from any of its past mistakes in the region.

"The need for post-delivery checks is vital," Wilcken said. "Any fragilities along the transfer chain greatly increase the risks of weapons going astray in a region where armed groups have wrought havoc and caused immense human suffering."

The audit said the training and equipment fund's management had initiated a "two-step corrective action plan to implement visibility and accountability systems" following concerns raised by the Pentagon's inspector general. The



American forces instruct Iraqi soldiers on how to properly use an M2 machine gun during training at Besmaya Range Complex in 2015. (Cpl. Nelson Rodriguez/U.S. Army)

audit does not detail what the corrective actions might entail. However, it would likely include greater oversight by the Pentagon's End Use Monitoring division. The division runs the Golden Sentry Program, with the intended purpose of monitoring the transfer and stockpiles of U.S. equipment that is provided to other countries.

A 2015 audit on the Iraq Train and Equip Fund found similar issues, including almost no record-keeping on the Iraqi side.

Iain Overton, a former BBC journalist, and his team of researchers pulled 14 years of Pentagon contracts, revealing that the United States has supplied more than 1.45 million firearms to various armed groups in Afghanistan and Iraq, according to a New York Times magazine report. Those include more than 978,000 assault rifles, 266,000 pistols and almost 112,000 machine guns. It is unclear how many of those remain in possession of their intended recipients. ♦

Resilience of Iran's reformers

Laura Secor

OPINION

While President Trump basked in the flattery of Saudi Arabia's absolute monarchy on Friday, about 75 percent of Iranian voters turned out to repudiate an authoritarian populist and reelect their moderate president, Hassan Rouhani. Mr. Rouhani ran against extremism and on the promise of human rights, civil liberties, rational economic management and engagement with the world — a platform that won him 57 percent of the vote to his opponent's 38.5 percent.

It wasn't the first time Iranian voters expressed their preference for these values. They have done so repeatedly, overcoming every obstacle a repressive state can thrust in their way. The fact that such demands may not be met — and may even result in significant sacrifice for those who make them

The patience and persistence of Iranian civic culture are the longer story of Iran's revolution.

its boundaries and eliminated true challenges to the entrenched interests of its security apparatus and clerical elite. But that is precisely why Iranian voter behavior deserves attention. Because the vehicles that carry the popular will to the highest echelons of the Iranian regime are imperfect, the electorate and the politicians seeking its favor have learned, over the course of decades, to play a long game, wedging the system open with the force of their numbers and refusing to acquiesce silently in their exclusion. The patience and persistence of Iranian civic culture are the longer story of

Iran's revolution, and one of the longest stories in the Middle East, having outlived many uprisings and protest movements.

Mr. Rouhani, a pragmatic centrist when he came to the presidency in 2013, ran to his own left this year. Having concluded the historic nuclear agreement with world powers in 2015, he now emphasized priorities he'd abandoned in his first term: rights, freedoms and the release of the opposition leaders held under house arrest since 2010. He directly challenged the abuses of the judiciary and the political overreach of the Revolutionary Guards Corps, with which he has vied for authority throughout his presidency. What he hadn't accomplished already, he claimed, he hadn't been permitted to do. Whether he will be permitted now is a legitimate question, as is the extent of his willingness to battle the judiciary and Revolutionary Guards. But meeting the voting public where it stood meant staking his political capital on the promise to try.

The footage from Mr. Rouhani's rallies showed a sea of purple, his official campaign color, intermingled with just as much green, the color of the uprising the regime violently quashed in 2009. People held up pictures of that movement's leaders on their cell-phones. Mr. Rouhani has inherited this constituency, and while his embrace of it was tepid in 2013, he seems more comfortable in the role today.

The conventional wisdom about a week before the election held that with youth unemployment over 30 percent, voters were susceptible mainly to pocketbook appeals, cash blandishments of the sort that got Mahmoud Ahmadinejad elected in 2005. And Mr. Rouhani was vulnerable on the economy. He could point to no dramatic dividend from the nuclear deal. Ebrahim Raisi, a hard-line cleric who served on a committee that condemned thousands of political prisoners to death in 1988, dusted off the Ahmadinejad playbook in a campaign that was supposed to galvanize the poor, the religious and the rural villagers. He didn't lose only in cosmopolitan north Tehran: He performed poorly across the country. This, despite the fact that 2017 by all appearances belongs to the world's authoritarian populists and the fact that Mr. Raisi enjoyed the apparent favor of the security establishment and of the supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei.

There are as many possible reasons for Mr. Raisi's failure as there are for Mr. Rouhani's success. Among them is the fact that Iran has abundant experience with populism. There is a whiff of it in the country's post-revolutionary politics as a whole, whether from left, right or center. But the country has also

had a very recent and well-remembered run with a president who made populism his calling card and then proceeded to drive the economy into the ground. Mr. Ahmadinejad's 2005 rhetoric was politically potent, but the memory of his two terms in office is potent, too.

Friday's landslide presidential election demonstrated that most Iranians want human rights and engagement with the world.

No election will produce wholesale change in a top-heavy, autocratic regime that has invested everything in its own survival. But the strength of Iran's evolving civic culture is that it no longer appears to expect this. Twenty years ago, when it first appeared on Iran's political scene, the reform movement made extravagant promises of democratic development. When President Mohammad Khatami and his idealistic coterie failed to materialize such change during their years in office, from 1997 to 2005, the public turned on them. Widespread voter apathy, cynicism and anger helped bring Mr. Ahmadinejad the presidency in 2005.

Bitter experience has since brought reform-minded voters back to the electoral arena, and the flexible but firm insistence of those voters appears to have brought at least some politicians back to their side. As we saw in last year's parliamentary election, which turned on a campaign to defeat extremists even at the cost of electing some deputies whom voters found abhorrent, voters have grown savvy about the usefulness of their votes even when their hearts' desires are not on the ballot.

To vote is to exercise leverage, even in a system that checks the power of elected institutions. This is not representative democracy, but it is a dialogue marked by inventiveness, substance and dogged commitment.

This year, it is also something more. With the succession to 77-year-old Ayatollah Khamenei quite possibly on the line, the election sent a clear message to Iran's clerical leadership about the temperament and priorities of the country's people. Washington, for its part, isn't listening — perhaps because the populist authoritarian in the White House prefers the company of his own kind to a civic culture that refuses to surrender its dignity to dictatorship.

LAURA SECOR is the author of "Children of Paradise: The Struggle for the Soul of Iran."

Crise ouverte entre Berlin et Ankara

NICOLAS BAROTTE @NicolasBarotte
CORRESPONDANT À BERLIN

ALLEMAGNE L'avertissement est à prendre au sérieux. Après avoir pendant des mois cherché à éviter la surenchère malgré les provocations successives d'Ankara, Berlin a menacé cette semaine le gouvernement d'une conséquence concrète s'il empêchait ses parlementaires de se rendre sur la base militaire de l'Otan située à Incirlik : retirer ses troupes. Environ 200 soldats de la Bundeswehr y sont stationnés. Six avions allemands Tornados en décollent pour assurer des missions de surveillance aérienne dans le cadre de la coalition anti-Daech. Entre l'Allemagne et la Turquie, deux pays membres de l'Alliance atlantique, liés historiquement et économiquement, le point de rupture approche.

Angela Merkel n'avait pas d'autre solution que de hausser le ton après la décision surprise samedi dernier du gouvernement turc d'interdire à des membres de la commission de la défense du Bundestag de se rendre à Incirlik mardi. « Inacceptable », a sèchement répondu le gouvernement allemand en promettant d'en tirer des conclusions. « Une alternative parmi d'autres » est de transférer la base « en Jordanie », a envisagé la chancelière lundi en rappelant que ce n'est pas la première fois que la Turquie cherche à entraver les déplacements sur place de responsables allemands. En octobre 2016, Ankara avait volontairement tardé à fournir les autorisations pour protester contre la reconnaissance du génocide arménien par le Bundestag. Cette fois-ci, la



Turquie a franchi une étape supplémentaire. En pleine dérive autoritaire, le président turc Recep Tayyip Erdogan a décidé de tenter un coup de force, ou un coup de poker, pour sanctionner l'Allemagne, accusée de vouloir entraver sa reprise en main du pays et de soutenir l'opposition turque.

« Les limites du supportable »

Ankara est furieux que des militaires turcs, soupçonnés d'avoir soutenu la tentative de putsch avortée du 15 juillet, aient obtenu l'asile en Allemagne. « Avec cette décision, les autorités allemandes se montrent indulgentes avec la mentalité putschiste », a déploré le gouvernement en espérant que l'Allemagne réexamine ses décisions. Celles-ci relèvent du droit, répond sans faiblir Berlin.

Dans un discours, mardi, le premier ministre turc, Binali Yıldırım, a lui aussi formulé un avertissement : l'Allemagne « doit désormais prendre une décision importante ». « Si elle veut améliorer ses relations avec la Turquie, alors elle ne doit pas se tourner vers les séparatistes ni vers

les gülenistes », a-t-il lancé en visant les troupes kurdes du PKK et les partisans de Fethullah Gülen, accusés d'avoir fomenté la tentative de putsch du 15 juillet. L'Allemagne doit se tourner « vers la République de Turquie », a-t-il poursuivi. Mais depuis le référendum constitutionnel du 16 avril, qui a accru les pouvoirs présidentiels, les relations entre la Turquie et l'Europe se sont dégradées. Une ligne rouge a été fixée par les Européens : la réintroduction de la peine de mort.

Malgré la gravité de la situation, la chancelière Angela Merkel a promis qu'elle « poursuivrait le dialogue ». Elle craint par-dessus tout une rupture définitive entre la Turquie et l'Europe aux conséquences géopolitiques graves. La Turquie est un partenaire clé pour juguler la crise migratoire. Mais en s'attaquant aux prérogatives des parlementaires, Recep Tayyip Erdogan a touché à un principe de la démocratie allemande. Le contrôle des activités de la Bundeswehr est sous l'autorité du Bundestag. Il est dès lors inenvisageable pour Berlin de tolérer des restrictions d'accès. « Nous avons atteint les limites du supportable », a expliqué le ministre des Affaires étrangères, Sigmar Gabriel. « Je peux seulement espérer que le gouvernement turc va changer d'avis dans les jours qui viennent. Sinon, le Bundestag ne laissera sûrement pas les soldats en Turquie », a-t-il prévenu. Lourde à organiser, le déménagement de la Bundeswehr obligerait l'Allemagne à suspendre sa participation à la coalition anti-Daech pendant plusieurs semaines. ■

RT RUSSIA TODAY 24 MAI 2017

L'indépendance du Kurdistan irakien est une question de temps, selon un général américain

24 mai 2017, //francais.rt.com

Un général américain a estimé que l'indépendance du Kurdistan irakien était probable à terme et comportait un risque de déstabilisation de la région. Il a mis en garde les autorités contre ce défi, qui pourrait resurgir après la défaite de Daesh.

Le lieutenant-général américain Vincent Stewart, directeur de l'Agence du renseignement de la défense (DIA), a affirmé le 24 mai au cours d'une audience au Sénat que l'indépendance du Kurdistan irakien n'était qu'une question de temps. La DIA est une agence de renseignement fonctionnant sous la juridiction du ministère américain de la Défense.

« L'indépendance du Kurdistan

[irakien] n'est pas une question de "si" mais de "quand", a-t-il affirmé. Selon lui, la capacité des Kurdes d'Irak à s'entendre avec le gouvernement irakien sera essentielle pour éviter un nouveau conflit. Pour le responsable américain, le référendum – prévu selon lui en octobre de cette année – est donc crucial pour l'avenir du pays.

« Une fois que Daesh sera vaincu à Mossoul, le plus grand défi pour le gouvernement irakien sera de concilier les différences [de points de vue] entre le gouvernement dominé par les chiites, les sunnites à l'ouest et les Kurdes au nord », a-t-il relevé.

Le directeur de la DIA n'a pas hésité à prévenir : « [Les] question[s] relatives au champ pétrolifère de Kirkouk, [et du contrôle] de la ville de Kirkouk, seront des défis politiques importants à résoudre pour le gou-

vernement irakien. »

Kirkouk est une ville multiethnique, historiquement revendiquée par les Kurdes. Après la débâcle de l'armée irakienne en octobre 2016 face aux offensives de l'Etat islamique dans le nord du pays, les forces militaires kurdes avaient bloqué la progression des djihadistes et empêché la conquête de Kirkouk par Daesh. Récemment, les milices chiites irakiennes, soutenues par l'Iran, ont toutefois menacé d'expulser les populations kurdes de cette région.

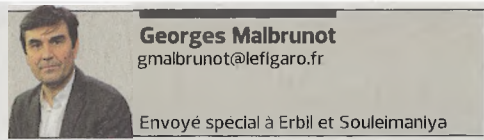
En Irak, le gouvernement régional du Kurdistan est une entité politique, fédérale et autonome située dans le nord du pays, reconnue par la Constitution irakienne de 2005 et qui dispose de sa propre force armée : les Peshmergas. Soutenue par les Etats-Unis, cette force militaire joue un rôle important dans le dispositif anti-Daesh



en Irak et prend part à la bataille meurtrière de Mossoul.

Le degré d'autonomie accordé au Kurdistan irakien ne semble pas suffisant pour les principales formations politiques kurdes. Elles ont réitéré en avril dernier leur volonté d'organiser un référendum sur l'indépendance du Kurdistan. ■

Irak : le pari risqué des Kurdes



Georges Malbrunot
gmalbrunot@lefigaro.fr

Envoyé spécial à Erbil et Souleimaniya

« **B**ien sûr que c'est notre droit d'être indépendant », assène Najat, une étudiante en relations internationales. Au réfectoire de l'université de Souleimaniya, le débat est lancé entre jeunes. « Le gouvernement irakien s'y opposera, mais cela ne doit pas nous arrêter », renchérit Ahmad. « Soyons réalistes, tempère Faranj, nous avons été incapables d'établir de solides institutions, et nous sommes divisés. »

Au pied des montagnes qui ont longtemps été « les seules alliées des Kurdes » dans leur quête de liberté, Souleimaniya est le fief de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), l'un des deux grands partis kurdes. « À l'université, confie un étudiant, tout est contrôlé en sous-main par l'UPK. » Peu avant notre passage, une trentaine de jeunes sont allés discuter indépendance avec un responsable du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), le grand rival de l'UPK, à Erbil, « la capitale » des provinces kurdes du nord de l'Irak. « À notre retour, avoue l'un d'eux, l'université nous a punis ». Autour de la table, un seul des neuf étudiants confie s'être déjà rendu à Bagdad, la capitale d'un pays qui est pourtant encore le leur. S'ils comprennent l'arabe, ces jeunes Kurdes ne le parlent pratiquement jamais. Sur les marchés de Souleimaniya, le gros des produits vient de l'Iran voisin, à l'est. À Erbil, plus au nord, la Turquie est le principal fournisseur. En cheminant entre les deux villes, le visiteur a l'impression d'être déjà dans un autre pays. Et pas seulement parce que les pâturages verdoyants des contreforts montagneux contrastent avec le relief plat et souvent désertique du reste de l'Irak. Alliés jusque-là discrets des Kurdes, les Israéliens n'utilisent même plus un second passeport pour venir à Erbil. Au-delà des plaques minéralogiques sur leurs voitures et du passeport, que partagent encore les Kurdes d'Irak avec leurs compatriotes arabes ?

Une société dominée par deux familles

Les régions kurdes se sont peu à peu détachées du reste de l'Irak. Amorcée en 1992 après la sanglante répression dont les Kurdes furent victimes de la part de Saddam Hussein, leur autonomie s'est accélérée après la chute de la dictature en 2003. Les provinces kurdes profitèrent alors d'un calme relatif pour prospérer. À Erbil, les immeubles poussèrent comme des champignons. La ville a été atteinte du syndrome de Dubaï : un World Trade Center est même sorti de terre. En dix ans, tout a changé, mais rien n'a vraiment changé dans cette société clanique, dominée par deux familles, les Barzani à Erbil et les Talabani à Souleimaniya. Deux clans rivaux qui se livrèrent une impitoyable guerre civile au milieu des années 1990. Mais vingt ans après, alors que les deux partis cherchent à organiser un référendum en vue de l'indépendance, les fantômes du passé resurgissent.

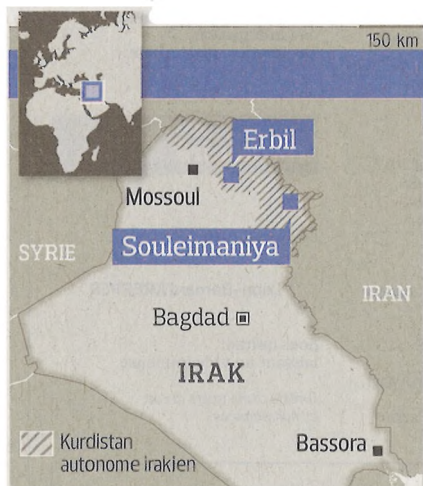
Au Shaab café de Souleimaniya, Moktalla tue le temps en fumant cigarette sur cigarette dans ce bistrot en pierre ocre, orné des portraits des martyrs pechmergas, ces combattants kurdes tombés pour la cause. Ancien pechmerga, Moktalla a été blessé en 2008 par l'explosion d'une mine alors qu'il proté-



Sur les marchés de la ville de Souleimaniya, fief de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), l'un des deux grands partis kurdes, le gros des produits vient de l'Iran voisin, à l'est.

TON KOENE/PICTURE ALLIANCE

Les Kurdes du nord de l'Irak sont déterminés à « divorcer » d'avec le gouvernement de Bagdad. Mais de l'Iran à la Turquie voisine, les obstacles sont nombreux sur le chemin de leur émancipation, tandis que, sur fond de crise financière, subsistent d'éternelles divisions entre clans.



Nos leaders n'ont aucune vision. Ils ont juste recruté des partisans, ils n'ont pas travaillé pour développer l'agriculture ou l'industrie

ABOU BAQR AL-KAWANI, DIRIGEANT DU PARTI ISLAMISTE DU KURDISTAN

geait à Bagdad Jalal Talabani, l'homme fort de Souleimaniya devenu le premier président de l'Irak post-Saddam Hussein. « Je suis sans salaire », grogne-t-il, sous un cliché de Danielle Mitterrand, la passionaria française des Kurdes. En 2009, las de la gestion de M. Talabani, il a quitté l'UPK pour rejoindre un nouveau parti, Goran (« changement » en kurde). Pour le sanctionner, l'UPK a cessé de payer sa pension. Goran n'ayant pas accès aux ressources financières du Kurdistan, jalousement gardées par l'UPK et le PDK, Moktalla se retrouve sans revenu, mais il soutient l'indépendance. « C'est le rêve de tous les Kurdes. Nous voulons en finir avec le contrôle que les pays voisins exercent sur nous, car nous savons bien qu'ils ne sont pas nos amis. »

Le pétrole, nerf de la guerre

Ils ? La Turquie, mais surtout l'Iran dont l'influence est prépondérante à Souleimaniya. Outre le commerce légal, il y a le pétrole, vendu en contrebande par camions. Un juteux trafic aux mains du clan Talabani. Problème, le patriarcat est plongé depuis des années dans un coma profond. Il ne peut plus parler. En septembre, deux cadres de son parti ont fomenté un coup d'État alors qu'il rentrait d'un séjour à l'hôpital en Allemagne. Un expert raconte : « Barham Saleh et Kosrat Rasoul ont dit à son épouse Héro Ibrahim : maintenant le centre de décision est chez nous. Il faut assainir les finances de l'UPK. Les pechmergas doivent devenir une seule force sur l'ensemble du Kurdistan, et nous devons clairement parler d'un référendum en vue de notre indépendance. » Trois jours de tractations chez Laour Talabani, le patron des renseignements locaux et neveu du patriarcat, des Iraniens omnipotents depuis leurs deux consulats de Souleimaniya, et puis le soufflé est retombé. La jeune garde devra attendre ! « Plus que jamais, Mme Talabani a repris la situation en main à Souleimaniya, constate l'expert. La preuve, c'est elle qui est à la manœuvre dans les négociations cruciales sur le pétrole de Kirkouk. »

C'est le nerf de la guerre. À 100 km à l'ouest de Souleimaniya, Kirkouk et sa région recèlent 20 % des réserves prouvées de pétrole de tout l'Irak. Repeuplée d'Arabes sous Saddam Hussein puis de Kurdes à partir de 2003, la cité fait partie des territoires disputés entre Bagdad et les Kurdes. « Sans Kirkouk, l'indépendance kurde est tout simplement un leurre », assène un diplomate à Erbil. Avec un baril tombé à 45 dollars, et privé des subsides de Bagdad depuis que les Kurdes ont décidé d'écouler leur pétrole sans passer par l'État irakien, leur gouvernement auto-

nome basé à Erbil affiche une dette record de 23 milliards de dollars. Total et Chevron, qui avaient misé sur le Kurdistan, ont déserté. L'austérité est là. Les salaires des fonctionnaires ont été rognés d'un tiers et sont versés avec deux mois de retard. « Les gens sont mécontents, affirme Abou Baqr al-Kawani, dirigeant du Parti islamiste du Kurdistan. Avant, nous recevions 17 % du budget de l'État central et la population était payée. Mais nos leaders n'ont aucune vision. Ils ont juste recruté des partisans, ils n'ont pas travaillé pour développer l'agriculture ou l'industrie. »

Les opposants islamistes ou liés à Goran soupçonnent Massoud Barzani, président du gouvernement autonome, de vouloir « faire un coup politique » en proposant un référendum d'ici à la fin de l'année. « Barzani n'a plus de légitimité, son mandat a expiré, insiste al-Kawani, et comment parler d'indépendance alors que le Parlement a été dissous. Nous voulons des réformes internes. » « Rien ne marche avec Bagdad, c'est le moment où jamais ! », répond Hoshyar Zebari. L'ancien ministre des Affaires étrangères d'Irak (2003-2014) connaît mieux que quiconque la défiance historique qui caractérise la relation entre Bagdad et les Kurdes. « Pourquoi le premier ministre Haïdar al-Abadi vient-il d'interdire pour quelques jours l'atterrissage des vols commerciaux à Erbil ? », peste-t-il.

Depuis son immense maison, perchée sur le nid d'aigle de Salahadine, Hoshyar Zebari conseille désormais son oncle, Massoud Barzani. « L'Adminis-

tration américaine veut faire reculer l'influence irakienne en Irak, se félicite-t-il. Les pays arabes ne publient plus de communiqué incendiaire quand on parle d'indépendance, et la Turquie a besoin de notre pétrole et de notre gaz. » Sous-entendu : en devenant indépendants, les Kurdes d'Irak seront les porte-parole de la cause kurde, et non plus le PKK, honni par Ankara, lequel, espère-t-on à Erbil, ne s'opposera pas à l'indépendance. Pas sûr. Au mur du salon, Hoshyar Zebari exhibe un tapis de soie persan que le président iranien Hassan Rohani lui a offert. Téhéran et ses nombreux relais à Bagdad et au Kurdistan seront les principaux opposants à cette indépendance rêvée. « Les Iraniens pourraient activer leurs réseaux pour nous déstabiliser », redoute un dirigeant kurde.

« Si on devient indépendant, naîtra un nouveau Soudan du Sud »

Depuis 2015, Téhéran s'est rapproché du PKK, l'organisation kurde considérée comme terroriste par la Turquie et les États-Unis. Or, des montagnes de Qandil jusqu'à la ville d'Amadé aux confins de la Turquie, le PKK contrôle 30 % environ de la province d'Erbil. À Kirkouk, le PKK a recréé en sous-main le Parti de la liberté. Et à Souleimaniya, le PKK et Téhéran disposent en Mme Talabani d'un appui précieux. « De nombreux Kurdes soutiennent le PKK, fait valoir un journaliste à Kirkouk, car ce sont eux qui défendent les Kurdes syriens, alors que Barzani est allié avec notre

ennemi turc qui réprime les Kurdes sur son territoire. » Proches de l'Irak, les milices chiites irakiennes, qui participent à la bataille de Mossoul contre Daech, inquiètent également les Kurdes. « Elles ont commencé de recruter parmi des anciens leaders tribaux kurdes », confie un dirigeant du PDK. Il redoute qu'après la victoire de l'armée et des milices à Mossoul, ceux-ci lancent un assaut pour reprendre Kirkouk et leur barrer la route de l'indépendance : « ce serait la confrontation », prévient Hoshyar Zebari.

Bref, la marche vers la liberté reste semée d'embûches. Si les États-Unis, qui disposent à Erbil d'une des plus importantes stations de la CIA au Moyen-Orient, ont promis aux Kurdes de maintenir des troupes après la défaite de Daech à Mossoul, Washington reste attaché à « l'unité de l'Irak ». « Au moins qu'ils restent neutres, à défaut de nous soutenir », plaide Hoshyar Zebari. « Un État kurde ?, s'interroge un vieux cadre de l'UPK. Nous avons deux polices, deux services de renseignements et deux corps de pechmergas liés à chacun des deux grands partis. Nous ne sommes pas parvenus à les unifier. Si on devient indépendant, naîtra un nouveau Soudan du Sud ». C'est-à-dire un État non viable ! ■

LE FIGARO

lundi 22 mai 2017

Iran : les difficiles chantiers du président Rohani

Réélu face aux conservateurs, le président réformateur n'a pas les mains libres pour poursuivre sur la voie de la libéralisation politique.

GEORGES MALBRUNOT
gmalbrunot@lefigaro.fr
ENVOYÉ SPÉCIAL À TÉHÉRAN

IRAN « Mir Hossein! Mir Hossein! » Des milliers d'Iraniens, des jeunes pour la plupart, sont descendus samedi soir dans les rues de Téhéran pour scander le nom de l'opposant assigné à résidence depuis 2011 par le pouvoir. Quelques heures seulement après l'éclatante victoire de Hassan Rohani à la présidentielle, avec 57 % des voix, face au conservateur Ebrahim Raïssi, tous ces jeunes déployaient, certes, quelques fanions à la gloire du président réélu, mais très peu criaient son nom. En plusieurs points de la capitale, comme dans les grandes villes de province, nombreux sont ceux qui ont tenu à lui montrer les limites de leur soutien.

« Dans ses meetings de campagne, s'écrie Kamal, Rohani a affirmé qu'il allait faire libérer Moussavi et Karroubi », les deux figures de l'opposition réformatrice, emprisonnées après la répression qui suivit l'élection présidentielle truquée de 2009. « Il doit le faire maintenant », insiste-t-il.

Arracher la libération des dirigeants du Mouvement vert, qui ont appelé à voter pour lui, sera probablement le chan-



Avec 23 millions de voix, la réélection du président Rohani annonce un bras de fer avec le guide suprême, le conservateur Ali Khamenei. ATTA KENARE/AFP

tier le plus difficile. Ces dernières années, Hassan Rohani a déjà tenté à plusieurs reprises de mettre un terme à leur réclusion. Sans succès. Le pouvoir judiciaire contrôlé par le guide suprême, l'ayatollah Khamenei, s'y est opposé. Mais au-delà de ces symboles, bien d'autres prisonniers politiques restent sous les verrous. Quant à Mohammed Khatami, président de la République entre 1997 et 2005, il demeure toujours privé de pas-

seport, et les journalistes ont interdiction de citer son nom. Hassan Rohani pourrait-il aller plus loin sur la voie de la libéralisation politique ? Pas sûr, même si dimanche le journaliste Mourad Saqafi, emprisonné depuis mars, a été libéré.

Ce qui paraît acquis, en revanche, c'est le bras de fer qui s'annonce avec le numéro un du régime, durant ce deuxième et dernier mandat de Hassan Rohani. En campagne, le président n'a pas hésité à critiquer, comme jamais, le système. Ali

Khamenei pourrait avoir envie de se venger. Au lendemain du scrutin, le guide n'a, d'ailleurs, pas eu le moindre mot de félicitations pour Hassan Rohani. « Les gagnants, a-t-il dit, sont le peuple et la République islamique. »

Face au guide, qui concentre l'essentiel des pouvoirs, le président dispose de quelques atouts. Il a été magistralement réélu, avec cinq millions de voix de plus qu'en 2013. Selon un diplomate, « Rohani pourrait même devenir une force rassembleuse de tous ceux qui veulent que ça aille mieux en Iran ». voire se positionner dans la course pour remplacer Ali Khamenei, 77 ans, et malade, grâce à une incontestable légitimité populaire face à des conservateurs dont le candidat n'a recueilli vendredi que 38 % des votants. « Soit, sur l'ensemble de la population, guère plus de 25 % d'Iraniens qui soutiennent le système de la République islamique », fait remarquer un journaliste iranien qui tient à l'anonymat.

« Certes, ce n'est pas énorme, répond un intellectuel proche du courant conservateur, mais les 15 millions de per-

« Rohani pourrait même devenir une force rassembleuse de tous ceux qui veulent que ça aille mieux en Iran »

UN DIPLOMATE

sonnes qui ont voté Raïssi sont de fidèles défenseurs du régime, alors que parmi les 23 millions qui ont choisi Rohani, dans un an ou deux, beaucoup viendront lui réclamer des comptes. »

Même si l'atmosphère n'est plus aussi lourde qu'au cours des années de plomb 2009-2011, des administrateurs de la chaîne cryptée Telegram ont encore été arrêtés ces derniers mois, ainsi qu'un couple qui avait caché plusieurs centaines de bouteilles de vin chez lui. Bref, les gardiens de l'orthodoxie islamique continuent de veiller au grain. Sans compter des binationaux, comme l'Irano-Américain Siamak Namazi, condamné en octobre à dix ans de prison. « Un

signal adressé aux membres de la diaspora qu'ils ne sont pas encore les bienvenus en Iran », décrypte le diplomate précité. Or, pour relancer l'économie, le pays aurait besoin des dizaines de milliards de cette diaspora.

Pour Rohani, l'autre grand défi concerne la lutte contre le chômage, notamment des jeunes. « Je presse le respectable président de bien s'occuper des pauvres, des villages, et de lutter contre la corruption; ce sont les priorités de l'agenda », soulignait samedi le communiqué d'Ali Khamenei aux allures de feuille de route imposé à son président.

Pour attirer les investisseurs, Rohani devra introduire de la transparence dans l'économie et réduire la place des gardiens de la révolution, en favorisant des privatisations. « Tu vends les bijoux de la couronne aux multinationales étrangères », lui diront les conservateurs », prévient le diplomate. Bref, le président réélu aura besoin de toutes ses qualités d'habile négociateur pour avancer ses pions sur le champ de mines iranien. ■

LE FIGARO

lundi 22 mai 2017

Nouvelle coprésidente pour l'opposition prokurde



Serpil Kemalbay, jeudi lors de son discours d'investiture à la tête du HDP, sous les portraits de ses anciens dirigeants emprisonnés.

STR/AFP

ORPHELIN de ses deux dirigeants, actuellement sous les verrous, le parti d'opposition laïc prokurde HDP (Parti démocratique des peuples) vient de choisir sa nouvelle coprésidente. Désignée ce samedi en congrès extraordinaire, Serpil Kemalbay succède à Figen Yüksekdag, emprisonnée et privée de son siège au Parlement à la suite d'une inculpation pour « propagande terroriste » et lien avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). L'accusation, qui remontait à 2013, a été validée en appel l'an passé. La jeune femme risque 83 ans de prison.

Le dissident kurde et coprésident

du parti, Selahattin Demirtas, est également embastillé depuis novembre dernier avec huit autres députés du HDP pour lien avec la rébellion armée kurde. Il risque, pour sa part, jusqu'à 142 ans de prison. Les deux dirigeants emprisonnés ont néanmoins pu faire parvenir un message au congrès depuis leurs prisons respectives. L'un comme l'autre avaient appelé à voter « non » au récent référendum sur l'élargissement des pouvoirs du président turc, remporté par ce dernier.

Dans son message, Figen Yüksekdag a estimé que le vote contre la réforme constitutionnelle du

16 avril dernier était entré dans une nouvelle phase, celle d'un « combat plus déterminé » pour « la paix, les libertés politiques et la liberté de réunion ». Dans son discours, la nouvelle coprésidente, Serpil Kemalbay s'est engagée à ce que son parti fasse « avancer le combat pour la démocratie et la paix ». Une promesse néanmoins délicate pour cette mouvance politique prise en sandwich entre un pouvoir qui maintient la pression et la résistance par la violence promue par le PKK. ■

D.M. (À ISTANBUL)

REUTERS

Turkish security forces kill 29 Kurdish militants in clashes - governor's office

May 26, 2017 lby Daren Butler REUTERS

TURKISH SECURITY forces killed 29 Kurdistan Workers Party (PKK) militants in an operation in a mountainous area of eastern Turkey's Agri and Van provinces, the Agri governor's office said on Friday.

Turkey's army said on Thursday three Turkish soldiers and a member of the state-sponsored village guard militia had been killed in the operation, launched in the Tendurek mountain area along the border of the two provinces, near the Iranian border.

A ceasefire between the Turkish state and the militants broke down in July 2015 and the southeast subsequently saw some of the worst violence since the PKK insurgency began in 1984.

More than 40,000 people, mostly Kurds, have been killed in the con-



flict. The PKK is designated a terrorist group by Turkey, the United States and the European Union. ●

An Independent Iraqi Kurdistan? On the Prospects and Viability of a Future State



By Gallia Lindenstrauss and Adrien Cluzet for Institute for National Security Studies (INSS)
25 May 2017
<http://www.css.ethz.ch>

OK, so how close are Iraqi Kurds to establishing their own independent state in Northern Iraq? In this article, Gallia Lindenstrauss and Adrien Cluzet analyze the myriad factors that have to be addressed if a truly autonomous or South Sudan-like homeland is to appear. In all cases, our authors are confident that such an entity would be pro-Western, have a favorable attitude towards Israel, and remain lukewarm to the idea of creating a Greater Kurdistan.

In February 2016, Masoud Barzani, President of the Iraqi Kurdistan Region, announced his desire to hold a referendum among Iraqi Kurds on the issue of independence. While he did not promise that the results would dictate an immediate declaration of independence, he did state that such a referendum will reveal the wish of the people, and will be realized “at the appropriate time and circumstances.”¹ An informal referendum already took place in 2005, in which 99 percent of those who voted supported independence, and the idea for a formal referendum surfaced in 2014. A referendum is likely to result in a sweeping majority of Kurds favoring an independent state. As Mustafa and Aziz note, “The idea of having a sovereign Kurdistan is so popular that it is hard to find a single Kurd who would oppose it.”² Hence the question arises, what will be Barzani’s steps following such a vote. Opposition elements inside the Kurdish Region have charged that Barzani will use the referendum to bolster his own legitimacy as president. Yet irrespective of his political ambitions, the Iraqi Kurds’ aspiration for independence is strong.

This article examines how far the Iraqi Kurds have moved toward gaining independence and establishing a Kurdish independent state in northern Iraq, and will assess the likelihood of Barzani declaring independence. Beyond the issue of the Iraqi Kurds’ demands for self-determination, these questions bear on the fear of Kurdish independence that has been a long time concern for countries with a significant Kurdish minority in the region; many have invested much effort in quelling such ambitions. With the weakening of Baghdad’s central authority and the prominent role of the Kurds in the struggle against the Islamic State, never has Iraqi Kurdish independence been discussed so much. As to political orientation, a Kurdish independent state in northern Iraq will likely be a pro-Western state with a favorable attitude toward Israel.³

The article will address the issues of political unity and institution building, economy and energy dimensions, the situation of the security forces, and the level of international support for the idea of independence, in order to assess the viability of an independent entity, if indeed the Iraqi Kurds move toward it. A unilateral declaration of independence is a possible but not likely prospect for the Kurdish Region. Another way for the region to gain independence is by agreement with Baghdad (a type of “South Sudan” model), or if Iraq as a state completely disintegrates.⁴ Indeed, in March 2017 President Barzani said, “Czechoslovakia and Yugoslavia have faded away, as happens today to the legacy of Sykes-Picot.”⁵ There is also the possibility of the Kurdish Region gaining independence and trying to form a greater Kurdistan, but this seems to be a very unlikely scenario and hence will not be discussed.

POLITICAL UNITY AND INSTITUTION BUILDING

Of the many challenges to political unity that have long confronted Iraqi Kurdistan, most still exist. In 2005, the new Iraqi federal constitution granted the Kurdish region a legal autonomous status. It stipulated that “Kurdistan’s institutions exercise legislative and executive authority in many areas, including allocating the Regional budget, policing and security, education and health policies, natural resources management and infrastructure development.”⁶ This power extends over four governorates (Erbil, Sulaymaniyah, Dohuk, and Halabja) of Iraqi Kurdistan. The parliamentary regime of the region gives powers to the President, elected by universal suffrage, and to the Prime Minister, who is appointed by the elected Parliament.

Despite this relative institutional emancipation, however, the Kurdistan Region has never been fully able to gather together the different Kurdish parties and reach fundamental agreement on many issues. These difficulties, regularly exploited by external powers, are partly related to the tribal division in Kurdish society. It has proven difficult to deepen political unity because of some clan differences, and the lack of political unity is also linked to the various spoken dialects; the two main dialects are Sorani (Arabic script) and Kurmanji (Latin script). At the same time, most Kurds understand both dialects,⁷ and in any case, tribal divisions and dialect differences, while hindering unity, have not prevented other states from forming or from basic performance. In addition, from 2014, the advances of the Islamic State have acted to some degree as a unifying element, although as the organization has weakened, its unifying effect has decreased.

These divisions were one of the main reasons behind the civil war among the Kurds in the 1990s, bringing into conflict the KDP (Kurdistan Democratic Party) and the PUK (Patriotic Union of Kurdistan). The memory of this civil war resonates in the region, the scars are still palpable, and the Iraqi Kurds want to avoid a return to domestic conflict. The KDP was established in 1946, thanks to Soviet-backing against the Iraqi and Iranian monarchies. Now based in Erbil, capital of the Kurdish Region, it is considered the most influential party within the region, thanks to the role of both President Barzani and Prime Minister Nechirvan Barzani. The PUK was born out of a split in the KDP in 1975 and since its creation has been based in Sulaymaniyah. Its formation was inspired by Ibrahim Ahmad, former member and intellectual of the KDP-I (the Iranian branch of the KDP), and the Talabani family influence in it is very strong.⁸

Today, the main differences between these two parties are fanned by recent political developments. Beyond the inheritance of divisions and conflicts, the PUK accuses Barzani of not respecting the democratic game, and denounces the illegality of Barzani’s continuing role as President.⁹ This division has caused the blocking of any presidential election since 2013 (postponed to 2015, then to 2017). Moreover, the 2013 parliamentary election gave rise to a new political party. The Gorran (“Change”) party, which defines itself as opposed to the ruling two-party coalition (PUK-KDP), came second (after the KDP and before the PUK), highlighting a possible evolution of Kurdish society vis-à-vis this inner crisis. Others, however, claim that the rise of Gorran mostly reflects a division within the PUK.¹⁰ These elections also gave 12 parliamentary seats (out of the 100 seats that were open)¹¹ to three Islamist parties, thereby indicating the growing importance of the Sunni identity.

The regional positioning of the Kurdish Region, between various spheres of influence and within a country at war for almost 15 years, makes achieving

political stability difficult. This instability and intra-societal differences complicate the task of strengthening democratic institutions. In the various fields where the Kurdistan Regional Government (KRG) has the freedom to act, the government has had difficulties in finding a political consensus and in legitimizing newly founded domestic institutions. These difficulties are also related to problems of corruption and nepotism in the Kurdish Region. The KRG has planned a deep restructuring of the current institutions and their operations for 2017, and it remains to be seen if it succeeds in this goal.

ENERGY AND ECONOMY

In the post-Saddam period, many international oil companies arrived in the Kurdish region, ¹² perceived as “the last big onshore ‘easy’ oil province.” ¹³ Still, while oil revenues have facilitated the economic development of the region, the previous estimations regarding the Kurdistan Region’s oil and gas reserves have overstated the amount of exploitable resources. ¹⁴ If the Kurdistan Region declares independence without a prior agreement with Baghdad and issues concerning the legality of the region’s oil exports remain unresolved, it is likely that uncertainty will continue to deter major international companies from investing further in the region. There has already been disappointment with the real returns on prior investments of these companies. However, should the region reach understandings with Baghdad, it will be able to sell its oil at a higher price, as the current price reflects a discount the KRG must give to compensate for the legal risks the buyers are taking on themselves. ¹⁵ As the Kurdistan Region is landlocked, it relies on Turkey to export its oil. There are calls (especially among the PUK) for the need to diversify the possible outlets for the Kurdistan Region’s oil and to use Iran as well as a possible future outlet.

In 2015, the KRG began facing difficulties paying salaries to the 1.3 million employees on its payroll. Note that the total workforce in the Kurdistan region is around 2 million, which testifies to a problem of an inflated public sector. There are several reasons for the economic problems. Since 2014, because of the Kurdish Region independent sale of oil, Baghdad has reacted with a halt on budget payments from the central government. The declining energy prices have also been one of the major causes of the growing debt of the Kurdistan Region. Another issue has been the resources needed to pay for the handling of over 1.8 million Iraqi displaced people and Syrian refugees arriving in the Kurdistan Region after the major advances of the Islamic State (marking some 30 percent of the region’s population). In addition, the price of the military struggle with the Islamic State has put pressure on the KRG budget. ¹⁶ Not being a state entity has also made it harder for the region to obtain international loans, although the struggle against the Islamic State has brought about a first direct loan from the United States to the KRG to pay the salaries of the Peshmerga armed forces. Opposition sources, however, claim that the crisis mainly results from the uncertain destination of the oil revenues, which in turn raises charges of corruption. ¹⁷

The KRG has made some efforts to carry out economic reforms in the region. While not cutting the number of employees in the public sector, salaries have been reduced. Also, the low oil prices have been used to begin removing subsidies on gasoline and, with World Bank funding, a much needed overhaul of the electrical infrastructure is planned. ¹⁸

SECURITY FORCES DIMENSION

Related to the political consensus necessary for the construction of common public institutions is the organization and the efficiency of security forces. Within the region, several agencies are supposed to control public order and ensure homeland security, including Peshmerga army forces, Zeravani forces (a type of gendarmerie), police, Asayish (intelligence agency), emergency, and anti-terror forces. ¹⁹

The two veteran political parties (KDP and PUK), formerly militias, are known for keeping powerful security forces. Although all Peshmerga forces are officially subordinated to the KRG Presidency Council (the cabinet) and its Peshmerga Ministry, and article 121 of the Iraqi Constitution and Kurdistan Region’s laws allow only one single and unified force as the regional guard force (the Peshmerga army), the two forces remain subordinate to separate PUK and KDP commands. Moreover, many civilians possess weapons in their home, adding to the lack of full control of the KRG over the security dimension. One estimate in 2009 put the number of PUK Peshmergas at 42,500 soldiers and KDP Peshmergas at 54,700, plus 30,000 former KDP Peshmergas transferred to Zeravani militarized police, officially under the Iraqi Interior Ministry orders. ²⁰ Today, and with its reservists, the Peshmerga army is estimated to have between 150,000 and 200,000 fighters. ²¹ Legally financed by both KRG and Baghdad, the Peshmerga army’s budget is a matter of dispute between these two sources, and payments of the soldiers’

salaries constitute a source of negotiating leverage for Baghdad.

The war against the Islamic State revealed some of the weaknesses of the Peshmergas. ²² Their equipment and effectiveness depend in many respects on Western countries’ support allocated since the war against the Islamic State began, as weapons originating from the former USSR and Yugoslavia are beginning to be sorely lacking in effectiveness. ²³ On the other hand, the war against the Islamic State has made the Peshmergas important allies for the international coalition against the Islamic State.

The Peshmerga’s effectiveness is questioned by many experts. The prevailing picture in the media of a very effective Kurdish army is the result of real achievements against the Islamic State but also of a successful public relations campaign and the excessive glorification of the female combatants. However, many of these successes occurred in Syria and were registered by the Syrian offshoot of the PKK (YPG), not by the Iraqi Peshmergas. The armed forces of the KRG remain very much dependent on Western support, without which the Peshmergas will find it difficult to impose their will on the ground.

INTERNATIONAL LEGITIMACY AND SUPPORT

The independence of the Kurdish Region is closely linked to foreign support and to international legitimacy, and thus to the interest of global and regional powers not to block Kurdish independence and even to assist it. Located in a war-torn country and in a region of economic and geopolitical significance, the fate of Iraqi Kurdistan is very important for Turkey and Iran, for major Arab states such as Saudi Arabia, and for the world superpowers as well. There are currently 34 foreign consulates in Erbil, including representatives from all the major powers. ²⁴

The regional powers have exploited divisions within the Kurdish Region. While the PUK has been backed by Iran for many years, the KDP is pulling the KRG towards a strong relationship with Turkey. As an important ally for Turkish President Recep Tayyip Erdogan, both in his struggle against the PKK and as part of Turkey’s attempt to counter Iran’s sphere of influence in Iraq, Barzani has held multiple meetings with Turkish leaders over the years. Aside from the economic aspect of this relationship, the backing it receives from Turkey in the regional context is essential for the KRG. For Erdogan, beyond achieving more diversification of Turkey’s energy supplies, this alliance represents a way to show that he is not against the Kurds in general but rather only against the PKK. In 2010, Ankara opened a consulate in Erbil, and there have been negotiations about the opening of a KRG representation in Ankara. ²⁵ In February 2017, during Barzani’s visit to Turkey, the Kurdistan flag was hoisted next to the Turkish and Iraqi flags on several occasions, a move that was criticized by the Nationalist Movement Party (MHP), but defended by the ruling party. ²⁶ This relationship remains very much unbalanced, vital for Erbil but of secondary importance for Ankara. ²⁷ Moreover, the intensification of the conflict with the Kurdish minority in Turkey also puts a strain on the relations with the KRG.

The Iranian neighbor is positioning itself to oppose Kurdish independence, much more so than Ankara. Indeed, Iran is afraid of the spreading and strengthening of the drive for independence among its own Kurdish and other minorities. In December 2016, accusations surfaced that the Iranian Revolutionary Guards were responsible for double bomb attacks against KDP-I’s offices in Erbil. ²⁸ Tehran is also afraid of an instrumentalization of the Kurdish cause by its rivals, such as Saudi Arabia. Several Iranian officials asked Saudi Arabia to remove its diplomatic representation from Erbil, which opened in February 2016. ²⁹ That was somewhat ironic, since Iran has two consulates in the Kurdistan Region (in Erbil and in Sulaymaniyah). Nevertheless, a top Iranian commander has called on Saudi Arabia to leave Erbil because its presence is destabilizing. ³⁰ Iranians are also wary of a loss of their interests in favor of the Turks within the Kurdistan Region. With that in mind, they have increased their backing of the PUK. ³¹ Iran seems clearly opposed to the independence of the KDP-led Kurdish Region, which represents a red line for Tehran. Still, it is not clear whether Iran will use its military power to halt a Kurdish drive for independence (especially if such a state earns US backing), although they will certainly invest much effort in weakening such an entity. ³²

The US has opposed Kurdish independence, especially since the 2003 War, because it saw it necessary to keep Iraqi borders intact. However, as Iraq’s instability persists and even worsens, there are calls inside Washington to rethink its policies. It is quite clear that the Kurdish state will be a friendly actor to the US and that if the US chooses to give such a state security guarantees, this might well deter the Iranians from acting militarily against it. ³³ The US already has small deployments of forces in the region. ³⁴ Russia’s

position toward the Kurds is complex. Traditionally, Russia has had friendly relations with the Kurds and was one of the first countries to open a consulate in Erbil.³⁵ Moscow, however, opposes a unilateral decision by Erbil to declare independence and will support an independent Kurdish state only if that emerges with the consent of Baghdad. There is also a linkage between the situation in Syria and Iraq, and an Iraqi Kurdish precedent of seceding from the Iraqi state would not be received well in Damascus and in Tehran, whose position on the matter may affect that of Russia. It is likewise unclear that a Kurdish state, which will be pro-Western, is in the best interest of Russia.

While Israeli support is not expected to significantly change the Kurdish calculations, it is clear that Jerusalem will be fully in favor of such an independent state. In June 2014, Israeli Prime Minister Benjamin Netanyahu pronounced his support for the establishment of an independent Kurdish state in Northern Iraq, stating that "they deserve it."³⁶ That same month, then-President Shimon Peres met President Barack Obama and also spoke in favor of a Kurdish state in light of the situation in Iraq.³⁷ While some of the reports on the Israeli purchase of oil from the Kurdistan Region have been exaggerated, Israeli companies did facilitate the export of oil from the region and were not afraid to bypass Baghdad, since Israel doesn't have diplomatic relations with Iraq.³⁸ In January 2016, Israeli Justice Minister Ayelet Shaked also voiced her positive sentiments towards the Kurds, and stated, "It is time to help them" and the "Kurdish people are a partner for the Israeli people."³⁹

Thus it appears that the rise of the Islamic State and the struggle for its defeat have created a situation in which the Kurds have gained growing international attention and wider acknowledgment of their achievements and rights, thereby creating an overall positive feeling (at least in public opinion in Western states) toward possible Kurdish independence. Moreover, as time passes and with the election of President Donald Trump, who does not see himself committed to continue the policy of its predecessors, American insistence on keeping Iraq as a unified state will perhaps diminish. Turkey's alliance with Barzani has been sustained for quite a while, and Turkey's growing troubles in the Middle East seem to imply that it will not endanger this alliance as long as it continues to view it as bearing fruit both in the energy realm and in its struggle against the PKK.

CONCLUSION

As with many new states, it seems that the Kurdistan Region will not obtain the blessing of some of the actors in the region if it declares independence, and its birth as a state may be accompanied by war. Hence, courageous and strong leadership is an imperative for the Kurdistan Region. A new state in the making also requires a minimum of international legitimacy to become independent and, as Anaid argues, what is surprising nowadays is the lack of a strong reaction to announcements regarding possible Kurdish independence and the sense that "both the region and the world are becoming gradually more receptive to an independent Kurdistan."⁴⁰

The political divide is a lingering problem in the Kurdistan Region, and of all the issues discussed in this article, it is probably the most difficult to solve. While the initial euphoria following independence might somewhat mitigate the intensity of this challenge in the first few months, it will likely resurface again early on. The issue of unifying the Peshmerga forces has been on the Iraqi Kurds' agenda for almost three decades, and clearly some major steps have been taken in this respect, albeit not enough. Acquiring a state status would probably serve as a catalyst for advancing this aim further. Some of the economic problems the KRG is now encountering will accompany it if it achieves independence (for example, the inflated number of employees in the public sector and the economic price of absorbing the IDPs and refugees in the region). However, some of the economic difficulties will be more easily handled once the Kurdish Region gains independence and is able to issue its own currency, control the exchange rate, and obtain the necessary loans for building the state. Foreign support for independence will likely be rather muted. It is not expected that either Turkey or the US will give the KRG a green light, but it will be an achievement if these actors don't present Barzani with a red light. Iran will presumably continue to be a staunch opponent of Kurdish independence, but while the possibility that it would attack this new entity exists, it is more likely to try and further strengthen its relations with the PUK and act in a subversive manner from within the new state. An independent Kurdish state will thus have many problems to deal with and will be highly dependent on Turkey and the US to deter Iran. Given all this, however, the balance sheet seems to tilt cautiously in favor of independence.

NOTES

1 Seth J. Frantzman, "2016: The Year Kurdistan Finally Breaks From Iraq?" National Interest, February 26, 2016.

2 Sara Salahaddin Mustafa and Sardar Aziz, "Turkey and Iraqi Kurdistan Federal Region: Bonds of Friendship," in *Iraqi Kurdistan in Middle Eastern Politics*, ed. Alex Danilovich (London and New York: Routledge, 2017), p. 151.

3 Ofra Bengio, *The Kurds of Iraq: Building a State Within a State* (London: Boulder, 2012), pp. 224, 298.

4 For elaboration, see Ryan D. Griffiths, "Kurdistan Independence and the International System of Sovereign States," in *Iraqi Kurdistan in Middle Eastern Politics*, pp. 120-31.

5 "Masoud Barzani: Independent Kurdistan is Loyal Response to Peshmerga Sacrifices," Rudaw, March 5, 2017.

6 "Fact Sheet: About the Kurdistan Regional Government," Kurdistan Regional Government website, <http://cabinet.gov.krd/p/p.aspx?l=12&p=180>.

7 "The Kurdish Language," Kurdistan Regional Government website, <http://cabinet.gov.krd/p/p.aspx?l=12&p=215>.

8 David McDowall, *A Modern History of the Kurds* (London: I. B. Tauris, 2007), p. 297.

9 Mohammed A. Salih, "Iraqi Kurds in Limbo over President's Fate," *al-Jazeera*, August 18, 2015.

10 Nigel A. Greaves, "Rebels Without a Cause? A Historicist Analysis of Iraqi Kurdistan's Current Political and Economic Development and Prospects for Independence," in *Iraqi Kurdistan in Middle Eastern Politics*, p. 65.

11 The parliament has 111 representatives, but 11 are reserved for minorities.

12 Ofra Bengio, *The Kurds in a Volatile Middle East* (Ramat Gan: Begin-Sadat Center for Strategic Studies, 2017), p. 14.

13 As quoted in Francis Owtram, "Oil, the Kurds and the Drive for Independence: An Ace in the Hole or Joker in the Pack," in *Iraqi Kurdistan in Middle Eastern Politics*, p. 99.

14 Michael Rubin, *Kurdistan Rising? Considerations for Kurds, Their Neighbors, and the Region* (American Enterprise Institute, 2016), p. 68.

15 Kenneth M. Pollack, "Iraqi Situation Report, Part III: Kurdistan," *Markaz*, March 30, 2016, <https://www.brookings.edu/blog/markaz/2016/03/30/iraqsituation-report-part-iii-kurdistan/>.

16 "Iraqi Kurdistan Government Behind on Salaries for over 1.3 Million Employees," *Ekur Daily*, November 10, 2015.

17 Ibrahim Abbas, "The Real Reason Behind Unpaid Salaries in the Kurdistan Region," *NRT* September, 14, 2016; Mustafa Saadoun, "KRG Speaker: Independent Kurdish State Complex Issue," *al-Monitor*, January 15, 2017.

18 Pollack, "Iraqi Situation Report, Part III: Kurdistan."

19 "Fact Sheet: About the Kurdistan Regional Government."

20 "Iraqi Kurdistan Regional Guard Forces (Peshmerga)," *Global Security Website*, <http://www.globalsecurity.org/military/world/para/peshmerga.htm>.

21 Raja Abulrahim, "Are Iraq Renowned Peshmerga Fighters Any Match for Islamic State?" *Los Angeles Times*, October 9, 2014; "Outgunned and Untested for Years, Kurdish Peshmerga Struggle," *Reuters*, August 13, 2014.

22 *Ibid.*

23 Pollack, "Iraq Situation Report, Part 3: Kurdistan."

24 "Three More Countries to Open Consulates in Erbil: Official," *Basnews*, January 4, 2017.

25 "KRG to Open Representation Office in Turkey," *Basnews*, November 23, 2016.

26 "AKP, MHP in Row Over Iraqi Kurdistan Government Flag," *Hurriyet Daily News*, February 28, 2017.

27 Denise Natali, "Turkey's Kurdish Cards," *Foreign Policy*, September 12, 2011.

28 "Twin Bomb Attack Strikes Office of Iranian Kurdish Party, at Least 7 Killed," *ARANews*, December 21, 2016.

29 "Iranian Commander Warns that the Saudi Arabia Consulate Should Leave Erbil," *Rudaw*, January 15, 2017.

30 *Ibid.*

31 Mohammad Salih Mustafa, "Iran's Role in the Kurdistan Region," *al-Jazeera Centre for Studies Report*, April 20, 2016, <http://studies.aljazeera.net/en/reports/2016/04/160420105055207.html>.

32 Ofra Bengio, "What can Make or Break a Kurdish State," *Tel Aviv Notes*, January 10, 2017.

33 Paula Pineda, "The Kurdish Issue on the USA Foreign Policy Agenda," in *Iraqi Kurdistan in Middle Eastern Politics*, p. 175.

34 Trudy Rubin, "Time for Kurdish Independence," *Inquirer Daily News*, March 23, 2017.

35 Vitaly Naumkin, "Russia's Kurdish Dilemma," *al-Monitor*, January 26, 2014.

36 Barak Ravid, "Netanyahu Calls for Kurdish Independence from Iraq," *Haaretz*, June 30, 2014.

37 Chemi Shalev, "Peres' Parting Tip to Obama on Middle East: Stick with Your Friends, Warts and All," *Haaretz*, June 25, 2014.

38 Eliyahu Kamisher, "How the KRG Quasi-State Built an Independent Oil Industry," *Iqtisadi*, 6, no. 1, January 27, 2016.

39 "Justice Minister Calls for an Independent Kurdistan," *Times of Israel*, January 20, 2016.

40 Anwar Anaid, "Learning from History: Kurdish Nationalism and State-Building Efforts," in *Iraqi Kurdistan in Middle Eastern Politics*, p. 30.

About the Authors

Dr Gallia Lindenstrauss is a research fellow and Adrien Cluzet is an intern at the Institute for National Security Studies (INSS).



Iran. Un plébiscite pour les réformateurs

En réalisant largement Hassan Rohani, les Iraniens ont clairement affiché leur soutien à sa politique d'ouverture et de réformes. Et renforcé sa position face aux conservateurs pour son second mandat, estime le *Washington Post*.



—The Washington Post
Washington

D'Istanbul

C'est un véritable raz-de-marée électoral qui a permis au président iranien Hassan Rohani de remporter un second mandat, comme l'a confirmé le ministre de l'Intérieur samedi 20 mai, preuve que son projet de sortir son pays de son isolement et d'intégrer l'économie mondiale bénéficie d'un formidable soutien.

Avec 57 % des voix, Rohani a défait Ebrahim Raisi, son rival ultra-conservateur, qui était appuyé par le clergé au pouvoir et par ses alliés au sein des forces de sécurité. Il a désormais clairement les mains

libres pour poursuivre les réformes sur le plan intérieur et continuer à dialoguer avec l'Occident, à partir de l'accord sur le nucléaire qu'il a négocié avec les grandes puissances. Cet accord, que Rohani et son gouvernement ont obtenu durant son premier mandat, limite le programme nucléaire iranien en échange d'un allègement des sanctions internationales.

"Cette victoire écrasante donne à Rohani des moyens dont il ne disposait pas pendant son premier mandat", commente Cliff Kupchan, président d'Eurasia Group, cabinet de consultants spécialisé dans le risque politique. "Il restera au centre", explique-t-il encore. Mais il pourra "se montrer

plus agressif dans sa volonté de réformer".

Rohani et ses partisans réformateurs ont en outre porté un rude coup aux conservateurs, qui, pour la plupart, ont soutenu Raisi et n'avaient que mépris pour le *soft power* diplomatique du président réélu. La participation a été d'environ 70 %, ce qui signifie que près de 40 millions d'Iraniens se sont rendus aux urnes le 19 mai. L'enjeu était de savoir si le pays continuerait à s'ouvrir au monde ou s'il reviendrait à son isolement diplomatique et économique du passé.

Raisi et ses fidèles étaient apparemment en faveur d'une politique proche de celle de l'ancien président et agitateur populiste Mahmoud Ahmadinejad. C'est du temps où ce dernier était au pouvoir que les Nations unies ont commencé à sanctionner l'Iran, qui refusait alors de mettre fin à son programme d'enrichissement de l'uranium.

Mais si Rohani a réussi à obtenir une levée des sanctions, la croissance économique reste faible, et le chômage élevé. Les Iraniens sont encore nombreux à vivre dans la misère, et Raisi, qui est à la tête de la plus riche fondation religieuse du pays, a joué sur le mécontentement des démunis pour mener une campagne populiste. Laquelle a, malgré tout, échoué.

Par l'isolement. "En dépit de conditions économiques difficiles, [les Iraniens] ont dit non au populisme et aux promesses creuses de subventions gouvernementales", constate Reza H. Akbari, spécialiste de la politique iranienne à l'Institute for War and Peace Reporting [IWPR, association à but non lucratif qui défend la société civile dans les zones de conflit]. "C'est particulièrement rassurant, surtout face à la vague montante du populisme en Europe et aux États-Unis. Le système iranien est loin d'être juste et équitable. Mais les Iraniens ont démontré que, pour eux, la voie la plus sûre vers la réforme passait par l'isolement."

Le président iranien contrôle l'énorme appareil bureaucratique du pays, et il exerce également une influence sur la politique

"Les Iraniens ont dit non au populisme et aux promesses creuses de subventions gouvernementales."

étrangère et intérieure. Mais toutes les affaires de l'État doivent en fin de compte être approuvées par le guide suprême de la révolution, Ali Khamenei, et le Conseil des gardiens de la Constitution, composé de théocrates.

Avant l'élection, d'aucuns redoutaient que Khamenei et les Gardiens de la révolution, organisation paramilitaire nébuleuse la plus puissante d'Iran, ne manipulent les résultats pour garantir la victoire de Raisi. Lors de la présidentielle de 2009, les accusations de fraude avaient déclenché un mouvement de contestation populaire, emmené par les réformateurs, contre l'État et le président de l'époque, Ahmadinejad. Les manifestations avaient été brutalement réprimées, et les dirigeants de l'opposition – dont Mir Hossein Moussavi et son épouse, Zahra Rahnavard, ainsi que Mehdi Karoubi – placés en résidence surveillée.

Deuxième chance. "Le fait que Khamenei n'ait pas cherché à imposer une victoire de Raisi est vraiment remarquable", souligne Kupchan. On supposait en effet que le guide suprême avait choisi Raisi pour lui succéder. "Le successeur présumé du guide a été sévèrement battu, ajoutez-il. Et il semble désormais plus clair que la voie est ouverte à un successeur plus modéré de Khamenei."

Sur la scène internationale, Téhéran devra faire face au gouvernement plus belliqueux du président Trump. Au moment où les Iraniens votaient, le 20 mai, Trump arrivait en Arabie Saoudite, le principal rival de l'Iran dans la région. La Maison-Blanche a exigé que l'accord sur le nucléaire fasse l'objet d'une réévaluation de la part des agences fédérales et a récemment appliqué de nouvelles sanctions à l'Iran pour son programme de missiles balistiques.

Quoi qu'il en soit, Rohani s'est engagé à poursuivre les négociations avec les États-Unis afin de les persuader de lever les sanctions qui ne sont pas liées au nucléaire. Malgré les tensions, Rohani estime que l'Iran ne peut que profiter des investissements occidentaux, et plus généralement étrangers. Manifestement, les électeurs partagent sa vision des choses.

"L'électorat iranien a adressé un message retentissant au gouvernement Trump, affirme Akbari. Il défend la voie de la diplomatie et de la modération. Il soutient les efforts de Rohani, qui veut sortir le pays de son isolement."

Sur le plan intérieur, il est probable que Rohani peinera à mettre en place des réformes politiques plus libérales. Il n'est pas parvenu à obtenir l'annulation de l'assignation à résidence de Moussavi, Rahnavard et Karoubi. Si l'Iran jouit d'un meilleur accès aux réseaux

sociaux et à Internet, si les publications et les pages Facebook favorables aux réformateurs se multiplient, activistes et journalistes sont encore régulièrement interpellés et incarcérés. Même avec l'appui sans réserve des électeurs, on voit mal ce qu'il réussira

ou non à accomplir.

"Pour ce qui est des réformes politiques, la tâche qui attend Rohani reste ardue", reconnaît Kupchan. D'après Akbari, "les éléments modérés et réformateurs au sein de la société sont parfaitement conscients de ses lacunes dans le domaine des droits

de l'homme et des libertés civiles". "Mais, conclut-il, ils ont décidé de lui donner une deuxième chance de tenir ses promesses."

—Erin Cunningham
Publié le 20 mai

L'EXPRESS .fr 14 mai 2017

Que va devenir la Turquie?

André Ropert, le 14/05/2017
<http://blogs.lexpress.fr>

Ce qui se passe actuellement en Turquie a pour première conséquence de nous révéler une réalité. La représentation que nous avions de ce pays depuis presque un siècle reposait en fait sur un mythe : l'état-nation proclamé par Kémal Atatürk n'existait pas.

Le référendum remporté par R.T. Erdogan d'extrême justesse (et sans que sa régularité soit vraiment assurée) ne peut faire illusion : le pays est profondément fracturé et ce fractionnement recouvre de réelles disparités qui s'enracinent dans l'histoire et que le volontarisme politique avait occultées.

Rappelons d'abord les conditions de la naissance de la République turque. Pendant des siècles, ce que nous appelions en Europe « Turquie » était en fait l'Empire ottoman, un immense espace pluri-ethnique qui à l'apogée de sa puissance, au XVI^e siècle, avait recouvert, en plus de l'Asie mineure, la quasi totalité du monde arabe, la péninsule européenne des Balkans et le sud de l'Ukraine et de la Russie actuelles. Né d'une migration de peuples turcs d'Asie centrale, commencée avant l'an Mille et devenue conquête à partir du XIV^e siècle, l'Empire, qui tirait son nom de la dynastie d'Othman, avait comme principe fondateur l'Islam sunnite, dont le sultan turc se proclamait calife depuis 1516. Il prétendait ainsi poursuivre l'histoire des empires arabes du Moyen-âge qui avaient considéré fédérer l'Oumma, la communauté des croyants.

Un tel espace, cependant, n'était pas intégralement musulman. La conquête ottomane avait vassalisé nombre de peuples, de diverses confessions chrétiennes. Elle avait intégré de très importantes communautés juives. Sous condition de soumission à l'autorité impériale (la Sublime Porte), elle s'était montrée relativement tolérante.

Mais qu'en était-il du véritable peuple-turc? Evidemment minoritaire, surtout concentré en Anatolie, il n'était pas en vérité en position dominante sauf à considérer que les dirigeants de l'Empire étaient turcs. Mais même cette affirmation relevait de la fiction : de combien de sang turc était porteurs ces sultans nés dans le harem de Constantinople, de

mères issues de tous les peuples de l'Empire et même d'ailleurs...?

C'est cet Empire, bien réduit il faut le dire après trois siècles de déclin, qui s'écroule en 1918. Allié occasionnel de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie pendant la Grande Guerre, il les suit dans la défaite. Les impérialismes occidentaux, alors à leur apogée, n'avaient cessé de le grignoter, ils décident alors de le liquider une fois pour toutes. Le traité de Sèvres de 1920 démembré l'Empire, ne laissant guère à son souverain que la zone des Détroits et l'Anatolie centrale, un peu comme si la France, après la défaite de Napoléon, avait été ramenée au domaine de Hugues Capet!

C'est contre ce diktat que s'insurge le général Mustafa Kémal, héros de la guerre nourri d'esprit nouveau et acquis aux idées qui, dès les dernières années de l'Empire, prônaient une modernisation radicale un peu à l'image de celle qui avait transformé le Japon. Appelant au soulèvement du peuple turc, il réussit à imposer aux Alliés en 1923 une renégociation qui définit les actuelles frontières de la Turquie (le traité de Lausanne), puis il abolit le sultanat et proclame la république.

Là va se construire le mythe. Athée convaincu, admirateur de la Révolution française, Kémal imite cette dernière en imaginant un état-nation centralisé, en rupture totale avec son passé « d'ancien régime » et ses fondements religieux. Dans les limites géographiques établies par le traité de Lausanne, il n'existe qu'un peuple : le peuple turc. Une seule langue s'impose : le turc, qu'il modernise et exige d'écrire en caractères latins. Il remplace le droit inspiré de la charia par l'introduction du Code Napoléon. Il devient Atatürk, le « père » de la Turquie moderne.

Qu'en est-il en réalité? Habitué à obéir, le peuple rural se soumet, d'autant que les résistances sont brutalement réprimées par une armée acquise aux vues de son chef. Il en va de même des minorités, religieuses ou ethniques. Appuyé par une bourgeoisie urbaine qui l'approuve et lui fournit ses cadres administratifs, Atatürk crée réellement une dynamique et la Turquie se différencie si profondément du monde musulman que dans les années 1960, l'idée de l'agrégation à la Communauté européenne en cours de construction fait son che-

min. Pourtant, on pourrait remarquer que le kémalisme ne s'est maintenu au pouvoir après la mort d'Atatürk (1938) que suite à une série de coups d'état militaires. Dès qu'on procède à une consultation réellement démocratique, des forces centrifuges ou rétrogrades se manifestent.

C'est que la Turquie imaginée par les kémalistes est une utopie et nous le découvrons peu à peu sans vouloir le voir. Il y a d'abord l'interminable rébellion kurde, qui a révélé que 15 à 20% des citoyens ne se considéraient pas comme Turcs tel qu'Atatürk l'avait défini. Puis, la montée de l'AKP, le parti d'Erdogan, a révélé que la paysannerie d'Anatolie, après trois-quarts de siècle de laïcisme, restait attachée à un islam très traditionnel. Et dans la lancée, on a constaté que 20% de la population, les Alevis, récusent bien que musulmans l'interprétation sunnite dont Erdogan, proche des Frères musulmans, se faisait le champion.

Suite au référendum du 16 avril dernier, une carte publiée dans une enquête du « Monde » montre qu'il existe en fonction de la réponse quatre Turquies. La côte méditerranéenne et les Détroits, avec leurs grands centres urbains (et l'on peut y ajouter la région d'Ankara qui a voté « non »), représentent la Turquie moderne, occidentalisée et laïque, celle qui répond toujours au projet kémaliste. En revanche, tout l'intérieur anatolien, rural et traditionaliste, soutient Erdogan. La côte de la Mer Noire, d'où Erdogan est originaire, se situe sur la même ligne. En revanche les zones kurdes de l'Est et le pays alevis hostile à l'islamisation en cours s'opposent fermement et le résultat de cet éclatement est que 49% des citoyens turcs ont répondu « non ». Cette occurrence est porteuse de bien plus qu'un simple refus politique, elle apparaît une véritable remise en cause de cette unité nationale qui n'a peut-être jamais vraiment existé.

Aussi nationaliste que le fut Atatürk, mais dans un sens rétrograde et bigot inacceptable pour les élites modernes, Erdogan (il l'a déjà montré) ne reculera devant aucune violence pour imposer ses vues et ses ambitions.

L'histoire de cette région du monde a été souvent convulsive. L'avenir de la Turquie, bien incertain, risque d'être sombre. ■

La Syrie n'existe plus

Les Russes et les Iraniens sont aux commandes à Damas, les Américains soutiennent les rebelles et personne n'est assez fort pour imposer l'unification. La Syrie a cessé d'exister.

Jonathan Spyer, traduit par Antoine Bourguilleau
— 25.05.2017 <http://www.slate.fr>

DAMAS, Syrie

Pour ma dernière nuit à Damas, certains des plus jeunes membres de la délégation du Ministère de l'Information dont je faisais partie ont décidé d'aller boire un verre en ville. C'était fin avril, aux terrasses des bars et restaurants de Damas on profitait des soirées fraîches et d'une brise légère pour faire le plein. Un journaliste russe, passablement saoul, accompagné par un soldat russe en uniforme, a fait irruption dans le bar situé en face de notre hôtel, au cœur de la vieille ville, où mes collègues étaient assis. Quelques mots ont fusé de part et d'autre. Une dispute a bientôt éclaté. Soudain, le journaliste russe a sorti un pistolet de sa poche et l'a pointé sur le front d'un des membres de la délégation. Puis il est entré dans notre hôtel et a menacé l'un de ses employés, toujours accompagné par son ami en uniforme, qui ne prononçait pas un mot.

La manière même dont cet incident s'est terminé en dit assez long sur la réalité du pouvoir exercé à Damas aujourd'hui. Après le départ des deux Russes, les membres de la délégation (une délégation, rappelons-le, encadrée par le régime) ont cherché à prendre contact avec les autorités pour leur signaler l'incident. Le représentant des forces de sécurité syrienne a alors demandé si les deux hommes armés étaient russes. Lorsqu'il lui a été répondu qu'ils l'étaient en effet, il s'est excusé patement en répondant que les autorités syriennes ne pouvaient rien y faire.

UN RÉGIME DE FAÇADE

Après six années de guerre, la survie du régime du président Assad est assurée — mais ce régime n'est plus rien qu'une façade, sans aucune stratégie de réunification du pays. Les intérêts de la Russie et de l'Iran, parfois si fortement divergents au sommet et les craintes, à l'échelon plus local, de voir pulvériser une myriade de milices irrégulières pro-Assad, sont les vrais facteurs décisifs — mais ils ont peu à voir avec les décisions de ceux qui sont officiellement aux commandes au pays. Ce sont ces facteurs qui ont un réel impact sur les calculs du « régime », et qui déterminent sa stratégie dans le conflit.

Voyez la manière dont la guerre a évolué depuis la fin de l'an dernier, quand tout semblait aller pour le mieux pour Bachar el-Assad. La rébellion venait d'être chassée des derniers quartiers qu'elle tenait encore dans Alep-Est, ce qui semblait annoncer la défaite inéluctable des insurgés. Mais, cinq mois plus tard, si le cours du conflit ne semble toujours pas favorable aux rebelles, ils sont manifestement bien loin de l'effondrement annoncé. La province d'Idlib, des quartiers de Latakiah, de Hama, du nord d'Alep et de grandes portions du sud du pays demeurent aux mains des rebelles.

Les rebelles du sud viennent d'ailleurs d'obtenir, cette semaine, un soutien inespéré sous la forme de frappes aériennes de la coalition, qui a bombardé des forces loyalistes qui marchaient en direction d'une base utilisée par les forces spéciales américaines et britanniques. Si les États-Unis et leurs partenaires souhaitent faire usage de la force pour défendre les groupes alliés dans la région, on voit mal comment le régime pourrait envisager d'y rétablir son autorité.

Plus à l'est, la guerre contre Daech est menée par des forces Kurdes puissantes, celles des Forces Démocratiques Syriennes (FDS), appuyées par les États-Unis. Cette force est en train de préparer la prise de Raqqa, la dernière ville syrienne entièrement sous le contrôle de Daech, en pleine déconfiture.

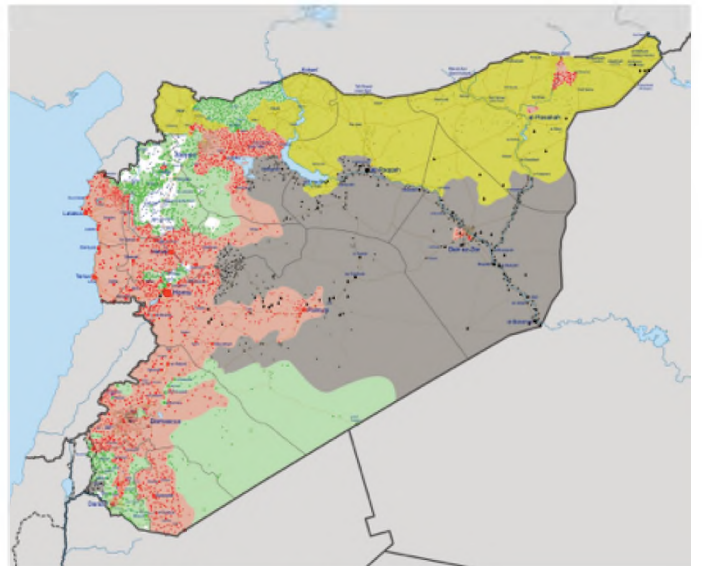
LA FRAGMENTATION DE LA SYRIE, INÉLUCTABLE ?

Comme l'aurait dit Mark Twain, les nouvelles de la mort de la rébellion ont donc été grandement exagérées. Certaines de ses composantes semblent même particulièrement fortes et vigoureuses. Le régime d'Assad a-t-il seulement une stratégie pour réunifier le pays ou la fragmentation de la Syrie est-elle devenue inéluctable ?

Au fil de dix jours passés à m'entretenir avec des représentants — certains haut placés — du régime d'Assad en Syrie, j'ai cherché à répondre à cette question. Ce que j'ai pu constater, c'est le fossé énorme qui sépare les intentions du régime et les moyens dont il dispose pour les réaliser. Ali Haidar, le ministre de la Réconciliation Nationale, membre du gouvernement aux allures



A Daraa, au sud de la Syrie, le 22 mai 2017 | Mohamad ABAZEED / AFP



situation actuelle[1] 1er mai 2017

d'homme d'affaires et qui maîtrise tous les éléments de langage, est la figure centrale de ces tentatives gouvernementales d'accroître la proportion de territoire sous son contrôle. Cette « Réconciliation nationale » est le processus qui a permis, par exemple, au gouvernement et à ses alliés de laisser librement le passage aux troupes rebelles vers Idlib ou Jarabulus, en échange de l'évacuation des zones assiégées qu'ils occupaient. Dans certaines régions, les rebelles et leurs soutiens peuvent rester tant qu'ils acceptent l'autorité nominale du régime. Le dernier de ces accords de « réconciliation » a vu le transfert de rebelles et de leurs soutiens depuis les villes de Zabadani et Madaya dans les faubourgs de Damas vers la ville d'Idlib, contrôlée par les rebelles.

Selon Ali Haidar, le ministère de la Réconciliation nationale pourrait bien se trouver à la pointe d'une « politique globale de règlement » du conflit. Plus de cent villes et villages sont « parvenus à la réconciliation », a déclaré le ministre aux membres de notre délégation et trois millions de Syriens ont été impliqués directement par ce processus de réconciliation, soit « 40% des Syriens affectés par la guerre ». La stratégie du régime semble se limiter à une utilisation graduelle de ces « réconciliations » afin de réduire la rébellion comme une peau de chagrin.

Mais ce que le ministre Haidar oublie de mentionner, c'est que le dernier grand accord de réconciliation a été négocié avec la médiation du Qatar, qui soutient fortement les rebelles. Et les divers accords signés jusqu'ici ont bien davantage servi à délimiter le territoire des rebelles et celui du régime et à

créer des enclaves et des frontières plus cohérentes qu'à véritablement augmenter la taille du territoire tenu par le régime.

Le terme de réconciliation est naturellement trompeur. Ce que veut le régime, c'est que les rebelles capitulent, il ne souhaite pas se rapprocher d'eux. Mais au vu de l'équilibre des forces et des lents progrès de cette réconciliation, le fossé entre l'objectif et la méthode apparaît infranchissable. J'ai interrogé Ali Haidar à ce sujet: Quelle est la stratégie du régime pour l'emporter et opérer la réunification du pays?

Ce qui importe avant tout, affirme le ministre, c'est la fin des interférences étrangères.

«Nous demandons aux puissances étrangères de cesser de soutenir les organisations terroristes», dit-il.

Le terme de «terroriste» est naturellement celui que le régime utilise pour désigner les rebelles. Mais si les puissances qui soutiennent actuellement les insurgés refusent de cesser de le faire, comme c'est manifestement le cas actuellement, comment le régime compte-t-il s'y prendre pour les y obliger? Le ministre ne semblait pas avoir de réponse à cette question.

Je n'ai pas pu davantage avancer sur ce sujet en m'entretenant avec Mohamed Tourjman, ministre de l'information d'Assad, un homme affable et désinvolte. Tourjman est celui qui maîtrise le mieux le discours du régime à l'égard de ceux qui le soutiennent.

Si tel est le plan, il semble bien avancé. Car la Syrie actuelle est divisée en sept enclaves: le territoire contrôlé par le régime, trois zones séparées tenues par des rebelles, deux cantons kurdes et la zone de Daech. Quelle est la stratégie du gouvernement pour mettre un terme à cette fragmentation ai-je demandé?

Nous sommes absolument persuadés que la situation est purement temporaire, m'a assuré Tourjman. «La principale raison de notre optimisme vient du fait que le peuple de Syrie commence à prendre conscience du complot mené contre lui.»

En d'autres termes, il n'existe pas de stratégie, seulement les bonnes vieilles théories conspirationnistes chères aux membres du parti Baas. Car, dans les faits, rien n'indique l'existence du moindre plan visant à démanteler la Syrie –et aucune des grandes forces au sein du pays ne souhaite un tel démantèlement. La division de facto de la Syrie est le produit de l'incapacité des forces en présence à l'emporter sur les autres et n'a rien d'un calcul.

LE RÉGIME NE PEUT PAS ÊTRE VAINCU MILITAIREMENT

Mes conversations privées avec des représentants du gouvernement (qui préfèrent rester anonymes) ont donné de meilleurs résultats. Un général de l'armée syrienne, qui tirait sur un énorme cigare dans son bureau, me faisait remarquer que «toute décision de mettre un terme à la guerre ne peut aboutir sans l'implication de la Syrie officielle», c'est-à-dire du régime. Cette réponse mesurée dépeint à merveille la situation. Le régime ne peut pas être vaincu militairement, ce qui constitue un incontestable succès militaire et diploma-

tique. Mais il n'a pas pour autant la victoire à portée de main. J'ai demandé à un fonctionnaire du Ministère de l'Information ce qu'il pensait du futur de l'est de la Syrie, au vu de la puissance grandissante, dans la région, du FDS kurde, soutenu par les États-Unis. Sa réponse résumée à merveille la réalité qui se cache sous la position actuelle du régime: «Nous ne savons pas.»

Et si le régime ne sait pas, c'est que les décisions prises par Assad et ceux qui l'entourent ne vont pas constituer l'élément décisif dans la résolution du conflit. Comme les combats dans Alep-Est l'ont montré, le camp gouvernemental ne peut espérer de vrais progrès que lorsque les Russes s'engagent pour assurer sa victoire. La question cruciale est donc celle des intentions des Russes, et pas celles des Syriens –et il n'est pas exclu que la Russie ait d'ores et déjà atteint l'essentiel de ses objectifs en Syrie. Elle a en effet assuré la sécurité de ses bases dans la province de Latakiah, la survie de ses alliés du régime, démontré l'efficacité du matériel militaire russe et établi qu'aucun processus diplomatique de règlement du conflit ne pourra aboutir sans son implication.

Voilà de vraies réussites. Mais elles démontrent paradoxalement qu'une implication plus en avant des Russes afin d'écraser définitivement la rébellion pourrait aboutir à une situation déplaisante dans laquelle la Russie, dont le budget est contraint, se retrouverait à devoir supporter le poids de la reconstruction de la Syrie, selon le vieil adage: «Tu casses, tu paies.»

Ce qui ressort des premiers pourparlers qui se sont déroulés à Astana au Kazakhstan suggèrent que Moscou entend plus ou moins laisser le conflit en Syrie à l'endroit où il se trouve, et de lancer là-dessus un processus politique. La formation de quatre «zones de désescalade» semble faite pour laisser à la rébellion le contrôle sur de larges portions de territoire, tandis que l'assaut que prépare la FDS contre Raqqa et l'engagement de plus en plus net des États-Unis à ses côtés permet d'envisager la création d'une entité soutenue par les États-Unis à l'est de l'Euphrate.

Le régime et les rebelles étant désormais réduits au statut d'alliés de second rang, sans le désir réel de ceux qui tirent les ficelles de voir leurs obligés remporter une victoire absolue, le versant diplomatique de la guerre en Syrie pourrait fort s'orienter vers des accords qui entérineraient la fragmentation du pays. De tels arrangements pourraient peu ou prou se construire en partant du statu quo qui suivra la prise des derniers bastions de Daech dans l'est de la Syrie. La Syrie serait alors divisée entre l'enclave du régime, à l'ouest, les rebelles sunnites arabes dans le nord-ouest et le sud-ouest, une enclave rebelle protégée par les Turcs dans le nord, une région contrôlée par les Kurdes de la FDS dans le nord-est et quelques arrangements avec la FDS et les rebelles arabes soutenus par les occidentaux à l'est.

Si un tel processus continue de suivre son cours, alors les Russes continueront de faire comme bon leur semble à Damas, nuit et jour, le même fossé continuera de séparer la rhétorique du régime et la réalité du terrain, les rebelles et les Kurdes continueront d'agir conformément aux exigences de ceux qui les soutiennent. Et pendant ce temps, le fait majeur continuera d'être ignoré: la Syrie a cessé d'exister. ●



Heurts turco-kurdes à Washington: Ankara convoque l'ambassadeur américain

Ankara, 22 mai 2017 (AFP)

LA TURQUIE a protesté lundi auprès de l'ambassadeur américain à Ankara contre "des failles de sécurité" lors de la visite du président Recep Tayyip Erdogan à Washington, marquée par des heurts entre des gardes du corps turcs et des manifestants pro-kurdes.

Dans un climat de tensions entre les États-Unis et la Turquie, le ministère turc des Affaires étrangères a annoncé dans un communiqué avoir convoqué l'ambassadeur américain John Bass et lui avoir transmis "une protestation écrite et verbale".

La diplomatie turque a dénoncé les mesures "agressives et non professionnelles" prises selon elle par les services de sécurité américains à l'égard de la garde rapprochée du ministre des Affaires étrangères Mevlut Cavusoglu devant la résidence de son ambassadeur à Washington le 16 mai.

"Une demande a été formulée pour qu'une enquête complète soit menée par les autorités américaines sur cet incident diplomatique et que les explications nécessaires soient fournies" à Ankara, selon le communiqué.

Le ministère turc a déploré "des failles de sécurité durant le séjour de notre président à Washington causées par l'incapacité des autorités américaines à prendre des précautions suffisantes pour chaque étape du programme officiel". Il a néanmoins affirmé que ces griefs "n'éclipseront pas ce qui fut par ailleurs une visite très réussie et très importante".

Des affrontements violents entre des gardes du corps turcs et des manifestants kurdes avaient eu lieu le 16 mai à Washington peu après un entretien entre M. Erdogan et le président américain Donald Trump à la Maison Blanche.

Les violences se sont déroulées en plein cœur d'un quartier huppé de Washington, devant la résidence de l'ambassadeur Serdar Kiliç, où M. Erdogan s'était rendu après avoir vu M. Trump.

Le département d'État américain, qui avait exprimé le lendemain auprès d'Ankara sa préoccupation, a réaffirmé lundi que "la conduite du service de sécurité turc la semaine dernière était profondément troublante". La diplomatie américaine "a fait part de ses inquiétudes au plus niveau", a souligné sa porte-parole Heather Nauert.

La police de Washington avait dénoncé mercredi une "attaque brutale visant des manifestants pacifiques", faisant 11 blessés. Elle avait arrêté deux personnes et ouvert une enquête.

Le sénateur républicain John McCain a même réclamé l'expulsion de l'ambassadeur de Turquie aux États-Unis.

Dans un communiqué publié sur son site, l'ambassade turque à Washington avait déclaré que des groupes "liés au PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), que les États-Unis et la Turquie ont désigné comme une organisation terroriste", s'étaient rassemblés sans permis devant la résidence et avaient "commencé à provoquer de façon agressive les citoyens turco-américains qui étaient venus pacifiquement pour accueillir le président".

"Les Turco-Américains ont répondu en légitime défense et l'un d'eux a été grièvement blessé", a déclaré l'ambassade.

Ces heurts se sont déroulés dans un contexte de tensions entre Washington et Ankara, notamment en raison du soutien américain à des milices kurdes qui se battent contre des jihadistes en Syrie. ●

A doctor's trial in a Turkish border town

Christine Mehta

On April 24, 2017, Serdar Kuni, a 45-year-old Kurdish doctor accused of providing medical aid to Kurdish rebels, stood in a courtroom in Sirnak in southeastern Turkey. The courtroom overlooked buildings reduced to rubble and a deserted mosque with broken windows. Police posts, circled with barbed wire fences, had sprung up every few hundred yards. A Turkish flag flew on a hill above the town, staking out its territory after more than a year of intense fighting with Kurdish rebels seeking autonomy from Turkish rule. An estimated 50,000 of Sirnak's 65,000 residents were yet to return home after having been displaced by the fighting.

The prosecutor sat with the three judges. The chances of a fair trial seemed slim, given that the debris of battle in the mostly Kurdish region was ubiquitous and the state of emergency after the July 2016 coup continued to be in effect.

The fighting between Turkish forces and Kurdish rebels renewed in the summer of 2015 after peace talks between the Kurds and the Turkish state broke down. Young Kurdish militants from the youth wing of the Kurdistan

As the state of emergency continues, Kurdish professionals live with the constant fear of police knocking on their doors.

Workers' Party, or P.K.K., inspired by the success of Kobani and Rojava cantons in Syria, built barricades in towns and cities across southeastern Turkey and created de facto liberated zones.

Turkish forces laid siege to rebel towns and imposed long military curfews, and their tanks shelled the towns without restraint. In the subsequent months numerous neighborhoods in Kurdish cities and towns like Diyarbakir, Cizre, Sirnak, Silopi, Nusaybin and Yuksekov were reduced to rubble in the fighting. The International Crisis Group estimated that at least 2,721 people were killed by April 25, 2017, including 393 civilians, 927 members of security forces, 1,257

P.K.K. militants and "219 youths of unknown affiliation."

The Kurdish militants had retreated into the mountains by June 2016. Soon after, Turkey had to live through the failed July 2016 coup, which killed more than 250 people and injured many more. President Recep Tayyip Erdogan blamed the Pennsylvania-based Islamist cleric Fetullah Gulen and his followers in the Turkish military for the coup. A wide-ranging purge of suspected Gulenists followed.

Although the Kurds and Gulenists have traditionally had a hostile relationship, Mr. Erdogan's government extended the purge and prosecution to Kurds as well as liberal Turks, who were critical of the military operations in Kurdish areas. In January 2016, more than 2,000 academics in Turkey signed a petition calling for the resumption of peace talks with the P.K.K. Turkish authorities jailed three signatories and fired or suspended 60 others from their university jobs.

In August 2016, a Turkish court in Istanbul ordered Ozgur Gundem, one of Turkey's most prominent pro-Kurdish newspapers, to close its operations for "continuously conducting propaganda" for the P.K.K. The newspaper's staff, as well as academics and intellectuals who volunteered to write for the newspaper, was arrested and charged with "creating propaganda for a terrorist organization." Those arrested included Dr. Kuni's colleague and president of the Human Rights Foundation of Turkey, Sebnem Korur Fincanci, who could face up to 14 years in prison if convicted.

As the state of emergency continues, Kurdish professionals affiliated with labor unions, human rights organizations and the Kurdish-dominated People's Democratic Party, or H.D.P., live with the constant fear of police knocking on their doors. More than 5,000 members of the H.D.P. have been arrested. Like Dr. Kuni, these Kurdish men and women — politicians, activists, professionals — are being tried on vaguely defined charges of terrorism by Turkish courts.

In late September 2016, Turkish police arrived at Dr. Kuni's home in Cizre. He was not home, but on learning that the police were looking for him, he went to the prosecutor's office in Cizre. "I was thinking, all I have done is treat people and help them survive difficult times," Dr. Kuni told me. The prosecutor accused him of



being a member of a terrorist organization. Dr. Kuni spent the next six months in prison, waiting for his trial.

Dr. Kuni is a member of the Human Rights Foundation of Turkey, an old, respected rights group. For 79 days, from Dec. 14, 2015, to March 2, 2016, Turkish security forces locked down Cizre to push out the militants controlling the city. Reports indicate that in early February 2016, Turkish security forces surrounded three buildings in the Cudi and Sur neighborhoods in Cizre and killed between 130 and 190 people sheltering in the buildings' basements, including unarmed civilians. Dr. Kuni had assisted the Human Rights Foundation with some of the first human rights reports to emerge from Cizre after the curfews, including the deaths of the people in Cizre's basements, which had yet to be investigated.

Increased hostility toward Kurds in the aftermath of the fighting and the purge in the judiciary after the coup have had a terrible effect on the already shaky process of justice in the country. Kurdish lawyers are struggling with getting prosecutors to investigate killings of civilians during the fighting by Turkish security forces. Families of victims are withdrawing complaints because of the fear of retribution from the police and the

In June 2016, Turkey's Parliament passed a new law providing immunity from prosecution for members of Turkey's security forces involved in counterterrorism operations. The law requires prosecutors to obtain permission from "political or military leadership" and expands jurisdiction of mili-

tary tribunals to handle criminal cases concerning service members. It is one of the factors that has effectively rendered the criminal justice process in southeastern Turkey defunct.

Sitting through Dr. Kuni's trial was a vivid illustration of that. The prosecutor read from his notes: "There is an anonymous witness who says the suspect has been working as a physician in the district of Cizre," he said, "at a public health clinic operated by the municipality. Protesters in the street went to this center instead of state-run public health centers. He has treated people injured in illegal incidents."

Dr. Kuni's attorney argued that the testimony of an anonymous witness could not be accepted without his appearance in court and without any opportunity for cross-examination. The witness did not name Dr. Kuni or identify him from a photograph. "I have been a practicing physician in Cizre for 12 years," Dr. Kuni told the court. "I have no connection with armed groups. I have always simply practiced my profession and given medical help to those who needed it."

After two hours of arguments, the three-judge bench convicted Dr. Kuni and sentenced him to four years in prison. In a surprising twist, the judges

decided to release him until his defense lawyers could file an appeal of his conviction in a higher court. His lawyers interpreted it as a sign that the judges did not believe the charges against Dr. Kuni but did not want to risk their jobs by acquitting someone accused of terrorism. The courtroom burst into applause and cheers.

Christine Mehta is a researcher with Physicians for Human Rights in New York.

The Washington Post

May 25, 2017

How the world can prepare for the 'day after' the Islamic State



By David Ignatius
May 25, 2017

<https://www.washingtonpost.com>

The Manchester terrorist attack by an alleged Islamic State "soldier" will accelerate the push by the United States and its allies to capture the terrorist group's strongholds in Mosul, Iraq, and Raqqa, Syria. But it should also focus some urgent discussions about a post-Islamic State strategy for stabilizing the two countries.

For all of President Trump's bombast about obliterating the Islamic State, the Raqqa campaign has been delayed for months while U.S. policymakers debated the wisdom of relying on a Syrian Kurdish militia known as the YPG that Turkey regards as a terrorist group. That group and allied Sunni fighters have been poised less than 10 miles from Raqqa, waiting for a decision.

All the while, the clock has been ticking on terrorist plots hatched by the Islamic State and directed from Raqqa. U.S. officials told me a few weeks ago that they were aware of at least five Islamic State operations directed against targets in Europe. European allies have been urging the United States to finish the job in Raqqa as soon as possible.

The horrific bombing in Manchester, England, is a reminder of the difficulty of containing the plots hatched by the Islamic State — and the cost of waiting to strike the final blows. The Islamic State is battered and in retreat, and its caliphate is nearly destroyed on the ground. But a virtual caliphate survives in the network that spawned Salman Abedi, the alleged Manchester bomber, and others who seek to avenge the group's slow eradication.

The Raqqa assault should move ahead quickly, now that the Trump administration has rejected Turkish protests and opted to back the YPG as the backbone of a broader coalition known as the Syrian Democratic Forces. These



People are packed onto a truck as they flee Raqqa, Syria. (Youssef Youssef / European Pressphoto Agency)

are committed, well-led fighters, as I saw during a visit to a special forces training camp in northern Syria a year ago.

The Trump administration listened patiently to Turkish arguments for an alternative force backed by Ankara. But the Pentagon concluded that this force didn't have a significant battlefield presence and that the real choice was either relying on the Kurdish-led coalition to clear Raqqa or sending in thousands of U.S. troops to do the job.

The White House rightly opted for the first approach several weeks ago. To ease Ankara's worries, the United States is offering assurances that the Kurdish military presence will be contained and that newly recruited Sunni tribal forces will help manage security in Raqqa and nearby Deir al-Zour.

The endgame is near in Mosul, too. Commanders say only about 6 percent of the city remains to be captured, with 500 to 700 Islamic State fighters hunkered down in the old city west of the Tigris River.

Once Raqqa and Mosul are cleared, the challenge will be rebuilding the Sunni areas of Syria and Iraq — with real governance and security —

so that follow-on extremist groups don't quickly emerge. This idea of preparing for the "day after" the Islamic State has gotten lip service from U.S. policymakers for three years but very little serious planning or funding. It should be an urgent priority for the United States and its key Sunni partners, such as Jordan, Egypt, Saudi Arabia and the United Arab Emirates.

Intelligence services from several key allies are said to have met in recent weeks with Sunni leaders from Iraq to form a core leadership that can take the initiative. But so far, this effort is said to have produced more internal bickering than clear strategy — a depressing rewind of failed efforts to build a coherent Sunni opposition in Syria.

CIA Director Mike Pompeo told me and several other journalists in an interview Tuesday that he plans to move the agency to a more aggressive, risk-taking stance. Here's a place to start.

The Kurds are the wild cards in both Iraq and Syria. The Syrian Kurds are already governing the ethnic enclave they call "Rojava." That should be an incentive for Syria's Sunnis to develop similar strong government in their liberated areas. Meanwhile, Iraqi Kurds have told U.S. officials that they plan to hold a referendum on Kurdish independence soon, perhaps as early as September.

U.S. officials feel a deep gratitude toward Iraqi Kurds, who have been reliable allies since the early 1990s. But the independence referendum is a potential flash point, and U.S. officials may try to defer the Kurdish question until well after Iraqi provincial elections scheduled in September.

Iraq and Syria need to be reimagined as looser, better-governed, more inclusive confederal states that give minorities room to breathe. The trick for policymakers is to make the post-Islamic State transition a pathway toward progress, rather than a continuation of the sectarian catastrophe that has befallen both nations. ♦



MAY 28, 2017

Two Iranian Border Guards Killed in Northwestern Iran During Clashes With Kurds

sputniknews.com/ 28.05.2017

MOSCOW (Sputnik) – Two Iranian border guards were killed and five more injured as a result of an armed clash with a Kurdish militant group Kurdistan Free Life Party (PJAK) at Iran's northwestern border with Iraq's autonomous region of Kurdistan, local media reported Sunday.

According to the Tasnim news agency, the servicemen were conducting a change of guard on Saturday night, when the incident occurred.

Kurds are an ethnic minority in Iran, Iraq, Turkey and Syria and are striving for the establishment of an independent Kurdish state.

PJAK is a militant anti-Iranian group, which



seeks independence for Kurdish population in Iran. The group is considered to be an affiliate of Kurdistan Workers' Party (PKK), which is listed as terrorist organization in Turkey, the European Union and the United States. ■

REUTERS

Kurdish militants kill five Turkish security force members - military

May 25, 2017 by Daren Butler DIYARBAKIR, Turkey REUTERS

FOUR TURKISH soldiers and a village guard were killed in two separate clashes with Kurdistan Workers Party (PKK) militants in eastern Turkey, the Turkish military said on Thursday.

Three Turkish soldiers and a village guard were killed in a clash that broke out between PKK militants and security forces in the Caldiran district of Van province, the army statement said. It said four soldiers were also wounded in the clashes.

Nine PKK militants were killed in a subsequent firefight in the area, the army said. Security sources earlier said these clashes had occurred in the Dogubayazit district of neighbouring Agri province.

Another Turkish soldier was killed in clashes with PKK militants near a military outpost in the Semdinli district of the Hakkari province bordering Iraq, the military said.

It said one PKK militant had been killed in a subsequent operation in the region, and two had been "neutralised".

The army also said another three PKK militants believed to be preparing for an attack had been killed in air strikes targeting the Metina region of northern Iraq earlier on Thursday.

A day earlier, a special forces police officer was killed in a clash in a mountainous area of Sirkat province's Beytussebab district, near the Iraqi border, security sources said. ●



May 30, 2017

US begins arming Kurdish fighters in Syria

By Ryan Browne May 30, 2017
www.cnn.com

(CNN)The US military began arming Syrian Kurds fighting ISIS Tuesday, in a move likely to anger America's long-time ally Turkey.

The equipment will be provided to Kurdish elements of the Syrian Democratic Forces and will include small arms, ammunition and vehicles, according to Maj. Adrian Rankine Galloway, a Pentagon spokesman.

On May 8 the Pentagon announced that President Donald Trump had authorized the "limited" arming of Syrian Kurds to help in the fight against the terror group, an announcement that drew immediate protests from senior Turkish officials.

US military officials have said the supplies and weapons will be parceled out to be just enough to accomplish specific objectives related to efforts to retake Raqqa from ISIS.

It is a move that has long been under consideration at the Pentagon but was delayed due to strong opposition from America's NATO ally, Turkey.

Turkey sees the Kurdish fighters in the Syrian Democratic Forces -- known as the YPG -- as closely linked to the PKK, an internationally designated terror group that has carried out attacks against Turkey. Turkish President Recep Tayyip Erdogan called the YPG a "terrorist organization" while appearing alongside Trump during his White House visit earlier this month.

But the US views the two Kurdish groups as distinct organizations and considers the Syrian Kurds to be the most effective force fighting ISIS on the ground in Syria.

US defense officials say they have been in contact with their Turkish counterparts as part of an effort to allay concerns about arming Kurdish fighters.

Arms and equipment were already being provided to Arab fighters within the Syrian Democratic Forces, and speaking to reporters at the Pentagon earlier this month, the Chairman of the Joint Chiefs of Staff Gen.



US begins sending arms to Kurdish YPG fighters in Syrian Kurdistan, May 30, 2017. Photo: bitaf.org

Joseph Dunford made it clear that the weapons could be provided to the Kurds fairly quickly.

The coalition "had stockpiled equipment in the event that President Trump made the decision that he did," Dunford said of the authorization, adding "it should happen here very soon."

NBC News was first to report that the US has begun sending weapons to the Syrian Kurds. ●

Iraqi Kurds Question Role of Shiite Militias in Islamic State-Free Iraq

by Ben Kew 29 May 2017
<http://www.breitbart.com/>

Concerns are growing amongst Iraqi Kurdish officials over the presence of Shiite-majority Hashd al-Shaabi paramilitaries in Northern Iraq where many territories remain controlled by the Islamic State.

The paramilitaries, also known as the Popular Mobilization Forces or Units (PMF/PMUs), operating in Sinjar have declared they will seek to “control the remaining areas still held by ISIS” and have rejected calls from Kurdish leaders to not interfere with the efforts of Iraqi forces.

Iraqi MP Dr. Beriwan Khailany of the Kurdish Democratic Party, who campaigned for an independent Kurdistan, expressed concern over a potential conflict over the future control of the region once the Islamic State are defeated.

“They are backing up the Iraqi military right now,” Khailany told the Kurdish outlet Rudaw. “But after ISIS it’s not clear what will happen [to] them: Will they become a full part of the Iraqi military or remain a separate force?”

Khailany also contended that the current objectives of Kurdish forces to expel ISIS from the region would be simplified if the PMF were not involved.

“If you have only normal military forces just like any other country that would be far better, with all the weapons in the right hands, under the Ministry of Defense rather than in the hands of militias,” she said.

Although not officially part of the Iraqi military, the PMF are sanctioned by the Iraqi government and receive direction from Iraqi Special Operation Forces. The PMF are also participating in the fight against ISIS in other regions, such as Mosul and Fallujah.

However, the counterinsurgent organization, which is composed of over 100,000 people across 40 separate militias, remains non-compliant with Iraqi law and has been accused of multiple human rights violations. Furthermore, the group also poses a threat to U.S. allies, given its strong ties with Iran and previous threats to kill US troops.

Multiple members of the Peshmerga, the military of the Kurdistan Regional Government (KRG) of Iraq, have raised concerns over a possible attack from the PMF following the defeat of ISIS. In February, Kurdish military commander Colonel Sirwan Muhammad told Rudaw he had reason to “believe that they have come here to fight the Peshmerga [Kurdish military forces] when ISIS are gone.”



Mahmoud Sangawi, a senior official for Patriotic Union of Kurdistan (PUK) claimed last August that the PMF “are currently making plans on how to attack us after [ISIS’s defeat].” The warnings come despite recent legislation in the Iraqi parliament to fully integrate the Hashd into the Iraqi military.

Worries over the future of the PMF are amplified by plans from the Kurdistan Regional Government to invoke Article 140, which would give Kurds the right to determine whether they become an independent region from Iraq via a referendum. Officials fear that, should the PMF remain in the region, they could block this process by challenging the KRG’s authority. ■

Iraq’s former PM calls for use of force against Kurds to prevent declaration of Kurdish state

Reporting by: Wladimir van Wilgenburg, May 31, 2017
<http://aranews.net>

The former Iraqi Prime Minister Nouri al-Maliki has suggested ‘if necessary’ force must be used to prevent the Kurdish president Masoud Barzani from declaring a Kurdish state.

The Kurdistan Region’s Presidency spokesperson Dr. Omed Sabah strongly condemned the statements of the former Iraqi Prime Minister Nouri al Maliki, saying that the Kurds will defend themselves against any attacks.

“It is surprising that someone who is a source of the collapse of Iraq and growth of terror, does not feel ashamed of himself and comes to speak up. Someone like him [al-Maliki], who destroyed Iraq, should have ended his life, or at least hid his face from Iraqis,” Iraqi Kurdistan’s presidency spokesman said in a reference to the fall of Mosul to ISIS in June 2014, which was blamed on Maliki in some circles, and as a result he was replaced by the Iraqi PM Haidar al-Abadi.

Al-Maliki’s statement came in an interview with the Lebanese al-Akhbar newspaper.

“Maliki in the interview used threatening words. Here we tell him, this is the field and try yourself, stronger enemies had already tried but were on their knees in front of Kurds’ willing and had a fatal fate,” he said about the Kurdish Peshmerga forces that have defeated ISIS with US support.

Maliki says he helped launch the Popular Mobilization Units (PMU) after ISIS occupied Sunni-majority provinces during his terms as prime minister.



Former Iraqi PM Nouri al-Maliki (R), Kurdish President Masoud Barzani surrounded by Peshmerga officers (L). File photo

There are fears that after ISIS expulsion from Mosul, there would be clashes between the PMU and the Kurdish Peshmerga forces, especially if the Iraqi Kurds hold a referendum on Kurdish independence.

Nevertheless, both the Peshmerga forces and the PMU until now officially say there will be no clashes.

In the interview with al-Akhbar, the former Iraqi PM Maliki suggested he did not want to return as a Prime Minister. But some analysts say that Maliki wants to form an alliance with PMU groups to compete in the upcoming local elections in September 2017, and parliamentary elections in 2018. ◆

L'Irak à la merci des milices chiites

Les milices chiites constituent sans doute aujourd'hui une menace encore plus sérieuse pour la stabilité de l'Irak que le terrorisme jihadiste ou le séparatisme kurde.

Jean-Pierre Filiu / 28 mai 2017
<http://filiu.blog.lemonde.fr>

LA DYNAMIQUE D'UNE MOBILISATION

C'est un bras de fer entre les directions politique et religieuse des Chiites d'Irak qui a amené à l'émergence, à l'été 2014, de la « Mobilisation populaire » (en arabe al-hachd al-cha'abî). L'ayatollah Sistani, la plus respectée des autorités cléricales de Najaf, a en effet défié alors le Premier ministre Nouri al-Maliki, plus préoccupé par son maintien au pouvoir que par la résistance à la percée fulgurante de Daech, de Mossoul jusqu'à Tikrit. L'appel lancé par Sistani à la « mobilisation populaire » a entraîné une levée en masse dans le Sud chiite, plus encore qu'à Bagdad. Des milices déjà existantes ont vu aussi gonfler leurs rangs, du fait de leur incorporation dans cette vague antijihadiste.

Maliki, désavoué également par l'ayatollah Khameneï à Téhéran, dut céder la direction du gouvernement, en août 2014, à Haïder al-Abadi, membre comme lui de Daawa, un parti intégriste chiite. La mise à l'écart de Maliki permettait aux États-Unis de lancer sous leur égide une coalition de lutte contre Daech et de soutien aux forces de Bagdad. Sistani, cohérent avec sa volonté de ne pas jouer de rôle politique, refusa que son portrait soit même simplement brandi par les miliciens de la MP. Ceux-ci choisirent donc un drapeau directement inspiré de la bannière du Hezbollah libanais, déjà introduite en Irak dès 2007 par les Kataëb Hezbollah, les « Brigades du Hezbollah », inspirées et entraînées par le Hezbollah libanais (la ressemblance entre les trois logos ci-dessus est en soi frappante).

UN COMBAT PLUTOT CHIITE QU'IRAKIEN

Au-delà des similitudes d'emblème, la nomination à la tête de la MP du chef des Kataëb Hezbollah, Abou Mahdi al-Mohandes, est très révélatrice. Cet extrémiste chiite, longtemps installé en Iran, est accusé d'avoir planifié les attentats de décembre 1983 contre les ambassades des États-Unis et de France au Koweït. Il revendique sa proximité avec Ghassem Soleimani, le commandant des troupes de choc des Gardiens de la Révolution d'Iran, la force Al-Qods. Soleimani est le grand architecte de la montée en puissance de milices irakiennes

alignées sur Téhéran et encadrées, au moins initialement, par le Hezbollah libanais.

Ce lien entre Mohandes et Soleimani, et donc entre la MP et les Gardiens de la Révolution, est d'ailleurs revendiqué sur le site en anglais de la « Mobilisation populaire ». Or la MP a été intégrée à la planification opérationnelle de la campagne anti-Daech menée par le gouvernement irakien, les États-Unis et leurs alliés. On ne saurait mieux servir la propagande jihadiste de dénonciation de « l'agression » à la fois occidentale (« croisée ») et chiite (« hérétique »). Cela peut contribuer à expliquer l'extraordinaire résilience de Daech à Mossoul, une ville que les jihadistes avaient conquise en cinq jours de juin 2014, et dont seulement deux tiers ont été « libérés » depuis le début de l'offensive généralisée d'octobre 2016.

Les milices chiites de la MP ont en outre été coupables de très graves exactions lors de l'expulsion de Daech hors de Tikrit, au printemps 2015, puis de Fallouja, en mai 2016. Ces crimes de masse n'ont pas empêché le Parlement irakien, en novembre 2016, de voter un texte de loi, certes vague, mais sanctionnant l'intégration de la MP au sein des forces armées. La confusion est de règle quant aux effectifs respectifs des milices chiites et de l'institution militaire : il y aurait entre 100 et 150.000 combattants dans les rangs de la MP, à comparer à un effectif théorique de 250.000 militaires irakiens, le Premier ministre Abadi ayant « découvert » 50.000 soldats « fantômes » (dont la solde était empêchée par leurs officiers). L'essentiel est que les forces armées irakiennes ont intégré des milices organiquement liées aux Gardiens de la Révolution d'Iran, forces engagées au moment même de cette intégration « irakienne » dans la bataille d'Alep, au profit du régime Assad.

LA GUERRE D'APRES

Les milices chiites de la MP se sont jusqu'à présent moins exposées dans la bataille de Mossoul qu'à Tikrit et à Fallouja. Elles ont ainsi évité les lourdes pertes infligées par Daech aux forces régulières. Mais la MP s'infiltré volontiers dans « l'interrogatoire » des réfugiés de Mossoul, avec une définition des « collaborateurs » de Daech bien plus extensive que celle des forces gouvernementales. Surtout, elle a fait mouvement vers Tall Afar, à l'ouest de Mossoul, et elle s'est attribuée la tâche de contrôler la



En rouge et au-dessus, le drapeau de la Mobilisation Populaire (MP) irakienne. En dessous, Kataëb Hezbollah, les « Brigades du Hezbollah » irakiennes.

frontière avec la Syrie, officiellement pour éviter un repli des unités de Daech vers Raqqa. Cette percée dans une région majoritairement sunnite représente une prise de gage étroitement coordonnée avec l'état-major iranien.

La récente réélection du président Rohani à Téhéran n'affectera pas cette dangereuse dynamique. Ce sont en effet les Gardiens de la Révolution qui sont à la manœuvre en Irak et qui y contrôlent, avec leurs alliés des services de renseignement, les représentations diplomatiques. Et ils ne rendent compte qu'à leur hiérarchie, qui elle-même ne reconnaît que l'autorité théocratique du Guide Khameneï, et non celle d'un président vulgairement élu. La politique irakienne continuera donc d'échapper à Rohani et aux Affaires étrangères iraniennes et à être gérée par Soleimani et les Gardiens de la Révolution.

En mission au Kurdistan d'Irak le mois dernier, j'y ai rencontré un vétéran de toutes les guerres kurdes. D'un fatalisme assumé, il m'assurait que la guerre en cours contre Daech était loin d'être la plus importante, et surtout qu'elle ne serait pas la dernière. Il ajoutait de manière catégorique : « La prochaine guerre nous opposera aux milices chiites. Et elle sera bien plus terrible ». Il est vrai qu'aucune revendication territoriale n'a été émise par les partis kurdes sur Mossoul, à la différence de Kirkouk, où les milices kurdes font face à la « Mobilisation populaire » des turkmènes chiites. Pauvre Irak qui se prépare déjà à la « guerre d'après » sans même avoir conclu la guerre en cours ! ■

Jean-Pierre Filiu est professeur des universités en histoire du Moyen-Orient contemporain à Sciences Po (Paris).

Kurdes combattant contre l'EI : les livraisons d'armes américaines ont commencé

le 31/05/2017 La Rédaction, par AFP
<http://www.parismatch.com>

Les Etats-Unis ont commencé à livrer des armes aux combattants kurdes qui luttent contre l'organisation Etat islamique (EI) dans le nord de la Syrie, a annoncé mardi le Pentagone, remplissant une promesse qui provoque la colère de la Turquie.

"Nous avons commencé à livrer des armes légères et des véhicules aux éléments kurdes" des Forces démocratiques syriennes (FDS), qui sont une alliance arabo-kurde combattant les jihadistes de l'EI, a déclaré le porte-parole du Pentagone Adrian Rankine-Galloway.

La livraison de ces armes a lieu avant une offensive en préparation sur la ville de Raqa, la capitale de facto de l'EI en Syrie. Selon le Pentagone, les FDS sont les seules forces au sol en capacité de reprendre cette ville.

Parmi ces armes figurent des AK-47 et des fusils de plus petits calibres, a précisé M. Rankine-Galloway.

Le président Donald Trump avait décidé début mai d'armer les milices kurdes YPG



Des combattants kurdes à Darbasiya, près de la frontière turque, le 28 avril 2017.
 Rodi Said / Reuters

(Unités de protection du peuple kurde).

Mais la Turquie affirme que les YPG sont liées au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), une organisation séparatiste en Turquie qui est classée "terroriste" par Ankara et ses alliés occidentaux.

LES FORCES SE RAPPROCHENT DE RAQA

Les Etats-Unis ont tenté d'apaiser la

Turquie, allié au sein de l'Otan et qui abrite une base aérienne américaine, en affirmant que les armes seraient livrées judicieusement et contrôlées afin qu'elles n'arrivent pas jusqu'en Turquie.

Les inquiétudes d'Ankara à l'égard des YPG sont telles que la Turquie a lancé sa propre opération militaire en Syrie en août 2016, pour à la fois combattre le groupe EI et empêcher les milices kurdes de contrôler une bande continue de territoire le long de la frontière turco-syrienne.

Les Kurdes ne sont pas parvenus à relier deux zones qu'ils contrôlent dans le nord-est et l'opération turque a largement piétiné.

Les FDS resserrent leur étau autour de Raqa, mais sont encore loin de pouvoir déclencher l'assaut sur la ville. Leurs forces se trouvent à 3 km du côté nord, entre 7 et 25 km du côté ouest, tandis que le côté sud-est reste aux mains de l'EI.

Un bataillon de combattants arabes s'est toutefois rapproché mardi de la périphérie est de Raqa, a indiqué une ONG et un porte-parole de cette force. ■

Le Monde.fr 31 mai 2017

En dépit de la Turquie, les Etats-Unis ont livré des armes aux combattants kurdes en Syrie

La livraison d'armes légères et de véhicules devrait servir lors d'une offensive en préparation sur Rakka. Washington entend ainsi que les FDS reprennent la ville à l'EI.

Le Monde.fr avec AFP
 31.05.2017

Preuant le risque de provoquer la colère de la Turquie, les Etats-Unis ont respecté leur promesse de livrer des armes aux combattants kurdes qui luttent contre l'organisation djihadiste Etat islamique (EI) dans le nord de la Syrie.

« Nous avons commencé à livrer des armes légères et des véhi-

cules aux éléments kurdes » des Forces démocratiques syriennes (FDS), qui sont une alliance arabo-kurde combattant les djihadistes de l'EI, a déclaré le porte-parole du Pentagone Adrian Rankine-Galloway, mardi 30 mai.

La livraison de ces armes a lieu avant une offensive en préparation sur la ville de Rakka, la capitale de facto de l'EI en Syrie. Selon le Pentagone, les FDS sont les seules forces au sol capables de reprendre cette ville. Parmi ces armes figurent des AK-47 et des fusils de plus petits calibres, a précisé M. Rankine-Galloway.

La Turquie a fait cavalier seul

Le président Donald Trump avait décidé au début de mai d'armer les milices kurdes YPG (Unités de protection du peuple kurde). Mais la Turquie affirme qu'elles sont liées au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), une organisation séparatiste en Turquie qui est classée « terroriste » par Ankara et ses alliés occiden-



Les Forces démocratiques syriennes (FDS), une alliance arabo-kurde soutenue par Washington, inspectent le barrage de Tabqa, le 12 mai 2017 / AFP/Archives

taux.

Les Etats-Unis ont tenté d'apaiser la Turquie, alliée au sein de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), en affirmant que les armes seraient livrées judicieusement et contrôlées afin qu'elles n'arrivent pas jusqu'en Turquie.

Les inquiétudes d'Ankara à l'égard des YPG sont telles que la Turquie a lancé sa propre opération militaire en Syrie en août 2016, pour à la fois combattre le

groupe EI et dans le même temps empêcher les milices kurdes de contrôler une bande continue de territoire le long de la frontière turco-syrienne.

Actuellement, les Forces démocratiques syriennes resserrent leur étau autour de Rakka, mais elles sont encore loin de pouvoir lancer un assaut sur la ville. Leurs forces se trouvent à 3 km du côté nord, entre 7 km et 25 km du côté ouest, tandis que le côté sud-est reste aux mains de l'EI. ■



Foto: sguler/istock

■ Aleviten in Sivas tanzen bei einem Fest den Semah, einen rituellen Tanz, bei dem Männer und Frauen sich gleichzeitig im Kreis um ihre eigene Achse drehen und dabei immer schneller werden.

Aleviten in der Türkei

Zwischen türkischem Nationalismus und Islamismus

„Liebste Heimat, sie nehmen dich mir weg, ich frage mich, gibt's dich noch?

Ich fühle mich so leer, so unbeholfen und ausgesetzt. Den hungrigen Wölfen ausgesetzt, die unsere Verzweiflung ausnutzen“, schreibt die junge Alevitin Eda Pekinsoy in einem Brief, in dem sie ihre Ängste und Sorgen über das Schicksal der alevitischen Minderheit in der Türkei äußert.

■ VON KAMAL SIDO

Eda ist eine von 800.000 Aleviten, die seit Jahrzehnten gut integriert in Deutschland leben. Seit dem gescheiterten Militärputsch in der Türkei Mitte Juli 2016 nimmt die Angst der Aleviten in Deutschland, aber auch in ganz Europa zu. Sie machen sich große Sorgen um ihre Glaubensschwestern und -brüder in der Türkei. Obwohl die meisten Aleviten eine Machtübernahme der türkischen

Das Herz eines Menschen zu berühren ist viel wertvoller als eine Pilgerstätte zu besuchen.

Alevitisches Sprichwort

Armee ablehnen, werden sie pauschal verdächtigt, mit den Putschisten sympathisiert zu haben. Deshalb wurden

Tausende Aleviten festgenommen oder verloren ihre Arbeit. In Istanbul, Izmir, Bursa, Çorum und Gaziantep wurden im Sommer 2016 mindestens zehn alevitische Kulturvereine verboten. Unmittelbar nach dem Putschversuch attackierten Erdogan-Anhänger im Istanbuler Stadtteil Gazi Aleviten. Auch in Antakya in der Provinz Hatay an der syrischen Grenze wurden arabischsprachige Aleviten angegrif-

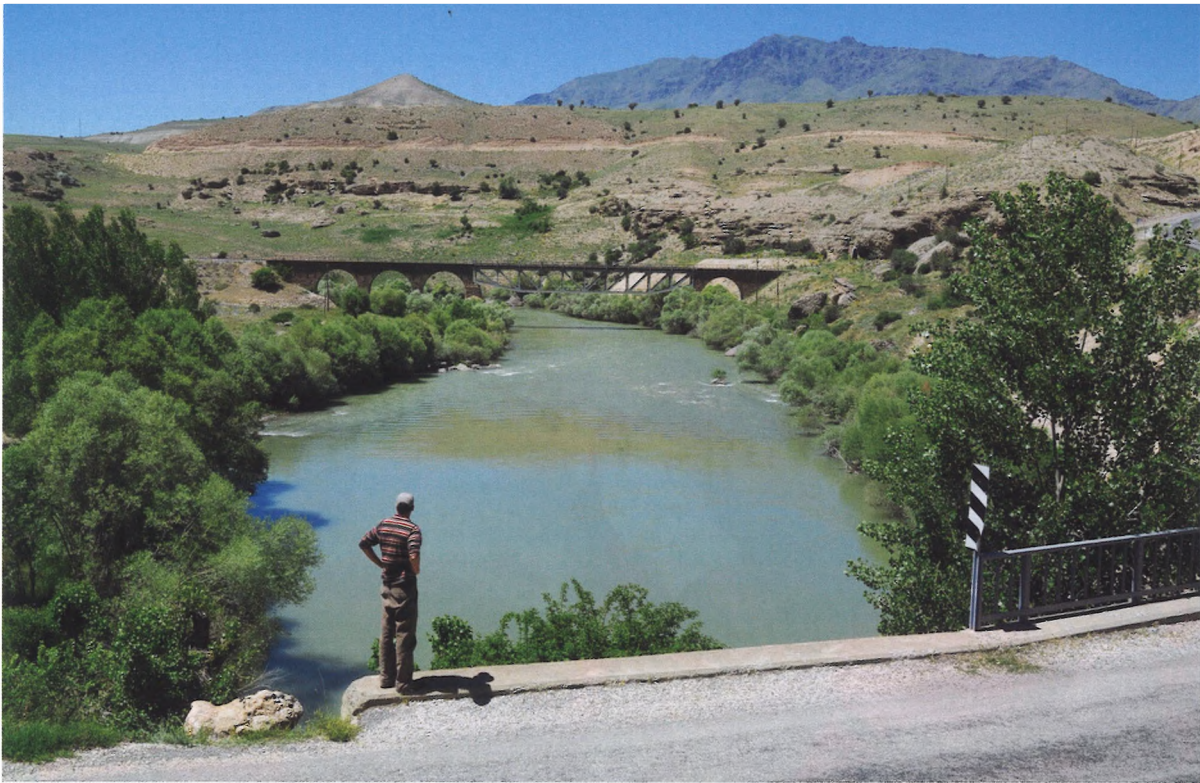


Foto: orientalizing/Flickr © BY-NC-ND 2.0

■ Für die Aleviten sind das Munzur-Gebirge und der Fluss Munzur heilige Stätten. Die Regierung hat jedoch vor, am Munzur mehrere Staudämme zu bauen. Dagegen regt sich Widerstand, denn die Menschen vor Ort wurden nicht in die Planungen einbezogen. Sie glauben nicht, dass dieses Bauvorhaben zur wirtschaftlichen Entwicklung der Region beitragen werde.

fen. Am 17. Juli 2016 stürmten regimetreue Türken den überwiegend von Aleviten bewohnten Stadtteil Pasaköskü in der ostanatolischen Stadt Malatya und riefen „Allahu akbar“ (Allah ist groß). Die Polizei bietet der alevitischen Minderheit in der Regel keinen Schutz, da sie von Islamisten unterwandert ist.

Keine Anerkennung als Glaubensgemeinschaft

Bis heute wird das Alevitentum in der Türkei nicht als Glaubensgemeinschaft anerkannt, sondern vom Präsidium für Religionsangelegenheiten (DIYANET) als anatolische Variante des Islam eingestuft. Es wird zudem der schiitischen Konfession zugeordnet. Als nicht-sunnitische Gemeinschaft werden die Aleviten deshalb diskriminiert, unterdrückt und verfolgt. Diese Unterdrückung verschärft sich, weil sich viele Aleviten bewusst vom Islam distanzieren und nicht mehr als „liberale Muslime“ bezeichnet, sondern als eigenständige Religionsgemeinschaft anerkannt werden wollen. In der Tat unterscheiden sich die Aleviten von

den Muslimen. Bei den Aleviten spielt die vorislamische, anatolische Kultur eine wichtige Rolle. Sie lehnen den islamischen Gesetzeskodex Scharia strikt ab. Frauen und Männer beten gemeinsam beim Cem, der alevitischen Gebetszeremonie. Sie treten ein für Gerechtigkeit, Menschenliebe, Toleranz sowie Religions- und Meinungsfreiheit und fordern eine Trennung von Kirche und Staat.

Verfolgung und Völkermord

Seit der Gründung der Türkei im Jahr 1923 versucht das jeweilige Regime, das Land zu türkisieren. Ethnische und religiöse Minderheiten wurden zwangsassimiliert. Und auch die Aleviten werden zwangssunnitisiert. Um sie zu Sunniten zu machen, lässt die Regierung in alevitischen Dörfern Moscheen bauen – die Aleviten beten nicht in Moscheen, sondern in Cem-Häusern – und schickt sunnitische Vorbeter dorthin. Diese predigen den von der Staatsführung proklamierten Islam und kontrollieren gleichzeitig das Alltagsleben der Aleviten. Reli-

gion ist zudem Pflichtfach an türkischen Schulen. So müssen alevitische Schüler die Lehren des sunnitischen Islam lernen.

Der Völkermord in Dersim

Nicht nur heute werden Aleviten in der Türkei diskriminiert, ihre Verfolgung hat leider „Tradition“. Dersim ist der althergebrachte Name der heutigen Provinz Tunceli, einer bergigen Landschaft im Norden Türkisch-Kurdistans, in der vor allem kurdische Aleviten leben. In dieser in der Vergangenheit schwer zugänglichen Bergregion konnten die Aleviten ihre Kultur und ihre Traditionen nahezu unbehelligt pflegen. Das war Staatsgründer Mustafa Atatürk jedoch ein Dorn im Auge. Für ihn stand das Türkentum im Mittelpunkt, alle anderen Völker und Religionen hatten keinen Platz in seiner Republik. Deshalb ging er unerbittlich gegen Minderheiten vor. 1937 trat das Zwangsevakuierungsgesetz in Kraft, um traditionelle Stammesstrukturen der Aleviten zu zerschlagen. Alevitische Kurden

wehrten sich auch mit Gewalt gegen diese Unterdrückungs- und Diskriminierungspolitik, griffen etwa militärische Einrichtungen an. Dieser Widerstand wurde vom Regime als Aufstand gewertet und mit äußerster Brutalität niedergeschlagen: Als Antwort auf diese Revolte tötete das türkische Militär 1938 mehr als 70.000 Menschen, Hunderttausende wurden vertrieben. Viele Dersimer gingen nach dem Massaker in den Westen der Türkei oder wurden dorthin deportiert.

Pogrome von Kahramanmaraş

Jährlich erinnern die Aleviten an die Pogrome von Kahramanmaraş im südöstlichen Teil Anatoliens, die sich vom 19. bis 26. Dezember 1978 ereigneten. Mehr als 100 Menschen kamen damals durch die Hand religiös-nationalistischer Türken ums Leben. Doch wie konnte es zu so einer verabscheuungswürdigen Tat kommen? Zwei Jahre vor dem Militärputsch von 1980 gab es viele Konflikte zwischen rechten und linken Parteien sowie Gruppierungen. Bereits im April 1978 ermordeten Rechtsradikale einen alevitischen Geistlichen. In der Nacht des 19. Dezember 1978 explodierte eine Bombe in einem Kino, in dem ein rechtspopulistischer Film gezeigt wurde. Niemand wurde dabei ernsthaft verletzt. Die alevitische Gemeinde wurde des Attentats beschuldigt. Gleich am nächsten Tag detonierte eine Bombe in einem alevitischen Café. Kurz darauf wurden zwei alevitische Lehrer ermordet, bei deren Beisetzung es zu weiteren Auseinan-

Bewohner von einem wütenden Mob auf die Straße gezerrt. Viele starben, andere wurden schwer misshandelt, Frauen vergewaltigt. Die Regierung griff erst spät ein und konnte die Lage nur schwer unter Kontrolle bringen.

Das Massaker von Sivas

In der ostanatolischen Stadt Sivas steckten radikale Sunniten am 2. Juli 1993 während eines alevitischen Kulturfestes ein Hotel in Brand, in dem sich vor allem alevitische Schriftsteller, Dichter und Musiker aufhielten.

2012 stellte das türkische Gericht den Prozess gegen die mutmaßlichen Täter ein, die dementsprechend ungeschoren davongingen. Die meisten verließen das Land. Das Ereignis erschütterte das Vertrauen der Aleviten in den türkischen Staat zutiefst und ist bis heute eines der traumatischsten Ereignisse in ihrer jüngeren Geschichte. Seit dem Putschversuch im vergangenen Sommer fühlen sich die Aleviten unsicherer denn je. Auch ich konnte diese Atmosphäre der Angst spüren. Auf meinem Weg nach Erbil in Irakisch-Kurdistan hatte ich beim



Foto: blacktomb/istock

■ Der Cemevi ist ein alevitisches Gebets- und Versammlungshaus, in dem Männer und Frauen gemeinsam beten.

Den Hotelgästen blieben nur zwei Möglichkeiten: Der Sprung in die wütende Menge oder der Tod in den Flammen. Das Martyrium dauerte mehrere Stunden, bevor Polizei und Feuerwehr zu Hilfe kamen. 37 Menschen verloren dabei ihr Leben. Von

Umsteigen auf dem Hinflug genügend Zeit, mich mit einigen Bekannten in Istanbul zu treffen. In den Blicken meiner Gesprächspartner entdeckte ich etwas Neues: Furcht. Die Hoffnungen der Menschen in der Türkei, allen voran der Aleviten, Kurden, Assyrer/

Da die Aleviten in der Türkei offiziell nicht anerkannt sind, gibt es auch keine genauen Angaben, wie viele dort leben. Die Zahlen variieren von wenigen bis 20 Millionen Aleviten. Es gibt türkisch-, kurdisch- (Kurmanci) und arabischsprachige Angehörige dieser religiösen Minderheit. Die Aleviten von Dersim sprechen mehrheitlich nicht Kurmanci, das von den meisten Kurden in der Türkei gesprochen wird, sondern Zaza.

dersetzungen kam. Ihren Höhepunkt erreichten die Unruhen in der Nacht des 22. Dezembers: Häuser, in denen Aleviten lebten, wurden mit roter Farbe markiert. Tags darauf wurden die

der türkischen Regierung wurde das Massaker offiziell als tragischer Vorfall bezeichnet, der durch einen politischen, nicht durch einen religiösen Konflikt entstanden war. Im März

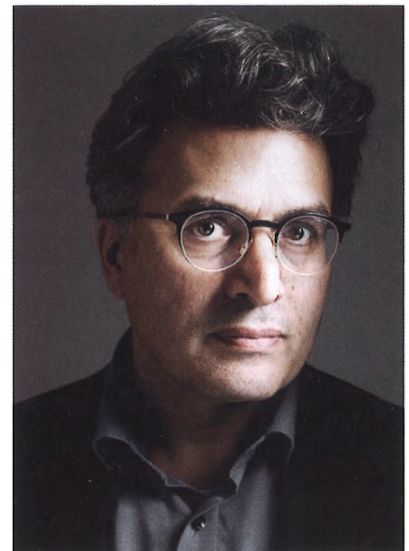
Aramäer, Yeziden und Christen, in einer toleranten, offenen und liberalen Gesellschaft zu leben, scheinen durch die Politik Erdogans zunichte gemacht worden zu sein. ■

Yeziden

„Die menschliche Vernunft hat vor religiösen Regeln Einzug gehalten“

Der Psychologe Jan Ilhan Kizilhan hat sich auf dem Feld der Traumalogie spezialisiert. Im Rahmen des Projektes „Sonderkontingent für besonders schutzbedürftige Frauen und Kinder aus dem Nordirak“ half er dabei, in der nordirakischen Stadt Dohuk ein Institut für Psychotherapie und Psychotraumatologie an der Universität Duhok zu eröffnen. Warum eine solche Einrichtung vor Ort notwendig ist und was ihn dazu bewegt, eine derart wichtige Arbeit zu leisten, erläutert er in einem Gespräch mit Sandy Naake.

■ Lalish im Nordirak ist das bedeutendste Heiligtum der Yeziden. Dort liegt Scheikh Adi begraben, der das Yezidentum vor 900 Jahren reformiert hat. In Lalish werden die Yezidinnen, die in IS-Gefangenschaft waren, auch wieder in die yezidische Gemeinschaft aufgenommen. Dazu müssen sie die Kleidung, die sie beim IS trugen, verbrennen. Danach werden sie in Weiß gekleidet.



■ Der Traumalogie
Jan Ilhan Kizilhan

Im März waren Sie im nordirakischen Dohuk, um ein Institut für Psychotherapie und Psychotraumatologie zu eröffnen. Dort sollen junge Menschen aus der Region zu Psychotherapeuten ausgebildet werden. Warum braucht es eine solche Gesundheitsversorgung vor Ort?

Jan Ilhan Kizilhan: Weil der ganze Nahe Osten bisher keine akademische Ausbildung für Psychotherapie und Psychotraumatologie anbietet. Schon während der Saddam-Ära und mit dem Einmarsch des Islamischen Staates wurden Hunderttausende Menschen traumatisiert. Und die Menschen müssen ihre Traumata vor Ort verarbeiten. Deshalb ist es wichtig, Psychotherapie in die all-

■ Ein Außenbezirk der nordirakischen Stadt Dohuk: Dort gibt es nun ein Institut für Psychotherapie und Psychotraumatologie, um Menschen auszubilden. Die Behandlung von Traumata soll ein wichtiger Pfeiler in der Gesundheitsversorgung vor Ort werden.



Foto: Tom Blackwell/Flickr © BY-NC 2.0

gemeine Gesundheitsversorgung zu integrieren. An dem Institut werden die Menschen in drei Jahren nach dem deutschen Psychotherapeuten-gesetz ausgebildet. Zeitgleich können sie auch einen Masterstudiengang in Psychotherapie und Psychotraumatologie absolvieren.

Spielt es eine Rolle, ob die Therapeuten aus dem gleichen Kulturkreis kommen beziehungsweise dieselbe Sprache sprechen?

Es ist immer von Vorteil, wenn man die gleiche Sprache spricht, da die Sprache besonders in der Psychotherapie wichtig ist. Nur so sind wir in der Lage, eine Diagnose zu treffen und die Betroffenen gezielt zu behandeln. Außerdem herrscht in diesen Kulturen ein anderes Krankheitsverständnis, sie äußern Symptome anders als etwa in Europa, wie zum Beispiel die fallende Nabelschnur als Ausdruck einer emotionalen

Belastung. All das erschwert die Arbeit. Unsere jetzigen Studierenden jedoch kommen aus dieser Kultur, sie sprechen die Sprache und können ihr Wissen mit unserem Know-how der westlichen Medizin sowie Psychotherapie gut kombinieren. Wir lernen natürlich auch viel über die Kultur und von den Menschen. Möglicherweise werden wir mit diesen neuen Erkenntnissen therapeutische Methoden entwickeln, mit denen wir auch Migranten in Deutschland helfen können.

2015 initiierte die baden-württembergische Landesregierung das vielbeachtete Projekt „Sonderkontingent für besonders schutzwürdige Frauen und Kinder aus dem Nordirak“. Rund 1.100 traumatisierte yezidische Frauen und Kinder, aber auch Schiiten, Kakai und Christen sind nun in Deutschland, um ihre schlimmen Erlebnisse therapeutisch aufzuarbeiten. Welches Behand-

lungskonzept verfolgen Sie?

Diese Frauen gehören zu den ersten Gruppen, die wir im Irak, nach ihrer Freilassung aus den Fängen des IS untersucht haben. Sie leiden alle unter einer posttraumatischen Belastungsstörung, Depressionen, Ängste und psychologischen Schmerzen aufgrund der schlimmen Erfahrungen, die sie während der IS-Geiselhaft gemacht haben. Diese Menschen müssen erst einmal stabilisiert werden. Sie brauchen Sicherheit, Vertrauen und Orientierung. Das sind die Grundpfeiler einer jeden Psychotherapie, wenn es um die Verarbeitung von Traumata geht. Erst nach einer Stabilisierung können wir therapeutisch versuchen, mit den Überlebenden das Trauma zu verarbeiten, damit sie wieder eine Perspektive für die Zukunft haben. Stellen Sie sich einen Jungen vor, der mit eigenen Augen miterlebt, wie seine Eltern erschossen werden

und sie nicht in der Lage waren, ihm zu helfen. Er hat zum einen das Vertrauen in seine Eltern verloren, obwohl sie nichts dafür können. Er fühlt sich im Stich gelassen. Seine Eltern haben ihn nicht schützen können. Zum anderen hat er das Vertrauen in die Menschheit verloren, weil er sich fragt, warum Menschen so grausam sind. Dieses Vertrauen müssen wir wieder aufbauen. So sind Tagesstruktur, Schulbesuch, soziale Kontakte und Begleitung bei diesem Jungen wichtig, damit seine Ängste nicht sein Leben kontrollieren. Dies ist zum Beispiel bei einigen yezidischen Mädchen relativ schwierig, da wir es hier mit einer posttraumatischen Belastung zu tun haben, die noch nicht vorbei ist. Diese Belastung sollte eigentlich schon vorbei sein und man sollte beginnen, sie zu verarbeiten, sich damit auseinandersetzen, darüber zu sprechen. In diesem Fall ist das jedoch schwierig, da der IS im Irak und in Syrien weiter aktiv ist und viele Verwandte sich immer noch in IS-Gefangenschaft befinden oder die jungen Frauen gar nicht wissen, was mit ihren Angehörigen passiert ist. Das heißt, wir haben neben der posttraumatischen Belastung auch noch eine akute Traumatisierung. Und bei den Yeziden speziell spielen auch noch transgenerationale Traumata eine große Rolle. Die Yeziden waren ja mit dem Einfall des IS am 3. August 2014 in den Irak nicht das erste Mal Opfer eines Genozids. Ihre Vorfahren haben auch viele schlimme Dinge erlebt und diese dann bewusst oder unbewusst weitergegeben. Insofern macht das die Behandlung schwieriger und wir brauchen neue Konzepte, weil wir es mit drei Typen von Traumata, transgenerationale, kollektive und individuelle Traumata, zu tun haben. Gerade junge Mädchen, die nach Baden-Württemberg gekommen sind, zeichnen sich durch eine starke Resilienz [seelische Widerstandsfähigkeit, schwierige



Foto: Marco Gomes/Flickr © BY-NC-ND 2.0

■ Diese Yezidin ist mit ihrem Kind vor dem Islamischen Staat geflohen.

Lebenssituationen ohne anhaltende Beeinträchtigung zu überstehen] aus und sind eher in der Lage, mit dem Erlebten umzugehen. Sie gehen in die Schule oder machen eine Ausbildung. Dabei werden sie parallel psychotherapeutisch behandelt. Die älteren Frauen indes schämen sich und fühlen sich schuldig. Sie haben nach den Vergewaltigungen das Gefühl, ihre „Ehre verloren“ zu haben und natürlich auch Angst, aus der yezidischen Gemeinschaft ausgestoßen zu werden. Die patriarchalen Wertvorstellungen sitzen noch tief und so müssen wir immer individuell schauen, wer stabil ist und bei wem wir das Trauma behandeln können.

Was bedeutet es für das Yezidentum, dass der Baba Sheikh, das religiöse Oberhaupt der Yeziden, vergewaltigte Yezidinnen wieder in die Gemeinschaft aufnehmen will?

In der Zeit, als wir dort tätig waren, war ich ja maßgeblich daran beteiligt, mit Baba Sheikh darüber zu reden, die jungen Yezidinnen wieder in ihrer Gesellschaft aufzunehmen. Einige konservative yezidische Stammesführer wollten es nicht, da sie glaubten, dass durch den sexuellen Kontakt mit den Terroristen, auch wenn es aufgezwungen war, die Frauen keine Yezidinnen mehr seien. Es war ein langes

Hin und Her, aber schließlich hat die menschliche Vernunft vor religiösen Regeln Einzug gehalten. Aus Sicht der Yeziden ist es eine Revolution, dass nach 800 Jahren diese Regel per Dekret vom Baba Sheikh aufgehoben wurde. Das war natürlich therapeutisch wichtig für die jungen Frauen, damit sie sich nicht entwurzelt fühlen. Sonst wären sie in zweifacher Weise Opfer gewesen: Opfer des IS und Opfer ihrer eigenen Religion. Es birgt natürlich aber auch Gefahren. Viele Yeziden, insbesondere die Älteren und die Stammesführer, haben Angst, dass das Heiratsverbot mit Nicht-Yeziden nicht mehr eingehalten wird und sich die religiöse Gemeinschaft auflösen droht. Diese Sorgen teile ich persönlich nicht, da ein Glaube Orientierung und Sicherheit vermitteln soll und den Menschen nicht schaden darf. Dieser neuen Herausforderung müssen sich die Yeziden stellen. Ihnen war bereits zuvor klar, dass ihre Regeln im Zeitalter der Globalisierung nicht mehr lange zu halten sind. In welche Richtung es gehen wird ist noch unklar. Ich sehe zwei Möglichkeiten: Entweder wird es in zwei bis drei Generationen die Gemeinschaft der Yeziden so nicht mehr geben, weil die Katastrophe sie intern und extern zerstört wird. Oder die Gemeinschaft lernt, mit dieser Katastrophe umzugehen, wächst

daraus, reformiert sich und verändert ihre Regeln, sodass sie eine Zukunft haben werden.

Was passiert mit den Frauen nach der Therapie? Wollen sie zurückkehren oder in Deutschland bleiben?

Aufgrund der aktuellen politischen Situation im Irak kann man noch gar nicht sagen, was mit den Yeziden nach dem Krieg passiert. Die Yeziden befürchten, dass sie instrumentalisiert und zum Spielball vieler politischer Interessen werden. Die jungen Frauen hier in Deutschland haben deshalb kein Vertrauen in die Menschen. Die Zukunft im Irak ist völlig unsicher und was passiert mit den Yeziden nach der IS? Es fehlen Sicherheiten, ein Versöhnungsprozess ist notwendig und politische Rechte müssen den Yeziden gegeben werden, damit sie wieder in ihren Siedlungsgebieten zurückkehren. Zurzeit leben mehr als eine halbe Million Yeziden in Flüchtlingscamps und ihre Zukunft ist ungewiss. Alle yezidischen Frauen, die

sind. Wir haben aber auch einige Frauen, die für einige Zeit in den Irak zurückgekehrt sind, weil Angehörige befreit wurden. Dies haben wir aus therapeutischer Sicht begrüßt, da das die Verarbeitung der Traumata nur unterstützen kann, wenn sie wieder nach Deutschland zurückkommen.

Bosnien, Kongo und nun der Nahe Osten: Warum wird sexuelle Gewalt als Kriegswaffe immer wieder eingesetzt?

Sexuelle Gewalt war und ist seit Menschheitsgedenken ein Instrument in allen Kriegen. Die Frau wird vergewaltigt und so wird symbolisch versucht, die Gesellschaft zu vergewaltigen, zu demütigen und mürbe zu machen. Die Gemeinschaft soll von innen zerstört werden. Wir haben bereits in Ruanda und Bosnien erlebt, dass Frauen mit Absicht geschwängert wurden, um ihre Familien zu demütigen. Auch die Yeziden haben solch patriarchalen Vorstellungen und ich kenne Fälle, in denen Väter sich um-

Bosnien werden die Frauen jedoch auch vergewaltigt, um sie auf diese Weise zum Islam zu konvertieren. Ich selbst habe viele Interviews mit Frauen geführt. Eine junge Yezidin hat dabei erzählt, dass sie von der Ehefrau eines IS-Kämpfers festgehalten wurde, damit er sie vergewaltigen konnte. Nachdem er sich an ihre vergangen hatte, sagte die muslimische Frau des IS-Terroristen zu ihr: „Mach dir keine Sorgen, jetzt gehörst du zu uns.“ Das heißt, auch der IS weiß, dass bei Yeziden ein sexueller Kontakt mit Nicht-Yeziden nicht erlaubt ist. Und so wird sexuelle Gewalt auch als Mittel der Zwangsbekehrung eingesetzt.

Was motiviert Sie, eine so wichtige, sicherlich auch seelisch belastende Arbeit zu machen?

Das ist nicht einfach. Aber wenn ich die Möglichkeit habe, Menschen zu helfen – egal ob Yeziden oder Muslime –, ist es für mich eine große Chance, ihnen etwas zu geben, was ich selbst bekommen habe. Ich kom-



■ Die Yezidinnen Nadia Murad (links) und Lamiya Aji Bashar erhielten 2016 den Sacharow-Preis der EU für ihren unermüdlichen Einsatz für die yezidische Minderheit. Sie waren selbst in IS-Gefangenschaft.

Foto: © European Union 2016 - European Parliament/Flickr © BY-NC-ND 4.0

ich bisher gefragt habe, und das sind über 90 Prozent, wollen in Deutschland bleiben. Sie kriegen auch automatisch einen Aufenthaltsstatus und müssen nicht das ganze Asylverfahren durchlaufen, da sie im Rahmen eines Sonderkontingents gekommen

gebracht haben, nachdem sie gehört haben, dass ihre Tochter von IS-Scheren vergewaltigt wurde. Das sind alte Normen und Werte, die die Yeziden verinnerlicht haben sind und das ist dem IS wohl bewusst. Im Vergleich zu den Vorfällen in Ruanda oder

me auch aus einem dieser Länder und weiß wie es ist, Teil einer verfolgten Generation zu sein. Wir dürfen nicht schweigen, sondern müssen aufstehen und von Terror bedrohten Menschen beistehen. Damit zeigen wir ihnen, dass sie nicht allein sind.